

ALFRED
SAUVY

**L'EUROPE
SUBMERGÉE**

Sud → Nord dans 30 ans

BM VILLENEUVE D'ASCO



063797 0037

Table des matières

POURQUOI SUD-NORD ? POURQUOI 30 ANS ?	1
1 000 ans (2). – Pourquoi Sud-Nord ? (2). – Pourquoi 30 ans ? (3).	

Chapitre 1 : LA GALERIE DES PROPHETES	5
« Le soleil se lèvera-t-il demain ? » (5). – D'Alembert et Bernoulli (6). – L'Europe (6). – Le XX ^e siècle de Robida (7). – Les voyantes et le PIB (8). – La foi et la raison (9). – La prévision des crises (10). – Vendredi noir ! (11). – Le temps sera beau (11). – Guerres créatrices (13). – Un épisode (14). – Les trois secteurs (14). – Le plan français (15). – Prospectives 2005 (16). – Que mangerons-nous ? (17). – Que mangeront-ils ? (18). – La ville de demain (18). – En marge des plans (20). – Les mille et une façons de mourir (20). – Prévisions de population (21). – Une prévision solennelle en... 1944 (22). – Ordre aux erreurs : « Compensez-vous ! » (23). – Bouddhisme et Club de Rome (24). – Déontologie mondiale (24). – Sincérité, espoir, raison ? (24). – Voir, prévoir, vouloir (25). – Un guide précieux : la mort (26).	

Chapitre 2 : L'HOMME ET LA NATURE	29
Manque de ressources naturelles ? (30). – Les ressources en énergie (31). – L'eau (32). – Trop de monde ? (32). – Nouvelle inquiétude (33). – Le temps qui vient (34). – Déjà loin, le désastre (34). – Prévision du temps (36). – Une menace discrète (36). – Réchauffement, refroidissement (38). – Gouverner c'est pleuvoir (38). – Dégradations possibles en Europe (39). – Déforestation et climat (39). – La science auxiliaire de la fable (41). – Les dangers de l'ethnique (42).	

Chapitre 3 : DU NOUVEAU SUR DE L'ANCIEN	43
Exubérance (44). – Contradiction (44). – La Grèce (46). – Rome et les Barbares (47). – Venise (48). – Flandre et Wallonie (48). – « Nos ancêtres, les Gaulois » (49). – Nouvelle coexistence : Les Francs et les autres (49). – Conquête des cœurs et de l'espace (50). – Anglais et Normands (50). – Les croisades (51). – Un nouveau monde (52). – Afrique, Asie, le colonialisme (54). – Océanie (54). – Une leçon sévère (55). – A l'Ouest, que de nouveau ! (55). – Doctrine marxiste ? En défaut (56). – Doctrine capitaliste ? En défaut (56). – Fuyez	

© BORDAS, Paris, 1987
ISBN 2-04-016472-3

“ Toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur, ou de ses ayants-droit, ou ayants-cause, est illicite (loi du 11 mars 1957, alinéa 1^{er} de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal. La loi du 11 mars 1957 n'autorise, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective d'une part, et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration ”

Européens ! (58). – De la prolifération des pauvres à la pilule des riches (59). – Renversement du courant séculaire (59). – Le chômage (60).

Chapitre 4 : NOUVEAU PAYSAGE 63

Le « dessus » et le « dessous » (65). – Le « dessus » et le « dessous » pour la population (66). – La faim du monde (67). – Le monde en l'an 2000 (68). – Et l'opinion (69). – Le 22^e siècle (69). – Plus à portée : l'an 2025 (70). – Evolution d'ici 2015 (71). – Transfert des techniques (72). – Précieuse énergie (73). – L'agriculture (74). – Métaux et minéraux (74). – Hors de question (75). – Quatre ruptures en vue (76). – Conséquences possibles (77).

Chapitre 5 : DIVERS TYPES DE COEXISTENCE 79

Trois évolutions possibles (79). – Panorama mondial (80). – Pays-Bas (81). – Belgique (81). – Suisse (81). – Union Soviétique (82). – Espagne (82). – Yougoslavie (82). – Inde (82). – Indonésie (83). – Afrique du Sud (83). – Maghreb (83). – Israël (84). – Liban (84). – Etats-Unis (84). – Canada (85). – Mexique (85).

Chapitre 6 : VIVRE PLUS, VIVRE MIEUX 87

La France seule (88). – L'implosion démographique (88). – Mangeront-ils ?... Mangerons-nous ? (89). – Les pays riches seulement (90). – Eugénisme à Singapour (91). – « Santé pour tous » (91). – Avenir de la vie (92). – Un mythe toujours renaissant (94). – Conséquences économiques et sociopolitiques (95). – Les soins de santé (95). – Richesse, culture, santé (95). – Morale et efficacité (97). – Le poids du progrès médical et social (97). – Primauté de la vieillesse (98). – Avortement (99). – Que consommerons-nous ? (101). – La Sécurité sociale en crise (102). – Des vieux pour les vieux (103). – La balance des paiements (104). – Le temps passé (104). – La stérilisation des tarés (105).

Chapitre 7 : TRAVAIL, IGNORANCE, CULTURE 107

1. Travail (107).

Un bref rappel (108). – Ignorance et davantage encore (109). – Récidive (110). – La perte en puissance (111). – Grands et petits boulots (112). – Devant nous (113). – Les salaires (114). – Laxisme (114). – La télévision (115). – Laxisme routier (116). – Alcool et publicité (117). – Le laxisme s'accroîtra-t-il ? (118). – Laxisme fiscal ou parafiscal (118).

2. Ignorance, culture (119).

Berger licencié ou licencié berger ? (119). – Ascension sociale ou descente ? (120). – Nécessité d'un enseignement manuel (121). – La lutte pour le parchemin (122). – Le bonnet d'âne (123).

Chapitre 8 : NOS TROIS DEFAITES DEMOGRAPHIQUES 125

Première défaite démographique : la perte du monde culturel (125). – Seconde défaite démographique : 1870 (127). – Le vieillissement (128). – Comment s'est allongée notre vie (129). – Reculs économiques (130). – Troisième défaite démographique : l'Algérie (131). – Reprises, renouveau, rechute (133). – « Morale » et démographie (133). – La France renaît-elle ? (134). – Retour manqué à la jeunesse (134).

Chapitre 9 : LES RETRAITES : UNE QUATRIEME DEFAITE DEMOGRAPHIQUE ? 137

Dislocation de la famille (137). – La révélation (139). – La France dans 30 ans et plus (140). – L'âge d'or des retraites (142). – Prévoir, savoir (142). – Répartition et capitalisation (143). – Vivre sans jeunes ? (144). – A l'intérieur du système (144). – Dans l'ensemble de l'économie (145). – Condition impérieuse : plein emploi (146). – Services personnels (147). – « Petits boulots » (148). – La fécondité (148). – Le congé parental (149). – La clef (150). – La croissance (150). – Le gâteau (151). – La répartition (152). – Jeunes contre vieux (152).

Chapitre 10 : ESPAGNE, ITALIE, ALLEMAGNE, JAPON 155

1. Espagne (156).

Pas de naissances « noires » (157). – Revenu, richesse (159). – Vers la périphérie (159). – Emigration (160). – Perspectives économiques (161). – L'emploi (162). – Le marché commun (162). – La population de demain (163). – Retour au réel (163).

2. L'Italie (166).

Entre les deux guerres (166). – Après la seconde guerre (167). – Primauté du Nord (167). – Refus de l'enfant (168). – Dictatures et natalité (169). – Travail noir (169). – Chômage (170). – Un fait nouveau : l'immigration (171). – L'opinion et les courants (171). – Position des pouvoirs publics (172). – La population dans 30 ans (173).

3. *L'Allemagne (R.F.A.)* (175)

Industrie et jeunesse (175). – Entre les deux guerres (176). – De quel côté le diable ? (176). – Rechute sérieuse (177). – Perturbations dans l'enseignement (179). – Démographie = Hitler (180). – L'immigration (180). – Est et Ouest (181).

4. *Japon* (182).

De l'arrière garde à la pointe (182). – De Mac Arthur à l'EPI (182). – Avortement plutôt que pilule (183). – Le vieillissement de la population (184). – Comment vivront-ils ? (184).

Chapitre 11 : A L'EST, DU NOUVEAU, SUR DU VIEUX

187

Une science maudite (187). – Du burlesque en Roumanie (188). – L'épopée chinoise (188). – A l'autre extrémité, la Hongrie (189). – Musulmans et chrétiens (189).

Chapitre 12 : DEPLACER LES HOMMES OU LES RICHESSES ?

191

A l'intérieur d'un territoire (192). – Heurs et malheurs des migrations intérieures (192). – Evacuer des villages ? (194). – Villages de vieux ? (194). – Europe du Sud et Afrique du Nord (195). – Transfert de techniques (195). – Comment vivra l'Europe ? (196). – Désertification et famines (198).

Chapitre 13 : TURQUIE, EGYPTE, MAGHREB

199

1. *Position du Coran sur les pratiques antinatales* (200).

2. *La Turquie* (201).

Population (202). – Autres arguments (204).

3. *L'Egypte* (205).

Limitation des naissances (205). – Perspectives (206).

4. *Algérie* (207).

A la recherche d'eau (207). – La population (208). – Limitation des naissances (210). – La question culturelle (211). – Difficultés économiques et politiques (211).

Chapitre 14 : TROP D'HOMMES ?

213

Les professeurs (214). – « Distingués », puis « sans entrailles » (214). – Les économètres (216). – Les comptables de la Nation (216). – Les guérisseurs (217). – Délit de fuite (217). – Le travail et les besoins (218). – Accueil à de nouveaux travailleurs (219).

Chapitre 15 : QUALITE, RACE, SELECTION

221

Sélection naturelle (222). – Sélection à l'entrée (222). – Ecrémage (223). – Races, racisme, xénophobie (224). – Supériorité collective, nationale ? (224). – Gobineau, Darwin, Rosenberg (225). – Une porte ouverte (226). – Qu'est-ce que l'intelligence ? (226). – « Ces gens-là ! » (227). – Hérité et milieu (227). – La sélection (227).

Chapitre 16 : PROMESSES ET MYTHOLOGIE DU ROBOT

229

Deux impressions contraires (230). – La théorie de l'abondance (231). – Silence, on rêve ! (232). – Après la guerre (232). – Pourquoi la disparition de « l'abondance » ? (233). – La machine et le travail humain (233). – Silence, on ne tourne plus (234). – Robots et niveau de vie (235). – Bureaucratie et goulots (236). – Deux sortes de travaux (237). – Inégalité du progrès (237).

Chapitre 17 : VIVRE ENSEMBLE

239

Terminologie (240). – Impossible retour (240). – Réussites dans le passé (241). – Le nombre et son évolution (241). – Mystérieuse « insertion » (243). – Quatre sujets de débat (244). – Le droit (244). – La nationalité (244). – Le droit de vote (245). – Le service militaire (246). – Séparation définitive ou fusion (246). – Le logement (246). – Arguments opposés (247). – La langue (248). – La religion (249). – L'esprit des Français en mutation (249). – Défendre sans diviser (250). – Anti ou pro ? (251). – Actions positives (251). – Le rôle des jeunes (251).

Chapitre 18 : ETATS-UNIS ET MEXIQUE

253

Nord-Sud : économie et population (254). – Sur le nombre (254). – Hasard et loi (255). – Conséquences économiques (257). – La question culturelle (259). – Extension de la langue espagnole (259). – L'influence proprement culturelle (260).

Chapitre 19 : SUD-NORD. LE PACIFIQUE DANS 30 ANS

261

Le choc de « Darwin » (262). – Le serment oublié (263). – Une immigration bien ordonnée (263). – Peur de la surpopulation (264). – Asie du Sud (264).

Chapitre 20 : CONCLUSION

267

Index des noms cités

275

Pourquoi Sud-Nord ? Pourquoi 30 ans ?

« Le carrosse du passé
ne vous conduit nulle part »
F. Dostoïewski

Voir devant. Quelle idée immense et folle ! Ou, peut-être, quel acte de raison pure ! Demain ? Curiosité ? Moyen de trouver son chemin ?

Parmi les mille et une façons de s'instruire ou de se distraire, la plus innocente, mais, à l'occasion, la plus perfide, est de vérifier ce que les personnes de poids, les hommes les plus sérieux, ont annoncé, prévu, à l'horizon d'une génération. Ne parlons ni des utopies, doux rêves ou suggestions ingénues, voire traités de morale, ni des vues grandioses de politiques ambitieux, emportés par leur ivresse. Installons-nous dans notre fauteuil et tournons le bouton.

Elles sont de multiples sortes, ces démangeaisons qui nous prennent de prévoir. Pourquoi ceux qui en ont l'occasion la saisissent-ils ? Par besoin de dominer ? Ils sont nombreux, en tout cas, ceux qui ont cru pouvoir ou devoir annoncer la façon dont les hommes vivront plus tard. Pittoresque, déconcertant, émouvant, tout ce monde qui va des scientifiques... (M. Berthelot, Condorcet, etc.) aux purs escrocs (Stavisky, Rochette), en passant par les amuseurs (A. Robida), les tourmentés (H. Wells), les prolongeurs soucieux (L. Mercier), les intéressés (financiers, marchands de tuyaux), les imaginatifs (Jules Verne, A. Huxley), les non satisfaits (G. Duhamel), les révoltés (le curé

Meslier), les politiques (Napoléon), les prudents (C. Thompson) et tant d'autres. Largement possible, d'ailleurs, le cumul.

Si un chercheur, nous a dit L. Roussel, avait, aussi réputé fût-il, présenté les tableaux qui sont devenus une réalité aujourd'hui, comme une perspective vraisemblable, le meilleur sort, pour lui, eût été le haussement d'épaules et la levée des yeux au ciel.

1000 ans

La plus fameuse prévision peut-être en politique, est déjà oubliée : « Nous écrivons l'avenir pour 1000 ans » a déclaré Adolphe Hitler, quand il accéda au pouvoir, le 30 janvier 1933.

Dix ans plus tard, le 30 janvier 1943, capitulation de Stalingrad : le Führer ne s'était trompé que de... deux zéros.

C'est à propos de ce même Hitler que Léon Blum a annoncé après les élections de l'automne 1932 : « Hitler a perdu non seulement le pouvoir, mais l'espérance du pouvoir ».

Pourquoi Sud-Nord ?

Que viennent faire ici, ces deux points cardinaux ?

« Le Nord-Sud, c'est fini » aurait déclaré¹ Jean Ripert, à l'occasion du 40^e anniversaire des Nations-Unies. Entendons-nous bien : se méfiant d'une expression aussi brutale, le *Secrétaire général pour la coopération et le développement* entendait surtout souligner la gravité de la tension entre l'Est et l'Ouest et constater les vicissitudes, pour ne pas dire plus du « *Nouvel ordre économique international* », un moment si chargé d'espoir. Ils n'en subsistent pas moins, les deux points

1. Valeurs actuelles. 28 octobre 1985. Jean Ripert, secrétaire général adjoint pour les questions économiques et sociales, aux Nations-Unies.

cardinaux, comme aussi l'opposition entre des groupes de pays, qui suivent des routes économiques et démographiques différentes.

Est-Ouest ? Nous le laissons de côté ici. Il risquerait de nous détourner des questions si fondamentales de population. Le problème qui se pose en Union soviétique est cependant signalé. Laissés aussi de côté, du moins dans leur généralité, les tourmentes courantes, telles l'endettement des pays pauvres vis-à-vis du *Fonds Monétaire International* ou de la *Banque Mondiale*. Elles se reproduisent, elles s'annulent, elles s'éteignent, les sommes monétaires. Les hommes aussi, mais pas de la même façon.

Ce titre Sud-Nord, il aurait fallu le mettre au pluriel, car il y a plusieurs zones dans le monde, où le Nord et le Sud vont s'opposer, et cela sous une forme bien différente des débats courants.

S'opposer, dites-vous, par le glaive ou par le missile ? Par la science ou la magie ? Bien plus discret, plus féroce aussi, le contraste, se manifestera sur la jeunesse. Mais gardons-nous de nous devancer nous-mêmes.

Pourquoi 30 ans ?

Il perd peu à peu, l'an 2000, la fascination qu'il a exercée sur les esprits de la génération qui s'éteint. Ils seront, certes, marqués de fêtes et de longues embrassades, ces trois zéros que verront plus de la moitié des Français d'aujourd'hui : mais, à tout prendre, cet an 2000, nous le touchons déjà, plusieurs villes visent pour lui, sur lui, dans leurs plans, ne serait-ce que pour l'organisation des Jeux Olympiques, dictés, paradoxalement par un lointain passé. N'est-il donc pas déjà sinon franchi, cet an magique, du moins dépourvu de sa magie ?

Trente ans ? Un peu plus que la durée d'une génération, et moins de la moitié d'une vie d'homme. Ils sont déjà nés, ceux qui, en 2015, auront 30 ans ou davantage. Pour les compter, avec autant de facilité que le brigadier comptant son escouade, il nous suffit de leur appliquer la table la plus funèbre, celle de la Parque ou la plus noble, si vous préférez, celle de la survie. Quant aux plus jeunes, sans être proprement écrit, leur nombre peut déjà être annoncé, dans chaque pays, avec une faible chance d'erreur. Mais ce point, le plus sûr, est précisément celui qui attire le moins, puisque, tyrannique, il ne laisse plus sa place au rêve.

Trente ans ? N'étant pas de ceux qui vivront cette époque, l'auteur ne risque rien, sinon l'oubli : d'ici 2015 ou 2020, bien d'autres anticipations auront, elles-mêmes, vu le jour, puis la nuit.

En route.

1. La galerie des prophètes

« Génie, ô longue impatience ! »
Paul Valéry

Une histoire des prévisions¹ remplirait une bibliothèque et absorberait une vie. Rappelons seulement quelques exemples célèbres.

« *Le soleil se lèvera-t-il demain ?* »

Telle est la question posée par Laplace, en termes de probabilité. Avec une réponse extrêmement voisine de 1, mais encore... Plus susceptible d'intriguer, voire d'inquiéter, eût été :

« *Le soleil se lèvera-t-il dans 30 ans ?* »

Le célèbre mathématicien avait été précédé, dans ce domaine, par Jacques Bernouilli, que nous allons retrouver.

L'ambiguïté d'une réponse, en termes de probabilité, est assez éloignée de celle des oracles classiques, de Delphes par exemple.

1. Le lecteur pourra consulter avec fruit et agrément : *Histoire des futurs. Les figures de l'avenir, de saint Augustin au XXI^e siècle*, par Bertrand Cazes. Seghers 1986.

Funeste eût été, pour eux, toute prédiction des termes. Les voyants et voyantes contemporains excellent aussi dans cet art. Comme il reste, chez les personnes plus incrédules, quelque désir inconscient de divination, la sélection, à postériori, des prévisions formulées joue en faveur du voyant. Qui ne s'est exercé à trouver, dans quelque menu fait contemporain, une vérification de Nostradamus ?

D'Alembert et Bernouilli

Au moment où l'inoculation de la variole (ce n'était pas encore la vaccination) était un vif sujet de débat et annonçait... la démocratie (accepter l'adversaire et réagir contre lui), Bernouilli a déclaré à d'Alembert : « L'inoculation est avantageuse, puisque le nombre de vies gagnées est largement supérieur au nombre probable de vies perdues (en cas de décès immédiat).

Désaccord de d'Alembert : « Vous semblez croire, cher monsieur, que les années ont même valeur ! Une année de jeunesse perdue par décès prématuré vaut bien plus que deux années de décrépitude supplémentaire. « Un tiens, dit le dicton, ne vaut-il pas mieux que deux tu l'auras ? »

L'Europe

Unie ou non, l'Europe, se place ici entre le Nord entre le 10^e et le 25^e méridien Est, en laissant de côté l'Union Soviétique, qui, selon les Nations Unies, constituent une sixième partie du monde.

Optimistes ont été, le plus souvent, les prévisions à son sujet, attitude presque dictée par le désir de voir finir les carnages. Laissant Henri IV de côté, voici Victor Hugo, dans un discours enflammé¹ :

1. Discours prononcé au Congrès de la paix, le 21 août 1849.

« Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les votes, par le suffrage universel des peuples, par le véritable arbitrage d'un grand sénat souverain, qui sera à l'Europe ce que le *Parlement* est à l'Angleterre, ce que la *Diète* est à l'Allemagne, ce que l'*Assemblée législative* est à la France ! Un jour viendra où l'on verra ces deux groupes immenses, les Etats-Unis d'Amérique, les Etats-Unis d'Europe, placés l'un en face de l'autre, se tendant la main par-dessus les mers, échangeant leurs produits, leur commerce, leur industrie, leurs arts, leurs génies, défrichant le globe, colonisant les déserts, améliorant la création, sous le regard du Créateur ».

Moins optimiste, Georges Sorel qui, en 1908, déclare :

« Comment ferez-vous pour fédérer des Slaves, ou religieux, ou mystiques révolutionnaires, des Scandinaves assagis, des Allemands ambitieux, des Anglais jaloux d'autorité, des Français avarés, des Italiens souffrant d'une crise de croissance, des Balkaniques braconniers, des Hongrois guerriers ? Malheureuse Europe ! Pourquoi lui cacher ce qui l'attend ? Avant 10 ans, elle sombrera dans la guerre et l'anarchie ».

S'il a eu raison pour la guerre, bien plus contestable l'anarchie. Même dans ses pires désordres, la CEE ne mérite-t-elle pas plus d'indulgence ?

Vient aussi à l'esprit, non sans amertume, l'accent gouaillieur d'Aristide Briand, à la Société des Nations, qui accueillait l'Allemagne en 1926 :

« En arrière, les mitrailleuses, en arrière les canons ! »

Finie la guerre ? Il ne l'a pas vue ; il est mort en paix, l'homme de la paix. L'écueil des grands hommes, c'est qu'après avoir su vivre, ils ne savent pas mourir au bon moment. Lui, il a su.

Le XX^e siècle de Robida

Une curiosité, en passant : le caricaturiste est-il enclin à la prévision, comme Baudelaire nous le donne à penser, mais, du même coup, privé d'imagination ? Le caricaturiste Albert Robida (1848-1926) nous donne, en tout cas, un exemple curieux des chaînes qui nous lient et des efforts, souvent puérils, déployés pour les faire sauter, d'où contraste, dans ses rêves sur le XX^e siècle, entre l'appareillage, parfois burlesque, et le tableau ingénu des mœurs bourgeoises : le téléphonoscope

fonctionne bien, dans le monde entier, mais Angèle rougit, lorsqu'elle est demandée en mariage... à ses parents, bien entendu, par téléphone.

L'Italie est devenue un parc européen, l'Europe ne semble pas unie, ce sont, au contraire, les Etats-Unis qui sont divisés en trois républiques, une mormone à l'Ouest, une chinoise et une allemande. Nous voilà loin de Tocqueville, de Kafka et plus encore de Reagan.

Celui qui, cependant, cherche des merveilles de perspicacité, les trouve chez Robida, à condition de manifester la complaisance nécessaire : le Conservatoire pour les hommes politiques n'est-ce-pas notre fière ENA ? Le *royaume de Judée* n'est-il pas Israël ? Peu importe, après tout, qu'il ait pour chef M. de Rothschild, devenu Salomon II.

Et l'incendie de Tripoli, quelle prescience ! Seulement, personne, dans cette affaire, ne ressemble à Khadafi. Il y a, d'ailleurs, au moins deux *Tripoli*.

A l'encontre de tant d'utopies, aucun renversement social. Les républiques de la mer moscovienne sont... cosaques.

Les voyantes et le PIB

De tous les temps, il y a eu et, dans tous les pays, il y a, des voyantes. L'exercice de cette profession accroît-elle le PIB ? Question à poser aux élèves de l'ENA.

Laissons de côté les réactions, utiles ou nocives, que peut suggérer cet oracle. La réponse est cruellement affirmative. Les personnes ainsi informées éprouvent, en effet, un certain intérêt, disons même une certaine satisfaction, alors même que l'oracle est quelque peu sombre. L'ambiguïté de la réponse laisse, en général, aux informés, une possibilité d'espoir, de rêve et... un sujet de conversation. Et c'est ainsi que la comptabilité nationale devrait en tenir compte, pour autant qu'elle soit informée de l'existence de tels actes. L'administration fiscale, elle, a certainement pensé à elles.

Puisque nous sommes dans le domaine de l'économie, abordons-le franchement, en prenant garde de ne pas nous enfoncer.

La foi et la raison

Qu'a-t-il annoncé Marx, le renverseur ? L'augmentation de la mortalité dans les pays capitalistes, bien sûr, mais surtout la grande culbute, suivie, quelque temps après, de l'abondance de tous les produits.

L'aboutissement n'est plus en question : la « prise au tas » de richesses surabondantes, mais il a manifesté une grande discrétion sur les dates, tant celle du renversement du pouvoir que celle du passage au stade distributif.

Plus sûr de lui ou moins soucieux des autres, F. Engels a été plus précis :

« Ce sera un rien de régler la production sur les besoins »¹.

Quelle consolation, cet angélisme, pour J. Chirac, pour R. Reagan et pour Gorbachev !

Plus près de nous, voici Lénine (1870-1924) :

« Or, dès que sera réalisée l'égalité de tous les membres de la société, quant à la jouissance des moyens de production, c'est-à-dire l'égalité du travail et du salaire, alors se dressera fatalement, devant l'humanité, la question du progrès suivant, la question du passage de l'égalité formelle à l'égalité fondée sur le principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Au bout de 30 ans, donc en 2015, voici un pronostic ferme, de notre part :

« Les besoins des hommes ne seront couverts en aucun pays, d'aucun régime ».

Très prudents d'ailleurs, sur le calendrier, les deux fondateurs : Marx annonce, de façon claire nous l'avons vu, le stade distributif (la prise par chacun sur le tas de richesses) sans fixer aucun délai. Lénine a, seul, vers 1920, fait quelque allusion à l'utilisation de l'or, pour les vespasiennes, dans un délai inférieur à 20 ans. Il a vécu moins longtemps que l'or.

1. Discours prononcé le 15 février 1845 (Mega Edition allemande, première partie, vol. 4 p. 372).

moins de le combattre, en pleine lumière. Mais quelle aventure ! Idée folle !

Un épisode

Quittant la prudence traditionnelle, le célèbre économiste M. Friedmann, dit « le pape de Chicago », a annoncé, à la fin de 1982, une forte poussée de chômage, en 1983. Comme si elle s'était piquée au jeu, cette année 1983 a vu au contraire un progrès important, consacré par le gain exceptionnel – et ironique – d'un million d'emplois. Sportivement, le grand libéral a reconnu son erreur, lui trouvant évidemment une explication. Tout est perdu, fors l'honneur.

Pour l'ensemble du monde, les prévisions économiques ne sont pas dénuées de sens ; du moins peut-on le penser, puisque, dans tous les pays, le pouvoir politique s'appuie, plus ou moins, sur elles ; seulement l'horizon d'un an n'est que rarement dépassé.

Celui qui va au-delà de 20 ans, sans appui sur la démographie, doit avoir quelque foi, quelque confiance personnelle, qu'il désire concrétiser. Le meilleur appui, pour la prévision, reste la mort, nous allons la retrouver, cette précieuse auxiliaire.

Les trois secteurs

C'est du long terme qu'il s'agit cette fois :

C'est au britannique Fischer, à l'australien Colin Clark et au français Jean Fourastié que nous devons la possibilité de prévisions rationnelles à long terme, grâce à la marche de la population active, divisée en trois secteurs, primaire (agriculture), secondaire (industrie) et tertiaire (services). Une telle répartition avait été entrevue par le suisse Herrenschwand le frère du médecin, vers 1780, mais sans suite. Seulement, une fois entrés, disons en 1950, dans l'ère du tertiaire, nous

ne voyons plus guère d'application que dans les pays peu développés. Il a bien été question de secteur « quaternaire », mais la déviance est facile et le sourire plus encore.

Le plan français

Après la première guerre, sacrilège, utopique, était encore, pour les libéraux, l'idée de plan économique. Mais les rigueurs de la grande crise, si mal comprise aujourd'hui encore ont fatalement brisé quelques dogmes. Pendant les douloureuses années 30, avait fleuri une éclosion de projets, appelés *Plan* : en Belgique, plan de Man ; en France, plans du pittoresque Jean Coutrot, plan du 9 juillet de Jules Romains (de l'Académie française), plan de la C.G.T. etc. Ces plans ne résultaient d'aucun calcul, d'aucun modèle. C'étaient autant d'actes de foi, de désirs hibernaux de voir, à nouveau, des fleurs.

Telle était la faveur du mot que Paul Reynaud, lui-même, libéral s'il en fut, a lancé l'idée d'un « plan de 3 ans », qui n'était qu'un moyen de durer politiquement 3 mois.

La guerre est venue, pendant laquelle tout n'était que plan. La *Résistance* avait, elle-même, son *plan économique*, dont le libellé fait aujourd'hui sourire. Tant qu'a duré la pénurie, subsistait un système de répartition des denrées de première nécessité (rationnement). C'est qu'en 1945, ce n'était pas le niveau de vie qui était en question, mais la vie des hommes elle-même. Et cependant, dès la libération, des économistes libéraux, voire socialistes, avaient demandé la suppression du rationnement, mesure autoritaire, lui préférant, comme il a été dit, « le rationnement par l'argent ».

Rationner les produits, ce n'était cependant pas un *plan* économique. Vint alors, à l'automne 1945, le grand paradoxe, chargé d'ironie :

Socialiste par essence, le *Plan*, à odeur de soufre, a été créé en France, par un grand financier libéral, Jean Monnet et a, plus tard, été quelque peu mis à mal par un gouvernement socialiste.

S'il subsiste encore, ce plan sexagénaire, et s'il est, sinon écouté, du moins redouté, c'est que, quelque peu las de sa routine quinquennale, il s'en est, en quelque sorte, évadé, dans le temps comme dans l'espace.

Prospectives 2005¹

La peur du démenti a conduit les chercheurs d'avenir à adoucir constamment le vocabulaire. Nous avons vu dans l'ordre :

- la prophétie ;
- la prédiction ;
- la prévision ;
- les perspectives ;
- la prospective.

Nous y voilà.

Elle nous fait faire des beaux voyages, autour de notre chambre, cette publication, *Prospectives 2005* au nom un peu singulier, par... son pluriel. En dépit d'une forme défectueuse et même d'un français durement malmené² nous trouvons d'intéressantes vues sur la façon dont nous vivrons demain, c'est-à-dire, après cette date insignifiante, qui marque un changement de numérotation, seulement, cette fois, nous ne pouvons pas juger les résultats et bénéficier des avantages de celui qui connaît la fin de l'aventure.

Une excursion quelque peu timide, dans le domaine de la population laisse à peu près en blanc, dans ces *Prospectives*, la grande question des migrations, ainsi que le drame des retraites (voir chap. 9). Les naïvetés habituelles sur le chômage sont, cependant, en bonne place, en toute ingénuité.

Dans l'ensemble, cette œuvre de scientifiques éminents ne quitte guère le laboratoire. L'homme, triomphant de la matière, imagine des moyens de vivre mieux, mais ignore quelque peu, sinon la nature, du

1. *Economica* 1987.

2. Les *techniques* sont, selon l'usage courant, appelées *technologies*, pour faire plus d'effet. Faut-il rappeler que la technologie est la science des techniques et qu'il est aussi vain de parler de technologies au pluriel que de géologies ?

moins les climats, la dégradation des forêts etc. Un second volume réparateur semble nécessaire.

Que mangerons-nous ?

C'est au début de notre siècle – comme si un zéro de plus stimulait les esprits –, que les hommes se sont demandés quelle nourriture serait proposée à leurs enfants. Plus croyant que facilitiste, Marcelin Berthelot a évoqué les possibilités qu'ouvrira, aux « nourrisseurs » la connaissance de la chimie. A la même époque, les amuseurs, les curieux annonçaient, volontiers, l'apparition d'aliments synthétiques ou bien la concentration extrême sous forme de pilules, procurant, chacune, la nourriture de 24 heures. Rêve sans rigueur.

Curieux aléa des découvertes : vers 1980, alors que se confirmait l'échec du « bifeck pétrole » (des essais ont été tentés à Martigues), des industriels américains ont, sans connaître, peut-être, le nom même de Berthelot, créé une sorte de viande synthétique, en s'efforçant, non seulement de reproduire les filaments et la texture carnés, mais de donner le goût de viande de bœuf, grâce à des arômes appropriés, avec le concours des chefs (français, bien sûr) de l'hôtel Pierre et du Waldorf, largement rémunérés.

F.A.O. s'est, un moment, intéressé à cette innovation, moins appréciée en France qu'aux Etats-Unis. La question reste en suspens, car la synthèse n'a jamais dit son dernier mot.

Les auteurs de l'ouvrage *Prospectives 2005*, cité plus haut, ne font pas allusion à cette promotion de produits alimentaires, se bornant, sans grand risque, à prolonger les tendances actuelles ; plus de protéines animales (viande, produits laitiers), plus de produits surgelés et de conserves, moins de produits énergétiques, pain, pommes de terre, corps gras et sucre. C'est moins une prévision technique sur les mœurs alimentaires que l'annonce d'une augmentation du niveau de vie, vraisemblable, certes, d'ici l'an 2005, mais plus contestable, nous le verrons, si l'horizon va jusqu'en 2015.

Que mangeront-ils ?

Lorsque fut connue l'accélération de la population dans les pays pauvres, connue sous le nom d'*explosion démographique*, sur laquelle nous reviendrons, les prévisions noires se sont multipliées, non dans les pays directement menacés, mais dans les pays occidentaux, bien pourvus. Les pays socialistes, ont, grâce à leur foi dans la science, évité de tomber dans cette panique.

Aux Etats-Unis, par contre, le naturaliste américain Ch. Vogt a décrit, sous les couleurs les plus sombres, l'avenir de l'humanité, dans son ouvrage, paru en français, sous le titre « La faim du monde ». Il ne s'agissait pas seulement, selon lui, de l'Afrique sèche ou de l'Asie surpeuplée. La seule vue de l'embouchure du Mississippi lui a inspiré des réflexions sur l'importance de l'érosion, dans tout le bassin de ce fleuve. C'est la terre des Etats-Unis qui s'en va et s'engloutit.

Nous verrons plus loin l'aventure, mal connue, de la pilule stérilisante.

La ville de demain

Dans les villes et notamment Paris, l'eau, la grande bienfaitrice, n'a longtemps été obtenue que par la course à la fontaine publique ou grâce aux bienfaiteurs porteurs d'eau, courbés à vie, sous le poids de leurs seaux qui leur meurtrissaient les épaules. Lorsqu'a été suggérée la distribution d'eau par conduites, L. Sébastien Mercier, l'auteur des fameux *Tableaux de Paris* s'est demandé anxieusement ce que deviendraient ces porteurs d'eau, cruellement allégés. D'autres, au contraire, sont allés de l'avant, tel le « précurseur » Robida, déjà cité, annonçant que la distribution d'eau, par des tuyaux, serait fatalement étendue à d'autres liquides, lait, boissons diverses, potages, etc. Quelle carence !

Ce cumul des distributions collectives et de la vie individuelle n'a pas été suivi, même par les premiers communistes, ô combien « héroïques », des années 20. Ces novateurs avaient, par contre, annoncé la construction d'une ville de 40 000 habitants n'ayant qu'une seule cuisine. Ils avaient tout compris de Marx, excepté la prudence.

Le XIX^e siècle a vu la construction d'égouts et de souterrains urbains. L'auteur de *Paris en l'an 2000*, précurseur, tout au moins, par le titre, prévoyait vers 1860, en saine logique, le rôle étendu et discret du souterrain. Prolongeant, en somme, la classique cave individuelle, ces souterrains apporteraient, sur des wagonnets, le charbon et le bois, expulsant, au retour, les cendres et déchets, aujourd'hui promus au rang d'ordures ménagères.

Il serait surpris, ce précurseur, si, revenant parmi nous, il s'apercevait que le sous-sol des grandes villes, si largement utilisé, transporte surtout des hommes.

Et cependant, l'idée de la ville, à plusieurs étages fonctionnels, revient de temps à autre. Vers 1960, le *Centre national d'urbanisme* a dressé les plans de deux villes modèles, l'une de 500 000, l'autre de 1 million d'habitants, conçus dans cette idée.

L'avenir, cette ville ? Plutôt un curieux passé. Ce sont, d'ailleurs, des documents difficiles à trouver. L'auteur n'avait pas tenu compte des racines, des enracinements. C'est le platane de Valéry :

« De ton front voyageur les vents ne veulent pas,
La terre dure et sombre
O Platane, jamais ne laissera d'un pas
S'émerveiller ton ombre ! »

Elles ont des racines vraiment profondes, les villes. Lorsque Berlin a été, en 1943, détruite par les bombes américaines, Hitler, qui refusait toute idée de défaite, avait demandé à des architectes urbanistes, de dresser les plans d'une nouvelle ville, en un emplacement nouveau, scientifiquement déterminé. Après quelques recherches, ils ont conclu que la masse des infrastructures, la convergence des routes, des voies ferrées, etc. commandaient une reconstruction... sur place.

Trop de constructions définitives, trop d'interdits aussi, trop de droits acquis s'opposent à toute mobilité, à toute adaptation aux techniques contemporaines.

En marge des plans

Horizon 30 ans : qui ne le choisit et même au-delà, pour les placements d'obligations, pour les investissements, pour les constructions ?

Pour les accidents naturels, impuissance totale, d'où dégagement des responsabilités. Que quelque secousse géologique fasse disparaître le pétrole, aucun reproche au prévisionniste de l'économie, puisque c'était hors de son champ. Seul quelque Haroun Tazieff pourrait, peut-être, être rendu responsable, non certes de la catastrophe, mais de la surprise causée par elle.

En période quelque peu agitée, l'ambiguïté reste une précieuse ressource, mais il n'y a pas plus de chaire sur ce sujet, que de chaire de palinodie.

Bien armés pour annoncer les performances, par temps calme, les météorologues de l'économie se trouvent en difficulté devant les orages, comme aussi devant les décisions politiques, encore que celles-ci peuvent parfois être annoncées à la date près (dévaluations monétaires par exemple).

Les mille et une façons de mourir

En cherchant à s'amuser, A. Huxley (1894-1963) a réussi à nous amuser nous-mêmes. Plus réalistes, deux auteurs contemporains, dont l'opposition absolue a quelque chose de rassurant : Hermann Kahn voit l'avenir en rose, s'opposant au très sombre A. Peccei, président du Club de Rome, que nous allons retrouver.

Les années 70 ont, d'ailleurs vu, (conséquence curieuse de la découverte de la lune), une éclosion, en quelque sorte, de *fleurs noires*. C'était le temps, déjà bien oublié, où, chaque jour, les médias et d'éminents professeurs annonçaient aux peuples riches, une nouvelle façon de mourir pour l'humanité.

Le temps aussi de « La bombe P » du couple Ehrlich. Sur l'édition américaine, sinistre était la couverture :

« Pendant que vous lirez ces mots, quatre personnes seront mortes de famine, en majorité des enfants ».

C'était le temps encore — tout cela s'est envolé — où une américaine, professeur d'Université a, un jour, annoncé en chaire, qu'il n'y avait désormais pas d'acte plus déraisonnable, plus barbare, que de mettre un enfant au monde, ce monde prêt à mourir.

Parmi les nombreuses menaces mortelles, inégalement pittoresques, citons celle-ci :

« Le DDT est chimiquement invulnérable, insoluble, etc. ; il est peu à peu entraîné par la pesanteur, vers les mers. Or la quantité de DDT déjà consommée, donc en route, est supérieure au niveau nécessaire pour tuer toute la faune et la flore marines. »

Un moment d'émotion ; nous vivons encore.

Avait également été dénoncé le réchauffement troublant de l'atmosphère. Nous le retrouverons au chapitre suivant.

Prévisions de population

Chassés de partout, les explorateurs de l'avenir se réfugient dans le domaine le moins étudié, le moins suivi, par la population : la population elle-même. Ils sont cependant, d'une extrême prudence, les démographes et redoutant les hommes, plus encore que les choses, ils n'ont garde de formuler de véritables prévisions, tant sont bannis et redoutés les mots *prophète* et *prophétie*. Il s'agit simplement de dérouler la bobine, de voir ce que va donner la continuation du chemin suivi. D'où les noms de *perspectives* ou *projections*, voire de trajectoires. A la mode aujourd'hui, nous l'avons vu, le mot, du reste contestable, de *prospectives*.

La plus sûre et la plus ancienne, dans ce domaine, est curieusement celle d'un Soviétique, Stroumiline, au temps ingénu de Lénine. Pour les Soviétiques, la science est pure, c'est la divinité même, l'oracle, excepté cependant... la démographie, qui semble avoir odeur de soufre.

A peu près en même temps que Stroumiline, la *Société des Nations* avait, utilisant les services du britannique Bowley, annoncé, dans les années 20 : « le nombre des hommes qui seraient en âge de porter les armes en 1940 ». Curieux de voir un organisme, chargé d'assurer la paix dans le monde, manifester son souci de compter les soldats éventuels.

Qui depuis...

Une prévision solennelle en... 1944

Elle mûrissait la deuxième guerre et même finissait. Soucieux de ne pas se laisser dépasser par les événements, la *Société des Nations* et F. Notestein, démographe américain ont, en 1944, annoncé quelle pourrait être la population de l'Europe et de l'Union Soviétique, en 1970. La guerre étant déjà « écrite », l'aléa étant réduit¹.

Voici les annonces et les résultats (en millions) :

	1940	1970 prévisions	1970 résultats observés
Europe	399	417	462
URSS	174	251	243
Total	573	668	705

Faut-il manifester notre admiration ou notre ironie ?

Apparemment, les résultats en 1970 ont été assez voisins de ceux prévus (705 millions, au lieu de 668) ; seulement, cette réussite apparente résulte, cette fois encore, de la compensation entre différences importantes, en sens contraires. C'est ainsi que, pour la France, le nombre de jeunes (moins de 20 ans) a dépassé, avec 16 millions, le double de ce qui avait été avancé. A l'époque du calcul, les auteurs

1. *La population future de l'Europe et de l'Union Soviétique. Perspectives démographiques 1940-1970*, Genève 1944.

connaissaient, cependant, la reprise de la fécondité amorcée en 1941-1942 ; seulement ils « n'y croyaient pas ». Du reste, encore déconcertés par la reprise de la natalité après la guerre, non prévue et, aujourd'hui encore, mal expliquée, les démographes n'ont eu que la ressource de l'appeler « *baby boom* ». Zéro.

Pour l'Union Soviétique, les résultats de F. Notestein ont été, au contraire, un peu inférieurs aux résultats prévus, et cela malgré l'accroissement du territoire.

Et voici manquée une belle occasion de prévoir, pour les démographes de tous pays : dès 1958, la pilule stérilisante était en vue, alors que les enquêtes dans les maternités montraient l'importante proportion des grossesses non désirées (plus de 40 %). Prévue pour freiner la prolifération dans les peuples pauvres, la pilule a, suprême ironie, déclenché, dans les pays riches, la grande dépression qui peut les emporter.

Ordre aux erreurs : « compensez-vous ! »

Laissant de côté la prévision, quelque peu simpliste, de Vauban sur la population du Canada, signalons le cas curieux de Duvillard :

La fin du XVIII^e siècle a vu, en même temps, la découverte du vaccin de la variole, par Jenner et l'essor des études actuarielles. Deux sujets, en apparence bien éloignés. L'actuaire genevois Duvillard (1755-1832) s'est cependant proposé de calculer la population de la France en 1943, dans le cas où la variole serait mise hors de cause. Après 20 pages d'équations différentielles, pour un calcul qui, aujourd'hui, demanderait trois heures, sans l'aide de machine, le consciencieux actuaire trouve le nombre à peu près juste, 43 millions, grâce (comme pour le Verrier, découvrant l'existence de Neptune) à deux erreurs, ou plutôt deux différences d'hypothèses, qui se compensaient.

« Compensez-vous, erreurs ! marmonne le calculateur, je compte sur vous ! »

Bouddhisme et Club de Rome

En 1986, a paru, en français, l'ouvrage « *Cri d'alarme pour le XXI^e siècle* » d'Aurelio Peccei, président du *Club de Rome* et de Daisaku Ikeda, président de *Soka Gakkai International*, société laïque, bouddhique, de caractère éducatif et culturel. Ni l'un ni l'autre ne s'appuient sur une religion, au sens propre du mot, mais ils s'opposent si « religieusement » à la sérénité, qu'ils font oublier les misérables querelles Est-Ouest ou Nord-Sud.

Pour le moment, le *Club de Rome*, qui annonce la fin prochaine du monde, semble plus menacé que lui. Seul un nombre de morts suffisant peut encore assurer sa vie. Nous le retrouverons sur notre route, agitant ses SOS.

Déontologie mondiale

Que feriez-vous si, homme de science de renom, des expériences sûres, des calculs indubitables, vous montraient la possibilité d'une catastrophe mondiale dans un avenir peu éloigné ? Oseriez-vous informer les hommes, au risque de terreurs et de drames sanglants ou bien, comme certains cancérologues, ne signalerez-vous au malade que de menues imperfections, en vue de détourner le trouble ? La question a été posée, mais n'a fourni aucun conseil de réponse.

Sincérité, espoir, raison ?

Et Marx, faut-il encore le rappeler, qui avait annoncé l'augmentation de la mortalité dans les pays capitalistes ? Très prudent sur la date de la grande bascule sociale, mais catégorique sur « la prise au tas » de richesses. Plus sûr de lui, ou moins soucieux, nous l'avons

vu, Engels¹. Que n'est-il lu, dans les moments difficiles, par les hommes du Plan, en tous régimes !

Quelle consolation aussi, cet angélisme, pour les hommes politiques de Paris, de New York et... de Moscou !

Plus près de nous, Lénine (1870-1924) a annoncé la satisfaction prochaine de tous les besoins (p. 9).

Au bout de 30 ans, donc en 2015, un pronostic ferme de notre part :

« les besoins ne seront couverts en aucun pays, d'aucun régime ».

Si prudents qu'ils fussent, sur les délais, les deux fondateurs, les choses ont tourné différemment : au plan quinquennal succède... un autre plan quinquennal.

L'échec de ces prévisions successives n'a en rien altéré la foi des disciples.

Devant ces multiples échecs, pourquoi poursuivre, pourquoi essayer ? C'est que nous avons une très précieuse auxiliaire, à la disposition de tous, la mort. C'est cependant la seule qui n'a vraiment inspiré aucun prophète, aucun découvreur d'avenir.

Avant de la retrouver et de l'utiliser, citons quelques domaines qu'il eût été d'un extrême intérêt d'insérer dans notre champ, mais que notre ignorance et l'aléa des découvertes nous oblige à écarter ; tel est, en particulier, le cas de la biologie, en pleine mutation. Écartées aussi les commodités de la science fiction. C'est un autre jeu.

Par contre, comment refuser la façon de... vivre ?

Voir, prévoir, vouloir

A l'homme qui désire annoncer, il est impossible d'être neutre, particulièrement dans le domaine social. Ce qu'il désire ou qu'il redoute,

1. Discours prononcé le 15 février 1845 (Mega, Edition allemande, première partie, vol. 4, p. 372).

il l'annonce. C'est le cas, en particulier, de la plupart des utopies, et c'est probablement le nôtre, ici. Cependant, un motif opposé peut inspirer l'auteur : c'est ainsi que tous les hommes souhaitent la baisse du chômage, mais qu'il est de bon ton, aujourd'hui, d'annoncer une aggravation du mal, de façon, en quelque sorte, de se dégager. Ici, nous n'avons pu résister à la tentation : Si claire est la cause du chômage et si refusée, du même coup, la solution, que trente ans ne seront pas nécessaires pour obtenir un meilleur résultat. La lumière jaillira quelque jour, non dans une chaire d'Université, mais dans un ouvrage de grande « simplicité d'esprit », voire dans une déclaration d'un « innocent ».

Il s'agit le plus souvent, répétons-le, de craintes ou d'espoirs. Dénoncer une malfaçon actuelle n'est-ce pas suggérer une amélioration ? Annoncer une heureuse évolution, n'est-ce pas souhaiter voir un espoir se réaliser, tout en craignant que le lecteur ne suive pas ?

Un guide précieux : la mort

Le seul domaine où la vue au loin peut être révélatrice est, fatalement, moins exploré, parce que le plus lent, celui de la population.

« C'est la mort qui console, hélas, et qui fait vivre
C'est le but de la vie et c'est le seul espoir... »

Espoir ou non, c'est la seule certitude, ou quasi certitude, à notre disposition. Ne la manquons pas, si j'ose dire.

Sans se confondre avec elle, le Temps est, lui aussi, présenté avec sa faux, plus aiguisée que jamais. Mais, cette fois, par une singulière transposition, nous savons gré à la mort, de nous apporter quelque lumière. La raison du plus fort est ici la meilleure, si bien que nous pouvons reprendre Baudelaire, dans un sens un peu différent de celui qui l'inspirait :

« C'est le portique ouvert sur les cieux inconnus ! »

Ainsi, s'il y a un homme un peu plus qualifié que Napoléon, pour crier à son tour :

« L'avenir, l'avenir, l'avenir est à moi ! »

C'est bien cet homme, si mal vu, si mal connu, si suspect parfois, qu'est le démographe. Prenons donc, avec lui, une carte du monde, ou bien ce globe, si familier et cependant toujours chargé de mystères et voyons les hommes vivre, si j'ose dire, leur vie et leur mort.

La mort, elle-même, ne va-t-elle pas être, non certes tuée à son tour, mais durement contrebattue ? Les biologistes débattent sur ce point, mais les plus optimistes ne voient pas bien comment pourra être arrêté le vieillissement des cellules. Si cette performance pouvait être réalisée, des difficultés considérables en résulteraient pour l'humanité. Nous verrons, du reste, au chapitre 9, que, même dans la tendance asymptotique actuellement suivie, le problème des retraites pèsera lourdement sur les peuples riches. Que dire alors des autres ? Peut-être dira-t-on que l'homme heureux n'ayant pas de chemise, le peuple heureux n'a pas de retraite ?

Demandons, quoi qu'il en puisse résulter, aux tables de survie ce que deviendront les hommes dans les régions critiques : Les uns et les autres ont, certes, un moyen de nous échapper, sans mourir. Ne peuvent-ils pas en effet, se dérober de nos comptes, en quittant leur pays, où nous entendons les enfermer, pour pouvoir, précisément, les compter ? Assurément, mais ce sont, justement, ces migrations que les écarts entre pays féconds et pays stériles vont mettre en évidence. Dès lors, un simple conseil : fermer les yeux et ne les rouvrir que dans 30 ans.

Nouveau sera le paysage.

2. L'homme et la nature

« Et quel temps fut jamais plus fertile en miracles ? »
J. Racine (Athalie)

Peut-être serait-il plus tentant pour l'auteur, sinon pour le lecteur, de se lancer soit sur le système social, comme l'on fait tant d'hommes assoiffés de générosité, soit, comme A. Robida et tant d'autres, sur la vie quotidienne dans 30 ans, d'une famille bourgeoise, armée d'appareils nouveaux. Plus tentant aussi de décrire l'évolution des mœurs, car c'est un moyen pratique d'imposer ses propres conceptions.

Ecartons, de notre champ, au contraire, tout ce qui échappe non seulement à notre pouvoir, mais en quelque sorte, à notre entendement, par exemple toute secousse physique violente ou bouleversement social et, bien entendu, toute guerre nucléaire. Du pittoresque en moins, mais du moins aléatoire. Seul appui, l'inertie des hommes et des choses permet de formuler quelques pronostics.

Et cependant, au début de l'ère atomique, au moment où Américains et Soviétiques avaient acquis la possibilité de détruire, en quelques secondes, l'humanité, il était de bon ton, au *Commissariat de l'énergie atomique*, de formuler la prévision suivante :

« Je ne connais pas, de façon vraiment précise, les conditions dans lesquelles aura lieu la prochaine guerre, mais je peux, dès maintenant, annoncer avec quelles armes se fera la suivante : « les hommes se battront avec des bâtons ! »

Ecartés, dans ce volume, au détriment du pittoresque, peut-être, non seulement la guerre nucléaire, mais les cataclysmes naturels. Les

secousses, les percussions échappent, répétons-le, à la science, tout au moins quant à leur date. Par contre, l'évolution de la nature est un champ où nous pouvons nous risquer, avec cette superbe indifférence apparente qui cache un trouble profond.

Manque de ressources naturelles ?

A plusieurs reprises, des craintes ont été émises sur l'épuisement proche des ressources naturelles ; dénoncée aussi, la menace d'un appauvrissement croissant dans la pénurie. Des bilans alarmants ont été dressés à diverses époques. Seulement, jusqu'ici, l'horizon a, toujours, bien voulu reculer de façon obligeante.

Vers 1980, les Nations-Unies ont demandé à W. Léontief d'étudier la question et de formuler des pronostics jusqu'en 1999. Pourquoi cette date ? La fin de l'abondance était-elle donc prévue pour le fameux an 2000 ? Non. Explication plus simple : les crédits disponibles ne permettaient pas d'aller au-delà de vingt ans.

D'ici 30 ans, n'allons-nous pas nous trouver, comme les deux premiers hommes sur la lune, sur une croûte pierreuse, dépourvue non seulement d'or, ce qui ne serait pas grave, mais de fer, de cuivre, pour notre industrie, d'énergie pour nos transports, notre économie et notre confort, de potasse, de phosphates pour notre agriculture, voire de gazon, pour les courts de tennis de Wimbledon ou les terrains de golf ?

« Rassurez-vous ! » nous dit le brillant inventaire, dressé par Julian L. Simon, professeur à l'Université du Maryland, au grand désespoir des hommes qui ne sourient qu'aux perspectives sombres. Il ne s'agit pas chez lui d'une foi comparable à celles de K. Marx et de F. Engels. Tout est, par cet homme, mesuré, calculé, vérifié. En outre, par une sorte de coquetterie, il ne formule aucune allusion aux immenses quantités d'énergie qui seront disponibles, lorsque sera réalisée la fusion de l'atome. Nous allons la retrouver.

C'est Alice au pays des merveilles, Aladin avec sa lampe magique : les ressources en métaux, en terres arables, semblent naître sous ses pas. Et cependant, il ne porte pas de baguette et il est... américain !

Les ressources en énergie

Si subtiles que soient les théories du bonheur, en dehors du bien-être matériel, elles toucheront de moins en moins le cœur de l'homme. Bien en vue, au contraire, la généralisation de besoins sans limites apparentes, dans l'ensemble du monde et en France même. Au début du siècle, aucun jeune ne me croira, une température de 15°, dans une pièce, était jugée si peu supportable qu'elle entraînait l'ouverture des fenêtres. Entre les deux guerres, les baux et conventions, entre propriétaire et locataires, prévoyaient classiquement : « 18° par -5° ». Aujourd'hui à 18°, nous avons les oreilles froides, sinon les pieds. Ainsi, l'homme devient de plus en plus frileux. Et la frilosité n'est pas seulement physiologique.

En 1983, a été décidée, à la nouvelle Delhi, une vaste étude sur les prévisions à long terme, en ressources énergétiques. C'est le projet, doté du titre symbolique, ATRE (*Avenir des Tensions sur les Ressources Énergétiques*)¹.

D'ici 30 ans, la consommation mondiale d'énergie doit augmenter de près de 70%. Pour la France, l'augmentation doit être du même ordre, mais il est à craindre que le rythme d'accroissement du PIB par habitant ne soit un peu inférieur au nécessaire. Les ressources nationales en énergie étant très faibles et peu susceptibles d'augmentation (presque entièrement hydroélectriques), le besoin d'énergie pèsera au moins autant qu'aujourd'hui, sur la balance des paiements courants.

Le prix du pétrole doit, à la longue, monter, ce qui obligera certaines industries à revenir au vieux charbon, combien plus abondant.

En France, ne risquons-nous pas de manquer de ce précieux uranium, grâce auquel notre besoin croissant d'électricité est aujourd'hui couvert ? Et, par ailleurs, un accident nucléaire, plus important encore que Tchernobyl, ne risque-t-il pas de provoquer de sinistres refus ? Laissant cette hypothèse de côté et faisant, tous les soirs, notre prière pour que les précautions dans les centrales ne se relâchent pas, nous constatons que les réserves prouvées d'uranium seront épuisées en 2015. Seulement, d'autres gisements seront découverts d'ici là ; en outre, l'emploi du surgénérateur peut multiplier par 60 la quantité d'énergie fournie par un kilo d'uranium. Un long

1. Voir notamment la *Revue de l'Énergie*, janvier 1987.

délai, sans doute supérieur à 30 ans, semble certes nécessaire pour généraliser le système, mais il est devant nous.

En résumé, d'ici 30 ans, peuvent se poser des difficultés de substitution, mais des pénuries ne sont pas à craindre tant que l'uranium sera accepté.

Et peut-être l'immense énergie de la mer et celle du vent peuvent-elles être exploitées de façon plus intense que par les planches à voile.

Il reste la question de la fusion de l'atome, combien plus productive en énergie que la fission. Il en est bien question, de temps à autre ; il faudrait atteindre des températures extrêmement élevées, actuellement hors de portée. Cette performance sera-t-elle réalisée avant l'an 2015 ? Rappelons, une fois encore, que la découverte est une fée capricieuse et sans baguette.

L'eau

Abondance d'un produit sur la terre ne signifie pas nécessairement accès, pour chacun, à cette ressource. Tel est en particulier le cas de l'eau ; nous la retrouverons au chapitre 6 : « Vivre plus, vivre mieux ».

Trop de monde ?

C'est un peu la même question, sous une forme différente :

Sur le nombre d'hommes dans le monde, la grande alarme a été donnée au lendemain de la Seconde Guerre, avant même 1950, dès que la diffusion (si tardive qu'elle fût), des vaccins banals a provoqué ce que l'on a appelé, non sans inquiétude, « l'explosion démographique », mouvement qui méritait davantage le nom d'*implosion*, car aucune sortie massive d'hommes ne s'est encore produite.

Phénomène classique ; les prévisions établies par les Nations Unies dès 1955 (voir p. 68), soit 6 milliards en l'an 2000, ont, après un moment d'émotion, plutôt rassuré l'opinion, en substituant le fini à l'immense indéterminé.

Un peu plus tard, l'agronome français J. Klatzmann¹ a montré que la seule application à l'ensemble des terres arables, des méthodes agronomiques déjà connues ou en vue directe, permettrait de nourrir convenablement 10 milliards d'hommes. Nous n'en sommes qu'à la moitié.

Sans doute, la multiplication des bouches à nourrir est-elle loin d'être arrêtée, mais la science avance, elle aussi. La course est, en somme, moins entre l'homme et la nature qu'entre la multiplication des hommes et celle des connaissances. Voici les résultats du dernier « tour du monde », entrepris, dans les années 80, par les Nations Unies (hypothèse moyenne) :

1985	4 842	millions d'habitants
1995	5 679	millions d'habitants
2005	6 567	millions d'habitants
2015	7 410	millions d'habitants

En 2015, le sommet de la courbe ne sera pas encore atteint, mais la croissance aura déjà fortement ralenti. Le cinquième milliard, atteint en 1987, a donné lieu à quelques cérémonies ou incantations. Dans 30 ans, nous n'aurons pas encore atteint la limite de nos possibilités déjà reconnues, en termes de nourriture notamment, ce qui ne signifie pas, bien entendu, que tous les hommes seront convenablement nourris.

Nouvelle inquiétude

Après la grande alerte des années 70, sous le titre angoissant « une seule terre », les esprits semblaient, en 1980, un peu apaisés, ou bien tournés vers d'autres sujets, lorsque Aurelio Peccei, président du Club de Rome, a rencontré Daisaku Ikeda, président du *Soka Gakkai International*, société laïque bouddhique, de caractère éducatif et culturel. D'où la parution de *Cri d'alarme pour le XXI^e siècle*².

Que la date fatale ait été reportée au XXI^e siècle est déjà un sujet de satisfaction, puisque le redoutable an 2000 a été franchi. La crainte n'en

1. *Nourrir 10 milliards d'hommes* ? PUF 1975.

2. Edition française PUF 1986.

reste pas moins vive. Les deux auteurs préconisent « la Révolution humaine », de façons un peu éloignées sans doute, mais différentes de la ligne suivie aujourd'hui. Le sida, le terrorisme, le monde arabe, provoquent, dans l'opinion et les milieux politiques, des inquiétudes plus vives que la surpopulation du monde.

Le temps qui vient

A l'époque agricole – c'était encore – la question bien classique, plusieurs fois quotidienne : « Quel temps allons-nous avoir aujourd'hui ? » Précieuse entrée en matière de conversation entre paysans et occasion de montrer son flair.

Sécheresses, inondations, grêles dévastatrices se sont succédées dans l'histoire, selon un caprice qui ne pouvait être que divin. Les prières et les incantations n'ont pas manqué, en tous pays, de toutes religions. Depuis plus d'un siècle, les observations scientifiques minutieuses, en un nombre de lieux de plus en plus important, donnent a priori à penser que les données sont, avec l'aide des machines, surabondantes. Le résultat viendra quelque jour, mais, pour le moment, bien limité est notre pouvoir. Démentie a été la nouvelle selon laquelle Hitler avait donné le signal de l'attaque, le 10 mai 1940, sur l'avis des météorologues, garantissant le soleil en mai et juin. La date était décidée depuis longtemps.

Déjà loin, le désastre

Pas très loin, en fait, mais déjà oublié : notre mémoire ne diminue pas, mais se trouvant devant une masse de plus en plus imposante de matière, elle n'arrive plus à tout emmagasiner et, de ce fait, ne conserve plus le souvenir des faits vécus avec la même fidélité et ceci pour l'individu, comme pour la société.

Qui se rappelle qu'en 1976, l'Europe a subi une sécheresse exceptionnelle, pendant plus de six mois ? Après avoir menacé d'entraîner des désastres agricoles, et par là des famines, elle a, comme par malice, pris fin juste suffisamment tôt pour n'avoir d'autre résultat

durable que « l'impôt sécheresse », sous forme d'emprunt forcé. En 1981, tout était rentré dans l'ordre, mais un point vraiment curieux est passé inaperçu :

Le 30 juin 1976 a paru, dans *le Monde*, un article sur le sujet inquiétant, sous la signature de Pierre de Martin, maître assistant à Paris IV. Après avoir décrit « l'installation » exceptionnelle de l'anticyclone, en décembre 1985, entre l'Ecosse et l'Allemagne, il a souligné l'extrême faiblesse de la probabilité d'un retour à la norme :

« Cet auto-entretien est particulièrement funeste, car il donne, chaque jour un peu moins de chances aux perturbations atlantiques d'arriver jusqu'à nous ; même les plus actives sont instantanément sublimées, dès qu'elles entrent en contact avec la monstrueuse calotte d'air chaud qui nous recouvre ».

Et voici la conclusion :

« Pour en finir, il faudrait qu'une puissante goutte froide, d'origine polaire, vienne coiffer l'anticyclone en altitude, ainsi, la violence du gradient thermique permettrait-elle l'amorçage d'un pompage vers le haut, qui pourrait prélude au vidage de l'anticyclone. Mais les gouttes froides de taille normale ne peuvent guère se percher sur un pareil dôme élastique, qui les renvoie comme des balles. *Il faudrait donc une expulsion aussi exceptionnelle que l'est l'anticyclone lui-même* ».

Ce pronostic alarmant d'un spécialiste, sur un très improbable retour à la norme, donc à la vie, aurait pu provoquer, sinon une panique, du moins de violentes émotions, ainsi que des préparatifs de départ vers des cieux plus cléments. Aucune émotion de ce genre et, semble-t-il, aucun démenti à cette prévision mortelle. Une immense et morne résignation.

Comme si la nature entendait se venger, le « très improbable » est survenu dans la semaine même, « des pluies abondantes sont tombées dans la nuit du 6 au 7 juillet, lit-on, engorgé les égouts et inondé les caves dans la région angevine et à Toulouse ». Le reste a suivi.

Le drame a d'ailleurs tourné au burlesque : le *Journal du Dimanche*, qui avait préparé, à l'avance, son numéro sensationnel, a préféré ne pas attendre la sécheresse suivante et a publié, le 16 juillet, un article illustré, dont le titre, de dimensions respectables, était : « Sommes-nous entrés dans une ère de climat africain ? »

1. C'est nous qui soulignons.

Six mois plus tard, les Français amateurs sont partis dans la... poudreuse, pas la poussière sèche, la neige.

« Nous l'avons, en dormant, Madame, échappé belle ! »

Prévision du temps

Succombant sous l'accumulation de données disparates, observées dans de multiples observatoires du monde, la météorologie reste en retard sur d'autres sciences. L'horizon de la prévision n'a guère reculé. Chaque soir, quelque spécialiste donne aux spectateurs de la télévision, des données sur le temps qu'il fera le lendemain sur le territoire. Une belle carte et de beaux gestes, mais que ne nous dit-il, en septembre, avec quelque assurance, si l'hiver sera rigoureux ? Les espoirs de progrès sont toujours devant nous. Citons un passage de *Prospectives 2005*, ouvrage déjà cité :

« Dans le domaine climatique, on devra bénéficier d'une percée climatique majeure : la mise en œuvre exceptionnelle de prévisions saisonnières, rendues possibles par la compréhension et la prise en compte du couplage entre l'atmosphère et l'océan superficiel. On ne doit pas se faire d'illusions sur la précision temporelle ou géographique accessible à ce type de prévision, mais on est raisonnablement assuré qu'elles contiendront, dès avant 2000, des informations économiquement exploitables, encore que, là aussi, on doive s'attendre, par la suite, à la nécessité d'améliorations ».

Le progrès le plus accessible, semble-t-il, ne pourrait-il pas être accompli dans la rédaction et l'expression ?

Une menace discrète

Pendant les années 70, bien oubliées, du fait même de l'accumulation des années, les augures annonçaient, tous les jours de nouvelles catastrophes aussitôt oubliées, chassées par d'autres. Ils ont cependant omis, le plus souvent, de parler d'un phénomène sérieux : l'accumulation du gaz carbonique dans l'atmosphère.

Entre les combustions-respirations (absorption d'oxygène et dégagement de gaz carbonique) et les réactions inverses (action

chlorophyllienne des plantes, dégagement d'oxygène par les algues et par la mer elle-même), l'équilibre multimillénaire est rompu depuis plus d'un siècle, du fait du déboisement et plus encore de l'accroissement des combustions et respirations : augmentation de la population et plus encore de la consommation d'énergie fossile par habitant. La figure 1 ci-après montre la progression depuis 1960 :

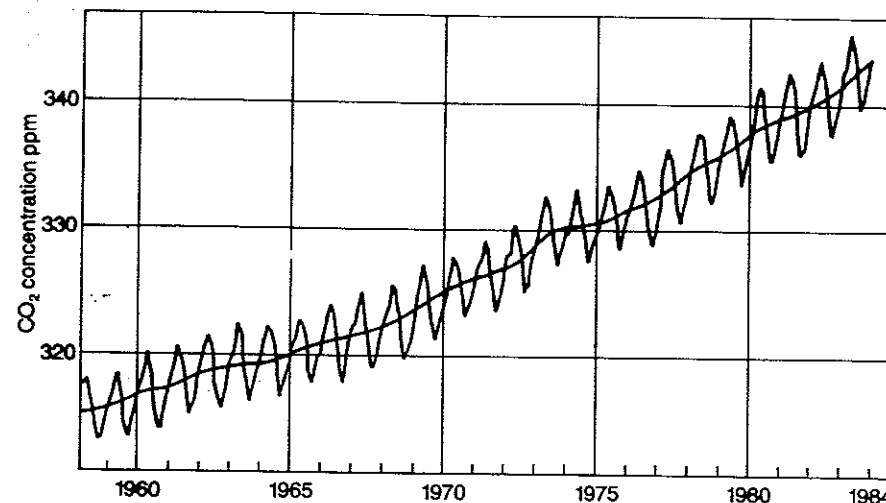


Fig. 1 : Concentration de gaz carbonique à Mauna Loa, observatoire de Hawaï, de 1960 à 1984.

En prolongeant la courbe selon la tendance suivie, nous pouvons penser qu'en l'an 2015, le pourcentage de CO₂ aura dépassé 4 %.

Si une progression aussi régulière (en dépit de quelques faibles ondulations mal expliquées et d'une légère accélération, à partir de 1975) tient si peu de place dans nos préoccupations, c'est du fait du peu d'échos, de la faible diffusion du fait et aussi de l'inocuité du gaz carbonique, qu'il faut être bien peu informé pour confondre avec l'oxyde de carbone.

Un certain trouble cependant : à la conférence de Stockholm en 1979, les représentants d'un office mondial de météorologie, sis à Genève, ont, en confirmant l'augmentation continue du CO₂, annoncé qu'elle pourrait, quelque jour, entraîner une modification des climats. « Nous ne pouvons, ont ajouté ces techniciens, donner aucune indication, ni sur la date, ni sur le seuil critique, ni sur le caractère des modifications qui surviendraient. »

Ce qui est certain, c'est que, même léger, un changement de climat pourrait provoquer des migrations massives, génératrices de violents désordres.

Mais il y a des sujets d'inquiétude plus précis :

Réchauffement, refroidissement

La température a monté depuis 30 ans, disent les météorologistes et les glaciers ont diminué. Mais il peut s'agir de cycles de longue durée. D'autre part, des risques de refroidissement ont aussi été signalés, notamment en rapport avec les explosions nucléaires.

Pendant les années de panique écologique (1971 à 1975) a été plus fermement dénoncée « la pollution thermique » ou réchauffement progressif de l'atmosphère. La fonte des glaces polaires, disait-on, relèverait de 60 mètres, environ, le niveau des mers, causant d'immenses désastres, notamment en noyant tous les ports (Londres, New York, Tokio, etc.) et une grande partie de Paris. Le Sacré-Cœur surnagerait peut-être.

Le recul des grands glaciers des Alpes depuis un siècle est dû à une élévation de la température d'un demi degré centigrade. D'ici 30 ans, un nouvel échauffement peut se produire, conduisant à une modification des cultures et de certaines techniques.

Mais d'autres spécialistes consultés, haussent les épaules et détournent le danger, en répondant à quelque appel téléphonique bienvenu.

Pris entre des experts à conclusions bien divergentes, le profane, quelque peu inquiet, a la ressource de leur laisser la responsabilité du pronostic. « Quels ânes ! Je devrais, selon eux, être mort et je peux encore les railler ! »

Gouverner, c'est pleuvoir

A l'époque coloniale, dans les pays souffrant de sécheresse, cette parodie de l'axiome « Gouverner, c'est prévoir » était un sujet classique

de divertissement. Le tout était de savoir, avant de l'annoncer, si votre interlocuteur « la » connaissait.

Des essais de précipitation artificielle des nuages, vers 1970, n'ayant pas donné de résultats appréciables, l'irrigation reste le seul moyen à la disposition des gouvernants de certains territoires, sous l'axiome plus positif « Pas une goutte d'eau à la mer ! » Le Niger, le Nil, en particulier, sont loin d'avoir dit, en quelque sorte, leur dernier mot.

Les grands lacs artificiels, au cœur de l'Afrique, depuis si longtemps annoncés, finiront-ils par être créés ? Les difficultés sont plus politiques que techniques.

En Algérie, nous le verrons, le risque de manque d'eau est plus préoccupant qu'au Maroc ou qu'en Tunisie. Il peut, un jour, chasser les hommes.

Dégradations possibles en Europe

Si l'augmentation de la proportion de gaz carbonique dans l'atmosphère est, pour le moment inoffensive, d'autres menaces sont formulées de façon plus précise. Les forêts les plus vigoureuses sont atteintes d'un mal qui est attribué, par les forestiers, à des pluies acides, chargées du gaz d'échappement des véhicules. Le programme d'assainissement *Deforpa* est en cours et doit se terminer en 1990.

Par ailleurs, nous avons vu disparaître, sous l'effet d'un virus, l'orme millénaire, célébré par Virgile. Ainsi, tout en dominant de plus en plus la nature, l'homme lui donne des chances de plus en plus grandes de prendre de terribles revanches. A tout progrès, toute application, doit correspondre une surveillance plus attentive. D'ici 30 ans, l'épuisement des ressources de la nature n'est pas à craindre, mais les risques d'accidents graves ne peuvent qu'augmenter.

Déforestation et climat

Il ne s'agit plus d'un phénomène naturel, mais d'une action destructrice des hommes. Ne disposant pas d'autre source d'énergie, et

soucieux de se procurer de la terre arable pour compenser l'accroissement de la population, les peuples tropicaux mordent peu à peu, est-il annoncé, sur la forêt.

Deux questions alarmantes sont posées à ce sujet, particulièrement pour l'Afrique :

1. *Se produit-il, dans la région saharienne, un changement naturel progressif de climat, dans le sens défavorable (sécheresse) ?*

2. *L'action de l'homme elle-même peut-elle, notamment par déboisement, entraîner une modification locale du climat ?*

Une réponse positive est souvent donnée à ces deux questions, sans motivation sûre, semble-t-il. Selon des voix plus rassurantes, le danger de déforestation a, comportement fréquent, été accentué, pour donner plus de force aux avertissements.

La F.A.O. et le P.N.U.E. (*Programme des Nations Unies pour l'Environnement*) ont fait, en commun, une enquête, dont les résultats ont paru en décembre 1981 : deux tomes pour l'Afrique, un pour l'Asie, un pour l'Amérique latine, enfin un résumé, le tout sous le titre « *Les ressources forestières tropicales* ». Un résumé de l'étude a été présenté à une réunion d'experts à Rome, en janvier 1982.

Pour la totalité du monde tropical, la diminution de la surface de toutes les formations arborées, denses et ouvertes ne serait, toujours selon cette source, que 0,58 % de leur surface. Compte tenu des surfaces qui peuvent revenir à l'état arboré, la réduction serait plus faible encore.

Voici des résultats plus récents, sur la déforestation annuelle, pendant la période 1981-1985, pour les régions tropicales, en milliers d'hectares :

	Amérique	Afrique	Asie	Ensemble
Forêts productives intactes	1 299	226	395	1 920
Forêts productives exploitées	1 867	1 032	1 278	4 177
Forêts improductives	1 173	73	153	1 399

	Amérique	Afrique	Asie	Ensemble
Toutes forêts denses	4 339	1 331	1 826	7 496
Toutes forêts ouvertes	1 272	2 245	190	3 807
Ensemble des forêts	5 611	3 576	2 016	11 303

La perte nette annuelle serait comprise entre 0,38 % et 0,58 %. Ces chiffres, rassurants dans l'ensemble, dissimulent cependant la gravité de la situation, dans certaines régions bien localisées et l'aggravation possible du fait de l'accroissement de la population. Jusqu'ici, les admo-nestations et conseils, donnés aux habitants des régions menacées, n'ont été suivis d'aucun effet.

Il reste la question des ressources mêmes du sous-sol naturel. Ce qui est perdu en combustion ne redevient pas matière organique, au lieu de départ. L'accroissement de la proportion de CO², signalée plus haut, confirme une lente dégradation de la nature, à un rythme qui ne provoque, pour le moment, aucune alarme. Imagine-t-on un gouvernement interdisant les fins de semaine, au large, pour limiter la production de CO² ? Seules les menaces précises, vérifiées, peuvent « justifier » des mesures déplaisantes.

La science auxiliaire de la fable

La biologie poursuit discrètement sa marche, nécessairement désordonnée et sans s'inquiéter s'il en sortira du meilleur ou du pire. Aucun reproche, bien sûr, à formuler contre ces chercheurs, quelle que soit leur réputation d'apprentis sorciers. Ils sont prisonniers non seulement de leurs mouvements, de leurs connaissances, de leurs appareils, mais de la concurrence mortelle ou vitale entre les deux grandes puissances. Fallait-il arrêter Gutenberg ou Kepler, pour les mettre hors d'état de « nuire » ?

Mais quels risques sociaux créent la biologie et ses prolongements ! En France, le *Comité d'éthique* a admis (directive de mai 1984), les prélèvements aux fins de recherche ou de thérapeutique sur l'embryon ou le fœtus humain décédés. Mais, en dépit des recommandations, un commerce étendu, et combien profitable, s'est instauré.

Les commerçants ne sont pas seuls sur la piste. Harcelant les scientifiques ou leurs aides matériels, l'armée des journalistes est à la recherche du sensationnel. Citons, parmi tant d'autres, Alain Woodrow¹ :

« Pour renouveler ses stocks d'armes chimiques, elle (l'armée américaine) élabore des gaz innervants redoutables, répond le professeur Steven Rose, neurologue anglais. Pourquoi des fœtus ? Pour en extraire les récepteurs musculaires de l'influx nerveux. Selon certains, elle (toujours l'armée) travaillerait à la mise au point d'une arme ethnique, qui tuerait, par exemple, les Asiatiques et non les Blancs ».

Voilà une portée inattendue de la vieille formule « de l'Atlantique à l'Oural ». Il resterait à savoir si les Turcs sont asiatiques et si les Maghrébins sont blancs...

Les dangers de l'ethnique

Plus dangereux encore, le scientifique qui s'aventure dans un domaine qu'il ne possède qu'imparfaitement. Voici, selon le même Alain Woodrow, ce qu'a dit le professeur américain William Shockley, prix Nobel de physique : « La prolifération de sous-doués du Tiers Monde et du Quart Monde menace de submerger l'intelligence de l'espèce humaine ». Sa solution : « Sauver une élite, en favorisant l'avortement des pauvres, génétiquement incapables de devenir intelligents ». Et il ajoute : « On me traite souvent de raciste. Ce n'est pas du racisme, c'est de la raciologie ».

Diabole ! Est-on tenté de dire.

Nous reprendrons ce sujet scabreux, au chapitre 14 : *Qualité, sélection*. Contentons-nous ici de signaler et d'approuver la prudence, sur ce sujet, de *Prospectives 2005*. Sont seulement soulignées les possibilités qui s'ouvrent à la prévention des malformations.

1. *Le Monde*. Télévision. Semaine du 31 mai au 8 juin 1986.

3. Du nouveau sur de l'ancien

« Ainsi, toujours poussés vers de nouveaux rivages... »
Alphonse de Lamartine.

Pour se précipiter le plus loin possible dans l'espace, le sauteur en longueur prend un large élan. Pour voir devant nous, cherchons donc quelques lumières dans le passé. Un bref parcours, quelque peu accidenté, mais plein de leçons.

Sans remonter à Caïn, fuyant avec sa famille, le « mauvais œil », jusqu'aux bornes du monde (nous assure Hugo), nous éprouvons l'impression, en parcourant quelque document historique ou préhistorique, à notre main, que les hommes n'ont jamais tenu en place, quittant constamment leur habitat, leur région pour une autre. Peut-être les peuples heureux n'ont-ils pas d'histoire, mais les plus connus sont ceux qui ont bougé.

La cause des départs ? Le plus souvent douloureuse : manque de ressources naturelles (surpeuplement, non seulement du fait de la multiplication, mais de l'érosion, de la dégradation de l'environnement, du changement de climat) ou bien irruption d'hommes plus forts. Parfois aussi, l'attraction de quelque paradis terrestre.

Deux soucis majeurs, dans ce parcours :

– les causes et les conséquences démographiques de ces mouvements,

– les conditions de coexistence entre deux populations vivant sur le même territoire, sous la même autorité politique.

Mais d'abord, quelques données, aussi élémentaires que mal connues, même de biologistes et de gynécologues, sur le pouvoir multiplicateur de l'espèce humaine.

Exubérance

Consciente de ses propres méfaits, la nature a donné, à chaque espèce, des moyens surabondants, pour lui permettre de se perpétuer. Ce n'est pas le « Croissez et multipliez ! » c'est le « Allez et défendez-vous ! ». Seulement, si étonnant que cela paraisse, l'homme a découvert l'atome et l'informatique (1945), avant de connaître son propre pouvoir de multiplication (1960).

Pendant longtemps, la science s'est contentée d'observer les cas les plus retentissants. D'un côté, des femmes totalement stériles ; de l'autre des femmes ayant eu, au cours de leur vie, plus de 20 enfants. Une fois de plus, le maximum, l'exceptionnel, l'emportaient sur la froide et insaisissable moyenne.

Contradiction

Pour connaître la *fertilité*¹ de l'espèce humaine, il fallait disposer d'une population présentant un cumul exceptionnel : aucune limitation des naissances et statistique des naissances appropriée ; en d'autres termes : sous-développement total et tenue de l'état civil. Les pays développés montraient des statistiques impeccables mais étaient loin de la fécondité naturelle ; les sous-développés purs, si l'on peut employer cette expression, ignoraient contraception et avortement, mais, dépourvus d'état civil, ne dressaient aucune statistique.

1. Une terre est *fertile*, lorsqu'elle est apte à produire ; elle est *féconde*, lorsqu'elle produit effectivement, d'où les mots *ferilité* et *fécondité* (en espagnol, *fertilidad* et *fecundidad*). Inversant les rôles, la langue anglaise les traduit respectivement par *fecundity* et *fertility*, d'où fréquentes erreurs de traduction.

Louis Henry a trouvé, cependant, quelques populations, dans l'histoire, ou dans le moment, satisfaisant la double condition. Parmi elles, en bonne place, les *Hutterites*¹

Résultat : la *fertilité* semble la même pour les diverses populations humaines ; tout au moins les différences éventuelles sont-elles trop faibles pour être mesurées. Un couple qui resterait uni jusqu'à la ménopause, sans mortalité des conjoints, aurait, selon l'âge de la femme au moment de l'union, le nombre d'enfants suivants, en moyenne, bien entendu :

15 ans	12	enfants
20 ans	9,9	enfants
30 ans	5	enfants
35 ans	2,75	enfants
40 ans	1,1	enfants
50 ans	0	enfant

Cette table sera, sans doute, encore valable dans 30 ans, sous réserve de mesures statistiques plus précises, notamment sur la durée de l'allaitement. Ainsi, un ménage qui resterait uni, de la puberté à la ménopause, sans pratique antinatale et sans mortalité, aurait, en moyenne, 12 enfants, assurant ainsi, d'une génération à l'autre, toujours sans mortalité au dessous de 50 ans, une multiplication par 6. Ce sextuplement, en une génération, n'a évidemment jamais été atteint en aucun temps, en aucun pays, mais le doublement en 25 ans a été observé, dans quelques pays contemporains. Il suffirait à assurer une multiplication par 10, en un siècle, et par un million, en six. A ce rythme, la France de Charles V aurait donné, sous François Mitterrand, 12 000 milliards d'habitants, 20 par mètre carré, Elysée compris.

Très antérieurs à la pilule, les trois cavaliers de l'apocalypse : famines, épidémies et guerres contrariaient cette multiplication : Lorsque la différence de pression entre deux régions est notable, une migration peut en résulter, accompagnée souvent de violences. Laissée à elle seule et pourvue des moyens de subsistance suffisants, la population de l'empire romain serait passée de 50 millions, sous Auguste, à plus de 5 milliards (la population actuelle du globe), lorsqu'elle a été envahie par les Barbares. Le doublement en un siècle était, dans l'antiquité, non certes courant, mais facile à atteindre biologiquement.

1. Peuple vivant à cheval sur la frontière occidentale des Etats-Unis et du Canada et ne pratiquant aucune limitation des naissances. Dès leur « découverte » dans les années 50, ces hommes ont dû subir une invasion de sociologues, médecins, économistes etc., désireux de savoir et munis de l'arme « sondages ».

La Grèce

Voici un exemple, remarquable et peu connu, des diverses éventualités qui se présentent à nous :

Venus eux-mêmes du Nord, les Hellènes ont, comme tant d'autres, vite atteint les limites économiques de leur territoire, îles comprises. Il serait difficile et presque malséant de donner, à la guerre de Troie, des causes démographiques, mais elle n'en avait pas moins, comme toute conquête, un objectif économique. Un peu plus tard, le besoin de ressources naturelles a entraîné l'essaimage des Grecs en Méditerranée, Sicile, Gaule, Espagne, notamment.

À partir du V^e siècle et en rapport avec les idées « malthusiennes » de Platon et d'Aristote, la natalité a baissé, dans des conditions d'autant plus mal connues qu'elles ont jusqu'ici peu intéressé les historiens¹. Nous sommes cependant informés par divers auteurs de l'époque :

Écoutons Ménandre (346-292 av. J.C.) :

« Il n'y a rien d'aussi malheureux qu'un père, sinon un autre père qui a davantage d'enfants ».

Bien qu'émanant d'un auteur dramatique, cette phrase est significative. Selon un poète comique, un peu antérieur, semble-t-il,

« Un fils, on l'élève toujours, même si l'on est pauvre, une fille, on l'expose, même si on est riche ».

Plus tard, Polybe (vers 210 à vers 125) ne peut plus que déplorer cette perte de vitalité ; il a, d'ailleurs, vu la transformation de son pays en province romaine. Cependant l'idée de vieillissement de la population ne pouvait, faute de chiffres, lui venir à l'esprit. Non seulement les historiens sont, encore aujourd'hui, peu « au fait », parce que trop « dans les faits », mais Adolphe Landry, grand historien et démographe est resté lui-même, très prudent sur ce point. Peu de

1. Il n'a même pas encore été dressé, en un document unique, l'inventaire de tous les textes faisant quelque allusion à une variation de population, en un endroit donné et pendant une période déterminée. Un tel inventaire permettrait une reconstitution, par la méthode des moindres contradictions.

migrations cependant, car les esclaves remplacent les maîtres, mais exemple remarquable de coexistence entre deux et même plusieurs populations, dominante et dominées.

Rome et les barbares

Processus identique : au début, la multiplication des hommes est un aliment de la conquête (les 306 Fabius), mais vient ensuite la réduction du nombre de naissances. Sans pouvoir en préciser le début, nous avons un document précieux : les lois Julia « *de maritandis ordinibus* » et « *Poppia Poppeia* », en faveur des mariages et des naissances, ont une telle portée qu'elles sont souvent appelées, simplement, « lois d'Auguste ». Leur adoption atteste une baisse notable de la natalité, mais, une fois de plus, le mot *vieillesse*, si clair, si lourd, n'est pas prononcé.

Les Antonins auront beau renforcer ces lois, le progrès du célibat, favorisé d'ailleurs par l'Eglise, va encore s'étendre, accentuant la dépression.

Combien étaient-ils, les Barbares ? L'impression de multitudes « innombrables » a longtemps prévalu. L'infini n'est-il pas voisin de l'illimité ?

Bien plus modestes, les évaluations aujourd'hui : En raison de leurs moyens rudimentaires de culture, de l'étendue des forêts, ces Barbares ne pouvaient pas être nombreux. Apparaît bien ici la différence entre *densité* et *pression démographique*, si claire aujourd'hui, pour le Mali ou le Niger.

Mais, surtout, ces Barbares, ils étaient jeunes. Nous pouvons aujourd'hui estimer leur « pyramide ». Pressés par leurs enfants, autant que par les autres peuples, venus de l'Est, ils ont, à leur tour, exercé une pression continue, jusqu'à la grande percée.

Cette fameuse année 406, dite du franchissement général du Rhin et du limes a pris une forme si légendaire qu'elle attend aujourd'hui le producteur de films, à la recherche de grands spectacles, pour mettre en scène des multitudes de figurants bardés, bien au point :

« Silence, on envahit ! ».

Venise

Devançons un peu les événements pour grouper les exemples de vieillissement de la population :

Si l'exemple de la Grèce et de Rome est quelquefois cité, bien moins connu est celui de Venise. Il est facile et courant d'imputer la décadence à l'impéritie des doges ou à quelque intervention extérieure. Les événements ont été heureusement éclairés par les études de Daniele Beltrami. Disposant, par une heureuse fortune, de la répartition de la population par âge, il a montré que le vieillissement de la population (par baisse de la natalité) a précédé et provoqué la décadence. La proportion de sexagénaires était déjà 10,7 %, au début du XVII^e siècle. Cette proportion a encore monté, passant à 12,4 % en 1661-1670 et 15,7 % en 1731-1740. Le vieillissement de la population, amorcé au XVI^e siècle, a bien été la cause première et fondamentale du déclin et de la chute de la République.

Flandre et Wallonie

S'il fallait encore une confirmation de ce phénomène, aussi alarmant que discret, nous la trouverions dans l'évolution de la Wallonie et de la Flandre, en Belgique. C'est la Wallonie qui a donné le départ de l'élan industriel, prenant, sur la Flandre, une large avance. Dans la seconde moitié du siècle, la natalité a baissé en Wallonie, tout en restant élevée en Flandre. Dès lors, le pronostic économique était doublement favorable à la première :

- industrie déjà avancée,
- charges de jeunesse (enseignement, etc.) réduites, donc plus forte épargne. Une accélération du progrès de la Wallonie était dans l'ordre des choses, sous l'effet des investissements et de l'expérience acquise.

A l'inverse a été l'évolution : c'est la Flandre qui, appuyée sur sa jeunesse a, peu à peu, atteint sinon dépassé sa concurrente. Aujourd'hui, dans les deux régions, population âgée et vitalité réduite.

Aucun exemple contraire ; c'est le vieillissement qui fait disparaître les collectivités, comme les hommes.

Reprenons, après cette parenthèse, le cours interrompu des événements.

« Nos ancêtres, les Gaulois »

Ils nous ont, tout au moins, laissé un bel exemple d'euphémisme évocateur, ces ancêtres, que nous célébrons, à l'occasion de nos « gauloiseries ». Plus nourrissant, plus digne d'intérêt encore, l'exemple, donné par eux, de coexistence entre deux populations.

César étant passé, la population dominante est, cette fois encore, minoritaire, mais elle est d'origine étrangère. Grâce à sa culture, elle finit par imposer sa langue, son architecture, certaines coutumes et, dans une faible mesure, sa religion. Coexistence certes marquée de révoltes, mais, finalement, facilitée par le danger commun, les Barbares.

Elle existe encore, la Gaule (les Gaules, dit-on même alors), lorsqu'apparaissent en masses les tribus germanes, parmi lesquelles les Francs. Curiosité, bien banale, de l'Histoire : les Français, longtemps ennemis mortels des Allemands, tirent leur nom d'un peuple germain et insultent ces ennemis, en leur donnant le nom d'un autre peuple germain, les Teutons.

Nouvelle coexistence : les Francs et les autres

Ayant, à son tour, la force, mais non la supériorité culturelle, la population dominante et minoritaire ne parvient cette fois à imposer ni sa langue, ni sa religion. Lorsque vient la religion chrétienne, les dominants fournissent eux aussi, des martyrs, mais ils se fondent assez vite dans la population dominée, tandis que disparaissent, du langage, les « Gaulois ».

Conquête des cœurs et de l'espace

Ce peuple arabe étonnant et qui étonnera toujours, qui tient, dans cet ouvrage, une place importante, a donné l'exemple historique, sans doute le plus significatif, de l'influence de la religion sur des mouvements d'hommes. Mais les historiens débattent encore sur les effets respectifs de la migration et de la conversion

Détourné vers le Nord, par l'obstacle Atlantique, le mouvement s'étend en Espagne, puis en France, jusqu'au moment où il est arrêté, moins par les armes de Charles Martel, à Poitiers, que par le climat et par la résistance des Chrétiens à la nouvelle foi. C'est, de ce fait, en Espagne que nous trouvons un exemple remarquable de coexistence durable entre deux populations différant tant par la langue que par la religion : le nombre des mariages mixtes n'a pas été suffisant pour créer une population mixte, susceptible de justifier l'expression « solution transactionnelle ». Les Morisques seront finalement expulsés.

Un témoin remarquable subsiste de cette cohabitation : la cathédrale gothique de Cordoue, érigée au sein de la grande mosquée, semble un grand chevalier cuirassé, au milieu de multiples djellabas.

Anglais et Normands

Une fois les « Normands » installés, tant bien que mal dans la province qui tire d'eux son nom, une fois la France délivrée des menaces maures, envahisseurs et envahis se fondent en Europe occidentale, tels qu'en eux-mêmes, enfin, une très relative éternité les change. Plus ou moins assise sur la supériorité militaire (« le premier qui fut roi, dira Voltaire, fut un soldat heureux »), la hiérarchie féodale crée un ordre nouveau, dans une certaine stabilité géographique. Subsistent certes, comme de tous temps, des errants, des vagabonds, mais il n'est guère possible de parler, à leur sujet, de coexistence entre deux populations.

Ayant chassé ou détruit les Celtes (il faut bien vivre, donc faire mourir) de l'ancienne Britannia, devenue l'Angleterre, les Germains (Danes, Angles, Saxons) créent un peuple relativement homogène, du moins dans son centre vital, quand, par le jeu des serments, des appétits

et des parjures, le duc de Normandie réussit la conquête la plus complète, peut-être de l'Histoire.

Curieusement évoquée par l'inattendu J. Anouilh¹, cette coexistence va durer plusieurs siècles, entre les deux populations, dominante « normande » et dominée anglo-saxonne, disons jusqu'à la guerre des deux Roses. Religion à peu près commune, mais langues différentes. Lorsqu'il envahit la France, au XIV^e siècle, Edouard III d'Angleterre ne connaissait que quelques mots d'anglais. C'est l'ennemi commun, la France, qui a, en somme, assuré la fusion. Cette guerre, dite de Cent ans, n'était en fait, qu'une querelle de dynasties, si bien que les Anglais peuvent vouer une large reconnaissance à Jeanne d'Arc. Sans elle, Henri (VI ou II, selon le pays), français de naissance, eût été sans doute, roi de France... et d'Angleterre. Au XVIII^e encore, Cantillon parlait aussi bien, sinon mieux, français qu'anglais.

La Réforme accentuera la séparation entre les deux pays, assurant ainsi, dans les Iles Britanniques, l'unité du royaume, Irlande exceptée.

Les croisades

S'agit-il seulement de religion ? Ce ne sont pas seulement des guerriers et des moines qui partent à la délivrance du Saint Sépulcre. Voici l'exhortation d'Urbain II aux Croisés, en 1095 :

« Ne vous laissez retenir par aucune de vos possessions... puisque cette terre où vous vivez... est trop réduite pour votre vaste population... elle fournit à peine assez de nourriture pour ses cultivateurs... Prenez la route du Saint Sépulcre ; arrachez la terre à la race inique et prenez-en possession ».

Le ton de cette proclamation fait déjà comprendre les difficultés qui se sont opposées longtemps à la coexistence des deux populations en Orient.

1. *Becket ou l'honneur de Dieu*. La Table ronde, Paris, 1960.

Un nouveau monde

Si loin qu'elle fût encore de l'ensemble rêvé plus tard par le nouveau prophète, Jean Monnet, l'Europe était, à la fin du XV^e siècle, parvenue à un état de relative stabilité. Les frontières étaient, certes, loin d'être définitives, notamment entre Slaves et Germains, mais le temps des grandes invasions était passé et le dernier guerrier maure venait d'être chassé d'Andalousie.

C'est à ce même moment que, mettant, avec ses caravelles, six fois plus de temps que les Catamarans d'aujourd'hui, pour la même traversée, Christophe Colomb découvre une île minuscule, puis un monde immense. Une coquetterie de l'Histoire.

Peut-on parler, dans la suite, de coexistence de deux populations, l'ancienne et la nouvelle ? Au sens littéral du mot, réponse affirmative, mais c'est, en fait, (du moins au nord du Rio Grande) une extermination progressive, préméditée ou non, accélérée encore par la migration la plus intense, sans doute et la plus continue de tous les temps.

Entre Europe et Amérique, différences de densité notables, mais plus faibles en termes de pression démographique. Le moteur essentiel de l'invasion a été la différence de techniques, la supériorité de l'armement. La culture proprement dite n'a guère été en cause.

Et c'est ainsi que, pendant plus de quatre siècles, c'est plutôt entre Europe et Amérique qu'on peut parler de coexistence. Liberté de mouvements à peu près totale, mais obstacles économiques suffisants pour limiter l'écoulement : aucune agence de voyage, au sens où nous l'entendons aujourd'hui, mais obstacle financier : celui qui, dénué de ressources, chercheur d'or ou d'un travail modeste, entendait traverser l'Atlantique, devait s'acquitter par quatre années, au moins, de travail (« indentured servants »). Pour celui qui, aujourd'hui, voudrait régler, de même façon, son transport de Paris ou Londres à New York, il suffirait de deux semaines, sinon d'une seule.

C'est sur le nouveau continent même que nous trouvons, désormais, divers exemples de coexistence de deux populations : Européens et autochtones, puis maîtres blancs et esclaves noirs qui s'affranchiront, Canadiens anglais et français et, plus tard, sous une autre forme, Canadiens et Inuits (Esquimaux) ou Indiens.

Fusion parfois, extermination, volontaire ou non, en d'autres circonstances, coexistence durable. Intense et à sens presque unique.

restent, logiquement, les migrations vers l'Ouest, puisque les différences de force et de pression démographique sont du même côté. Et c'est ainsi que se déroule, en quelque sorte, la migration la plus intense de tous les temps.

En 1913, encore deux millions d'Européens, dont 400 000 Anglais et 600 000 Italiens quittaient leur terre natale, quelque peu blasés sur l'or, mais à la recherche de travail. C'est que, contrairement à l'opinion courante et aux statistiques apparentes, le chômage était alors aussi important qu'aujourd'hui. Les situations ont évolué, mais le mot est resté.

Cette même année 1913 voit, aux Etats-Unis, la transformation du Colorado, dernier « territoire », en « Etat ». Cet achèvement évoque la fermeture claquante d'un collier de perles. Maturité, mais non saturation.

Dès la fin de la guerre 1914-1918, quatre siècles après Cartier, est débattue, aux Etats-Unis, une loi « révolutionnaire » : sur tout le littoral et sur les frontières, il faut, désormais, inscrire : « défense d'entrer sans permission ». Impassible, l'Europe a, à ce moment là, d'autres soucis.

Une leçon majeure, qui, du reste, ne servira à rien : décidée dans l'intention d'éviter le chômage, l'application de la loi a été suivie d'un chômage intense, inédit, atteignant, avant même la grande crise, plusieurs millions de personnes.

Que d'enseignements nous a fournis, également, cette coexistence permanente et mouvante, de deux ou plusieurs populations !

Disparaissent à peu près partout les langues, mais non les religions. De façon générale, les Anglo-Saxons ont refusé le mélange avec les autochtones, alors que, dépourvus de préjugés de race et se trouvant devant des populations plus nombreuses, Espagnols et Portugais ont opéré, avec les autochtones, une relative fusion, en pleine innocence et pleine cruauté.

Au Brésil, par exemple, se rencontre, aujourd'hui, toute la gamme des types initiaux. Sans coïncider et de loin avec la hiérarchie sociale, divers caractères physiologiques, tels que la couleur de la peau, sont en rapport avec la profession et la classe sociale. Aux Etats-Unis, la coexistence entre les deux populations subsiste, en fait, alors qu'en droit, il n'y a qu'une population nationale. Nous verrons, en fin de volume, les troubles causés par l'entrée clandestine de Mexicains.

Afrique, Asie, le colonialisme

Contrairement à l'idée courante, le colonialisme du XIX^e siècle a résulté moins d'un désir de conquête que de la rivalité, entre les grandes puissances. Placé devant le refus, quasi permanent, de nouveaux crédits par le Parlement, le gouvernement français ne l'emportait que par l'argument souverain : « Si nous n'y allons pas, c'est l'Angleterre qui prendra notre place. » Nous verrons au chapitre 13 l'étrange aventure de la France, en Algérie.

Les Européens ont, dans ces deux parties du monde, rencontré deux obstacles, le climat et la population autochtone. Divers exemples de coexistence peuvent, néanmoins, être cités. Un immense laboratoire.

En Afrique tropicale, ou équatoriale, c'est le climat qui a été le principal obstacle. Il n'est pas loin le temps où le « colonial » militaire, fonctionnaire, marchand, ne pouvait faire venir sa famille, en particulier, les jeunes enfants. Les régions tempérées du Nord ont, elles, opposé une résistance démographique : au Sud, les Blancs, Hollandais, puis Anglais, ont pénétré sans difficulté et fait venir du Nord, des peuples noirs, communément appelés Bantous¹, puis d'outre mer, des Indiens.

En Asie, forte résistance, partout, de la masse. En aucun point de l'Asie maritime, les Blancs n'ont pu faire souche. La résistance des autochtones s'est ajoutée aux rigueurs du climat. Au Nord, les Russes ont pu s'assurer la domination politique, mais là aussi, c'est le climat qui a freiné et freine encore la venue des Européens.

Océanie

Aux Antipodes, le climat ne met pas d'obstacle fondamental. Dans le territoire le plus important, l'Australie, a prévalu la quasi extermination des Aborigènes. Il s'est agi non d'une volonté déterminée, mais d'une illusoire coexistence. Pourrions-nous vivre avec l'homme de

1. Certains adversaires de l'apartheid (qui ne l'est pas ?) contestent non l'existence, mais l'importance de cet appel à des Noirs, venus du Nord. Ce qui est certain, c'est que l'autre solution proposée (faire venir des ouvriers agricoles des Pays-Bas) était d'un coût bien plus élevé.

Cromagnon ? Plus facilement peut-être. Quoi qu'il en soit, refoulement, diffusion de l'alcool, transmission de maladies, absence de communication ont assuré la quasi extinction de l'espèce. Nous retrouverons l'Australie au chapitre 19.

En Nouvelle Zélande, au contraire, les Maoris, bien plus évolués, sont, après des luttes sévères, entrés dans la communauté, tout en conservant une part de leur culture. N'envoyaient-ils pas, dès le début du siècle, une équipe de rugby, pleinement maorie, en Europe ? Bel exemple de coexistence entre immigrants dominants de culture plus évoluée, et dominés ouverts à l'évolution.

Une leçon sévère

Sévère, la leçon de l'Histoire : les conquêtes les mieux assurées ont été suivies de l'extermination de la population soumise :

Aux Etats-Unis et même au Canada, la survie de quelques autochtones ne pose pas de problème grave. En Nouvelle Calédonie, les Australiens reprochent aujourd'hui aux Français leur domination sur la population canaque. Eux-mêmes n'ont pas ce problème, puisqu'ils ont à peu près exterminé les Aborigènes. Extermination, certes non systématique, non décidée, non organisée, mais extermination tout de même.

En Algérie, leçon analogue. Imaginons que revienne ce parlementaire français qui, aux débuts de la conquête, parlait de « refouler les Indigènes vers le Sud, où ils coloniseraient le désert ». Il ne manquerait pas de faire observer que, indépendante ou non, l'Algérie serait aujourd'hui peuplée de Français.

La politique n'est pas exempte de morale, mais celle-ci n'est pas d'une totale stabilité. La vie ne serait plus possible...

A l'Ouest, que de nouveau !

Il faut de vives lumières, pour aviver un peu notre lanterne de 1987 :

Hitler, Stalingrad, Yalta... Venant après les cruautés des armées allemandes dans les territoires conquis, la victoire soviétique, en 1945, a entraîné une reprise de la légendaire marche vers l'Ouest. Russes et Polonais ont refoulé les Allemands éperdus et sans défense.

Pourquoi ne s'est pas produite une marche identique des Occidentaux, cette fois vers l'Est ? Ni pression démographique, ni esprit d'aventure, ni cruauté ; en somme, maturité.

Et le droit ? Après toute conquête de province, disait Frédéric II, je trouverai bien quelque juriste pour la justifier. Aux départs forcés, dans les territoires devenus polonais ou soviétiques, s'est ajoutée une migration spontanée, semi clandestine, de la zone allemande occupée par les Soviétiques, vers la zone Ouest, qui deviendra la RFA. Au total environ 15 millions de fugitifs, hagards, dénués de tout ; mais quelle immense leçon ! Expliquons-nous :

Doctrine marxiste ? En défaut

Dans un régime socialiste, dit, ou, du moins, disait, à l'époque, l'Encyclopédie soviétique, il n'y a pas de problème de population. Réaction vive contre Malthus et la théorie des « hommes en trop ». Contrairement à ce refus doctrinal de toute surpopulation et au caractère multinational de l'URSS, l'expulsion des Allemands a été totale. Les territoires, nous les prenons, mais, sans les hommes, même s'ils ont la même doctrine que nous.

Doctrine capitaliste ? En défaut

Nous sommes en 1945 :

L'afflux, en Allemagne occidentale, de 15 millions d'habitants supplémentaires, dont 7 millions en quête d'emploi, pose aux Alliés, mais, en fait, aux seuls Américains, un redoutable problème. Il faut :

– leur donner de la nourriture. Tuer par des bombes est pleinement licite, mais laisser mourir de faim n'est pas admissible,

– leur assurer du travail. Les distributions ne peuvent être que temporaires.

Assisté des meilleurs experts de Harvard et de Columbia, Morgenthau, secrétaire d'Etat, maître du jeu, tient le raisonnement suivant :

1. Avant l'arrivée de Hitler et le réarmement, 4 millions de chômeurs sur le territoire occupé par les Occidentaux.

2. Hommes venus de l'Est, en quête d'emploi : 7 millions.

3. Au total, il faut donc trouver du travail pour 11 millions de personnes.

Ne rions pas, puisque c'est encore d'une façon arithmétique que nous raisonnons en 1987, sans aller toutefois jusqu'à la conclusion de Morgenthau :

« Il faut renvoyer tous ces hommes à la terre ».

Par ironie, cette politique, vaguement héritée de Méline, a été appelée la *pastorisation*.

Fermions les yeux et rouvrons-les dix ou douze ans plus tard : En 1959, non seulement les 11 millions de chômeurs annoncés ont tous un emploi, mais la population agricole a diminué et cela malgré l'arrivée de 1 500 000 paysans venus de l'Est, « sans leur terre », a fait observer, à cette époque, un critique.

Il y a mieux : non seulement tout ce monde « en trop » a été intégré, mis au travail, mais il a fallu faire appel à des travailleurs étrangers, Italiens d'abord, puis Yougoslaves, enfin Turcs.

Imaginons qu'en 1949 ait été installé un pari mutuel sur cette question. Celui qui aurait misé sur l'appel aux Turcs serait, avec un mark, devenu millionnaire, en dollars... de l'époque.

Si gênant était ce renversement de toutes les doctrines sur le chômage qu'il fallait trouver une diversion : ces événements ont alors reçu le nom de « miracle allemand ».

Que signifie le mot *miracle* ? Que nous ne comprenons pas. Seulement, en 1987, nous ne comprenons pas davantage, puisque, n'ayant pas modifié d'une virgule nos doctrines, nous n'assurons du travail, dans chaque pays, qu'à 9 travailleurs sur 10.

Le secret de la réussite ?

1. Ces réfugiés de l'Est n'avaient emporté ni leurs maisons, ni leurs usines, ni leurs universités, parfois une simple petite valise, mais ils avaient emporté *leur savoir*.

2. Contraint par les circonstances, chacun a fait un effort exceptionnel de « conversion », cherchant non l'emploi qui lui convenait, mais celui qui résultait des besoins de la Nation.

Leçon inconvenante qui a été vite oubliée. Des chômeurs par millions.

« Fuyez Européens ! »

Epuisée par deux guerres, privée de ses colonies, dépouillée de son monopole industriel, l'Europe semblait, vers 1950, si mal en point, qu'une émigration intense était conseillée par divers « experts ».

A Londres, dans la file d'attente devant le bureau d'émigration, se fredonnait la chanson :

« I want to be a refugee from Great Britain ».

Et les auteurs de citer des estimations de l'émigration nécessaire. Un certain Citroën parvenait « sans peine » au chiffre de 40 millions.

Considérable était, du reste, l'excédent de population, provoqué par le perfectionnement et l'extension des tracteurs.

Le gouvernement hollandais a subventionné les départs et organisé une vaste migration vers le Brésil :

Près de Campinas (Sao Paulo), des migrants ont acheté (à un prix très bas) et mis en valeur des terres brûlées par la culture, mal conduite, du café. Comme cette colonie périlait, le gouvernement des Pays-Bas s'est gardé d'accorder les crédits nécessaires, qui auraient simplement prolongé l'agonie ; il a fait bien mieux, en envoyant trois personnes : un ingénieur agronome, un sociologue spécialisé pour organiser cette petite société et un économiste, expert en marchés, pour chercher les cultures les plus avantageuses¹.

1. Voir Population. Nadine Perrin : Une colonie hollandaise au Brésil. Holambra. Historique, organisation, enseignements.

Dans la suite, la situation s'est améliorée dans la métropole, si bien que nombreux ont été les retours.

Aventure semblable dans l'état de Parana, près de Londrina. Mais les colons venaient, pour une large part, d'Indonésie et sont restés un peu plus nombreux.

De la prolifération des pauvres à la pilule des riches

Si largement qu'il ait été question de ces deux événements, ils ont été présentés de façon très imparfaite à l'opinion.

Au début de l'aventure, un médecin de l'Inde, le dr Sanyal, quelque peu vétérinaire, s'aperçoit que, dans quelques villages, les vaches restent stériles. En localisant le phénomène, il reconnaît que cette stérilité vient de l'absorption d'un pois spécial, le *pisum sativum*.

A cette même époque, trois grandes fondations américaines, Ford Rockefeller et Carnegie, effrayées par l'explosion démographique, ont uni leurs efforts et fondé le *Population Council*, doté de puissants moyens, pour étudier les phénomènes de population. En fait, son action devait, en premier lieu, s'exercer sur la découverte de techniques contraceptives efficaces et faciles à utiliser. Chut ! Discretion !

Dès 1957, était prête la pilule *Enovid*, ancêtre de bien d'autres, de plus en plus efficaces et de moins en moins nocives.

Cette pilule diabolique, due aux docteurs J. Rock et G. Pincus, conçue pour lutter contre l'exubérance des pauvres, aura pour résultat, nous le verrons, la stérilité des riches et leur danger de disparition.

Renversement du courant séculaire

C'est, d'ailleurs, à ce moment que se produit le renversement du mouvement séculaire commencé après Christophe Colomb. Loin de partir, les Européens cherchent au dehors des travailleurs.

En Angleterre, changement complet : qu'il soit kenyan, pakistanais etc., noir, jaune ou café au lait, tout homme peut aborder dans les îles, pourvu qu'il soit titulaire d'un passeport britannique. Napoléon, aux enfers, doit enragier de n'avoir pas envisagé ce moyen. Quoi qu'il en soit, quels frémissements n'ont-ils pas éprouvé, dans leur tombe, la reine Victoria et Disraeli, en voyant les colonisés envahir les beaux quartiers de Londres, pour peupler les somptueux hôtels particuliers, dont l'entretien exigeait tant de domestiques qu'ils ont été aujourd'hui abandonnés par la *gentry*.

Ils sont venus d'un peu partout les travailleurs, d'Asie, d'Afrique, des Antilles, au profit des Européens ruinés ! Réparer leurs ruines, bien sûr, mais aussi peupler les usines devenues nécessaires pour compenser la perte des créances sur le reste du monde. Pour les usines, il fallait des travailleurs du dehors, pour combler les vides creusés par l'ascension sociale, réalisée elle-même grâce à la diffusion de l'enseignement. En Suisse, affluent Italiens et Espagnols, en Autriche et en Allemagne, des Yougoslaves, qui, peu à peu, s'attribuent le monopole des ravalements d'immeubles. En France, les Italiens et les Espagnols font place aux Portugais puis aux Maghrebins. En Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg, réputés surpeuplés, reflux d'émigrés et afflux d'hommes du sud.

Le chômage

Nous allons le retrouver souvent, ce mal jugé moins terrible que les remèdes efficaces pour le combattre. Il n'y a peut-être qu'une seule façon d'en venir à bout, mais nombreuses sont les façons de se tromper sur ses causes, comme sur les remèdes, tous basés sur la vue arithmétique globaliste. Quoi qu'il en soit, c'est rappelons-le, à partir du moment où l'immigration a été freinée aux Etats-Unis en 1924 que le chômage s'est étendu. Deux jugements opposés en ont résulté :

- les étrangers admis prennent la place des travailleurs nationaux, d'où augmentation du chômage ;

- en complétant, en structure, la population active nationale, si éloignée des travaux humbles et pénibles, en supportant une part des « frais généraux » de la nation, les travailleurs étrangers ont pendant longtemps *empêché* le chômage. C'est depuis l'interdiction d'entrer que, celui-ci a augmenté. Cause ou effet ?

C'est sur la seconde interprétation qu'est surtout construit cet ouvrage, mais il faut au préalable, montrer comment vont évoluer les populations intéressées et en dégager leurs chances de vivre ou de mourir.

4. Nouveau paysage

« Et la vie a tourné sur ses talons de verre... »
Louis Aragon

Ce paysage, aucun voyage organisé ne vous permettra de l'observer, c'est qu'il y a bien des façons de s'y prendre, bien des optiques, aussi.

M'étant rendu, il y a quelques 20 ans en Albanie, j'ai demandé, en fin de séjour, à mes très aimables cornacs, de me donner un exemplaire de l'*Annuaire statistique* du pays. Etonnement de mes hôtes ; je n'ai pas osé leur avouer qu'une fois cet annuaire parcouru, aux bons endroits, je connaîtrai bien mieux leur pays que d'après ce qu'ils m'en ont montré. Et cet incident était loin d'être propre à leur pays.

Voulez-vous avoir des renseignements sur la façon dont vivent les Napolitains ? Allez à Naples, vous dira-t-on. Mais, selon le temps qu'il fait, la population reste chez elle ou vit dans la rue. Que d'enfants, dans telle ou telle ville, dira le voyageur ! Quelle natalité ! Mais il oublie que, pendant ce jour de congé, à la belle saison, tous les enfants courent dans la rue. Dans bien des cas, dira à mi-voix le statisticien, il vaut mieux consulter les chiffres que voir sur place. Bien sûr, mais combien redoutable !

Que la population ignore la population, que la goutte d'eau ignore le nombre de gouttes d'eau du nuage dont elle fait partie, n'est pas une nouveauté sensationnelle. Et cependant, quelles conséquences !

Dès que le sujet est abordé dans une conversation entre non spécialistes, nous retrouvons à peu près le « Un, deux, trois ... beaucoup, » du primitif et du jeune enfant ou bien quelque facile diversion. « Que peut bien me faire le nombre de milliards d'hommes, vivant sur la terre, dira plus d'un, puisque mes relations se limitent à peu près, à une centaine de personnes ? Du reste, cinq milliards d'humains ou cinq cents milliards a priori, quelle différence ? »

Ce peu d'attention inspire non certes une prévision, mais, à tout le moins un vif regret : tout sujet, si ardu qu'il soit, est présentable à un large public, à condition que soit fait un effort suffisant, non par le public récepteur, mais par l'émetteur. Curieux est le contraste : voici une émission sur Rembrandt ou sur les primipares ; tous les efforts seront déployés pour que le micro soit bien branché et que les sons arrivent intacts à l'oreille, mais rien ou bien peu ne sera fait pour transporter le sujet dans le domaine du récepteur, pour intriguer, attirer, charmer ou alarmer selon le cas. C'est que, dans ce domaine, joue l'abondance, la surabondance de l'offre. Que le rédacteur en chef d'une publication se soucie de comprendre lui-même et d'assurer la transmission aux lecteurs, cela s'est vu. A la télévision, telle est la pression exercée sur le directeur des programmes, que le choix se fait soit selon le degré de cette pression, soit selon l'écoute probable. Que le téléspectateur ait compris ou non est secondaire, l'essentiel est qu'il ait saisi, en passant les images de publicité. Présenter, apprêter, servir, bien sûr, mais aucun souci du résultat final.

Il viendra quelque jour, avant trente ans assurément, l'apôtre de la lumière mais, pour le moment, Diogène, muni de sa lanterne, peut parcourir tous les plateaux, tous les studios ... en pleine nuit.

Allons plus loin : si pleins de leur savoir sont tant de spécialistes de tant de branches, si satisfaits aussi de leur « propriété », que la transmission, la présentation rencontrent, le plus souvent, quelque frein à demi inconscient. L'orateur, le rédacteur pense bien à « sortir » l'objet de sa science, mais ne se met que bien rarement – et maladroitement – à la place du récepteur. Garder son trésor est un souci aussi intense que le partager. Combien plus prodigue de sa parole celui qui n'a rien à dire !

Peu estimée, moins encore étudiée, la méthode propre à transmettre une technique, une connaissance, à un public non initié. La pédagogie est d'un siècle, sinon bien plus, en retard sur la science. « Communiquer, c'est aimer », dit Marcel Bleustein Blanchet, mais quel rêve !

Peut-être formulons-nous ici un vœu plus qu'une prévision, peut-être, donc, dans 30 ans, l'art de communiquer sera-t-il devenu une « vulgaire » science.

Revenons à nos milliards de moutons, à la population : Pour que ses mouvements, sa vie émeuvent quelque peu l'opinion, il faut sinon quelque catastrophe, du moins un incident d'une dimension « convenable ». Et, du fait de la masse croissante des informations qui assaillent notre pauvre cerveau monovalent, l'indifférence à l'égard de sujets vitaux ne peut que s'accroître dans l'avenir, si manque l'appât toujours lui.

Et c'est pourquoi, pris de tous côtés, les contemporains n'ont guère de lien avec cet être étrange appelé le démographe, qui, lui, muni à son tour de sa lanterne, s'aventure dans le monde entier, errant de pays en pays, de siècle en siècle, mais sans être entendu.

A titre d'exemple, il n'est sans doute pas un Français, sain d'esprit, qui ne connaisse l'existence de la pilule stérilisante, mais peut-être y en a-t-il seulement un sur mille, dans l'hypothèse la plus favorable, à connaître les conditions de sa découverte, décrites page 59.

Solennellement, religieusement créée, après les millions de morts de la première guerre (celle que les survivants appellent « la vraie ») la *Société des Nations* (qui s'en souvient encore ?) était, selon l'opinion, selon les chansonniers, un bon sujet de raillerie. C'est plutôt l'indifférence que suscitent aujourd'hui les *Nations Unies*, sauf, toutefois, en cas de véritable spectacle, tel que : Apostrophes sérieuses au *Conseil de Sécurité*, enlèvement de ses chaussures par N. Krouchev, en pleine assemblée générale, etc.

Du fait de cette indifférence, peu connues sont les grandes audaces commises discrètement, au sein même du temple de la paix.

Le « dessus » et le « dessous »

Pour juger l'organisme mondial, il faut distinguer, comme le dit Raymond Devos, le *dessus* et le *dessous*.

– le *dessus*, ce sont les diplomates, les représentants des quelques 150 pays de l'Univers. Comme ils délibèrent le plus souvent en public, ce sont eux qui assurent le « spectacle » ;

– le dessous, qui travaille dans l'ombre, ce sont les agents, les fonctionnaires, désignés par la vaste appellation « secrétariat ». Discretion, obéissance, conscience, adresse, technique, science, sont ou doivent être leur lot. Des malentendus surviennent certes, parfois, avec plus de sévérité que de publicité.

Ces expressions *dessus* et *dessous*, que nous employons ici, ne sont ni laudatives, ni péjoratives. Une commodité de langage.

Le « dessus » et le « dessous » pour la population

Voici un épisode survenu au tout début des Nations Unies, et si peu touché par la publicité, au sens étymologique du terme, que 35 ans plus tard, le personnel (le dessous) a éprouvé de grandes difficultés à reconstituer la marche des événements, en vue d'un ouvrage historique :

En février 1947, en pleine guerre froide, quelques hommes du dessus (dont les responsables des cinq grands) ont été rassemblés autour d'une table, avec mission de traiter des questions de population dans le monde. Comme le *secrétaire général* et son état-major étaient fort peu experts, en cette matière si « nouvelle » (dans ce domaine, la *Société des Nations* ne s'occupait guère que des épidémies), ils ont demandé de façon insolite, aux dix membres de cet étrange assemblément, de déclarer quel serait leur propre mandat, ce qui fut fait.

En août de cette même année 1947, a été effectivement réunie, à New York, la Commission de la population avec un ordre du jour assez vague. Avant même que cet ordre du jour soit énoncé par le président, le délégué soviétique Rabichko (république d'Ukraine) s'est exprimé sans équivoque :

« Nous considérerons comme « barbare » toute proposition qui serait formulée dans cette commission, en faveur de la limitation des mariages ou de la limitation des naissances dans le mariage. La surpopulation n'est que le fruit du capitalisme ; avec un régime social adéquat (sous-entendu le socialisme), il est possible de faire face à toute croissance de population. C'est l'économie qu'il faut adapter à la population et non l'inverse ».

Cette déclaration, pleinement « orthodoxe », fut souvent reprise dans la suite, mais de façon plus subtile, car, de plus en plus difficile était son adaptation à la situation qui existait un siècle plus tôt : depuis le

manifeste de Marx, le recul de la mort a été tel que les façons de vivre ont changé. Le monde était précisément en 1947, en pleine « explosion démographique » (page 88), mais le Soviétique l'ignorait.

Au milieu du XIX^e siècle, en effet, au temps de la révélation marxienne, contre Malthus, un homme sur deux, à peine parvenait, même dans les pays européens, jusqu'à l'âge de procréation. La proportion est aujourd'hui voisine de 95 %. Tout s'est donc passé comme si la fécondité naturelle avait doublé. Cette fécondité naturelle n'étant plus compatible avec la vie elle-même, la prévention des naissances, condamnée par le représentant soviétique, était, déjà à ce moment devenue indispensable ; que l'on s'en rapporte aux 12 enfants de la fécondité naturelle (page 45)

Comme toujours, le dogme s'est, dans la suite, adapté. Non seulement tout dépend de la façon de s'exprimer, mais les interprètes et traducteurs des Nations Unies sont passés maîtres dans l'art d'amortir les malentendus. Loin de trahir, comme le dit le dicton italien, ils unissent.

La faim du monde

Voici un autre incident, survenu un peu plus tard, du fait, à nouveau, d'une déclaration du « dessus ». Dramatique, cet instant, si dramatique même qu'il nous inspire aujourd'hui un sourire, indulgent ou sévère.

Nous sommes en 1965 ; à nouveau, se réunit, à New York, cette commission de la population des *Nations Unies*. Avant même l'ouverture officielle de la séance, avant la fixation de l'ordre du jour, M. Sen, directeur général de F.A.O., de nationalité indienne, demande la parole et s'exprime dans les termes suivants :

« Le grand sujet, c'est la nourriture de la population. Nous, F.A.O., ne parvenons pas à assurer, à la population du monde, la nourriture nécessaire. C'est donc à vous, *Commission de la population*, qu'il appartient de limiter le nombre des bouches à nourrir ».

Cette initiative s'opposait directement à la position des Soviétiques rappelée ci-dessus. Depuis cette époque (1965), presque une génération a passé, la population du monde a augmenté de moitié, la nourriture est un peu moins mal assurée, mais les débats se poursuivent.

Toujours en matière de population, peuvent être citées cette fois, de la part du « dessous », deux audaces « historiques » qui n'ont bénéficié que d'une bien faible publicité.

Le monde en l'an 2000

Au milieu du siècle, il n'était guère cité, cet an de rêve, que dans quelques utopies, le plus souvent berçantes. En 1955, l'américain John Durand, chef timide de la combien discrète, *division de la population*, (le dessous), lance, négligemment, une petite bombe :

Brisant toutes limites d'espace et de temps « usuels », il calcule (de sa propre initiative) la marche de la population du monde, Chine comprise, jusqu'en l'an 2000. Peut-être (et même sûrement), ce geste va-t-il choquer les démographes classiques (ils s'y feront, bien sûr), mais l'intention n'est pas là : c'est aux Soviétiques qu'est lancée la provocation, eux qui, toujours ardents contre Malthus et ses lointains disciples, ne croient pas à la surpopulation ou, du moins, croient ne pas y croire.

Dans son commentaire, il ajoute « ingénument », le rusé Durand, mais à juste titre, que, « pour faire face, si l'on ose dire, à un tel nombre de bouches, les divers pays devront procéder à des « investissements très élevés ».

Conclusion non inscrite, mais bien suggérée :

« Comme ces pays sont, pour la plupart, dénués de ressources, il faudra bien qu'ils diminuent, quelque peu, leur fécondité ».

Telle était, en effet, la thèse officielle américaine : la pilule n'était pas encore dans le commerce, mais elle était « en route », nous l'avons vu et avait, du reste, été précisément conçue dans cette intention par les trois grandes fondations qui ont, à cet effet, créé le *Population Council* (voir page 59).

Dans l'embarras, le délégué soviétique : contester le calcul n'est pas en question (non seulement la démographie est la science la moins étudiée en Union Soviétique, mais le délégué est *politique*) ; seulement, accepter ou proposer la limitation des naissances est, pour un marxiste orthodoxe, un contresens politique. Dès lors, le seul recours de cet

homme a été de déposer un amendement pour supprimer le mot *très*, se contentant ainsi d'« investissements importants ».

Vive surprise, parmi les auditeurs, acteurs ou spectateurs : « Quelle mouche, quelle araignée a pu piquer le délégué soviétique, puisqu'il intervient constamment en faveur d'investissements massifs dans les pays qu'on appelait alors sous-développés » ?

C'est, cette fois, le dessous... des cartes.

Et l'opinion

Tout cela, c'était lutte de princes. Ce qui restait, ce qui se répandait dans l'opinion, notamment en France, c'était la révélation des *6 milliards, en l'an 2000*. Magie des chiffres : en dehors de spécialistes, personne ne pouvait juger a priori ce qui était possible, raisonnable à un ou deux zéros près, mais l'ensemble de ces deux nombres ronds a provoqué une sérieuse émotion quelque peu apaisée aujourd'hui.

Cette lutte de 30 ans, pour ou contre la multiplication des hommes, n'a cependant guère troublé l'opinion ; moins familière encore la question des possibilités économiques ; ce qui a porté c'est la magie des deux nombres ronds.

Ainsi sont nés, en quelque sorte, les 6 milliards d'hommes, dont une partie est encore ... à naître.

L'histoire ne s'arrête pas là. Les hommes meurent, tandis que grandissent encore les connaissances à leur sujet. Epouvante, confiance, froideurs, craintes, espoirs se suivent et alternent dans un ordre qu'il faut beaucoup d'attention pour trouver logique. Peu importe, en somme, voyons devant nous.

Le 22^e siècle

Au bout de quelques années, il est devenu si classique, cet an 2000, si sublime et quasi mystique, mais banal, qu'il faut aller au-delà de ces trois zéros.

Vers 1970, le Français Léon Tabah, chargé, à son tour, des milliards d'hommes vivant sur la terre, franchit délibérément le XXI^e siècle et annonce qu'en l'an 2100, les peuples prolifiques auront eux-mêmes suffisamment compris la façon de se servir de la pilule pour savoir se limiter globalement, si l'on ose dire, à un chiffre de 10 ou 12 milliards.

Il n'a pas été plus discuté, ce chiffre, que les 6 milliards de l'an 2000. Un effet d'immunisation avait été obtenu, plus facilement que contre le sida.

Un minimum de curiosité pousse, néanmoins, à avoir quelque idée de la façon dont les hommes doivent se répartir sur la terre dans cette perspective :

L'Asie s'étale devant nous, avec ses 5 milliards d'hommes, presque 100 fois la France ; l'Afrique ne porte « seulement » que 2 milliards d'êtres humains. Comment les nourrira-t-elle ? Ce n'est pas encore notre sujet.

Une fois lancée, une prévision démographique ne s'arrête plus. Le chercheur qui, après avoir mis sa machine électronique en marche, oublierait de l'arrêter, en partant le soir, la retrouverait le lendemain, génératrice, au bout de quelques millénaires, d'un nombre de zéros impressionnant, mais dépourvu de signification.

Un scandale, des protestations, à la suite de cette révélation ? Non. Aucune émotion n'a même suivi la publication de ces premières vues scientifiques sur ce XXII^e, dépourvues de bandes dessinées. Combien plus important, en ce temps, le prix du pétrole ou l'ouverture d'une nouvelle chaîne de télévision ! Aucun effort, non plus, en Europe de l'Ouest, du moins, pour combattre le vieillissement, qui s'avance, si l'on ose dire, à pas comptés. Nous allons le retrouver à chaque... pas.

C'est peut-être du fait de cette inertie que les, toujours prévoyantes, Nations Unies (« le dessous », bien entendu) ont, en 1982 et 1984, jugé utile de restreindre, cette fois, l'horizon, de façon à activer la prise de conscience.

Plus à portée : l'an 2025

Et c'est ainsi qu'en 1982 et en 1984, le Français J.C. Chasteland, nouveau berger de la division de la population, a pris « modestement »,

pour horizon, l'an 2025. Un espace de 40 ans seulement, très inférieur à la longueur de la vie humaine. Nous voyons certes moins loin que précédemment, mais, en quelque sorte, de plus près et suffisamment pour notre objectif « Nord Sud, dans 30 ans ».

Un curieux épisode cependant :

Il devait avoir fait des rêves roses, le Japonais chargé de ce calcul, car il a supposé que, dans l'immédiat, les habitants des pays peu féconds, Europe de l'Ouest, Amérique anglo-saxonne, Japon allaient, pris de remords et de raison, donner la vie, avec moins de parcimonie, et retrouver, en peu de temps, le remplacement des générations. Nous voici déjà en 1987, sans qu'aucune confirmation ne se dessine de cette rêverie. D'où l'obligation, pour l'usager, de supprimer, pour certains pays, quelques bébés annoncés dans la béatitude ; nous y reviendrons.

Evolution d'ici 2015

Dans notre chère hypothèse moyenne, l'évolution générale sera la suivante, en millions d'habitants :

	1985	2000	2020
Afrique	555	872	1 468
Amérique latine	405	546	735
Amérique anglo-saxonne	264	297	337
Asie orientale	1 250	1 475	1 679
Asie du Sud	1 568	2 074	2 686
Europe	492	512	523
Océanie	25	30	36
Union Soviétique	279	315	358
Monde	4 838	6 121	7 822

L'hypothèse moyenne est, selon l'usage, encadrée par deux hypothèses extrêmes, confort qui permet au prévisionniste de ne pas sortir de la zone ainsi limitée. Selon cette hypothèse, dans tous les pays féconds d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, les familles vont diminuer le nombre de leurs enfants, de sorte que le ralentissement sera général. Mais une population ne s'arrête pas au commandement, comme le pensait le regretté général Draper (*zero growth rate*, population restant désormais constante, tel était son objectif).

Pour l'ensemble du monde, les 6 milliards annoncés dès 1955, pour l'an 2000 seront bien au rendez-vous. L'Union Soviétique et l'Amérique anglo-saxonne (Etats-Unis, Canada) bénéficieraient à peu près de la même progression. La Chine resterait, bien entendu en tête, tout en suivant, à peu près, le plan prévu par son gouvernement.

Quant à l'Europe, sans l'Union Soviétique, elle ne progresserait plus à partir de 2020 ; l'Europe occidentale serait alors en déclin.

La France, qui était au 4^e rang dans le monde, à l'époque de la Révolution, passerait du 16^e rang actuel au 21^e, dépassée par les Philippines, l'Éthiopie, la Thaïlande, la Turquie, l'Égypte et l'Iran. Par contre, les Britanniques deviendraient moins nombreux que les Français ou, plus exactement, que les habitants de la France. Les calculs ne sont pas faits par nationalité ; ils exigeraient un travail considérable et les résultats seraient plus aléatoires. Nous les retrouverons pour la France, au chapitre 16.

Transfert des techniques¹

Les matières premières sont, pour la plupart, fournies par des pays peu développés. Ceux-ci se plaignent, classiquement, de l'insuffisance de leurs prix. Vains sont les efforts pour les relever. Bien des personnes éminentes ignorent, d'ailleurs, ce qu'est un *marché*. Même le marché de l'étain, bien « pris en main », a fini par céder.

Cette vaste usine européenne, qui vit du travail donné à la matière, venue de l'étranger, court deux risques :

1. Et non des technologies. Répétons que la *technologie* est la science des *techniques*, ce qu'ignorent tant de Français.

- l'épuisement des gisements miniers dans le monde,
- la transformation sur place, par les pays producteurs.

Le premier risque n'est, nous l'avons vu, qu'à très lointaine échéance. Non seulement, les réserves déjà connues sont considérables, mais de nouvelles découvertes sont possibles... D'ici 30 ans, aucun dommage sérieux ne peut, de ce côté, compromettre la prospérité du « Nord ».

Bien plus sérieux par contre, le second risque : le transport de matières pondéreuses à travers les mers, puis, de nouveau sur terre, dans les pays transformateurs, est, a priori, une singulière erreur économique et financière. Même à l'intérieur d'une nation, de tels transports sont, le plus possible, évités : l'industrie française s'est installée dans le Nord charbonnier et l'Est sidérurgique. Plus tard, la région Rhône Alpes a bénéficié de l'énergie hydraulique et nucléaire. Si le pneumatique se produit dans le centre, c'est que le transport du caoutchouc brut de Marseille à Clermont-Ferrand ne représente qu'une très faible partie du coût de revient du pneumatique.

Les pays producteurs de matières premières ont tout intérêt à les traiter eux-mêmes ; c'est ainsi qu'au Maroc de sérieux efforts sont faits pour traiter les phosphates sur place. Un jour ou l'autre, cette source disparaîtra, pour l'Europe : au lieu d'acheter le phosphate brut, il lui faudra payer des engrais à un prix bien plus élevé et trouver d'autres emplois, pour les travailleurs court-circuités.

Les sociétés multinationales, qui ont, quelque temps, souffert d'une si mauvaise réputation, ont certes, réalisé pour la plupart des profits importants, mais, du coup, elles ont construit des usines dans les pays peu développés, travaillant ainsi non contre ces pays comme il leur a été reproché, mais en leur faveur, aux dépens des pays industriels.

Précieuse énergie

Qu'il était précieux, ce noir et fumeux charbon du XIX^e ! L'épuisement des gisements a rendu leur exploitation plus onéreuse et le coût du kwh supérieur, le plus souvent, à celui du pétrole. Curieux retournement : cette Europe du XIX^e, qui a assuré sa suprématie, grâce à l'exploitation de son sol et de son sous-sol, se trouve en face de ses clients qui la menacent de devenir fournisseurs.

Une situation peu connue : le prix de l'essence est toujours jugé trop élevé par ses utilisateurs, particulièrement en France, en raison, pensent-ils, des impôts sur les produits pétroliers. Vue nationale irréfléchie. Sans être une donnée de fait, le prix payé par le consommateur ne peut varier que dans de faibles proportions. Si les impôts sur les produits pétroliers étaient réduits ou supprimés dans les grands pays consommateurs, le prix du brut s'élèverait d'autant par le jeu du marché, si bien qu'il s'agirait d'un transfert financier des pays consommateurs vers les pays pétroliers. Ces pays pétroliers ont, du reste, effectivement reproché aux Européens de s'être emparés de cette « rente » qui, disent-ils, devrait leur revenir.

Ne revenons pas sur les possibilités immenses et problématiques de la fusion de l'atome (page 32).

L'agriculture

En dépit des progrès agronomiques et en partie, à cause d'eux, une large part des aliments du bétail est importée, tel le précieux soja et ses dérivés (tourteaux notamment) que l'Europe cherche, en vain jusqu'ici, à acclimater.

De nombreux efforts ont été déployés (Brésil notamment) pour obtenir un carburant d'origine végétale, souvent appelé *éthanol*. Si considérable est l'enjeu qu'il altère facilement les esprits. Il arrive aux meilleurs d'entre eux d'oublier le facteur essentiel : le prix, compte tenu des impôts.

Métaux et minéraux

En dehors de l'énergie et des forêts, dont nous avons parlé (p. 40), de quelles ressources naturelles dispose l'Europe ? De céréales, de vin, de lait, de viande, dont elle cherche, si vainement, à écouler au dehors les excédents, qu'elle se résigne souvent à brader en Union Soviétique.

Les matières premières (métaux non ferreux, cacao, café, oléagineux, caoutchouc, etc.) sont, pour la plupart, fournies soit par

des pays socialistes, soit par des pays peu développés. Ceux-ci se plaignent chroniquement de l'insuffisance de leurs prix, ignorant, comme bien des Européens, non seulement le mécanisme du marché, mais, les vains efforts déployés entre les deux guerres, par les grandes sociétés, pour relever le prix du caoutchouc, de l'étain, etc.

Le fer abonde en Europe, mais il sent déjà son vieux temps et souffre si l'on ose dire, de son éviction fréquente, au profit des produits de la chimie (matières plastiques, etc.). Pour les minerais non ferreux, c'est en Europe, la grande pénurie. Il ne vient plus des îles Cassitérides, l'étain, mais de Bolivie, Indonésie, etc. L'industrie européenne ne résiste que grâce à la supériorité de sa technique, mais l'avenir joue contre elle.

Hors de question

En tout état de cause, nous laissons de côté, dans cet ouvrage, les zones où ne se dessine aucune tension susceptible de déclencher d'importantes migrations. Inutile par exemple, de troubler la douce euthanasie des *Pays-Bas*.

Sont laissés de côté :

– *l'Afrique noire*, si vouée qu'elle soit à une forte progression démographique, dans une nature maltraitée, et à des épreuves sérieuses, du fait de ce traitement destructeur, mais non générateur de migrations massives ;

– *l'Afrique du Sud*, où les problèmes sont bien différents ;

– *l'Amérique latine* où l'espace n'est guère près de manquer ;

– *la Chine*, premier pays dans l'Histoire, dont la population ait été, en quelque sorte, planifiée, plus d'un siècle à l'avance ;

– *le Japon et l'Inde*, sans voisin débordant ;

– *l'Europe du Nord*, démographiquement en ruine, mais non menacée par quelque intervention extérieure.

Quelques observations seront, cependant, données sur l'Allemagne : Les deux Allemagnes peuvent, encore quelque temps, suivre leurs routes divergentes, plus tranquillement que d'autres pays. Seulement, si l'écart entre les natalités d'Ouest et d'Est se maintient

(voir page 178), il faudra, quelque jour, renforcer plus encore le fameux mur de Berlin.

– *les pays socialistes de l'Est*, opposés, par doctrine aux migrations internationales ; l'opposition entre l'Europe et l'Asie sera cependant évoquée ;

– *la Méditerranée de l'Est* où les troubles ne manquent pas, mais ne sont guère d'origine démographique. Certes, à l'intérieur même d'Israël, la différence de natalité entre Arabes et Juifs inquiète, à juste titre, les autorités israéliennes ; d'autre part, le cas de l'Égypte reste préoccupant, du fait de la stérilité absolue des terres non irriguées (voir page 205) et qui se trouve ainsi entre deux déserts. La Turquie viendra cependant sur la scène, comme pays d'émigration (voir page 201).

Quatre ruptures en vue

Sur la planète, combien peu régentée, se créent, lentement, discrètement, de profonds déséquilibres, qui ne peuvent guère inquiéter les hommes d'État au pouvoir aujourd'hui, puisqu'ils ne seront plus là pour subir les conséquences. Prolificté en deçà, infécondité volontaire, au-delà, phénomènes peu visibles, donc peu « intéressants » ?

Laissant de côté les risques de fissures locales, nous distinguons quatre zones :

1. *Au Nord et au Sud de la Méditerranée occidentale*. Il ne s'agit plus de Rome et de Carthage, de Scipion et d'Annibal ou de Venise. Tout autre, la course :

– d'un côté *Italie, France, Espagne* et, si on veut bien l'accepter, l'atlantique Portugal, vieillissent dans l'insouciance et bénéficient d'une aisance croissante ;

– de l'autre, le *Maghreb et son hinterland noir* voient, à peu près dans la même indifférence, la multiplication dans la jeunesse et la pauvreté.

2. *Entre l'Amérique anglo-saxonne et l'Amérique latine*, différences profondes entre le pauvre, qui, au sud, gagne lentement, sans le vouloir ni s'en douter, la course au nombre et le Nord, qui a tant de problèmes financiers, économiques, politiques qu'il ne pense guère à la course vers la vieillesse.

3. *En Asie du Sud – Océanie*, le contraste est plus sévère encore entre le Nord prolifique (Asie du Sud, Insulinde) et le Sud « blanc comme neige », Australie, Nouvelle Zélande, qui ne sait que faire de ses immenses espaces. Mais les délais sont plus étendus.

4. *A l'intérieur de l'Union Soviétique*, les Musulmans, pour la plupart en Asie, se multiplient plus vite que les Européens, chrétiens ou sans religion, comme l'a signalé Hélène Carrère d'Encausse.

Il y a bien d'autres déséquilibres, plus localisés : entre les deux Allemagnes, nous y reviendrons, à l'intérieur de la Chine ou de l'Inde, mais c'est surtout sur la Méditerranée occidentale que va se porter notre attention.

Conséquences possibles

Dans les zones où le déséquilibre va, peu à peu, s'accroître, entre les hommes qui se multiplient en pleine jeunesse, consciente ou non, et ceux qui ont trop peur de la vie pour la donner, préférant le vieillissement douillet, que va-t-il se passer ?

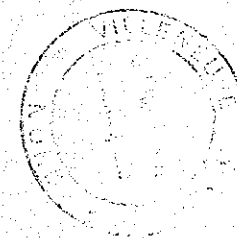
Deux éventualités extrêmes :

1. *Personne ne bouge*, chacun se tasse un peu, ou prend ses aises selon le cas. Les frontières politiques sont jalousement préservées et gardées ; défense d'entrer. Les zones de vieillesse se vident, tandis que les autres risquent de manquer de ressources naturelles et d'espace.

2. *Migrations compensatrices*. Soucieux d'espace et de possibilité de travail, les hommes quittent la zone surpeuplée, en vue d'être accueillis dans l'autre. Cette migration, qui peut, nous le verrons, affecter diverses formes, pose, en tout état de cause, divers problèmes économiques, sociaux, politiques et peut avoir des conséquences très diverses, allant, du soulagement pacifique de la région de haute pression, à de sérieuses tensions internationales ou à l'intérieur même du pays intéressé.

Entre les quatre zones envisagées, telles sont les différences de conditions que des études séparées s'imposent. C'est surtout la

Méditerranée qui va retenir notre attention, mais il n'est pas possible d'élargir notre horizon, sans rappeler, une fois encore, la menace économique du transfert des techniques.



5. Divers types de coexistence

« Tels qu'en eux-mêmes enfin, l'éternité les change »
(d'après Stéphane Mallarmé)

En France, résident, à côté de plus de 50 millions de Français, environ 3,5 millions d'étrangers, entrés pour la plupart, à une époque assez récente, de façon légale ou clandestine. Le débat porte sur leur avenir et le nôtre, sur le probable et le souhaitable. La question de nationalité étant juridique, nous la laissons, pour le moment, de côté.

Trois évolutions possibles

Lorsque deux ou plusieurs populations, distinctes par des caractères physiques (couleur de la peau par exemple) ou culturels (religion, langue, coutumes) vivent sous la même autorité politique, soit du fait de l'irruption (ou de la mise en esclavage) d'une population étrangère, soit du fait d'une scission, trois solutions finales peuvent se présenter :

1. *Assimilation par fusion complète en une population homogène*, grâce à un nombre suffisant de mariages mixtes. C'est une question culturelle. Il peut arriver qu'un caractère culturel dominant perde, avec le temps, de son importance. Tel est le cas de la séparation entre

catholiques et protestants, dans la plupart des pays occidentaux. Le mot *assimilation* s'emploie, pour la population minoritaire, le plus souvent immigrée. C'est elle qui est « assimilée ». C'est ainsi que se sont au XIX^e siècle, assimilés, en France, des Belges, des Suisses, puis des Espagnols, des Italiens et des Portugais.

2. *Maintien de la dualité ou de la pluralité.* Très peu de mariages mixtes. C'est, le plus souvent, une question de religion. C'est le cas des Français en Algérie et de quelques pays divisés par la dualité ou pluralité de la langue (Belgique, Suisse, Inde, Afrique du Sud, Canada, etc.)

3. *Atténuation, puis disparition des lignes de séparation.* Il s'agit ici, surtout, de caractères physiques. Il peut subsister, par exemple, des « tout Noirs » et des « tout Blancs », mais, entre les deux extrêmes, toute une gamme sans discontinuité, sans frontière. Il n'y a plus qu'une seule population dans le territoire, mais elle est hétérogène.

Ainsi trois résultats finaux sont possibles :

- une population homogène ;
- dualité persistante ou pluralité de populations ;
- une population hétérogène.

Ces diverses évolutions ont été constatées, en de nombreux pays, dans l'histoire ancienne ou contemporaine. Tantôt des forces naturelles ou politiques jouent en faveur de la fusion (commerce, profession, école), tantôt des obstacles physiques ou culturels, accompagnés de luttes sévères, maintiennent la diversité : à peine les Gaulois étaient-ils intégrés à la population romaine que l'invasion barbare a créé de nouvelles diversités, atténuées ensuite par le temps.

Nous allons maintenant en juger, sur un bref panorama mondial, limité aux principales nations, où se pose un problème de dualité ou de pluralité.

Panorama mondial

Au *Royaume Uni*, les Anglais ont réussi à assurer l'unité du royaume dans l'île de Grande Bretagne, en imposant, légalement et par la force de l'usage, leur langue, en Ecosse et au Pays de Galles.

Mais, dans l'île d'Irlande, la pénétration et l'absorption n'ont été que partielles, du fait de la résistance des catholiques. L'Eire ou république d'Irlande est indépendante, mais il y a une minorité catholique dans l'Ulster, d'où des conflits parfois sanglants. A la question de religion s'ajoute une sujétion sociale, car de grandes étendues de terres appartiennent à des propriétaires anglais.

Toutefois le sport fait curieusement disparaître les questions de foi. Dans la mêlée de rugby de l'équipe d'Irlande, le 3^e ligne entre en mêlée, sans savoir si la fesse qu'il pousse est catholique ou protestante.

Pays-Bas

L'unité linguistique est assurée, mais la dualité de religions persiste et a joué longtemps un rôle politique. De moins en moins accusé aujourd'hui, il s'efface devant les querelles sociales, mais, grâce à leur fécondité plus élevée, les catholiques ont peu à peu rejoint et dépassé en nombre les protestants. Les Moluques, venus d'Asie ou revenus de Surinam, ont causé quelque temps de l'inquiétude (un train entier avait été pris pour otage), mais ne semblent plus poser un problème politique sérieux.

Belgique

La dualité de langues joue, dans ce pays, un rôle important. Pendant longtemps, le français a prédominé, même dans certains milieux flamands, mais une réaction vitale s'est produite, aboutissant à une frontière linguistique (définie de façon presque aussi précise qu'une frontière nationale) qui commande la politique de l'enseignement public.

La langue flamande a, à peu près, disparu du territoire français. Le président Roosevelt, d'origine flamande, s'appelait Frank Delano Roosevelt. Delano vient du nom de Lannoy, commune voisine de Lille.

Suisse

Situation paradoxale : c'est, en somme, la séparation en trois et même quatre langues qui assure l'unité, l'existence même du pays. Le romanche est en voie de disparition, mais des efforts sont faits par les Suisses allemands eux-mêmes, pour le maintenir. Les historiens suisses savent aujourd'hui que Guillaume Tell n'a jamais existé et qu'aucun homme n'a porté ce nom. Peu importe : le héros peut disparaître

aujourd'hui : mission accomplie. La dualité ou multiplicité de religions n'a pas les mêmes frontières que la diversité des langues ce qui évite le risque de scission.

Union Soviétique

Multiplicité de langues et de religions. Dans chaque région, l'enseignement se fait dans la langue locale, disposition en apparence libérale. En fait, l'autorité politique des Russes n'en est que renforcée. L'enfant d'une région non russe tenu d'étudier dans sa propre langue et de connaître aussi le russe ne peut plus guère cultiver, en sus, une langue étrangère. Mais la question de religion peut, un jour, se poser en Asie.

Espagne

Après l'expulsion des Maures et des Morisques, l'unité linguistique et ethnique semblait assurée. L'adoption du castillan a rencontré quelque résistance, dans les deux provinces du Nord, Catalogne et pays basque. Franco avait réagi violemment, en interdisant l'enseignement dans ces deux langues. Après sa mort, une certaine autonomie a été accordée aux deux provinces. En Catalogne, le catalan est enseigné conjointement avec le castillan et le calme politique est assuré. Il n'en est pas de même dans la région basque, où les attentats se succèdent.

Yougoslavie

La Yougoslavie se ressent durablement des partages politiques qu'a subis son territoire dans le passé. Bien que la langue ait été le principal moteur de la création de la nation en 1918-1919, l'unité n'est qu'imparfaitement atteinte : un Slovène comprend difficilement le macédonien. En outre, la minorité albanaise de Kossovo manifeste un désir d'autonomie ou de rattachement à l'Albanie.

Inde

L'Inde est, sans doute, le pays qui offre la plus grande variété de langues et de religions. Lors de l'indépendance en 1947, l'unité du pays, assurée jusque là par la force militaire anglaise, a été rompue par la scission du Pakistan musulman et un échange de populations. L'Inde proprement dite s'est vue placée rapidement devant la nécessité de

choisir une langue nationale. La Constitution annonce (article 343) que la langue officielle sera le hindi. Mais de sérieuses protestations se sont élevées, si bien que, dans les annexes, sont énumérées 14 langues officielles. L'enseignement du 1^{er} degré est assuré en un nombre encore plus élevé de langues locales, mais l'hindi s'étend peu à peu, tandis que l'anglais conserve sa suprématie, dans l'enseignement supérieur.

De cette évolution, retenons les grandes difficultés posées par la coexistence entre Musulmans et pratiquants d'autres religions.

Indonésie

La situation est plus claire et se rapproche davantage de l'unité. La langue nationale, l'indonésien (constitution de 1945), très proche du malais moderne, prend peu à peu le pas sur les nombreuses langues locales. L'unité linguistique et religieuse consolide l'unité politique.

Afrique du Sud

La dualité de populations européennes colonisatrices est consacrée par le bilinguisme anglais et africains : l'anglais est parlé non seulement par les Blancs d'origine britannique, mais par les Métis du Cap et les Indiens de Durban. L'africain est parlé par les descendants de colons, hollandais et quelques noirs. Il y a aussi des langues bantoues, parlées par les Noirs, tragiquement séparés des Blancs.

Dans la plupart des pays d'Afrique noire, la multiplicité des langages utilisés et la faiblesse des littératures locales ont conduit le plus souvent à adopter ou, plus exactement à conserver et à étendre la langue du pays colonisateur. Il ne serait pas possible, d'ailleurs, de trouver les ouvrages techniques en une langue locale.

Maghreb

Situation différente, en raison des profondes racines de la langue arabe et de l'importance de la littérature, dans cette langue. Elle est utilisée dans l'enseignement, mais, dans l'Université et même dans certaines classes du second degré, la difficulté de trouver des enseignants ou des ouvrages techniques conduit à utiliser le français.

La pénurie d'ouvrages techniques, dans la langue locale, n'est pas limitée aux pays d'Asie ou d'Afrique. Dans les pays scandinaves, l'insuffisance du tirage de certains ouvrages spécialisés (biologie,

physique nucléaire, par exemple) oblige à recourir à des ouvrages en anglais.

Israël

En Israël, la langue nationale est l'hébreu, mais la présence d'Arabes ayant la nationalité israélienne posera, quelque jour, problème : du fait de la différence de natalité, la population arabe est en effet, appelée à augmenter plus que la population juive.

Liban

Au Liban, dualité religieuse souvent accompagnée de violences. Les projets de partition n'ont pas abouti.

Etats-Unis

Les premiers arrivants et les suivants ont trouvé un pays faiblement peuplé d'autochtones, appelés Indiens, à cause de l'erreur de Colomb. Sans avoir été proprement exterminés, ils ont été peu à peu confinés dans des espaces de plus en plus étroits. La population noire a été introduite, pour l'esclavage. Alors qu'il a été et qu'il est largement encore mal vu d'avoir une origine noire, même légère (elle se reconnaît aux ongles), bien des Américains blancs se vantent d'avoir un Indien parmi leurs ancêtres.

Au XIX^e siècle sont arrivés en pleine liberté, des gens de tous pays, surtout Européens. La traite des Noirs, illégale dès 1815 et clandestine dans la suite, a peu à peu disparu.

Si l'unité nationale a pu être maintenue d'un océan à l'autre et cela en dépit de la conquête de territoires peuplés de Mexicains hispanisants et de l'afflux massif de colonies étrangères homogènes (Allemands, Irlandais, Chinois, etc.), c'est grâce à l'attachement particulier des pouvoirs publics à l'enseignement, partout, de la langue anglaise. Il subsiste certes des îlots assez homogènes (Irlandais, Chinois, etc.) mais le temps joue en faveur de la fusion. Très étendue est la diversité des religions, mais la tolérance à ce sujet concourt à l'unité nationale, encore renforcée par les deux guerres et par la puissance de la rivale soviétique.

La dualité entre Noirs et Blancs, longtemps sévèrement maintenue, ne s'atténue que lentement. Nombreuses sont les grandes villes à avoir élu un maire noir, poste peu enviable pour bien des Blancs, mais il n'est

pas encore possible de considérer la population américaine comme une population unique hétérogène. On peut remarquer aussi la persistance de la population chinoise, bien groupée dans certaines villes, sans danger toutefois, ainsi que la solidité du bloc des Musulmans noirs (Black Moslems). Ils ont été jusqu'à proposer la création d'un Etat autonome, dans deux ou trois Etats du Sud. Quant aux communautés de caractère tribal, ici ou là, elles entrent peu à peu dans la vie nationale. Citons les Amish, les Jackson Whites¹ peu éloignés de New York, les Hutterites et d'autres, attachés à leur culture, mais voués à entrer dans le jeu. Nous verrons au chapitre 18 le problème posé par l'immigration mexicaine clandestine.

Une dernière observation : c'est grâce à la différence de fécondité entre catholiques et protestants que J. Kennedy a pu être élu président de la République (à une très faible majorité), en 1960.

Canada

Au *Canada*, c'est la dualité de religions, bien plus que celle de langues, qui, jointe à la fécondité exceptionnelle des Québécois et des Acadiens, a permis de maintenir la dualité consacrée par l'emploi de la langue française. La religion est aujourd'hui un obstacle moins sévère, mais la langue et, avec elle, la littérature subsistent. Par ailleurs, un groupe d'Ukrainiens a fait souche dans le Manitoba. Enfin, les Indiens et les Esquimaux posent divers problèmes (logement, service militaire, emploi, enseignement, etc.).

Mexique

Le Mexique donne un exemple remarquable de population hétérogène. Du fait des unions mixtes entre Européens et Indiens, tous les types physiques peuvent être rencontrés entre les deux extrêmes. Situation analogue dans d'autres pays d'Amérique latine, mais l'Argentine et l'Uruguay sont plus blancs.

1. Voir David Steven Cohen : *The Ramapo Mountain people*. Rutgers University Press New Brunswick, New Jersey. Les Jackson Whites, établis entre l'Etat de New York et celui de New Jersey, ont posé divers problèmes aux ethnologues et soulèvent encore aujourd'hui des controverses. S'ils affirment constituer une peuplade indienne, c'est, dit-on, pour pouvoir toucher la subvention prévue par la loi et aussi pour contredire la version, selon laquelle ils descendraient plutôt de prostituées de l'armée hollandaise, chassées vers l'Ouest et de Noirs rencontrés en route. Une littérature abondante existe sur le sujet.

6. Vivre plus, vivre mieux

« A 600 ans, Mathusalem était si bien conservé
qu'il n'en paraissait que 375 ! »

Tristan Bernard

Avant d'aborder le redoutable sujet des migrations en puissance et de la coexistence de deux populations en France, examinons l'état de santé, de vitalité, de notre pays et, les perspectives qui s'ouvrent à la population. Les questions de travail et de conditions de vie viendront ensuite.

C'est seulement depuis deux siècles, que la France lutte, avec une certaine efficacité, contre la mort et contre la vie, disons l'excès de vie. Ceux qui sont là, cherchent non seulement à améliorer leur vie, mais à retarder sa fin, le plus possible et en outre, limitent leur descendance. La longueur de la vie humaine, restée pendant des millénaires et, sans doute, des centaines de millénaires à un niveau inférieur à 30 ans, a, en quelque sorte, pris le départ. La cause de cet élan n'a pas été le désir de vivre plus longtemps, mais se marque par trois étapes :

- découverte de thérapeutiques efficaces ;
- amélioration de la production et du niveau de vie général ;
- accession du grand nombre aux soins de santé.

La France seule

C'est à cette même époque, (seconde moitié du XVIII^e siècle), que les Français, seuls cette fois, ont eu aussi le souci de limiter leur descendance, le nombre d'enfants de leur famille.

L'explication de ce second phénomène a été largement donnée, notamment par Ph. Ariès¹ : une prise de conscience, une importance, désormais reconnue à l'enfant, jusque là tenu socialement pour valeur négligeable. Ce n'est pas par une simple coïncidence que cette nouvelle attitude a à peu près coïncidé avec la publication de l'Emile (1761). Ce qui reste inexpliqué ou, du moins, controversé, c'est la différence entre la France et les pays de même civilisation, notamment l'Angleterre. C'est, en effet, seulement un siècle plus tard qu'à la faveur d'un procès sensationnel pour « obscénité », les familles anglaises ont commencé à limiter leur descendance. Ce qui n'est pas contesté, ce sont les conséquences de cet écart : vieillissement de la population française et faible densité, nous allons les retrouver aux chapitres 9 et 12.

Mais rappelons d'abord les événements, si mal connus, des années 50, pendant lesquels l'avenir du monde a été mis en balance.

L'implosion démographique

En 1945, le monde respirait enfin. Le régime nazi s'était effondré, les Nations Unies avaient été créées et une certaine solidarité était apparue, entre les hommes, dans le monde.

Des techniques antimortelles simples, jusque là réservées à peu près aux pays riches, se sont répandues rapidement. Pour vacciner un enfant, il n'y a besoin ni d'un appareillage important, ni de techniciens de haute qualité. Quelque notable de village peut apprendre à manier une petite seringue et vacciner les enfants du village et des environs. Même si,

1. Voir notamment : *La prévention des naissances dans la famille. Ses origines dans les temps modernes* par Hélène Bergues et Philippe Ariès, Etienne Helin, Louis Henry, R.P. Riquet, Alfred Sauvy, Jean Sutter. Institut National d'Etudes Démographiques, cahier n° 35, 1960.

dans une hypothèse extravagante, il parvenait, par maladresse, à tuer un enfant sur 100, le gain de vies humaines serait encore considérable.

Autre exemple : dans une grande ville telle Bombay ou Le Caire où l'eau était chargée de microbes, le gardien du réservoir peut dorénavant, même s'il est illettré, apprendre, en quelques minutes, à y déverser, chaque jour, une certaine quantité de désinfectant, propre à sauver des milliers de vies humaines.

Et c'est ainsi que la mortalité a baissé rapidement, dans de nombreux pays, de façon presque involontaire. Ces pays, qu'on n'appelait pas encore sous-développés, avaient, traditionnellement, un taux de natalité de 40 à 45 ‰ et une mortalité de 35 à 40 ‰. Le gain de 1 % par an était, en quelque sorte, prévu par la nature, pour compenser les pointes de mortalité : famines, épidémies et guerres.

Comme les techniques antinatales se propagent bien plus difficilement que les techniques antimortelles efficaces, l'équilibre multimillénaire a été rompu.

La natalité est bien restée à son niveau élevé 40 à 45 ‰ (et a même augmenté un peu, grâce à la plus faible mortalité des adultes), mais la mortalité de ces peuples jeunes est tombée à 20 ‰ et même parfois bien plus bas. Ainsi, les populations ont augmenté de 2 à 3 % par an, rythme inédit, assurant un doublement en une génération.

Si claire que soit la cause de cette violente éruption de vie, se pose la question des raisons de la date de son déclenchement. Cette facile libération a-t-elle été décidée, voulue, en ce milieu de siècle et dans quelles conditions ? Pourquoi n'est-elle pas survenue vingt ans, quarante ans plus tôt ? En dehors des antibiotiques, qui, n'ont d'ailleurs joué, dans les débuts, qu'un rôle minime, les produits et procédés antiseptiques, les vaccins notamment, n'étaient-ils pas disponibles depuis longtemps ? Il fallait un choc, une secousse, pour tout déclencher. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire du monde, la guerre a peuplé.

Mais l'implosion n'a pas encore, nous l'avons vu, donné lieu à l'explosion.

Mangeront-ils ?... Mangerons-nous ?

Devant cette explosion de natalité, les seuls à ne manifester aucune émotion sont les intéressés ; dépourvus de statistiques sûres, ils sont

d'autant moins alarmés que peu informés. D'ailleurs, une victoire remportée contre l'ennemie multimillénaire qu'est la Mort, au profit de la fécondité bénie, vénérée, ne peut-elle bénéficier d'un préjugé très favorable ? En termes politiques, ces pays sont, en somme, au temps de Jean Bodin :

« Il n'est force et richesses que d'hommes ».

Ceux qui s'alarment ou manifestent leur confiance, ce sont les autres, les pays riches. A la question première, venue à l'esprit, « Mangeront-ils ? » fait écho assez vite, une seconde question « Mangerons-nous ? ».

L'ouvrage du naturaliste Ch. Vogt, traduit en français sous le titre « La faim du monde », fait alors sensation (voir p. 18).

En pleine logique vitale, l'objectif n°1 a été alors la diffusion des pratiques antinatales dans les pays peu développés ; seulement, si médiocres étaient alors les moyens contraceptifs que, même dans les pays riches, ils étaient imparfaitement appliqués. Aussi classique que gauloise, était l'histoire du père de 3 enfants, qui les présente à un ami, en lui disant : « Voici le filtré, le lavé et l'interrompu ». La grande enquête, dite d'Indianapolis, menée aux Etats-Unis après la guerre, avait montré que, dans les familles américaines, un enfant, en moyenne, par famille, n'avait pas été voulu.

Les pays riches seulement

Ironie de l'Histoire : conçue pour freiner la prolifération des pays pauvres cette pilule a, en fait, entraîné la chute de la natalité dans les pays riches et mis (voir chapitre 10) l'Europe en danger.

Contrairement à ce qui a été dit, la « pilule » n'a jamais été interdite en France. Elle aurait pu être considérée comme contraire à la loi de 1918 proscrivant tout conseil, toute propagande antinataliste, mais elle avait, aussi des vertus thérapeutiques qui l'ont mise à l'abri.

La crainte de la grossesse retenait jusque là de nombreuses filles de se livrer à l'acte sexuel ; dès la diffusion des stérilisants, des voix se sont élevées pour annoncer que la pilule déclencherait une recrudescence d'immoralité. Résultat bien différent : c'est la morale qui a changé.

Mais, dans les pays pauvres, s'élevait, en dehors même du coût, l'obstacle de l'incompétence. Il est difficile à une femme illettrée de suivre avec rigueur les prescriptions imposées. C'est seulement dans quelques pays relativement évolués (Asie du Sud-Est notamment) que la natalité a baissé.

Eugénisme à Singapour

La baisse de la natalité attendue s'est produite d'ailleurs avant même la diffusion de la pilule, dans quelques pays maritimes, comme Hong-Kong, Formose ou Singapour, peuplés de Chinois. Dans ce dernier pays, le renouvellement des générations est aujourd'hui à peine assuré. Et curieusement, presque un siècle après Galton, est né, ou a été redécouvert, un étrange souci eugénique :

Les classes supérieures, disait Galton, ont moins d'enfants ; ceux qui montent dans l'échelle sociale sont les plus intelligents, et, du fait même de leur ascension, perdent leur fécondité. Ainsi se produit une sélection à rebours, qui aura pour effet, disait toujours Galton, de diminuer de génération en génération, l'intelligence du peuple anglais.

Justice a été faite, en Europe, de la théorie de Galton et elle était en voie d'oubli quand elle a repris curieusement naissance à Singapour, sans effet législatif, semble-t-il.

« Santé pour tous »

Multiples sont les reproches adressés aux pays riches, depuis qu'existe (c'est-à-dire depuis la seconde guerre) une certaine solidarité mondiale. Si insuffisants que soient les résultats, ils sont loin d'être négligeables, sur le facteur le plus important : la longueur de la vie. Voici quelques résultats, en années d'espérance de vie à la naissance :

	Après la guerre	Aujourd'hui
Bolivie	49	56
Equateur	50	61
Philippines	49	65
Inde	33	50
Zaïre	37	51
Côte d'Ivoire	37	48

En dehors de quelques pays d'Afrique noire, la vie moyenne ou, plus exactement, l'espérance de vie est plus élevée en tous pays qu'elle l'était en Europe, au début du siècle. C'est que ces pays ont connu, en une génération, Jenner, Pasteur et Fleming.

C'est sur les maladies infectieuses et sur les tout jeunes âges que les progrès ont été les plus importants.

« Santé pour tous, en l'an 2000 ! » annonce l'OMS. Il est étonnant de voir un organisme si sérieux annoncer un objectif aussi illusoire. La santé ne peut être assurée à personne, même au milliardaire. « Assurer, à tous les hommes, dans le monde, des soins suffisants en vue de protéger sa santé » serait déjà un heureux résultat. Selon le docteur Knock, « un homme bien portant est un malade qui s'ignore ». Il reste à souhaiter qu'en l'an 2015, l'homme qui se croit malade soit « un homme bien portant qui s'ignore ».

Avenir de la vie

La réussite, toujours plus remarquable, dans la lutte contre la mort va poser (en dehors même des situations très spéciales, telles qu'engendrer l'enfant ex utero) de redoutables problèmes économiques, déontologiques, familiaux et, bien sûr, politiques.

La victoire sur la tuberculose, après la guerre, a surtout concerné les jeunes. En dehors du Sida, encore peu meurtrier et de quelques virus, il ne reste plus guère qu'à surmonter les causes endogènes,

notamment le cancer et les affections cardio-vasculaires. En conséquence :

1. L'allongement de la vie portera, cette fois, largement, sur des années d'inactivité, au détriment des caisses de retraites. Nous aurons le regret d'y revenir.

2. A l'encontre des autres branches, le progrès technique accroît le coût de réalisation de l'objectif, non seulement du fait du coût des nouveaux appareils, mais du fait que son utilisation nécessite du personnel supplémentaire. La machine à guérir n'est pas encore au point.

Pour les pays peu développés, la longévité augmentera encore, selon leur progrès économique. Dans les pays riches¹, deux questions :

1. *De combien peut être allongée, d'ici 30 ans, la vie humaine*, qui, après des millénaires de stabilité est passée, en deux siècles, de 28 à 74 ans ?

2. *Quelles seront les conséquences économiques et sociopolitiques de cet allongement ?*

La vie plus longue se fait, désormais, non plus par les jeunes, (mortalité infantile et juvénile), mais par les vieux. Et cette fois, des divergences notables se dressent entre les spécialistes (médecins spécialisés ou biologistes) :

— *selon les uns*, nous nous heurtons maintenant à un butoir ou, plus exactement, nous sommes en marche vers une despotique asymptote, permettant une vie moyenne d'environ 80 ans, pour l'ensemble des deux sexes ;

— *selon d'autres*, les progrès de la biologie (ralentissement de la sénescence) vont, dans moins d'une génération, permettre de changer de trajectoire. Franchis seront alors, pour le plus grand nombre, des seuils, réservés, pour le moment, à une faible minorité. La vie moyenne passerait, dans les pays riches¹, des 75 ans actuels à 90 ans ou davantage. Les centenaires cesseraient d'attirer l'attention.

1. Il ne s'agit pas nécessairement des pays les plus riches. Au-delà d'un certain PIB par habitant, la corrélation entre vie moyenne et PIB par habitant cesse d'être rigoureuse.

Un mythe toujours renaissant

La longueur extrême de la vie humaine (110 à 112 ans) s'est prêtée à la légende de tout temps et en tous pays. Voici deux exemples contemporains :

« Mahmoud Eivazov n'a jamais quitté les montagnes de l'Azerbaïdjan où il coule des jours paisibles, entouré de ses nombreux descendants, au total cent soixante-treize enfants, petits et arrière-petits-enfants. C'est un vieillard alerte, à la mine soignée, qui s'occupe lui-même de son ménage et qui, tous les matins, été comme hiver, se baigne dans un torrent proche. Or, il vient de fêter, précisément au cours de cette année 1959, son cent cinquantième anniversaire. Il ne se contente pas de l'affirmer. Il a pu montrer au professeur Panief, chargé d'enquêter sur son cas, un acte de naissance que les experts considèrent comme parfaitement authentique »¹.

Il n'a plus jamais été question de Mahmoud Eivazov. Serait-il encore vivant ?

Un peu plus tard, c'est dans les Andes qu'ont été vus des hommes vivant, grâce à l'altitude, jusqu'à 150 ans ou plus. L'état civil, ajoute l'auteur, était soigneusement tenu par des religieux. Ces hommes prodiges ont, eux aussi, disparu.

Plus récemment, c'est encore d'Asie soviétique de haute montagne que sont venues les statistiques officielles sortant de toutes limites connues. Le Soviétique Z. Mevderev, émigré aux Etats-Unis, a donné les rectifications suivantes : l'espérance de vie féminine à 80 ans n'est pas de 15 ans, en Géorgie, comme il a été dit, mais de 8. A 70 ans, elle n'est pas 29,3 ans, mais 10,9. Le nombre de centenaires, ajoute-t-il, est fortement surestimé.

La suppression du cancer (maturation normale de la cellule déviée) allongerait la vie moyenne de 2 ans 1/2 environ, la suppression des morts par accident cardio-vasculaire ferait gagner plus de 8 ans, mais est plus problématique, car il faudrait ralentir la sénescence. Probable est cependant une prévention de plus en plus efficace.

1. Article d'un journal soviétique, reproduit par Constellation, 1960.

Conséquences économiques et sociopolitiques

Alors que la victoire sur la tuberculose a sauvé surtout la vie des jeunes, faisant ainsi gagner des années d'activité, toute victoire sur le cancer, sur les maladies cardio-vasculaires ou tout autre maladie va grever, et peut-être, de deux façons, l'équilibre financier, déjà si précaire, de la Sécurité sociale :

- *coût accru des soins de santé,*
- *charge sociale plus lourde, du fait du vieillissement, dans sa nouvelle formule* (allongement de la vie sur sa fin et non pendant son déroulement).

Les soins de santé

Dès l'instant que le progrès technique des thérapeutiques accroît les charges, la prévention sera plus recommandée que jamais ; elle-même entraîne, cependant, un coût et, au mieux, ne fait que retarder l'échéance.

Il est déjà économiquement impossible d'utiliser pleinement, pour chaque malade, les techniques humaines propres à prolonger sa vie au maximum. Trois exemples sont fameux : pour Tito, pour Boumediène et pour Franco, appartenant à trois types de société bien différents, il a fallu des soins d'un coût extrêmement élevé pour prolonger leur vie de deux ou trois semaines.

Richesse, culture, santé

Du fait de l'inefficacité des thérapeutiques, les riches n'ont pas, pendant des siècles, vécu beaucoup plus longtemps que l'ensemble de la population (du moins que la population nourrie). L'excès de nourriture compensait les avantages matériels dont ils pouvaient bénéficier. Au XIX^e siècle, la différence de mortalité s'est accentuée. En même temps, conscience a été prise du phénomène, notamment en mesurant la

différence de mortalité à âge égal, entre les quartiers riches et les quartiers pauvres d'une ville. Ce fut aussi la révélation de Villermé.

La tuberculose a largement contribué à cet écart, plus choquant encore que la différence entre les niveaux de vie matériels. Dans un film, mélodrame, d'avant guerre, muet, qu'il serait si opportun et si instructif de reproduire en partie, à la télévision (de préférence à tant de niaiseries), on voit le médecin appelé en consultation pour soigner la jeune fille tuberculeuse d'une famille ouvrière, dans le dénuement. Un sous-titre indique au public l'ordonnance :

« Suralimentation, repos, grand air ».

Consternation dans la famille ; mais voilà qu'un autre sous-titre nous annonce :

« Le vrai remède ! »

Suspense, combien supérieur aux films parlants d'aujourd'hui. Et l'on voit le médecin sortir quelques billets de son portefeuille et les mettre sur la table à la grande satisfaction de la famille et aux applaudissements de toute la salle.

Il s'agit aujourd'hui moins de richesse que de culture. L'exemple est classique de l'instituteur vivant, en moyenne, bien sûr, plus longtemps que le commerçant aisé, voire que l'industriel. Savoir conduire sa vie, choisir le médecin, suivre les ordonnances ou les régimes prescrits, éviter les excès (alcoolisme), peut faire gagner quelques années de vie. La *Sécurité sociale* en France, la gratuité des soins en Angleterre, ont un peu réduit les écarts entre les classes sociales, sans les supprimer.

Les soins de santé ne devraient, estime-t-on, dépendre ni du revenu, ni de la puissance du malade. D'où l'opposition des socialistes au service privé dans les hôpitaux. Si respectable que soit le principe, il est à craindre qu'il ne procure qu'une inégalité vers le bas :

Voici deux jeunes gens de 20 ans, de condition semblable : l'un vit sans souci, ni excès, pendant ses 45 ans de vie active et dépense tout son revenu ; l'autre, soucieux de sa santé, épargne en vue de ses vieux jours, investit donc et s'enrichit. Est-il juste que parvenu à la vieillesse, il ne puisse utiliser cet acquis pour recevoir de meilleurs soins ? Cette épargne ne permet-elle pas, ne serait-ce que par le jeu de la fiscalité, d'améliorer les soins de la collectivité ? Selon une règle plus générale, l'épargne, considérée avec faveur, perd cet avantage, dès qu'elle est devenue *capital*.

Comme pour tant de questions sociales, la réponse est une question de degré.

Morale et efficacité

Le cas précédent est un des nombreux exemples de l'opposition en politique, entre morale et efficacité. Les hommes politiques de gauche penchent pour la morale et ceux de droite pour l'efficacité. Mais les uns et les autres affirment la supériorité de leur attitude ; c'est que les hommes de droite, amoureux d'efficacité, ne veulent pas reconnaître qu'ils sacrifient quelque peu la morale et inversement.

Cette opposition se maintiendra, sans doute, quelles que soient les circonstances. N'est-ce pas une des conditions mêmes de la démocratie ?

Le poids du progrès médical et social

Le progrès de la médecine et l'extension des soins à l'ensemble de la population conjuguent leurs effets pour accroître le coût de la vieillesse. Le plus souvent la discrétion est de règle sur un tel sujet. Ce ne fut pas le cas de Jacques Attali, conseiller spécial du président de la république : au cours de la controverse qui a suivi, il s'est, quelque peu emporté par son sujet, exprimé ainsi :

« Je suis pour ma part, en tant que socialiste, objectivement, contre l'allongement de la vie, parce que c'est un leurre, un faux problème. Je crois que se poser ce type de problème permet d'éviter des questions plus essentielles, telles que celles de la libération du temps réellement vécu dans la vie présente ».

A une question du docteur Salomon, il a ajouté :

« L'euthanasie sera un des instruments essentiels de nos sociétés futures, dans tous les cas de figure... Je pense donc que l'euthanasie, qu'elle soit une valeur de liberté ou une marchandise, sera une des règles de la société future ».

Plus mesuré, le professeur Paul Milliez¹ :

« Le vieillard sur lequel on s'acharne, pour le maintenir en vie, quelques semaines de plus, peut, en quelques jours, dilapider un capital très supérieur au total des cotisations qu'il a versées pendant toute sa vie ».

C'est, bien sûr, une question de degré et non de principe, de pratique et non de théorie juridique, ni même de loi. Question de discrétion aussi.

Aux Pays-Bas, le nombre des « euthanasiés », va, dit-on de 1 500 à 6 000 par an.

Sans recourir à l'euthanasie positive, la plupart des hôpitaux ou cliniques renoncent, fatalement, à allonger la vie de certains, au détriment de malades plus dignes d'attention et cela de façon très inégale selon les établissements². Ce choix cruel, qui ne peut que s'aggraver avec le temps, doit être l'objet de la plus sévère discrétion. Il est difficile de décerner des fleurs à l'hypocrisie, objet d'une réprobation universelle, et, cependant, il faut avoir la franchise d'en reconnaître, en ce cas, la nécessité, sous un terme, bien sûr, plus acceptable.

La biologie fait actuellement plus de progrès encore que la thérapeutique. Le pouvoir de modifier le patrimoine génétique des êtres vivants est, en particulier, une étrange aventure, qui posera de redoutables problèmes, en dehors même du coût des soins propres de santé.

Primauté de la vieillesse

Contrairement à une idée très répandue, en apparence bien fondée, le vieillissement de la population (c'est-à-dire l'accroissement de la proportion de personnes âgées) n'a pas, jusqu'ici, résulté d'une baisse

1. *Nouvel Observateur* 8-12 février 1987.

2. Dans un article paru dans *Le Monde*, vers 1980, une infirmière a signalé que dans le service des cancéreux où elle travaillait, un liquide létal était placé, le soir, auprès des malades près de leur fin. La responsabilité était ainsi laissée au dieu Hasard, sans décision positive.

de la mortalité (celle-ci a en effet touché les jeunes plus encore que les vieux), mais de la baisse de la natalité, qui échancre, à sa base, la pyramide des âges.

Très différente la tendance actuelle : il n'y a plus guère à gagner sur les jeunes ; il faut espérer, d'autre part, que la natalité cessera de diminuer. C'est chez les vieux que la mortalité peut baisser largement.

L'accroissement des charges financières, pour les vieux et pour les malades, risque d'avoir pour conséquence logique (comme en Allemagne, ces dernières années) une réduction des allocations en faveur des jeunes. Ainsi sera encore confirmé le mouvement de bascule de la société européenne vers la vieillesse, rendant plus nécessaire encore une immigration de jeunes (voir chapitre 12).

Avortement

À l'autre extrémité de la vie, une profonde évolution s'est également manifestée dans le même sens. La condamnation de l'avortement avait, elle aussi, une origine religieuse : la religion chrétienne, ou du moins catholique et le Coran interdisent, tous deux, cette pratique.

Rappelons d'abord la célèbre déclaration de Voltaire¹ :

« On a vanté et mis en vigueur le célèbre édit du roi de France, Henri II, qui ordonna qu'on punisse de mort toute femme ou fille qui, ayant cédé la grossesse, a accouché, d'un enfant trouvé mort, sans avoir été baptisé.

Il eût bien mieux valu doter les hôpitaux où l'on eût secouru toute personne du sexe, qui se fût présentée pour accoucher secrètement. Par là, on aurait, à la fois, sauvé l'honneur des mères et la vie des enfants ».

Après la Deuxième Guerre, a été votée une ordonnance, selon laquelle toute femme ou fille enceinte pourrait accoucher anonymement dans un hôpital spécial et y laisser son enfant. Elle ne semble pas avoir été appliquée et devient, du reste, bien moins nécessaire, dès l'instant que l'avortement peut, lui aussi, être anonyme.

1. Œuvres complètes, tome 29, 1785.

Qu'un acte, appelé criminel, il y a 20 ans, soit, aujourd'hui, pratiqué dans les hôpitaux publics et donne même lieu au remboursement de la dépense, au titre de l'assurance maladie, montre l'étendue du chemin parcouru. Un curieux détail, cependant : pris par une sorte de pudeur, le législateur a tenu à éviter le mot *avortement* et lui a préféré l'expression impropre « interruption volontaire de grossesse ». Il n'y a, en effet, pas *interruption*, mais *arrêt*.

Dans les autres pays européens, l'évolution a eu lieu dans le même sens, mais avec plus de franchise. L'Europe n'est pas seule en cause : en Tunisie, l'avortement est même recommandé et organisé, en dépit des prescriptions coraniques.

Comme pour la répression de l'homicide simple, il n'y a pas de réponse scientifique. Question de jugement personnel et d'éthique. Politiquement, la majorité favorable n'est pas contestable et ne risque pas de changer de sens.

Seules peuvent être formulées quelques observations :

Des efforts ont été déployés pour montrer que la législation sur l'avortement n'avait pas eu d'influence défavorable sur la natalité. Attitude paradoxale, puisque la loi a été faite précisément pour éviter des naissances. D'autre part, une impression générale s'est répandue dans l'opinion, selon laquelle l'attitude traditionnelle des pouvoirs publics avait changé et que l'enfant n'était plus jugé aussi favorablement.

Par ailleurs, depuis la promulgation de la loi du 17 janvier 1975, il a été constaté que l'embryon n'est pas exempt de souffrance, mais celle-ci ne pouvant être perçue, sans instrument, par aucun de nos sens, nous ne pouvons pas être émus par cet argument, plus que nous le sommes par l'absorption d'êtres vivants, dès l'instant qu'aucune manifestation de leur part n'est perçue par nous.

La question de l'inocuité de l'avortement est-elle pleinement résolue ? En 1964, les médecins hongrois ont constaté une proportion de prématurés et de débiles plus élevée, chez les femmes qui avaient eu plusieurs fois recours à cette opération. Des constatations analogues ont été faites en Pologne. Le professeur A. Minkowski avait, aux journées de néonatalogie de juin 1973, formulé des observations dans le même sens. Mais les nouvelles méthodes par aspiration semblent avoir supprimé ce risque. En tout état de cause, il vaut mieux, physiologiquement, éviter la grossesse ; or, la possibilité d'avorter peut entraîner un relâchement, dans l'application de la pilule stérilisante.

Que consommerons-nous ?

La figure ci-dessous illustre le profond changement survenu en 17 ans seulement de 1966 à 1983 (Commissariat au plan) :

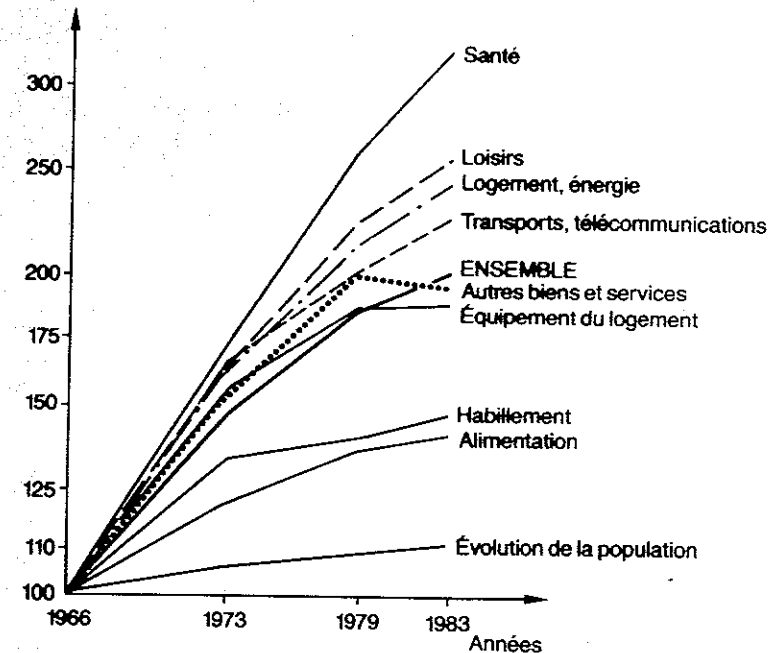


Fig.2 : Variations de la consommation des Français (base 100 en 1966)

Dans l'ensemble, la consommation des Français a, sans qu'ils s'en rendent bien compte, doublé en moins de 20 ans, mais les différences sont fortes entre les postes. L'alimentation n'a progressé que de 30 % alors que les dépenses de santé ont triplé.

Selon la même source, les Français dépenseront, en l'an 2000, autant pour la santé que pour l'alimentation.

Pour l'an 2000, les chiffres de la colonne de gauche du tableau suivant correspondent à une augmentation de la consommation totale au rythme de 1,7 % par an, plus probable que le rythme de 2,9 % par an, correspondant à la colonne de droite. Pour la première fois dans l'histoire, les soins de santé l'emporteront sur l'alimentation.

Voici les chiffres annoncés :

	1984	2000
Alimentation	21,0	18,3 à 16,3
Habillement	6,4	5,7 à 5,2
Logement	16,7	17,0 à 17,8
Equiperment	9,2	9,3 à 8,6
Santé	15,7	17,7 à 19,6
Transports	12,3	13,6 à 13,8
Loisirs	7,8	9,1 à 9,6
Divers	10,9	9,3 à 9,1
	100,0	100,0

Prolonger cette tendance, jusqu'en 2015, est tentant : la santé représenterait alors plus de 20 % de la consommation, largement plus que l'alimentation. La difficulté de la couverture parafiscale peut toutefois freiner cette tendance naturelle. Quoiqu'il en soit, le Français et sans doute l'Européen dépenseront bientôt plus pour se soigner que pour se nourrir, l'écart dépendant largement de l'âge.

La Sécurité sociale en crise

A l'augmentation importante et non à son terme, des dépenses de santé, va s'ajouter, nous le verrons, un fort accroissement des dépenses de vieillesse. De tous les champs de prévision, aucun ne présente une telle certitude. Que les Français soient très attachés à la Sécurité sociale est non seulement bien établi, mais heureux ; seulement, ici encore, joue « la mythologie du seigneur », le regard sur un seul des deux plateaux de la balance. Même les spécialistes n'osent pas formuler de prévisions, de sorte que le rôle de Cassandre reste vacant. Nous verrons cependant au chapitre 9 les remarquables travaux de H. Guillaume, commissaire

général au Plan et de L. Tabah, ancien directeur de la *Division de la population*, aux Nations Unies.

Victime probable, l'enfant : il est seul à ne pas pouvoir se défendre, lui qui, précisément, pourrait établir l'équilibre.

Des vieux pour les vieux

Ces vieux, il ne suffit pas de leur assurer une retraite (chap. 13) il faut aussi leur accorder des soins. Les soins accordés à une personne âgée sont trois fois plus élevés que pour un jeune enfant. Citons le professeur Pequignot¹ :

« Tout le problème des personnes âgées dans notre pays, c'est qu'un très grand nombre se présentent comme des sujets qui sont en forme, à condition d'être mis sous une certaine surveillance médicale et sous un certain traitement continu. Prenons quelques exemples quotidiens courants... les diabétiques, les hypertendus, les parkinsoniens, maintenant que l'on a des médicaments actifs... Il en résulte aussi que certaines maladies ou leurs conséquences apparaissent plus tard. »

Il attaque ensuite le problème vu par les vieux eux-mêmes :

« Pour la maladie d'Alzheimer, comme pour quelques autres, nous nous trouvons devant des maladies, pour lesquelles il n'existe pas de traitement actif.

C'est le problème qui angoisse le plus les gens, pour une raison valable, que je partage, pour être moi-même une personne âgée... Si l'image du vieillard rhumatisant, auquel on pense toujours, quand on vieillit, suscite moins d'appréhensions qu'autrefois, en raison des progrès de la médecine et de la chirurgie... il n'en est pas de même de la vraie démence sénile. »

L'aspect médical n'est pas seul en cause : Volontairement ou non, nous retombons dans le domaine économique et social. Citons encore une curieuse observation du professeur Pequignot :

« C'est que les vieux auront à s'occuper des « vieux » et c'est déjà un peu le cas. On voit les gens de 80 ans entre les mains de gens de 60, bientôt les gens de 90

1. *Perspectives sanitaires et sociales* (janvier-février 1987).

ans entre les mains de ceux de 70, tant qu'il n'y aura pas de générations de Français, plus jeunes, pour prendre en charge les vieux.

Tout en retrouvant cette défaillance vitale, nous apercevons une nouvelle difficulté économique : Si ces vieux soignants ne sont pas les enfants des vieux soignés, un problème se posera de paiement et de Sécurité sociale ».

La balance des paiements

Importante est la littérature sur le coût économique et financier des soins de santé. L'économie de la santé est devenue une des branches de la science économique. Préoccupation légitime et comprise des partisans les plus ardents de la médecine sociale et collective. Par contre, si importante soit-elle, la question ne semble guère avoir été posée, de l'influence des soins de santé sur la balance des paiements.

Cet oubli est d'autant plus regrettable que cette balance agit, à son tour, sur le coût financier intérieur. Si la balance est très favorable, il devient moins dangereux et même utile de recourir à la création monétaire, sous l'une ou l'autre de ses formes. Prenons un exemple outrancier :

Si, du fait de sa maladie, une personne doit renoncer à un voyage à l'étranger pour suivre un traitement, la balance des paiements y gagne, de sorte que la politique financière peut être plus dispensatrice.

Très modestes encore, les études dans ce domaine : c'est qu'en matière de santé, les services l'emportent sur les produits. Et cependant les appareils deviennent de plus en plus coûteux et, sans doute, la balance commerciale est-elle déficitaire de ce côté, mais ce déficit résulte de négligences et d'une réduction excessive de la durée du travail. Quant à l'industrie pharmaceutique, elle devrait, elle aussi, devenir largement bénéficiaire.

Ainsi, sans formuler un pronostic chiffré, nous pouvons penser que la multiplication des services peut s'avérer moins coûteuse que le suggère le calcul financier simple. Tout est à faire de ce côté.

Le temps passé

Les comptes de la Nation, issus de la seconde guerre, ne peuvent porter que sur les comptes financiers et les activités professionnelles.

Leur échappe une partie de la vie économique, d'où la notion de perte sociale¹.

En matière de santé, le temps passé aux soins, par le malade lui-même ou ses proches, n'est pas compté et il ne semble pas qu'aucune évaluation ait été tentée. Lacune regrettable, car cette durée est souvent appréciable et peut entraîner un manque à gagner.

Il y a lieu de penser que ce temps, non certes perdu, mais parfois onéreux, augmentera au rythme des thérapeutiques modernes, car ces heures autoconsommées, en quelque sorte, ne chargent pas la Sécurité sociale. La formule « l'hôpital à domicile » est une image, mais aussi une utile orientation.

La stérilisation des tarés

En divers pays et dans quelques cantons suisses, avait été prévue avant la guerre la stérilisation obligatoire des porteurs d'une tare héréditaire. Une telle pratique est interdite par la religion catholique. En France, aucune loi ne concerne la stérilisation ; un chirurgien ne peut cependant la pratiquer qu'à la demande de l'intéressé, à moins qu'en cours d'opération chirurgicale elle apparaisse nécessaire.

Le risque de multiplication des porteurs d'une tare héréditaire a été fortement exagéré. En mars 1987 a eu, cependant, lieu, en Angleterre, la stérilisation d'une femme porteuse d'une tare mentale héréditaire.

Les progrès de la médecine peuvent conduire sinon à la nécessité, du moins à la grande utilité de la stérilisation de certains porteurs de tares héréditaires. Ici encore la discrétion ne doit pas exclure les mises au point et l'information nécessaire.

1. L'expression *perte sociale* nous vient de l'Union Soviétique. Si 100 personnes font la queue devant un magasin, pendant une heure, il y a 100 heures de pertes, a dit M. Liberman, de l'école de Karkov, à l'époque de la grande réforme (1965) mais ces 100 heures ne sont pas comptabilisées ; c'est une perte sociale. Mais si une employée du magasin reste une heure le matin sans rien vendre, c'est une heure comptée, car elle est rémunérée.

7. Travail, ignorance, culture

« Je voudrais voir un peu Louis XIV,
face à un assuré social. Il verrait
si l'Etat, c'est lui ! »
Louis-Ferdinand Céline

Sans équivoque est, a priori l'objectif pour les trois sujets : le minimum pour les deux premiers, le maximum pour le troisième. Tous les pays de tous régimes et de tous degrés de développement, se proposent ce triple résultat. Encore faut-il voir dans quelle mesure ils se contredisent et quels choix il convient d'exercer.

1. Travail

Il y a trois façons de se déshonorer en France :

- regretter les nazis ;
- encenser les terroristes ;
- se prononcer contre la réduction de la durée du travail !

Plein d'embûches, ce sujet offre les plus coûteuses illusions. Si souhaitable, si bienfaisante que soit en soi, la réduction du temps de travail, sous ses trois formes, journée ou semaine, année (congé), vie (âge de retraite), elle a toujours une contrepartie, le plus souvent sous-estimée, sinon oubliée. Si, au XIX^e siècle, les réductions successives de 12 heures par jour à 11, puis à 10, et même à 9, ont pu se faire sans dommage et ont toujours été trop tardives, c'est parce que l'ouvrier, astreint à un travail musculaire, ne pouvait donner à l'entreprise plus que les quelques 700 calories disponibles, au-delà de son métabolisme basal. Ignorant bien sûr cette optique, les chefs d'entreprise ne subissaient pas, en outre, la pression des syndicats, plus stimulante que la simple concurrence. Enfin et surtout, il ne s'agissait que d'entreprises et non de services publics, notamment services de santé. Mais le souvenir, plus ou moins confus, de cette férocité patronale suggère des excès en sens inverse, certes moins cruels, mais bien plus onéreux qu'on le croit.

Un bref rappel

En 1918, les peuples étaient fatigués. Combien de combattants, prêts à disparaître d'une seconde à l'autre, envisageaient avec angoisse moins le risque journalier que la reprise de la vie de travail après la guerre. En dépit des ruines accumulées, des besoins considérables et de la disparition de millions de travailleurs, il a paru impérieux et urgent de ramener à 8 heures la journée de travail, (semaine de 48), sous la bienveillante houlette du tout jeune BIT. Si cette réduction n'a pas, malgré les charges de la reconstruction, entraîné les dommages redoutés par les conservateurs, c'est parce que l'industrie bénéficiait d'une bonne réserve technique, accumulée pendant la guerre, cette guerre si créatrice. C'est aussi disons le plus bas, grâce à une subtile découverte : l'inflation. Elle n'était certes pas voulue, décidée, moins encore annoncée, cette discrète dévoreuse d'épargne, donc de charges. Toujours maudite, elle utilisait l'épargne des fourmis, séduites par la puissance, quasi magique, de la valeur nominale.

Laissant passer la crise, elle aussi, bel exemple de la souffrance créatrice, nous arrivons pour la France, en 1936, parlons bas, à la grande mystification : Si onéreuse a été l'adoption irréflective de la semaine de 40 heures, pendant une semaine d'affolement, dans l'ignorance, qu'aucun auteur n'ose encore, en 1987, consacrer quelque

attention aux résultats obtenus : PIB dégradé, prix qui s'envolent, montée du chômage, sécurité compromise, peu importe, l'ignorance est, ici, un terrain sacré.

Ignorance, et davantage encore

Cette ignorance est le résultat, ne disons pas d'une désinformation, dans le sens couramment employé, mais d'une *non information* et d'un *refus d'information*. Nombreux ont été les ouvrages sur l'année 1936, tous signalent, en bonne place, les grèves et le contenu des accords Matignon, mais aucun ne donne, et sans doute ne connaît les conséquences pour l'économie française. Sublime composé d'ignorance et de peur, puissance des légendes douces, un demi siècle plus tard, aucun auteur n'ose seulement reproduire les chiffres¹ publiés sur les suites de cette aventure, quitte à employer des guillemets disculpants, disons même à prendre des pincettes, pour bien dégager sa responsabilité. Violons, une seconde, ce grand secret, sans crainte de démenti, mais sans espoir d'écho : le *report de proche en proche sur l'armement de toutes les heures de travail supprimées aurait permis de multiplier par 6 nos armements et par 8 ou 10 ceux de pointe*. Accentuons la férocité : en 1938, 500 avions produits en France contre 6 600 en Allemagne. Des prodiges ont été accomplis, non pour nous armer, mais pour effacer le désagréable. Ce qui est bien resté dans les mémoires, sans établir de lien, ce sont les conséquences, la mise en servitude, en juin 1940, quatre ans après juin 1936, pour quatre ans de souffrances et d'humiliation.

La droite politique, elle-même, s'est gardée de risquer une telle impopularité, dans la franchise. Sur les conséquences des 40 heures, discrétion exemplaire. Il faut savoir vivre. Autre objet d'attention : Pour juger fidèlement pendant les périodes mouvementées et les événements enchevêtrés, il faut suivre les événements, mois par mois. Faute d'une telle attention, le jugement porté n'est inspiré que par le préjugé et l'idéologie et comme il est malsain de formuler des reproches contre un progrès social, le jugement final est faussé.

1. Voir notre « *De la rumeur à l'Histoire* » pages 200 à 224. Dunod, 1985.

Sans doute, les chefs d'entreprise se sont-ils plaints de leur manque de rentabilité, mais la raréfaction des produits résultant de la réduction du travail n'était pas vue par eux sans une certaine bienveillance, car ces produits s'écouleraient plus facilement. Telle était du moins leur prévision, laquelle s'est avérée erronée, toujours dans l'ignorance.

La responsabilité des suites de cette aventure dans le noir, incombe, curieusement, pour une large part, aux hommes et aux services d'observation, qui tiennent, entre leurs mains, le film révélateur. La douce, l'innocente *Statistique générale* avait, malgré l'extrême modicité de ses moyens, fait le nécessaire et publié « l'électro-cardiogramme », le résultat de toutes les échographies. Mais, pensant peut-être que les Français étaient assoiffés de vérités, elle avait, par économie, présenté ses tableaux, sous une forme d'une extrême austérité, sans donner, bien entendu, à ces témoins, accusateurs ou disculpants selon le cas, la publicité nécessaire. Ils constituent aujourd'hui encore, la seule source originale. Seulement, qui peut passer des heures à trouver dans quelque bibliothèque universitaire bien tenue, ces tableaux sévères et ingrats, dans les divers sens du mot ? Suavité de la légende, n'avons-nous pas aujourd'hui bien d'autres soucis ?

En surcroît de dommages et de déficiences, l'INSEE, qui dispose de moyens cent fois supérieurs à ceux de la vieille *Statistique générale*, refuse de reproduire ces incomparables documents. De son fait, les témoignages disparaissent et l'histoire est faussée.

Récidive

Du fait de cette ignorance, il est bien naturel que le parti socialiste, revenu au pouvoir en 1981, ait repris l'idée, si noble, de l'affranchissement de l'homme. Compte tenu des progrès techniques survenus depuis 45 ans, les besoins, publics et privés, de 1936 pourraient aujourd'hui être satisfaits, par une semaine de 12 heures environ. Seulement, ces besoins ont augmenté dans des proportions importantes, ne serait-ce qu'en culture et en santé.

Le gouvernement Pierre Mauroy, assisté, cette fois, de remarquables techniciens, n'avait pas l'excuse de Léon Blum, entouré de juristes. Cet homme, non seulement de bonne volonté, mais

1. Mouvements économiques de 1931 à 1939. Imprimerie Nationale 1941.

d'extrême bonne foi, a jugé opportun et juste de « répartir le travail disponible sur un plus grand nombre de travailleurs ». Contrairement à l'attente et à une apparente logique arithmétique, cette mesure a été suivie, au contraire, d'une montée du chômage, confirmant, une fois de plus, l'incapacité fondamentale de la société à employer ses ressources humaines.

La perte en puissance

En termes purs, nous ne sommes pas plus pauvres qu'en 1981. Le PIB par habitant a même augmenté de quelques 10 % en francs constants. Pourquoi, dès lors, nous plaindre ? C'est qu'avec une durée du travail maintenue, tout le supplément dégagé par les progrès de productivité, aurait pu, de proche en proche, être reporté sur l'avant garde : Nos hôpitaux seraient mieux pourvus¹, le TGV irait à Bordeaux, Toulouse et Strasbourg et, grâce aux investissements réalisés, les prix de nos voitures, de nos avions, de nos produits pharmaceutiques seraient plus bas, la balance des paiements positive et la sécurité individuelle mieux assurée.

Mais pourquoi les techniciens, les experts, les éclaireurs, n'ont-ils pas, en 1982, sonné la cloche d'alarme ? Pourquoi, déjà déficients en 1981, devant la stimulation naïve de la demande (elle est partie vers l'étranger), ont-ils été moins vigilants que les oies du Capitole ? *Par manque de courage*, nous le retrouverons à chaque pas. Et les modèles ? Ils ont eux-mêmes « monté aux ordres ».

L'ignorance et l'erreur continueront-elles à avoir le champ libre ? C'est probable. Il faudrait un accident, un trouble, une percussio, pour que cesse le tabou. Voici donc une étrange opposition :

Recherches de laboratoire contre le Sida ? Approbation générale.

Recherches scientifiques sur l'emploi ? Trop dangereux ; l'économiste est bien plus exposé que le chimiste ou le biologiste.

Risquons-nous cependant.

1. Quiconque a séjourné dans un hôpital, ou simplement observé, a pu constater la qualité des soins médicaux proprement dits et les profondes défaillances administratives.

Grands et petits boulots

L'abandon actuel des travaux de basse qualité et la préférence pour les bonnes places est-elle condamnable ? Pleinement justifiée sur le plan individuel, elle est absurde à l'échelle nationale. Nous y reviendrons fatalement, en particulier aux chapitres 14 : « *Que d'hommes... !* » et 16 : « *Mythologie du robot* ». Contentons-nous ici de quelques observations :

De tout temps, l'artisan a trouvé plus de profit à vendre qu'à travailler, à fournir un appareil neuf, plutôt qu'à réparer l'ancien. Cette tendance s'est, depuis la guerre, encore accentuée. Il n'est pas seul, le cas de ce ménage de Versailles, qui, devant les difficultés qu'il éprouvait à faire réparer son téléviseur, a finalement commandé un Hitachi neuf, livrable immédiatement, aux dépens de ces importuns nationaux, qui ont nom *PIB* et *balance des paiements*.

Laissons de côté l'ironie du public à l'égard du projet de M. Seguin : orienter les chômeurs vers de « petits boulots », pour essayer de voir devant nous : du fait de l'amélioration du niveau de vie, qui se manifestera encore pendant quelques années, cet abandon de tâches humbles, mais productives ne peut que s'accroître pendant quelques années, en même temps que s'étendra le « chômage ».

Depuis 15 ans, le chômage a fortement augmenté. Les regards se tournent à chaque moment sur les grandes entreprises, Renault, Saint Gobain, etc., et non sur un phénomène important : ont disparu spontanément les porteurs de gare, les cireurs de chaussures, les laveurs de carreaux ou de vitrines, les jardiniers à l'heure, les couturières à la journée, etc. Ceux qui tenaient ces emplois n'ont pas été remplacés par des jeunes. Le *court-circuit d'emplois*, ainsi réalisé, a sa répercussion sur d'autres consommations. Chômage.

Plus instructives que les statistiques sur l'emploi, toujours religieusement globales, sont les petites annonces dans les boutiques de quartier. A leur lecture apparaît clairement que le « marché du travail » ne suit plus que de loin les lois du marché : fréquentes, les offres de garde de jeunes enfants, même de la part de jeunes garçons ; exceptionnelle, l'offre de bras et même de têtes, pour des travaux ingrats.

Si forte que soit la tendance, peut-elle se renverser ? En dépit des dommages qu'elle entraîne (pertes sociales non enregistrées ou du moins non localisées, dans le PIB), le renversement n'est pas forcément souhaitable ; il prouverait que le transfert des techniques, dans les pays producteurs de matières premières, a entraîné, pour les pays riches, une baisse du niveau de vie. La France – et d'autres pays – pourraient, dans ce cas, combattre l'appauvrissement, par la recherche de techniques plus hautes et un appel à de nouveaux immigrants. Nous verrons, du reste, combien les vieux riches auront besoin de jeunes pauvres, pour « honorer » leurs retraites.

Bien avant M. Seguin, l'abandon de tâches, si contraire au dicton, bien bourgeois, « il n'y a pas de sots métiers », n'avait été dénoncé qu'avec une extrême discrétion, dans le grand rapport sur le gaspillage, commandé, en 1973, par le gouvernement, dans un moment de vertu. Si copieux, si fourni était ce rapport, qu'il donnait au lecteur un immense réconfort, à l'idée des progrès rapides qu'allait ressentir le niveau de vie par l'application, si naturelle, des recommandations « saines ». Il est vrai que ces saines recommandations sont restées à l'état de suggestion, le rapport ne semblant avoir été lu que par quelques économistes ou sociologues curieux, mais non par les responsables.

Devant nous

Combien de temps travailleront nos enfants et nos petits-enfants ? Un sondage d'opinion donnerait aujourd'hui une réponse béatement optimiste : 1 000 heures par an ou moins, au lieu de 1 700, conformément à la mythologie du robot que nous retrouverons au chapitre 13.

Le pronostic doit bien distinguer le travail professionnel et les autres activités, celles-ci étant hors de la Sécurité sociale, qu'elles soient ou non légales. Les « pertes sociales », c'est-à-dire le temps de travail non professionnel, donc non compté dans le calcul du PIB, ne peuvent que s'accroître.

C'est que, contrairement à une idée répandue, notre société est de plus en plus éloignée de la fourmilière. L'idéal ? Que chacun puisse travailler le temps qu'il désire et non la durée imposée par des décrets et règlements, voire par conventions collectives.

En sens inverse, une relative uniformisation peut survenir, dans les pays en développement effectif, d'Asie ou d'Afrique, le travail étant actuellement très inégalement réparti. Entre les pays l'éventail restera très large.

Les salaires

La seule évocation de ce mot trouble l'esprit le plus paisible, évoquant tant les misères et les révélations de Villermé que la statistique des faillites et liquidations judiciaires. Que d'abus en tous sens : nous voyons

- des experts fiscaux, fonciers ou autres, défendre avec férocité des tarifs inadmissibles pour une simple « consultation »,

- de pauvres diables qui accepteraient des rôles humbles, mais qui sont rejetés dans le noir parce que leur activité ne justifierait pas le SMIC.

La pression, si légitime, des syndicats peut s'exercer sur les salaires, mais non sur l'emploi. « Si des hommes sont expulsés, c'est la faute, disent ils, du « système ».

En fait, chaque Français devrait avoir son conseiller fiscal et son conseiller immobilier, comme il a son médecin.

Laxisme

Si embarrassés, nous sommes à ce mot que nous consultons le petit Larousse. Lui-même gêné, nous répond ? « Système de morale ou attitude pratique tendant à adoucir exagérément la rigueur des lois ou des règlements ».

Il y a, dans ce même ouvrage, pour le même mot, des définitions plus claires, mais il faut les chercher ailleurs : par exemple, au mot *relâchement* « Ralentissement d'activité, d'ardeur, de sévérité, etc. ».

Dans la pratique, le mot « laxisme » dont l'usage nous vient des Etats-Unis, est péjoratif : il signifie, en clair, non seulement que le

commissaire est bon enfant, que le gendarme n'est pas sans pitié, mais aussi que la dactylographe n'arrive pas à l'heure, que les vitesses excessives ne sont pas réprimées, que des yeux se ferment, qui devraient être grands ouverts. Il est question non seulement d'yeux fermés, mais aussi d'abus, de privilèges. Edifiante, la lecture de « *Toujours plus !* » de F. de Closets, ouvrage, qui aurait pu s'appeler aussi : « souvent moins ».

Il est partout le laxisme et il mange une partie du progrès technique : les cambriolages, le surpeuplement des prisons, la publicité à la télévision pour compenser les gaspillages, les morts, souvent innocents, de la route sont les signes les plus apparents.

Seuls les vieux, vraiment vieux, ont connu l'agent au bâton blanc et notamment Vercingétorix, à barbe grise, qui, à Paris, officiait à Saint-Augustin. C'est qu'il n'y a plus d'agent dans les rues. Rassemblés au chaud dans les commissariats, ils maudissent le moment où ils devront s'arracher à leur belote et s'enfourner dans un car, pour un incident vraiment sérieux. La jeune femme, agacée par un suiveur, le ferait bien rire, si elle lui disait, comme le faisait jadis sa mère : « Monsieur, si vous faites un pas de plus, j'appelle un agent ! ».

Voici, parmi tant d'autres, un incident curieux : Le préfet de police à Paris en 1985, dont j'ignorais le nom, m'a, un jour, invité à déjeuner. Pas dangereuse, une telle invitation, fort honorable même et excellent le menu, mais, comme je me demandais les raisons de cette faveur, j'en ai appris, en fin de repas, la raison : « Comment avez-vous fait, cher monsieur Sauvy, pour connaître la durée effective (inférieure à la légale) de mes agents ? » (J'avais donné ce chiffre dans *Expansion*). Ma réponse « Par un journal suisse » fut suivie d'un : « Ils sont mieux placés que moi pour la connaître ».

La télévision

Il est loin le temps où avait été proposé la création d'un comité supérieur, qui, juge de la qualité, répartirait le montant de la redevance entre les trois chaînes. Le grand juge, c'est aujourd'hui l'écoute. Ce choix, encore concevable, peut s'entourer d'une étoffe démocratique, mais il y a plus : pour juger le relâchement intérieur général, l'existence de parasites, nous avons non seulement la dimension des émissions

publicitaires, comme aussi les sommes élevées proposées pour acquérir la maîtrise d'une chaîne.

Que ne publient-elles pas, ces chaînes, publiques ou privées, le montant des cachets et salaires versés par elles ? Pas de démocratie sans lumière. Faudra-t-il attendre 30 ans ?

De façon générale, en tous pays, l'application des lois a tendance à se relâcher, jusqu'au moment où quelque incident, quelque changement politique, entraîne un brusque rappel à l'ordre. Après tout incendie sérieux, les consignes sont mieux respectées un peu partout. L'accident de Tchernobyl dû, a-t-il été dit, au concours de deux négligences, a dû entraîner, non seulement en Union Soviétique, mais dans les stations nucléaires de tous pays, un renfort de sévérités inusuelles, pendant au moins quelques semaines.

Laxisme routier

L'amélioration économique générale permet, ou justifie peut-être, en droit ou en fait, des disciplines moins sévères. Mais, en France, ce relâchement est particulièrement accentué pour la circulation routière et urbaine. Rares sont les conducteurs respectant rigoureusement les vitesses et les stationnements autorisés.

Intense est la pression exercée dans ce domaine, par l'industrie, publique ou privée, sur les pouvoirs publics. En Angleterre, si le prince de Galles ou lady Di se voit infliger une contravention, celle-ci est dûment acquittée. En France, la pression politique oblige les commissaires de police et agents divers à trahir leur métier, au profit des plus puissants. Faute de répression officielle, le dommage se traduit sous deux formes, l'encombrement onéreux de la circulation et les accidents meurtriers.

Aucun calcul officiel du coût de l'encombrement n'a été tenté par les pouvoirs publics, même par la *Commission des comptes des transports de la nation*, dont c'est précisément la tâche. Il a fallu une initiative individuelle (M. Jean-Marie Beauvais) pour estimer le coût de ces lâchetés. Dépassant tout ce que l'on pouvait imaginer, il s'exprime en dizaines de milliards de francs. Si prudents qu'ils fussent, ces chiffres maudits, n'ont pas été reproduits par la presse, avide, certes, de

sensations, mais craintive pour la publicité qui la fait vivre. Une telle perte est bien « sociale », parce qu'elle n'est pas mentionnée de façon explicite dans les comptes de la Nation. Elle n'en entre pas moins, dans les résultats, par diverses voies indirectes. L'essentiel, en ce domaine, est de ne pas savoir et, lorsqu'on sait, de ne pas le dire.

Les gouvernements favorisent cette perte immense, parce qu'elle n'est pas localisée. Les garages sont à moitié vides et disparaissent, parce que les hommes politiques favorisent le logement dans la rue, expressément contraire à l'ordre public. Criminel serait celui qui commettrait le sacrilège de compter !

Lâcheté plus onéreuse encore sur les routes non encombrées. Moins de pertes matérielles, mais plus de vies humaines.

Ce laxisme aussi onéreux se poursuivra-t-il, dans les années à venir ? C'est bien probable, puisque les victimes directes constituent à peine le tiers inférieur de la population, ce tiers qui n'a aucun moyen de défense et qui ignore même son infortune, au point que les médias, si divisés, sur bien des points, sont unanimes sur ce sujet. « N'y touchez pas ! »

Plus souvent signalés et dénoncés les accidents de la route, au coût si élevé, notamment en vies humaines, mais les résultats confirment les privilèges de la nouvelle noblesse. Le seul espoir d'amélioration réside dans une vigoureuse action des Caisses de maladie de la *Sécurité sociale*, si déficitaires, nous le voyons, par ailleurs, mais si timides, elles aussi, dans ce domaine.

Alcool et publicité

Autre forme de laxisme, l'autorisation donnée, en mars 1987, aux chaînes publiques de télévision d'insérer, dans leurs émissions, une publicité en faveur de boissons alcooliques. Ce sont, répétons le, des négligences, des passe-droits, qui ont conduit à accorder aux chaînes publiques le droit de faire de la publicité.

Si élevé, d'autre part, était le coût de l'alcoolisme que la quatrième république avait agi contre lui, avec une certaine efficacité. Le relâchement, amorcé en mars 1987, entraînera, lui aussi, une surcharge pour les caisses d'assurance maladie, faciles victimes qui réagiront peut-être quelque jour, qui sait ? Trente jours ou 30 ans ?

Le laxisme s'accentuera-t-il ?

Tout donne lieu de le penser, pour le moment : qui, dans la droite, ou la gauche politiques, est prêt à s'exposer à quelque impopularité dans ce domaine ? Les programmes des partis politiques sont peu différents, mais la lutte pour les places pour les hauts emplois, est intense. Le seul domaine où la rigueur subsistera, est celui où l'on compte financièrement. Le salaire d'un agent public, dans les bureaux, continuera à être débattu avec âpreté, à un franc près, par la *Direction du budget*, mais, si cet agent n'arrive qu'à 11 heures le matin, aucun contrôle.

Revenons sur ce remarquable ouvrage du nouvel Asmodée. F. de Closets « Toujours plus » ; il a vu bien plus profond et plus sûrement que la *Cour des Comptes*, avec son imposant appareil. Après la sortie de son ouvrage, il a fait un sondage, pour connaître l'opinion des Français à son sujet. Loin d'être indignés par les privilèges, ils ont, en majorité, manifesté le désir d'y accéder eux-mêmes. Toujours la sublime mythologie du seigneur.

Laxisme fiscal ou parafiscal

Dans ce domaine très spécial, que pourrait suggérer, le terme *laxisme* ? Une moindre rigueur dans les tarifs ou une attitude plus souriante de ces hommes inaccessibles ? Combien plus aimable, un ministre, voire un commissaire de police, qu'un percepteur ! Mais il y a ici deux sortes, au moins, de laxisme. Celui qui est en cours, c'est le relâchement intérieur des bureaux, tant chez les inspecteurs que chez les percepteurs : les pertes de dossier, de correspondances se poursuivent et s'accroissent. La responsabilité de ces aventures est volontiers attribuée aux machines. Continuera-t-il pendant 30 ans, ce désordre, qui retombe fatalement sur celui du bas, c'est-à-dire l'imposé ? C'est peu probable : Un jour ou l'autre, l'aventure, survenue, accidentellement, à un homme suffisamment puissant, fera le bruit propre à provoquer une mise en ordre « définitive », qui, elle, durera bien quelques mois.

La vie est dure pour ces hommes, il est vrai, plus dure encore, dit-on, qu'eux-mêmes.

2. Ignorance, culture

Les mots *culture*, *culturel*, *éducation* ont, sous influence américaine, quelque peu supplanté le vocabulaire plus classique, *instruction*, *enseignement*, tout en élargissant quelque peu le sujet.

Quelle que soit la terminologie, les partis avancés ont, depuis la Révolution, agi en vue de réduire le nombre des illettrés et d'étendre l'enseignement, dans toutes les limites compatibles avec les possibilités, financières ou autres. Les partis conservateurs ont, depuis le XVIII^e, manifesté une certaine crainte de voir abandonner les tâches inférieures (« s'ils apprennent à lire, ils ne voudront plus travailler la terre »). Deux siècles plus tard, la question n'est pas résolue de façon satisfaisante. Nous pouvons en juger sur le fameux dilemme : « Berger licencié ou licencié berger ? »

Berger licencié ou licencié berger ?

Important, décisif, l'ordre des termes. La première formule suggère l'idée, combien sympathique, de promotion : que le titulaire de cette vieille fonction bucolique gagne en culture, qui s'en plaindrait ? Combien cruel, en revanche, apparaît l'ordre inverse... Si bien que le progressiste sourit à l'idée du berger sorti de l'ignorance, mais hésite ou se révolte à la pensée d'un licencié, quittant l'Université, pour les pâturages et les moutons.

Si délicate est la question qu'elle n'a pas été sérieusement examinée, du moins par le pouvoir politique – pas plus que celle, non moins vitale, de la durée du travail -. Combien faciles, en effet, la position du conservateur, soucieux de ne pas détruire l'ordre établi, et celle du progressiste qui, refusant tout obstacle à l'expansion culturelle, a tendance à sous-estimer les servitudes de notre société. Si mal explorées, ces servitudes que, finalement, elles favorisent le doux réflexe qui consiste à fermer les yeux.

La technique et l'orientation des besoins dictent impérieusement une répartition professionnelle déterminée de la population active, présente et à venir. Non seulement l'enseignement et l'enseignant s'efforcent d'ignorer cette servitude et y parviennent sans peine, mais le souci de

l'emploi à l'échelle nationale ne tient, dans leur comportement qu'une place bien modeste.

Au temps où l'enseignement restait le privilège d'une classe déjà installée, il n'y avait guère de problème : les fils d'avocats, de médecins, d'ingénieurs, devenaient, sans trop de heurts, médecins, ingénieurs, avocats... La généralisation de l'enseignement du second degré a été conçue en pleine béatitude – ce qui valait mieux, dira-t-on, qu'une prévoyance fatalement stérilisante –. Les trente ou plutôt les vingt glorieuses ont bénéficié de vents favorables et de l'immigration de travailleurs modestes, propres à compléter harmonieusement l'ensemble.

Ascension sociale ou descente ?

L'ascension sociale selon le mérite n'a été proprement assurée en aucun pays ; elle est d'autant plus difficile à obtenir que, comme dans toute question délicate, la vérité fait peur, et le préjugé est roi.

La transmission de la fortune a été longtemps mise au premier rang pour expliquer la permanence des classes sociales : « Les enfants des plus riches sont fortement avantagés ». Une étude sérieuse a montré que non seulement le revenu est un terme plus approprié que la fortune, (enfants de cadres), mais que la transmission de la culture se fait par la culture elle-même. Plus concrètement, le fils ou la fille d'un marchand de bestiaux a moins de chance d'arriver à l'Université que le fils ou la fille d'un instituteur.

La figure 3 représente le taux d'entrée en 6^e en 1962. Depuis cette date, l'enseignement du second degré a été généralisé ; l'enquête n'a pas été renouvelée, mais les proportions subsistent, à un niveau plus élevé.

1. Les résultats des diverses études sur le terrain entreprises par Alain Girard sur le sujet, à l'Institut National d'Etudes Démographiques ont été résumées dans « Les diverses classes sociales devant l'enseignement ». Population mars-avril 1965 pages 205 à 232.

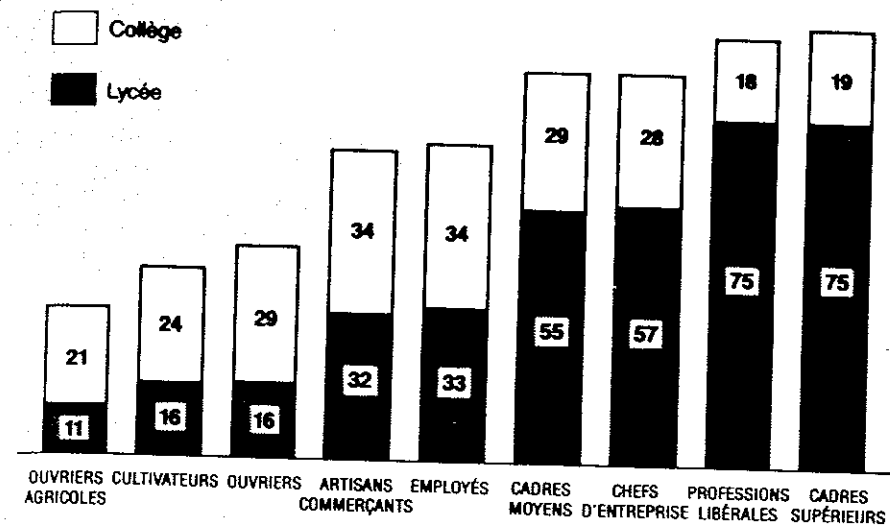


Fig. 3. Proportion d'enfants des diverses classes sociales entrés au lycée ou au collège en 1962 - 1963

Deux problèmes se posent particulièrement :

- l'égalité sociale devant l'enseignement, aux divers stades,
- les relations entre l'enseignement reçu et l'emploi auquel il permet d'accéder.

Nécessité d'un enseignement manuel

Le détachement, pour ne pas dire le mépris, manifesté par les clercs, à l'égard des travaux manuels, a des racines très profondes. Déjà bien apparent dans les communautés monastiques médiévales, le préjugé s'est poursuivi à travers les divers régimes, en dépit des efforts entrepris pour le combattre.

En France, après la seconde guerre, en plein esprit de novation, le plan Langevin-Vallon avait prévu que, dans les lycées et collèges, une partie du temps serait consacrée à des travaux manuels. Il ne s'agissait

pas d'imposer, ni même de proposer un tel métier pour l'avenir, mais, précisément, de faire cesser les préjugés et de rétablir la dignité de tels travaux.

Si ce plan n'a pas été appliqué, ce n'est pas uniquement en raison du mépris traditionnel des enseignants pour le « technique », mais aussi pour une raison financière et matérielle : Une leçon d'histoire donnée à 35 élèves ne coûte guère, par élève, que le 1/35 de la rémunération du professeur d'histoire. Une heure d'enseignement manuel demande un certain matériel et de plus larges espaces. Aucune voix ne semble s'être élevée sérieusement, en vue d'une application, coûteuse et peu demandée par les parents, d'un plan qui avait été unanimement approuvé.

Nous retrouverons ce grave défaut dans les statistiques du chômage (voir chapitre 14 : *Que d'hommes !* et 16 : *Mythologie du robot*).

La lutte pour le parchemin

Après avoir joué son rôle, lors de la grande révolte universitaire de mai 1968, la lutte pour le diplôme a tourné à la violence, en décembre 1986-janvier 1987 « Le diplôme d'abord, l'emploi suivra ». Cette attitude, si légitime à l'échelle individuelle, ne serait collectivement valable que si les emplois modestes (travaux manuels ou services personnels) étaient délibérément acceptés, « malgré » le diplôme. Il en est de moins en moins ainsi.

Un jour ou l'autre, la société devra modifier l'échelle des salaires, sinon l'inverser. Mais cette décision tardera, puisque, pour les signataires, ce serait un sacrifice volontaire.

Sans doute, le progrès technique facilite-t-il un effet de promotion, car il faut, de son fait, plus de cadres moyens et supérieurs et moins d'ouvriers, mais le désir d'ascension sociale va plus vite encore. En outre, l'effet de promotion crée, chez les salariés, un sentiment de frustration, parce que le salaire moyen augmente plus vite que la moyenne des salaires.

1. Voir Population oct-déc. 1961. Alfred Sauvy, *Du calcul des revenus dans une population à la frustration sociale*.

Le bonnet d'âne

L'ignorance, état d'infériorité, est raillée, condamnée dans l'opinion et combattue par les maîtres pour leurs élèves, par les parents pour leurs enfants. Il n'y a plus de bonnet d'âne dans les écoles, à moins de chercher dans les greniers, mais ce bonnet mérite aujourd'hui sa place à la plus grande échelle. L'ignorance individuelle a largement reculé, pour faire place à une redoutable ignorance sociale. Par sa complexité croissante, la société nous échappe d'autant plus que le refus de voir est partout, plus redoutable encore que la paresse. D'où nouvelle occasion de dénoncer, une fois de plus, la profonde déficience de cet instrument incomparable, la télévision, qui pourrait dispenser le savoir et accentuer l'ignorance.

Combien plus dangereuse, en effet, l'ignorance dans le haut que celle de quelques uns dans le bas !

8. Nos trois défaites démographiques

« Allah, qui me rendra ma formidable armée ? »
Victor Hugo

Si vif que soit, depuis Seignobos et même avant lui, le souci des enseignants de compléter l'histoire « événementielle » par l'histoire des hommes, de leur façon de vivre, de leur culture, si vif donc que soit ce souci, les guerres, les conquêtes, et les révolutions violentes ont gardé plus d'attrait que les mœurs, dépourvues d'accidents, si bien que les noms de *Marignan* et de *Sedan* restent plus connus des Français que les trois défaites démographiques subies par leur pays. Si ignorées même, notamment de nombreux historiens, qu'elles n'ont reçu ni nom ni date. Chacune peut toutefois être rattachée à son siècle : XVIII^e, XIX^e et XX^e.

Première défaite démographique : la perte du monde culturel

Selon l'opinion générale et à croire même bien des manuels, la France aurait perdu le Canada – et bien plus – par suite de la malheureuse bataille de Québec, en 1759. Victoire décisive, dit-on, de Wolfe sur Montcalm.

Sans portée, cet épisode militaire, car la bataille était ailleurs et déjà perdue. Depuis la découverte du monde immense, resté hors d'atteinte des Espagnols, jusqu'à la guerre de 7 ans, le nombre d'Anglais franchissant, chaque année, l'Atlantique, pour s'installer en Amérique du Nord, s'élevait à quelques milliers, tandis que le nombre de Français migrants ne dépassait guère 300 par an. C'est à cette époque que le sort culturel de la planète s'est décidé. Alors qu'à la suite de la révocation de l'Edit de Nantes, aucun Français protestant n'a pu se rendre au Canada, les diverses querelles religieuses, les hérésies (les quakers, par exemple) se sont, au contraire, traduites en Angleterre, par des migrations renforçant la colonie britannique. Résultat : en 1756, 70 000 Français étaient en face d'un million d'Anglais. La partie était jouée, « les arpentés de neige » perdus, l'histoire était écrite.

Curieux contraste : les Français reconnaissaient et conquéraient des territoires, tandis que les Anglais peuplaient. Si le mot « coureur des bois » ne peut être traduit en anglais, c'est que les colons britanniques ne... couraient pas ; ils se multipliaient sur place.

Dès que la remontée du Saint-Laurent a permis à quelques « coureurs » français de découvrir les grands lacs et l'immense bassin du Mississipi (l'abbé Marquette, puis R. Cavelier de la Salle), tout était possible, il ne manquait que des hommes.

De 1715 (prise de possession solennelle de la grande « Louisiane », c'est-à-dire le quart, environ, des actuels Etats-Unis) à 1756, pas un seul bateau, chargé de cultivateurs, n'a quitté la France surpeuplée, pour gagner le riche bassin du Mississipi. Les émissions de Law, si courues, sur le Mississipi, ignorent la base humaine. Un homme dur, le gentilhomme esclavagiste Turmeau de la Morandière¹ voit bien la nécessité de peupler les terres acquises, mais la peur déconcertante de dépeupler son pays (si « chargées » que fussent alors les campagnes), le conduit, un peu tard d'ailleurs, à conseiller d'installer en Amérique, sous notre autorité, des étrangers, « ramassés » partout en Europe, au besoin même en les payant, en les achetant.

Dérision de l'Histoire ! Le traité de Paris en 1763 qui consacrait, pour la France, la perte culturelle du monde est le premier à avoir consacré la langue française dans le domaine international, à la place du latin.

Un demi siècle plus tard, il a les moyens, Napoléon, de peupler le vaste bassin du Mississipi que possède encore la France, sous le nom

1. *Appel des étrangers dans nos colonies 1763*. Cet ouvrage si remarquable, a été écrit avant le traité de Paris.

de Louisiane, mais préférant sacrifier la jeunesse montante à des guerres dépeuplatrices, il finance celles-ci par la vente de ces immenses richesses (20 à 25 tonnes d'or). Il avait appris l'art de conquérir des territoires, non de les utiliser.

Combien aurait coûté, au Trésor, l'installation de quelques milliers de Français, tous les ans en Amérique, jusqu'en 1756 ? Le calcul a été fait, combien révélateur : Il eût été à peu près égal au coût de la construction du château de Versailles.

Magnifique, ce château.

La fécondité des Québécois, l'attachement à la religion catholique, ont permis le maintien de la langue française dans une partie du pays, maintien menacé par la chute de fécondité survenue depuis trente ans.

Les Français de la métropole ne défendent malheureusement pas leur langue, comme l'ont fait les Québécois. Non seulement l'industrie et le commerce, mais ce qui est plus grave, l'Université, cèdent sans nécessité à la langue anglaise, par faiblesse, voire snobisme. L'idée même de défendre sa langue est souvent absente. Plus d'un Français s'adresse en anglais à un Espagnol connaissant bien le français. Et dans plus d'un congrès international, c'est un francophone étranger qui soutient l'usage de la langue française.

Cet abandon n'est pas sans rapport avec la réaction contre le nationalisme d'antan, réaction salutaire, mais qui dépasse son objectif.

Seconde défaite démographique : 1870

Posez à des Français, de bonne culture, la question suivante :

« Que s'est-il passé, en France, au cours des années 1760 à 1770 » ?

Parmi les réponses figureront, précisément, le traité de Paris, en 1763, qui consacrait la perte du nouveau monde et même du monde tout court. Seront aussi évoqués la mort de la Pompadour (1764), le dictionnaire philosophique de Voltaire (1764), l'acquisition de la Corse (1768) et plus encore la naissance de Napoléon (1769). Aucun, sans doute, ne citera le fait le plus lourd de conséquences :

Cent ans au moins avant les autres pays vers 1765, les Français ont commencé à limiter leur famille, le nombre de leurs enfants.

Le début de cette crainte de donner la vie coïncide à peu près avec la parution de l'Emile et ce n'est pas une simple coïncidence.

« On trompe la nature jusque dans les campagnes »

écrit, à cette époque, un auteur alarmé.

Ignoré aujourd'hui de la plupart des Français (voir p. 88) et même d'historiens de bonne réputation, ce fait est d'une discrétion explosive. « Une réforme rentrée » a diagnostiqué Paul Reynaud. Ce serait, dans ce cas, une séquelle, parmi tant d'autres, de la révocation de l'Edit de Nantes.

Si les causes sont encore incertaines, plus claires sont les immenses conséquences, dont deux se prêtent à la mesure :

– le *vieillissement de la population française* a commencé, en France, bien avant les autres pays, Angleterre et Allemagne notamment ;

– la *densité actuelle sur le territoire* est inférieure à celle des autres pays voisins, Espagne exceptée. Des régions fertiles sont en voie de désertification. Nous verrons plus loin les résultats politiques et économiques de cet abandon.

Le vieillissement

Voici deux questions ignorées de plus d'un agrégé :

Quelle était la proportion de vieux, disons de sexagénaires en France, avant la révolution ?

Quelle est la proportion actuelle ?

Réponses 6 % et 18 % ; trois fois plus aujourd'hui. Voulez-vous avoir une idée de la population française, avant la révolution ? Supprimez 2 vieux sur 3 et doublez le nombre des jeunes.

Bien moins connu, bien moins redouté que le Sida, le vieillissement de la population. Il reste à savoir lequel est le plus dangereux pour la nation. Edifiant serait un sondage sur cette question, suivi d'une étude sérieuse.

Que fait, en tout pays, une coquette observant des rides dans son miroir ? Elle s'efforce d'effacer, par quelque pommade, « l'irréparable

outrage ». Que fait la nation, en pareil cas ? Elle qui, précisément, pourrait arrêter la marche de la vieillesse, elle qui a, même, le pouvoir de rajeunir, sans l'aide de Méphisto, elle refuse de se regarder dans le miroir.

Ce mal qui ne répand aucune terreur, mais qu'il faut bien appeler par son nom, n'est d'ailleurs guère plus connu de M. Chirac que de M. Reagan et quand il l'est, il est, nous l'avons vu, attribué à la baisse de mortalité aux grands âges.

Lorsque le refus de voir, de savoir, de prévoir, est, en quelque sorte, pris en flagrant délit, lorsque l'ignorant est placé devant le fait, il trouve un refuge, si l'on ose dire, dans un faux diagnostic et de fausses conséquences. Réponse facile.

« L'allongement de la vie n'est-il pas une novation bienfaisante ? »

Ici, nous sommes en pleine confusion, bien naturelle, bien excusable, mais non moins dommageable, sinon létale.

Comment s'est allongée notre vie

Essayons de dissiper la confusion, si tentante, si commune, entre *l'allongement de la vie* et le *vieillissement de la population*.

« L'espérance de vie » que le bébé français trouve, dans son berceau, est passée de 27 ans, à la Révolution, à 76 ans aujourd'hui. Constatation évocatrice, mais trompeuse.

Prenons une image : Si vous désirez allonger un tuyau, comment procédez-vous ?

Vous pouvez, certes, placer un morceau supplémentaire à son extrémité, mais vous pouvez aussi insérer ce tronçon, dans une partie quelconque du tuyau, voire à son début.

C'est ce qui s'est précisément produit, sur la vie humaine, cette vie que nous connaissons si mal : la seule baisse de la mortalité infantile (première année), passée de 40 % à la Révolution à 0,8 % aujourd'hui, a allongé la vie moyenne de 12 années.

En fait, le *vieillissement de la population* n'a, jusqu'à ces dernières années, résulté que de la baisse de la natalité, la pyramide ayant été

échancrée à la base. Qui le sait, en France ? Peut-être 300 personnes sur 55 millions.

Que de « performances » à son actif, il a, le refus de savoir ! Sur ce sujet, il atteint un niveau extravagant, même parmi les hommes de bonne culture. Et parmi les historiens, en face des clairvoyants P. Chaunu, J. Dupaquier, combien mériteraient de porter le bonnet, bien concret, de l'ignorance ?

Demandez simplement, ingénument, à quelque personne de bonne culture, ou même à un historien confirmé, les causes de la défaite française en 1870. La réponse sera ferme, sans ambiguïté : « Lourdes fautes stratégiques des généraux, impéritie des chefs, supériorité allemande en armements (avec le trait d'ironie d'usage, sur le bouton de guêtre) etc. » Personne ne citera, fût-ce pour la contester, la cause profonde : le vieillissement, déjà avancé, de la population. Aucune preuve « matérielle », directe, ne peut, bien entendu, être fournie, mais une longue réflexion ne laisse pas de doute. Vieillesse des hommes, retard des idées.

Nous avons pages 46 à 48, rappelé les aventures de la Grèce, de Rome, de Venise ; véritable cause de leur chute : le vieillissement de la population.

Reculs économiques

En économie, le recul dû au vieillissement est d'ailleurs sévère, en termes relatifs, bien entendu.

Deuxième du monde en 1815, la marine marchande n'est plus que la sixième, en 1913 ; la voile, la délicieuse voile, a longtemps été préférée à la vapeur.

Pour l'agriculture, refus, aussi symbolique que dommageable, de l'enseignement agricole, en 1875 : « Le paysan français connaît mieux la terre que les professeurs ! » est-il objecté au Parlement. Du fait de ce refus et du vieillissement de la population agricole, les rendements moyens par hectare (qui devaient être les meilleurs, grâce à la sélection des terres, permise par la faiblesse démographique) sont restés longtemps les plus modestes de l'Europe occidentale. Leur progrès au

XIX^e et au début du XX^e siècle a été trois fois inférieur à celui de l'Allemagne¹.

Et l'épargne ? Eprise de sécurité, les fourmis françaises de 1880 prêtent éperdument « à coup sûr » à l'Etat ou aux Etats étrangers, mais ne recevront finalement ni intérêt, ni capital. Tandis que l'industrie prend son envol, autour d'elle, la France pense « logiquement », avec Méline, au « retour à la terre » et favorise la culture de la garance, pour faire les célèbres pantalons rouges, tandis que se multiplient, à l'étranger, les fabriques de matières colorantes.

Les sommes considérables théoriquement gagnées à ne pas élever d'enfants ont été compensées par les pertes dues au vieillissement, plus sournois que jamais.

Troisième défaite démographique : l'Algérie

Les Français ne sont pas les seuls à si mal connaître l'histoire de leur pays. C'est, du moins, le cas pour la conquête de l'Algérie :

Les débats au Parlement, au cours du XIX^e, source riche, montrent qu'une fois Alger pris, un peu par hasard, les Français ne savaient que faire de ce territoire et qu'il en fût ainsi, dans la suite. Exceptionnelle et simple rêverie, la suggestion de ce député, annonçant qu'il fallait peupler le territoire, refouler les Arabes et les Barbares vers le sud, « où ils coloniseraient le désert » ? Une forme discrète d'extermination... à l'australienne, qui n'a pas eu d'écho.

Le responsable de la conquête n'est pas Bugeaud, mais Abd el Kader. Les pouvoirs publics français étaient prêts à se contenter de quelques ports marchands, quand la révolte a obligé l'armée à rétablir l'ordre et le Parlement à voter les crédits nécessaires. Écoutons le général Duvivier :

1. Des précisions sont données dans la *Montée des jeunes*. Les seuls prêts à l'étranger, qui aient vraiment rapporté sont... les fonds russes, car ils ont permis à la Russie de construire des chemins de fer, voisins de la Prusse. En accélérant la mobilisation russe, ces voies ferrées ont permis l'invasion de la Prusse et ont obligé Hindenburg-Ludendorff, à dégarnir le front français, permettant la bataille de la Marne (voir notre « De la rumeur à l'Histoire » Dunod 1985).

« Boufarick est un malheur, disait-il en 1841, il y a là une petite population européenne, qu'il faut empêcher de s'étendre, qu'il est nécessaire d'amener à... diminuer ».

Le 30 mars 1841, Bugeaud lui-même, passant à Boufarick, avait rassemblé les colons :

« Si j'ai un conseil à vous donner, c'est celui de faire vos paquets et de filer sur Alger ».

Plus tard, (toujours cette pénible question de crédits budgétaires, pour s'aventurer, plus encore, dans un pays sans or, qui ne rapporte rien), Napoléon III songe à créer un royaume arabe, mais les colons finissent par l'emporter.

Si la natalité avait été élevée en France, la migration eût été plus intense, suffisante pour assurer plus tard un équilibre relatif entre les deux populations, et, bon gré, mal gré, elles auraient, comme tant d'autres, fini par trouver le moyen de vivre ensemble. En fait, au moment de la grande révolte pour l'indépendance, en 1954, il y avait un Français à petite famille, en face de 7 Algériens prolifiques. L'issue n'était pas douteuse, mais il a fallu 8 ans de drame pour comprendre. Faible la voix des démographes, plus faible encore l'oreille de l'opinion, en telle matière.

Faut-il vraiment regretter, déplorer, cette troisième défaite démographique ? Le maintien de l'Algérie française et son « développement » auraient entraîné un coût si élevé que, dès juin 1954, donc avant la révolte, le général de Gaulle était résigné à l'abandon¹. Lorsque les Algériens ont, en prenant leurs affaires en main, en 1962-1963, découvert avec étonnement le coût des investissements à réaliser, ils disaient aux Français, par boutade : « Nous allons vous refiler toute l'affaire ».

1. Nous sommes en juin 1954. L'Algérie est française en paix, de Gaulle n'est pas au pouvoir, mais pensant bien qu'il y parviendra un jour je crois de mon devoir de l'informer et lui demande audience. Le général me reçoit rue Solferino et m'écoute avec une attention bien rare chez un homme d'Etat. Sans faire intervenir aucune considération politique, je décris d'abord l'accroissement de la population : les 20 millions d'Africains du Nord seront 40 dans vingt-cinq ans, et je donne ensuite quelques évaluations d'investissements nécessaires pour l'instruction, l'alimentation, l'emploi, etc.

Après m'avoir écouté en silence, de Gaulle répond et j'ai la surprise de constater qu'il est bien informé. Allant plus loin et touchant le terrain politique, il parle aussi de l'Afrique noire, qui n'est pas encore en question, et j'ai l'impression qu'il a déjà passé une croix sur tout le colonialisme. Cet épisode, je l'ai relaté dans mon « De Paul Reynaud à Charles de Gaulle » mais il est, rappelons-le, des nouvelles dépourvues d'écho.

Pendant cette « guerre d'Algérie », la France s'est vu adresser de vifs reproches, de la part de pays, qui, comme les Etats-Unis ou l'Australie, avaient pris la précaution d'exterminer la population autochtone. L'amnistie est rapide en tel cas, à condition que l'extermination soit suffisamment poussée.

De regrets ? Non certes, de simples constatations.

Reprises, renouveau, rechute

Il y a déjà un siècle que la France a cherché à combler, bien partiellement quelques vides, par appel à des étrangers (loi de 1889, pour faciliter les naturalisations), près d'un demi siècle qu'elle a pris en main la question :

– novembre 1938, décrets-lois « révolutionnaires » de Paul Reynaud ;

– juillet 1939, Code de la Famille.

– 1946, Loi sur la Sécurité Sociale.

Bel effort, belle réussite, forte reprise de la jeunesse, mais rechute en 1965, quand la pilule, puis le stérilet et l'avortement, permettent d'éviter, avec certitude, les enfants non voulus.

« Morale » et démographie

Nous avons (p. 59) rappelé la curieuse découverte de la pilule stérilisante, consommée aujourd'hui par tant de femmes et de filles, pendant la période fertile.

Une prévision facile a été formulée par nous, dès 1958¹ : la maîtrise de la conception entraînera une baisse notable de la natalité.

Qui depuis...

1. La montée des jeunes.

Dans les pays riches, de vives craintes, assez classiques : le soutien de la vertu qu'était la crainte de la grossesse va, a-t-il été dit, disparaître, au détriment de la morale. Simplisme ; c'est la morale qui a changé.

En termes démographiques, s'est donc encore accentué le déséquilibre Nord-Sud que les pieux milliardaires entendaient combattre. Ayant seuls le souci de ne pas se multiplier, les pays riches (Europe occidentale, Japon) assistent à la multiplication des autres, sans comprendre, sans s'apercevoir, qu'ils sont atteints par un mal, sinon plus perfide que le cancer, du moins plus ignoré, le vieillissement de la population.

La France renaît-elle ?

Lanterne rouge pendant plus d'un siècle, dans la caravane occidentale, en matière de natalité, la France est aujourd'hui, du fait de sa politique familiale devenue « ruban bleu », comme on disait en langage transatlantique. Bien pâle d'ailleurs, ce bleu, puisque les générations n'assurent pas leur propre remplacement (1,8 enfant par femme et même 1,7 par femme française, au lieu des 2,1 qui seraient nécessaires). Le vieillissement va, de ce fait, se poursuivre.

C'est que, dès les premiers résultats obtenus dans les années 50, revanche a été prise contre la venue d'enfants. Trop lourdes, a-t-il été jugé, ces allocations familiales et déjà agissait le poids des vieux. Eux, du moins, il n'est pas possible de les faire disparaître. Jamais guerre aussi silencieuse ne s'est déroulée, ignorée par les adversaires eux-mêmes. Les enfants ont vis-à-vis des vieux une infériorité redoutable : celle de ne pas exister.

Retour manqué à la jeunesse

Malgré la réussite remarquable au milieu de ce siècle, malgré le changement de place, dans la caravane, qui vient d'être signalé, nombreux sont encore ceux qui contestent la possibilité, pour le législateur, d'influencer le désir de descendance, chez les parents ou plus précisément, leur comportement.

Laissons même de côté la forte reprise de la natalité après la guerre (voir p. 133). Rejetons ce qui vient du diable. Laissons de côté aussi la reprise, certes légère, de la natalité française en 1939, sous l'effet des décrets lois de 1938. Mais nous ne pouvons pas ignorer la réussite de l'Allemagne de l'Est, qui, en quelques années, et sans recours à l'action sur l'avortement, a obtenu un relèvement de près de 40 % (voir p. 178).

Est-il une expérience plus décisive, sur ce point, que « l'aventure » des deux Allemagnes, depuis 20 ans ? Elles cheminaient négligemment côte à côte, avec une natalité très basse, de 10 ‰, alors que 14 ou 15 ‰ auraient été nécessaires, quand la RDA a adopté une législation nouvelle. Sans restriction à l'avortement et grâce à des mesures proprement sociales, elle a obtenu une forte reprise du nombre de naissances (voir p. 178).

Dans le lot important des aveuglements de notre temps, le plus frappant reste l'inattention portée au seul domaine où la prévision est certaine, celui de la mort et de la vie. Des efforts, combien dignes d'admiration, sont déployés pour prolonger la vie des hommes, mais non pour la donner. Notre génération triomphante peut prendre pour symbole l'Académie, sans souci du passage de l'immortalité provisoire à la mortalité définitive.

Le manque de moyens est bien sûr, invoqué ; puisque le dogme de la durée du travail est, lui, immortel, consolons-nous donc dans le refus de la vie.

Est-ce une consolation de penser que d'autres pays vont plus vite que nous dans la marche au caveau ? En tout état de cause, suivons la nôtre.

9. Les retraites. Une quatrième défaite démographique ?

« Tout chavire sur terre et surtout les bateaux »
Marcel Pagnol

Et voici le grand problème, la lourde menace, à peine perçue, dans l'étourdissement du moment, par les hommes de tous partis et à peu près ignorée de l'opinion, du moins dans son avenir.

Un grand mot que le terme *retraite*, évocateur tant de drames militaires ou politiques que de consolations humaines.

Les invalides militaires ont été longtemps les seuls à pouvoir prétendre à des pensions, pendant leur « retraite ». En France, vers 1720, Boulainvilliers a proposé d'adopter un régime complet de sécurité sociale (maladie, vieillesse, famille), alimenté par des cotisations, mais cette proposition n'a même pas été envisagée par le pouvoir de la Régence. Bien jeune, ce comte, il faudra attendre... Bismarck.

Dislocation de la famille

Pendant tout le XIX^e siècle encore, l'entretien des vieux devenus incapables de travailler n'a été assuré, en dehors de l'assistance aux miséreux, que par la solidarité familiale, renforcée, du reste, dans cette

économie agricole, par le système de la petite propriété : c'est le vieux qui possédait la terre et la maison.

L'urbanisation et la dislocation de la famille, de plus en plus réduite à la famille conjugale, ont créé ou, tout au moins, fortement avivé, un besoin nouveau et cela de deux façons :

– *resté seul, du fait du départ de ses enfants* (et aussi d'une forte réduction de la fécondité dans certaines régions), le vieux paysan se trouvait souvent dans la détresse. Ouvrier agricole, il devait travailler à l'extrême limite de ses forces. Seul le riche propriétaire pouvait maintenir son niveau de vie.

– *quant à l'ouvrier des villes*, il se trouvait en état nécessaire, dès que ses forces, sa santé ne lui permettaient plus de prendre un emploi. Absence de syndicats, carence de la législation, la mendicité était souvent la seule issue.

La France a longtemps été en retard sur l'Angleterre et sur l'Allemagne (création d'un système de sécurité sociale par Bismarck, en 1884) se contentant d'encourager les sociétés de secours mutuels. Les propositions formulées en faveur d'un système de retraites ont été mal accueillies par la bourgeoisie, qui voyait dans un tel système « un encouragement à la paresse ». Ce terme *paresse*, si longtemps dans le langage courant, a disparu des débats et même des études ; il a fallu le régime de Fidel Castro pour le ressusciter à Cuba.

Pourquoi ce retard, de la France, en dépit du vieillissement de la population ? C'est peut-être à cause de lui (les charges étaient initialement plus lourdes qu'ailleurs). Le système des retraites, rendu nécessaire par la dislocation des familles, a subi la secousse des deux guerres et celle de l'inflation, pendant le gouvernement du Front Populaire, suivi de la guerre.

– *la loi sur les retraites ouvrières et paysannes* de 1912-1913 n'a pu être appliquée, en raison de la guerre 1914-1918.

– *dès la fin de cette guerre*, la question a été reprise, mais après de longs débats, entre actuels puis entre députés et sénateurs. C'est seulement en 1930 qu'elle a abouti ; des cotisations ont été dûment versées pendant les années 30, mais dès 1935, la hausse des prix a repris (70 % de 1935 à 1938) au détriment non seulement des retraites sociales, mais des épargnes privées, réalisées dans le même but. Et le parti communiste de lancer, en 1938, l'objectif : la retraite des vieux.

Ces expériences malheureuses ont conduit le législateur à adopter, en 1946, le système de la répartition, bien moins vulnérable à l'inflation.

Très vif en France, l'attachement à la retraite, déjà signalé par Péguy, est lui-même un signe de vieillissement. Plus d'un quinquagénaire « aspire » aujourd'hui à la retraite, quelque peu comme un soldat à la fin de son service militaire (« vivement la classe ! »). Bien innocente cette aspiration, aucun dommage, du moins pour la nation. Et cependant, joint aux contresens permanents commis en politique de l'emploi (« partager, le moins mal possible, le travail existant », telle est, nous l'avons vu, l'optique absurde, extravagante, de la vue générale courante), ce sentiment conduit les pouvoirs publics à abaisser étourdiment en 1982 à 60 ans l'âge de la retraite. Contresens impardonnable, test d'une ignorance plus poussée que raisonnable.

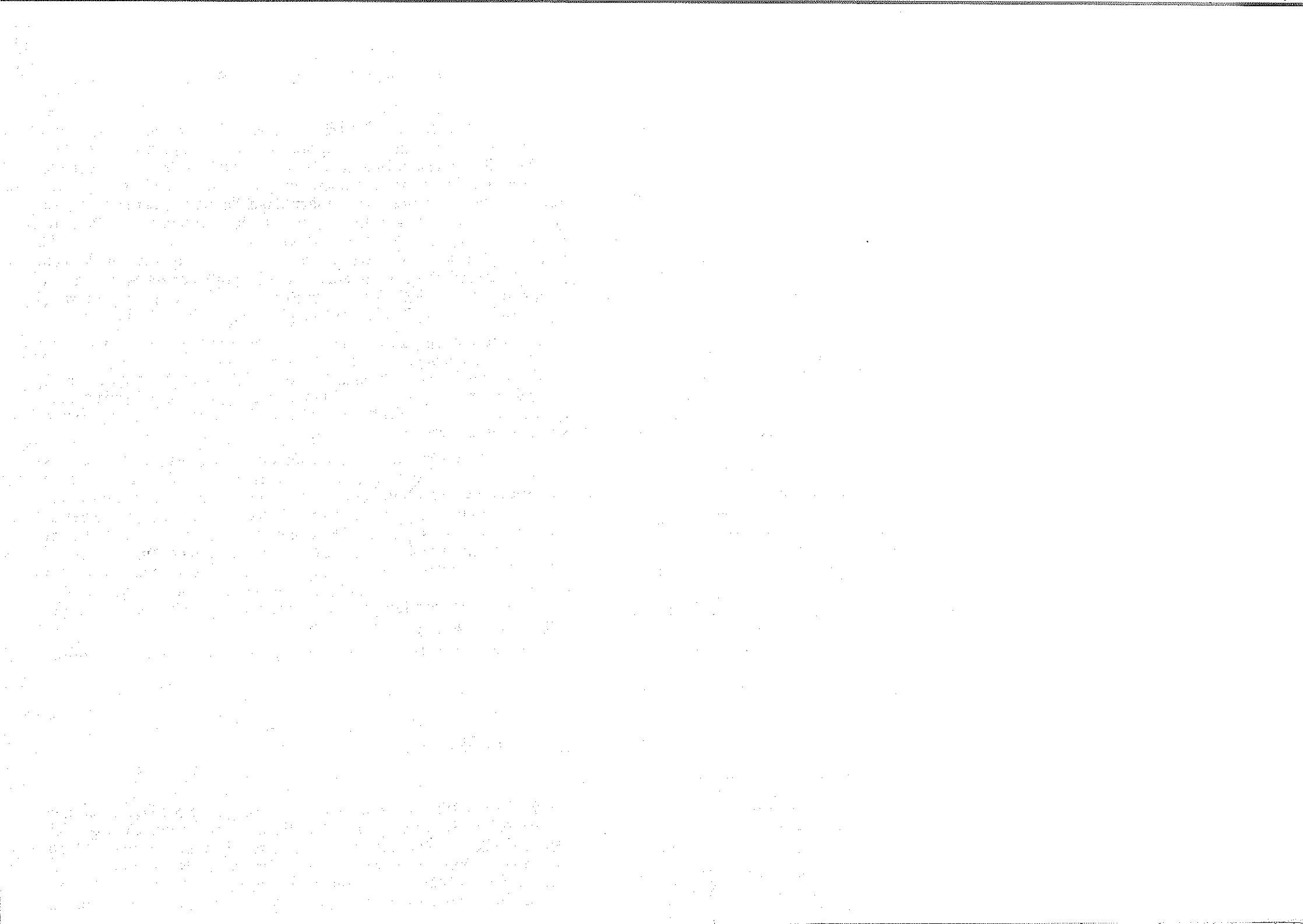
A titre d'exemple, la caisse de retraite autonome d'Air France (CRAF) traverse déjà de grosses difficultés. Au rythme actuel, il faudra vendre le patrimoine. Un plan sévère (+ 7,5 % sur les cotisations, à partir de janvier 1987) et une réduction analogue ont été rejetés par les syndicats. Et déjà l'AGIRC, qui fête, dit-on, « ses cheveux blancs » voit se profiler des temps difficiles.

« Plutôt un retraité qu'un chômeur », pensent volontiers les Français, toujours dans l'optique du seigneur bienfaisant. Une telle « promotion » n'améliore « que la statistique », mais accroît encore la charge, tout en la rendant définitive. Cet accroissement de charges se reporte en effet, sur l'économie productive, réduit les rentabilités et oblige à réduire encore... l'emploi. Croyant toujours qu'un avantage de cette nature sera payé « en haut », que « les hommes au pouvoir finiront bien par se débrouiller », les Français oublient simplement que, depuis deux siècles, ils ont fait plusieurs révolutions, pour pouvoir diriger eux-mêmes... leurs propres affaires.

Encore faut-il les connaître ses affaires... Rien n'est fait dans ce sens.

La révélation

En février 1986, cependant, au Forum organisé par l'*Expansion*, le *Commissaire général au Plan*, H. Guillaume a fait preuve d'une qualité bien rare, chez les économistes, le courage : du courage, il en faut, en effet, pour se faire spontanément le « porteur de mauvaises nouvelles ». A la surprise générale, il a annoncé que, dans 20 ans, les retraites devront être amputées de 30 % ; à moins que les cotisations ne soient



relevées dans une proportion analogue. Sinon, a-t-il ajouté, le salut ne se trouvera que dans une forte élévation de l'âge de la retraite (68 ans). Deux ans plus tôt, M. Bérégovoy, ministre de l'économie, avait sursauté en découvrant, un peu par hasard, que l'an 2006 serait une année fatale (l'arrivée à 60 ans de la première classe forte) ; mais il avait discrètement refermé la boîte.

Plus surprenant encore : cette surprise causée par le commissaire au Plan ne s'est pas répercutée dans les médias, ni dans la population, sous forme d'angoisse. A la même époque, cependant, le professeur A. Babeau faisait des constatations analogues¹. Toujours la douce mythologie du seigneur.

La France dans 30 ans et plus

Sans faire de calcul rigoureux sur l'application des lois et les engagements pris, bornons-nous pour le moment, à voir ce que deviendra la population de la France, dans l'horizon d'une ou deux générations, livrée en quelque sorte, à ses propres forces ou faiblesses : maintien du comportement actuel (1,8 enfant par femme) et application des progrès de la médecine². Exclues, bien sûr, les insaisissables migrations. C'est, précisément, le calcul qui va déterminer si, et dans quelle mesure, la France devra, pour combler les vides, faire appel aux jeunes venus du dehors.

Voici les résultats essentiels :

	Jeunes (Moins de 20)	Adultes (de 20 à 59 ans)	Vieux (60 ans et plus)
1985	16,0	29,1	10,0
2005	14,4	32,0	12,0
2010	14,0	31,5	13,3
2020	13,2	30,1	15,3
2040	12,0	27,0	16,6

1. *La fin des retraites ?* Hachette 1986.

2. Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques. Ding-Quang-Chi et Jean-Claude Labat. - *Projections de population totale pour la France 1985-2040* n° 532 des collections de l'INSEE série D n° 113.

Marche franche vers la vieillesse : tout se passe comme si les jeunes étaient peu à peu remplacés par des vieux. En fin de parcours, les adultes, pivots jusque là, reculent à leur tour, ce qui aggravera encore le déséquilibre des caisses de retraites.

En propositions, les chiffres deviennent :

	Jeunes	Adultes	Vieux	Total
1985	29,1	52,8	18,1	100,0
2005	24,7	54,7	19,6	100,0
2010	23,9	53,5	22,6	100,0
2020	22,6	51,3	26,1	100,0
2040	21,6	48,6	29,9	100,0

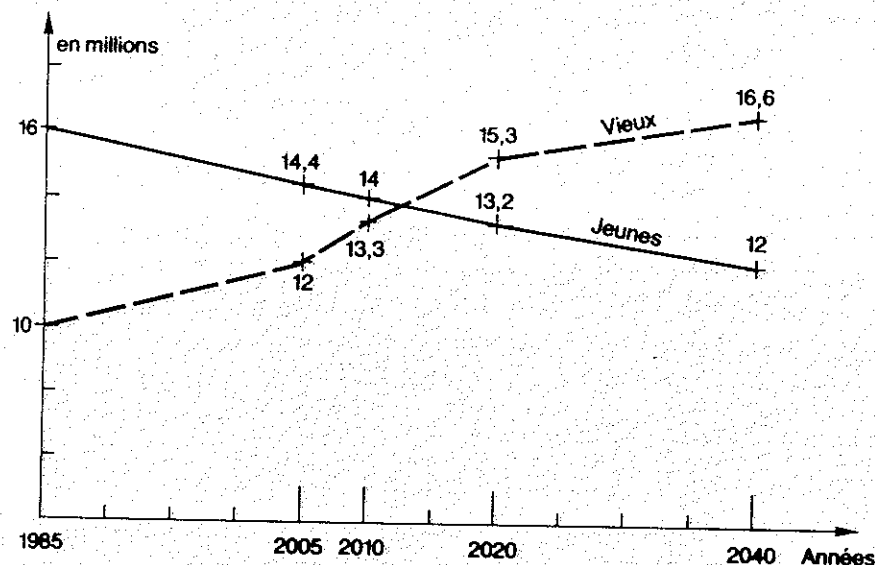


Fig. 4 - Marche à la vieillesse de la population française de 1985 à 2040 (en %)

A partir de l'an 2020, pour la première fois dans notre histoire, le nombre des vieux (60 ans et plus) l'emportera sur celui des jeunes (moins de 20 ans). Lors de la Révolution, il y avait 5 jeunes pour un vieux.

L'âge d'or des retraites

C'est l'expression employée par M. Babeau, pour désigner la situation actuelle.

Pour assurer la vie d'un vieux aujourd'hui, il y a presque trois adultes : vraiment l'âge d'or. En 2020, ils seront moins de deux.

Encore ces chiffres sont-ils quelque peu améliorés par la jeunesse de la population maghrébine en France. Pour la seule population « eropéenne », la proportion de vieux dépasserait 31 % en 2040, contre 20 % de jeunes. Mais, bien avant cette date, risquent de survenir des « accidents ».

Qui s'en inquiète ? Seul le *Commissaire au Plan* et quelques clairvoyants.

Qui informe les Français ? Défaillance cruelle : une fois encore désertion souriante et mortelle de la télévision. Elle, qui devrait voir et annoncer dans un délai d'au moins une génération, elle a pour horizon, à peu près la semaine. Ils sont si nombreux autour d'elle, ces hommes qui n'ont rien à dire et si pressés de le faire, si pressants aussi, qu'aucune place ne reste pour la vie.

« Ils chantent, donc ils paieront » disait Mazarin. Aujourd'hui, les chaînes devraient plutôt annoncer : « Ils chantent... seulement, ils ne seront pas payés ».

Prévoir, savoir

Un homme de poids, Léon Tabah¹, a été chargé par le *Commissariat général du Plan*, d'étudier cette énorme crevasse et de présenter, de façon précise, le moyens d'éviter la catastrophe qui monte².

Voici quelques conclusions :

1. Ancien directeur de la Division de la population aux Nations Unies.

2. *Commission sur la solidarité intergénération face au vieillissement démographique.*

Si les conditions actuelles se maintiennent, il y aura finalement 3 adultes pour 2 vieux. Dès lors, pour assurer une retraite égale aux 2/3 du salaire (donc inférieure à l'actuelle) il faudra prélever la moitié du salaire.

Répartition et capitalisation

Avant d'examiner par quels moyens pourrait être évitée une profonde détresse, rappelons que les systèmes de retraite sont, en dehors d'un fonctionnement purement budgétaire, de deux sortes, *capitalisation* et *répartition*.

Le système de retraites français est assis sur la répartition : les cotisations versées par les adultes sont directement versées aux retraités. Le système n'est pas toujours bien compris par les intéressés. Pour illustrer cette ignorance et dissiper tout malentendu, je rappelle une curieuse petite aventure personnelle :

Une journaliste en vogue, plus attachée à une forme vulgaire, qu'instruite sur le fond des sujets traités, s'est exprimée, à peu près ainsi, dans un grand quotidien :

« Que m'importe le manque de jeunes plus tard, puisque je paie régulièrement mes cotisations (et, plus exactement, qu'elles sont automatiquement déduites de mon salaire). Ainsi, ma retraite est mathématiquement assurée ».

Je lui ai répondu ceci :

« Vous semblez penser, chère Madame, que M. Giscard d'Estaing (alors, président en exercice) place votre cotisation dans une tirelire et que, lorsque vous serez bien vieille, au soir à la chandelle, il n'y aura qu'à briser cette tirelire pour vous assurer votre retraite bien gagnée.

« Ce n'est pas ainsi, chère Madame, que les choses se passent : Votre cotisation, c'est moi qui en bénéficie et je vous en suis très obligé ; mais, quand vous serez – bien plus tard assurément – parvenue à votre tour, à l'âge de « vous retirer », vous risquez d'être cruellement déçue, s'il n'y a pas un nombre suffisant de jeunes pour produire des richesses ».

Si courant est l'aspect purement juridico-financier, dans toute question économique, que les Français, plus encore que d'autres, semble-t-il, ignorent le fonctionnement de leur économie.

Nous ne consommons pas les billets de la Banque de France, mais des aliments, des vêtements etc. ; nous habitons une maison, bien matérielle et avons recours aux services de conducteurs d'autobus, d'employés de banque, de médecins, d'infirmières, etc. Si utiles qu'ils soient, les *Comptes de la Nation* accentuent encore l'illusion financière, car leurs auteurs se refusent à faire intervenir l'équivalent travail de toute consommation, de toute production.

Vivre sans jeunes ?

Du reste, même en régime de capitalisation, pour les retraites, le nombre des jeunes joue son rôle. Pour échapper à l'illusion monétaire, il suffit – jeu complaisant – de pousser les choses à l'extrême, à l'absurde et d'imaginer les formes possibles d'épargne matérielle que pourrait accumuler le vieux :

– *un logement* ? sans doute, s'il est en mesure de faire lui-même les réparations nécessaires.

– *une garde robe, des meubles* ? cela peut aller à la rigueur.

– *de la nourriture* ? cela ne va pas loin. Quelques conserves, un congélateur. Il faut avoir des aliments frais.

– *de l'énergie* ? Le charbon, le mazout ne peuvent être stockés qu'à condition d'avoir l'espace nécessaire. Impossible de cumuler des centaines de m³ de gaz, des kwh, ou encore des heures de ménage.

Et que dire des services médicaux ou pharmaceutiques ? Impossibilité de vivre en ermite, sans aide, sans moyens, ni droits financiers.

Devant cette énorme menace, deux sortes d'actions sont possibles :

– *sur le système lui-même* ou plutôt son application,

– *sur l'ensemble de l'économie et de la population.*

A l'intérieur du système

Ce sont des remèdes de détresse.

1. *Prélèvement supplémentaire sur le salaire.* Cet alourdissement rencontrera de vives oppositions et entraînera une augmentation de la fraude.

2. *Réduire le rapport de la retraite au salaire.* Une baisse des retraites soulèverait des oppositions plus vives encore. La question peut, cependant, se poser de maintenir le montant des retraites, sans les faire bénéficier des progrès de productivité ultérieurs. Cette méthode ne peut, dans les meilleures hypothèses, compenser qu'une partie du déficit.

3. *Emigration d'inactifs, de retraités ou d'actifs âgés.* Non seulement, elle est très peu probable mais elle serait inopérante, si, comme il est de règle, le retraité européen ou africain, revenant dans son pays, conserve ses droits. La balance des paiements serait, en outre, détériorée et le nombre des emplois diminué. Cette vaine solution aurait été envisagée, a-t-il été dit, par le Japon (voir p. 184).

Dans l'ensemble de l'économie

Laissant, bien entendu, de côté les réponses faciles et vagues telles que « il suffit de combattre les fraudes » ou « de réduire les dépenses budgétaires », nous voyons divers facteurs en jeu :

Laissons également de côté la mortalité, tout en constatant que l'accroissement, si souhaitable et si probable, de l'espérance de vie à 60 ans, augmentera doublement la charge (plus de retraités et plus de dépenses de santé).

1. *Emploi.* Qu'ils soient nés en France ou venus d'autres pays, il faut utiliser tous ceux qui sont capables de produire.

2. *Fécondité.* « A l'échelle nationale, sans enfants, pas de retraite », dit-on, ou plutôt, devrait-il être dit partout et surtout à la télévision. La baisse des naissances à partir de 1965 (la première classe creuse a 22 ans) va réduire, de plus en plus, le nombre de ces précieux producteurs de richesses.

Écoutons à nouveau Léon Tabah :

« Si dès cette année, la fécondité faisait un saut brusque, à 2,1 enfants par famille, (taux qui assurerait le renouvellement intégral des générations) et s'y maintenait ensuite, la détérioration (des retraites) serait certes plus lente, mais serait implacable ».

Pour rétablir l'équilibre, il faudrait porter la fécondité au niveau 2,4 enfants par famille, ce taux serait, certes, très favorable à l'équilibre familial lui-même (3 enfants, meilleure condition de la fratrie, dit le regretté professeur R. Debré), mais est hors de toute probabilité.

3. *Immigration*. Les nouveaux producteurs accroissent le nombre de ceux qui supportent la charge. Nous y reviendrons.

4. *Productivité et croissance économique*. Cet accroissement de la productivité, si souhaitable et cependant si redouté, risque :

– de se heurter à l'opposition de diverses professions (les verrous, la peur du chômage).

– d'être annulé par une réduction correspondante de la durée du travail, plus folle encore que les précédentes.

Nous allons y revenir.

Condition impérieuse : plein emploi

Tout en pleurant au passé perdu et aux contresens permanents, nous en revenons toujours à cet espoir : Qui mesurera jamais les dommages causés par le prophète Keynes, grand responsable de nos millions de chômeurs en Europe ? Son globalisme impénitent a entraîné des générations d'économistes dans son sillage stérile, en contresens permanent, quelle que soit la diversité des sectes « keynésiennes ».

A sa suite, au lieu de chercher quels sont les besoins de la nation et d'en déduire (par la matrice de l'emploi), la composition professionnelle que *devrait* avoir la population, nous faisons l'inverse et, benêts, nous cherchons savoir comment « caser » les actifs, surtout les jeunes, dans *les activités qu'ils désirent*, qui correspondent à leur formation. L'expression si envoûtante, « créer des emplois » mérite déjà un bonnet d'âne de belles dimensions. Plus dangereux encore l'idée de « formation ». Formation vers quoi ? A quoi ? Au lieu de chercher un

gant approprié à notre main (les besoins), nous entendons faire entrer, dans notre main, un gant qui ne lui convient pas. Pensait-il à nous, Virgile, quand il écrivait :

« Quos Jupiter vult perdere... » ?

Elle doit être bien agréable, cette attitude, proprement infantile, puisqu'elle persiste dans tous les pays, et même dans les milieux les plus experts. Une fois de plus, il ne s'agit pas d'intelligence, mais de courage :

- personne n'ose chercher le vrai ;
- ceux qui cependant, le cherchent n'osent pas le trouver ;
- ceux qui le trouvent n'osent pas le dire ;
- ceux qui le disent ne sont pas écoutés ;
- ceux qui écoutent ne sont pas en état d'agir.

Toutes ces faiblesses ont une explication a posteriori : les pays occidentaux sont – pour le moment – assez riches pour supporter les dommages d'immenses erreurs. Les supporteront-ils, d'ici 30 ans ? Réponse négative, dénouement sévère.

L'avantage des erreurs, répétons-le, c'est qu'on peut les corriger.

Services personnels

Une question non moins délicate que la précédente, mais dans un tout autre esprit. Dans ce domaine de l'aide personnelle, en dehors même de la famille, les besoins sont immenses et ils s'accroissent du fait même du vieillissement de la population ; ils se heurtent assez fortement à un préjugé tenace qui prend sa source dans une réaction contre le symbolique : « Madame est servie ! ». La résistance vient, d'ailleurs, moins des intéressés eux-mêmes que des néo-moralistes, qu'on peut aussi appeler les nouveaux bien pensants.

« Bien pensants », ils le sont, certes, en intention, soucieux de la dignité de l'homme. Seulement, réfléchissant peu, ils sont proprement attardés. C'est de leur fait qu'on voit le chirurgien, homme et femme, arriver à l'hôpital en retard, après 9 heures, car il (ou elle) a du conduire, lui-même, son jeune enfant à l'école.

Résolu pour les avions, si délicat qu'il fût, résolu pour les « jeunes filles au pair », le problème du service ménager doit pouvoir l'être aussi pour la maison, en particulier à l'égard des vieux, mais par des moyens différents.

A tout le moins faut-il le poser.

« Petits boulots »

Nous les retrouvons fatalement. Rappelons, les railleries qui ont accueilli, en 1986, le conseil de M. Seguin, ministre du Travail, de se tourner vers les « petits boulots ». C'est le préjugé classique selon lequel il ne faut trouver que de « bons emplois », selon lequel aussi tous les travailleurs d'un navire devraient travailler sur le pont.

Depuis 10 ans, ont disparu spontanément dans les villes et les villages de nombreux métiers (voir p. 112) : réparateurs de divers objets ou outils, livreurs de produits, cireurs de chaussures, jardiniers à l'heure ou à la journée, laveurs de carreaux et de vitrines, couturières à la journée, menus reparteurs de vêtements etc. Evolution spontanée, facile à comprendre, signe de progrès économique, mais défavorable à l'emploi. L'envoyé de Sirius, projeté sur notre planète, serait surpris de voir dénoncer partout le manque de travail et de constater la grande difficulté que rencontrent ceux qui offrent vainement un travail. Peu coûteuse et peut-être même avantageuse, étant donnée l'étendue du travail noir, serait la réduction ou la suppression des taxes (TVA notamment), sur les travaux de simple réparation, ceci dans une limite déterminée.

La fécondité

Cette déesse de nos ancêtres et de tant de peuples primitifs, ce symbole même de la vie, provoque, dans nos pays, des réflexes contraires, nous rappelant notre caractère animal, comme aussi des souvenirs amers. En France, les premiers encouragements à la natalité défailante ont été inspirés moins par amour de la jeunesse que par souci

de pouvoir opposer à nos adversaires un nombre suffisant de soldats. En Allemagne, c'est l'image de Hitler qui se présente aussitôt, avec tout son cortège de désastres. Ainsi s'atrophie, peu à peu, le désir même de vivre. Les hommes ont seuls le souci de vivre, non les nations.

Et devant l'accumulation des difficultés qui s'annonce, surgit, « opportunément », l'argument de l'impuissance du pouvoir politique, devant de telles décisions individuelles.

Ce sujet si rebattu, si malmené par des opposants de principe, a cependant inspiré diverses mesures : aide à la famille, crèches et écoles maternelles etc.

Sur l'aide à la famille, beaucoup a été fait, non sans efficacité, mais beaucoup reste à faire.

Des illusions tenaces subsistent sur les crèches, moyen de se débarrasser de ces êtres si exigeants. Non seulement leur coût est élevé, non seulement, elles sont, comme il a été dit, des bourses de microbes, mais elles ne résolvent pas le cas de la mère se trouvant à 8 heures du matin devant un enfant fiévreux ou la gorge blanche. Les pays socialistes, largement revenus de la question, cherchent éperdument à loger les jeunes ménages très près de leurs parents.

Un autre défaut est aussi signalé par les pédiatres :

Le tout jeune enfant est éperdu, en pleine détresse. Il a besoin d'être rassuré et il l'est, lorsqu'il a toujours, auprès de lui, la même personne, qu'il reconnaît. Si sa gardienne change selon le jour, il peut être atteint de l'affection appelée précisément *l'hospitalisme*.

Le congé parental

Le système des allocations familiales a fait ses preuves ; c'est grâce à lui, nous l'avons vu, que la France, lanterne rouge traditionnelle de l'Europe occidentale est devenue le ruban bleu...

Plus efficace, moins onéreux et plus humain que la crèche ou la nourrice est le système adopté par l'Allemagne de l'Est (voir page 178). Il pourrait même, pour la France, s'avérer d'un coût presque nul, si le départ en congé est compensé par le recrutement intérimaire d'un chômeur, par l'entreprise. Pour le moment, le montant de l'allocation parentale est trop faible pour être efficace.

La clef

L'attachement profond et si naturel des Français à la retraite est, lui-même, une force qu'il convient d'utiliser. La clef du problème est facile à trouver : il convient de réduire toute retraite des personnes qui, pour une raison ou une autre, n'ont élevé aucun enfant ou n'en ont élevé qu'un. En revanche, les sommes perçues ainsi permettraient de verser une retraite supplémentaire aux personnes qui ont élevé deux et surtout trois enfants. L'effet d'une telle mesure ne se limiterait pas au comblement d'un trou financier. *Elle ferait comprendre à l'opinion la vanité des calculs de retraite purement financiers et la haute fonction sociale que remplissent les « producteurs de producteurs ».*

Le président François Mitterrand a eu le rare mérite de surmonter le courant socialiste traditionnel et attardé, notamment en créant, en vue d'étudier le rajeunissement de la population française, un « *Haut Conseil de la Population* ». Bien que les membres de ce comité ne courent aucun risque politique, bien qu'ils soient en état, et même en devoir, de proposer les mesures les plus efficaces, ils ont, selon une pieuse coutume, montré, dans cette voie de salut, une excessive timidité.

C'est aux pouvoirs publics qu'il appartient de juger et de décider, une fois éclairés par les techniciens. Si un simple Conseil si « Haut » qu'il soit, hésite devant des mesures de salut bien faibles, insignifiante devient leur chance d'adoption par le gouvernement.

La croissance

Peut-on, a-t-on dit et répété, être amoureux d'un taux de croissance ? Avec plus de résignation que d'amour, les espoirs se reportent, en cas d'embarras financier, sur la bienveillante nourrice qu'est la croissance, l'augmentation du « gâteau à partager ». Pourrons-nous, grâce à elle, combler le trou béant qui va s'ouvrir devant les retraites ? La question est double :

- croissance du généreux PIB, aussi haute que possible ;
- transfert des fruits de cette croissance vers les retraites menacées.

Le gâteau

Pourquoi ne pourrions-nous pas retrouver le rythme de 5 à 6 %, par an, des « trente glorieuses » ? Deux obstacles :

1. Cette période a bénéficié de vents particulièrement favorables, sous forme de retards techniques « accidentels » qu'il suffisait de combler : Avant même le premier choc pétrolier 1973-1974, le ralentissement avait commencé.

2. Au XIX^e siècle, rappelons le, le taux moyen d'expansion n'avait pas dépassé 2 % par an.

3. Nos moyens sont, certes, supérieurs à ceux du XIX^e siècle, mais leur effet est contrarié par les nombreux freins (décisions législatives ou gouvernementales, défense corporative, pression des groupes, mesures sociales). Pressé de créer un nouveau comité Rueff-Armand¹, M. Balladur s'est contenté, en 1986, de desserrer quelques freins mineurs, sans toucher, par exemple, aux invulnérables taxis, non plus qu'à l'encombrement, quasi volontaire, des voies routières et urbaines. Une lourde faute. L'emploi a été encore réduit par ce refus.

La *Commission des comptes des transports de la Nation*, composée en majorité de routiers, a, nous l'avons vu, fait preuve d'une singulière ... prudence.

Le coût national de cet encombrement doit atteindre 60 milliards de francs par an et 6 millions de tonnes équivalent pétrole. Ici, nous ne sommes plus dans l'économie, mais dans le sacré.

Du fait de ces divers freins, le rythme actuel de progression du PIB reste de l'ordre de 2 % par an, soit environ 1 % par habitant, résultats très insuffisants pour donner le plus minime espoir d'équilibrer le budget des retraites, dans un avenir proche.

1. En 1959, un comité présidé par Jacques Rueff et Louis Armand, avait été chargé par le général de Gaulle, de dresser un inventaire des entraves mises à l'expansion économique. Le gouvernement n'a pas suivi les conseils donnés.

La répartition

Dès lors le pauvre serviteur national, appelé parfois « grand commis », pour l'encourager (« occupez-vous des retraites, mon cher directeur ! ») doit bien se rabattre sur des transferts supplémentaires, ce qui le mène dans l'antré, combien redoutable, des prélèvements fiscaux et socio-fiscaux. Seul un régime monacal permettrait de répartir d'une façon vraiment équitable le « gâteau national ». Quelle proportion du PIB devrait être effectivement transférée et par quel moyen ?

En 1913, le budget de l'Etat et ses annexes représentaient environ 15 % du revenu national et, selon les augures du temps, il s'agissait là d'un plafond « infranchissable ». Nous en sommes aujourd'hui à 45, peut-être même 50 %, en cherchant quelque peu, mais, dans tous les pays industriels, est ressentie la grande difficulté que soulèverait un fardeau supplémentaire.

La querelle séculaire classique entre chef d'entreprise et salariés dissimule encore l'immense conflit à peine encore dessiné (grève des étudiants, grèves des services publics), qui oppose et opposera de plus en plus, les vieux aux jeunes.

Jeunes contre vieux

A l'opposition classique, si forte, du travail et du capital s'ajoute, en effet, peu à peu et fort discrètement, ce conflit d'intérêts entre jeunes et vieux. S'il n'est pas plus vif, ni plus étalé aujourd'hui, c'est en vertu de la mythologie du seigneur, toujours aussi rassurante et, plus généralement, du fait de l'ignorance de l'opinion sur ce sujet. Les syndicats s'efforcent déjà de contester cette opposition ou de la sous-estimer. Mais, plus le régime ira vers des formes socialistes, plus sera pris conscience de l'opposition des intérêts des générations. Le retraité aura beau faire valoir, comme don Diègue, les services rendus, les cotisations prélevées sur son travail et la modicité de ses ressources, il n'en vit pas moins, comme tous les inactifs, du travail des autres, avec les risques de cette situation.

Les élections politiques ne portent pas, pour le moment, sur le sujet, du moins directement. Mais la tension croissante tiendra, tôt ou

tard, son rôle. Le vieillissement de la population jouera électoralement en faveur des vieux, ce qui incitera les travailleurs actifs à pratiquer une action plus directe, notamment les grèves. Le conflit se déroulera aussi, mais plus discrètement, à l'intérieur des syndicats ; pour le moment, pas de défenseur direct des vieux, ni des jeunes, mais des insurrections.

Celui qui signale cette situation est facilement accusé de vouloir détourner les esprits du problème social et de chercher à diviser les travailleurs, d'où la discrétion sur le sujet.

« Combien il était utile, le maudit patronat » pourra dire le frustré de demain.

En 1962, a été, pour la première fois, réuni en France, un comité chargé d'étudier les problèmes de la vieillesse, présidé par l'éminent P. Laroque. 25 ans plus tard, nous devons, si l'on peut dire, tout remettre « à neuf » et surtout la connaissance des faits.

La question des retraites et du vieillissement a évolué depuis, de telle façon, que la méthode devrait, au-delà des travaux du Plan, être renouvelée. L'objectif dramatiquement en vue, c'est « la vieillesse dans 30 ans ! ».

10. Espagne, Italie, Allemagne, Japon

« Avez-vous vu dans Barcelone... ? »
Alfred de Musset

Voici deux pays méditerranéens, fortement touchés par la baisse de la fécondité et le vieillissement de la population. La comparaison est intéressante avec deux pays importants, tous deux touchés par la chute de la natalité.

Avant d'examiner la situation de chaque pays, rappelons, dès l'abord, les résultats d'un sondage sur l'état d'esprit dans les pays de la communauté européenne¹ :

« D'une façon générale, êtes-vous satisfait de la vie que vous menez ? » :

Voici les proportions des « satisfaits » et « plutôt satisfaits » :

C.E.E. (ensemble) 80 % Espagne 75 %

Danemark 95 % Italie 72 %

R.F.A. 88 % Grèce 69 %

France 76 % Portugal 63 %

Contrairement au dicton, « l'argent ne fait pas le bonheur », le degré de satisfaction va, à peu près avec le niveau de vie ou, plus exactement, avec le PIB par habitant. Aucune relation ne se manifeste,

¹. Eurobaromètre avril 1986.

par contre, entre la satisfaction et le nombre d'enfants par famille. Si la satisfaction baisse, en allant du Nord vers le Sud, c'est que la réussite économique l'emporte sur le climat.

Finie, en somme, la prolifération dans la misère. Conscience est prise, et, les moyens techniques aidant, la paternité devient de plus en plus consciente et volontaire.

1. Espagne

Jadis à la tête de l'Europe occidentale, l'Espagne, aidée par le soleil, qui, d'ailleurs, ne se couchait jamais sur son Empire, a peu à peu quitté cette place dans les temps modernes, tant du fait du déplacement de la civilisation vers le Nord que de luttes politiques intérieures et de la difficulté, bien méditerranéenne, d'adopter un régime démocratique.

Ruy Blas a eu beau appeler Charles Quint à son secours, la décadence s'est poursuivie (en particulier, pendant longtemps, en Catalogne, étouffée par Madrid), retardant les conditions de la démocratie. Mais, à ce moment, la natalité n'était pas en question. Après la dictature de 1923 à 1930, du général Primo de Rivera (1870-1930) (le roi était surnommé par les chansonniers « Secundo de Rivera ») vinrent la guerre civile et l'avènement de Franco, que nous ne jugeons ici que sur son action économique. Son « règne » a permis de combler une partie du retard industriel accumulé, créant paradoxalement, par la dictature, une aptitude inédite à la démocratie.

Longtemps hésitant entre liberté et autorité, longtemps aussi maintenu dans le corset de fer de Franco, le pays a, en quelque sorte, éclaté après la disparition de celui-ci. A l'encontre de tant de hauts personnages dans l'histoire, cet homme a su mourir au bon moment.

Largement favorable, cet éclatement, mais pas sur tous les points, en particulier sur l'emploi et la natalité. Le chômage, test bien éprouvé de candeur, de bon vouloir et d'indulgence sociale, est, peut-être, le plus élevé du monde. La méthode de mesure joue certes un large rôle ; quoi qu'il en soit, en 1986, étaient comptés 2 700 000 travailleurs sans

emploi, plus de 20 % de la population active. Mais, selon la norme, seul est connu le premier mal, c'est-à-dire le moins important. La baisse de la natalité n'inquiète guère, ni le pouvoir, ni l'opinion, et n'intéresse pas davantage les Français. Des deux côtés des Pyrénées, s'entend le contresens « A quoi bon mettre au monde de futurs chômeurs ? » Cette société, armée de télescopes les plus puissants ignore, en somme, la marche de la lune et du soleil. Très loin encore du stade de Kepler, les économistes.

Pas de naissances « noires »

Il a, en somme, du bon, le travail noir : En matière d'activité économique, le comptable de la nation ou même le parlementaire au pouvoir, éprouve toujours une légère satisfaction devant les chiffres officiels, en pensant qu'aux richesses produites selon ces statistiques, disons à ciel ouvert, il convient d'ajouter un petit supplément, dû au travail au noir ; fruit du péché, certes, illégal, mais fruit, tout de même, et plaisir de la découverte, de l'évaluation, de la rêverie.

En Espagne, peut-être, peut-on évaluer à 8 ou 10 % du PIB, le volume de ce travail hors des lois. Mais est-il entièrement hors des comptes ? Dans ce pays comme ailleurs, les comptables de la nation nous livrent un plat cuisiné, bien fumant, sans nous révéler tout ce qu'ils ont pu et dû discrètement mijoter.

Rien de tel, en matière de natalité ; il est difficile, vraiment difficile, de naître clandestinement, dans un pays évolué. Onéreuse serait d'ailleurs, la dissimulation, même chez les Gitans. Si embarrassant que soit un enfant pour la société, elle daigne lui accorder quelques moyens de vivre. De ce fait, l'état civil semble, de l'autre côté des Pyrénées, aussi bien tenu, que chez nous. Est cependant à déplorer le retard des statistiques, alors que l'extrapolation d'un échantillon permettrait de publier rapidement un chiffre provisoire.

Il faut 9 mois pour mettre un enfant au monde, mais 3 ans pour qu'il apparaisse dans les statistiques. Le taux de natalité est passé de 16,1 ‰ en 1979 à 12,5 en 1983 (fig. 5).

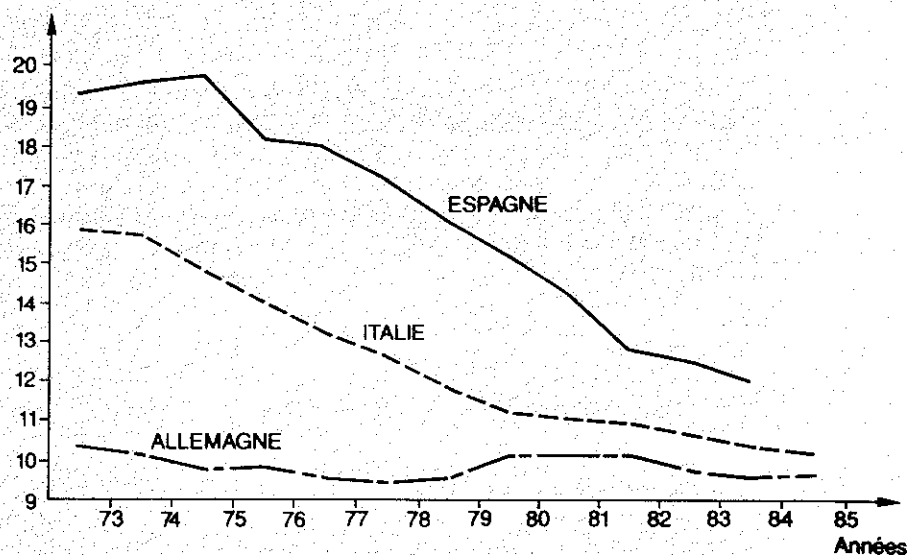


Fig. 5 : Taux de natalité en Espagne, Italie et Allemagne de 1973 à 1985.

Pour 1984, le nombre d'enfants par femme peut être estimé à 1,6.

Le Portugal est engagé dans la même voie, mais avec un retard provisoire.

De tous les pays interrogés par le *Conseil de l'Europe*, l'Espagne est celui où la proportion des réponses positives à la question « Les enfants sont-ils importants pour le mariage ? » est la plus forte (67 %).

Si faible est, cependant, l'intérêt porté à cette question vitale que nous voyons un économiste de grand mérite, le professeur Ramon Tamamès¹, répéter sans inquiétude, pour les années 1982, 1983 et 1984 le taux encore innocent, de 1981 : 15,1 %, ainsi que, d'ailleurs, celui de 7,7 % pour la mortalité : Pour celui-ci, cette confusion est sans importance, mais, pour la natalité, est ainsi sous estimée la baisse profonde en cours. Cette omission montre le peu d'intérêt attaché à la question vitale.

Du reste, aucune mention n'est faite du renouvellement des générations. Nous trouvons, par contre, avec une conscience profonde, la production de charbon, d'électricité et jusqu'en 1992.

Jusqu'en 1984, les générations creuses, nées à partir de 1965 (diffusion, comme en d'autres pays, de la pilule stérilisante) n'étaient

1. Introduction à l'économie espagnole. Sedes 1987.

pas encore, en quelque sorte, en « action ». Une nouvelle baisse de natalité est donc à prévoir.

Curieuse concordance : en entrant dans le marché commun, l'Espagne est entrée dans le club des pays si sérieux qu'ils ne pensent pas à l'avenir.

Revenu, richesse

Voici le revenu national, par habitant, à prix constants (en pesetas de 1970)

	Milliards	Accroissement en 5 ans
1965	53 915	+ 41 %
1970	70 267	+ 30 %
1975	89 304	+ 27 %
1980	91 785	+ 3 %
1985	90 410	-1,5 %

Ainsi, le niveau de vie moyen progresse, assez logiquement (laxisme), moins vite que pendant le règne autoritaire de Franco, mais il faut voir plus loin. La diminution avait déjà commencé dès 1970 et est depuis, largement imputable aux deux chocs pétroliers. Le recul doit beaucoup aussi aux maladroites, bien classiques, du gouvernement socialiste, qui croyait commander aux résultats, alors que tout progrès économique nécessite des sacrifices, en particulier sur l'amour propre.

Vers la périphérie

Plus encore qu'en France la population s'accumule à la périphérie. Sans l'agglomération de Madrid, de vastes régions seraient dépeuplées ou en voie de dépeuplement. L'émigration vers les mers porte d'ailleurs surtout sur les jeunes.

Particulièrement expressive la carte ci-dessous, établie par R. Tamamès. La population quitte les parties centrales vers les zones maritimes ou vers l'étranger, laissant une place possible à de nouveaux immigrants.

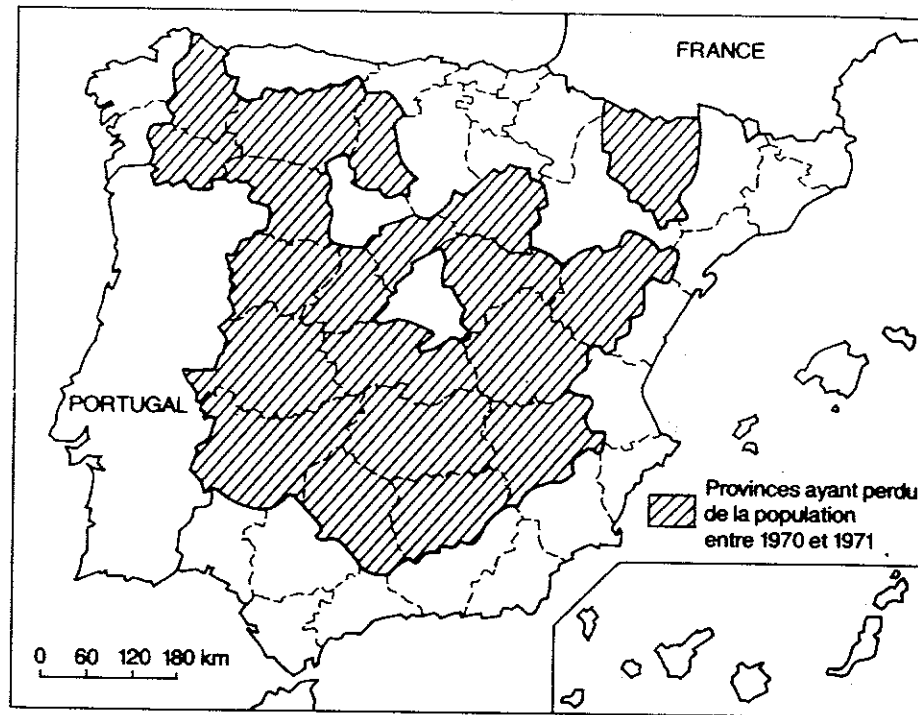


Fig. 6 : La marche de la population espagnole vers la périphérie.

Emigration

Pendant 5 siècles, l'Espagne a fourni à d'autres pays des hommes tout faits, tout élevés.

C'est presque uniquement en Amérique que ces hommes se sont dirigés.

Après cette longue période de départs vers le Nouveau Monde, est apparue à la fin du siècle précédent, la possibilité de trouver un accueil en France. Ce courant a été arrêté, à peu près, en 1974.

Un risque cependant : le centre industriel, autour du Rhin inférieur, pourrait devenir une vaste agglomération européenne semi urbaine, attirant les travailleurs étrangers, notamment ceux qui, comme en Espagne, ont encore un niveau de vie médiocre, ainsi que les techniciens rares, soucieux de trouver un terrain à leur condition. La faiblesse de la natalité en Allemagne va, en outre, se faire sentir peu à peu. Il risque de s'ensuivre un écrémage, une perte de vitalité, plus accentuée encore dans le centre.

Par ailleurs, l'Espagne est le terrain classique de transit pour les Marocains et les Maliens, désireux de pénétrer clandestinement en France. Certains de ces errants peuvent rester et, selon un processus classique, faire appel à des membres de leur famille ou à des amis. Leur nombre est jusqu'ici très faible, il est vrai. Pour peu que les polices des frontières se relâchent, l'Espagne deviendrait un territoire de transit, des pays à forte pression démographique, vers les pays qui ont renoncé à la jeunesse.

Perspectives économiques

L'avantage des erreurs, c'est, répétons-le, qu'on peut les corriger, l'avantage des retards est qu'on peut les combler.

L'erreur fondamentale (est-il besoin de le rappeler ?), porte sur l'emploi. Nous avons déjà abordé le sujet et y revenons dans un moment. Répétons inlassablement que les travailleurs doivent satisfaire les besoins de la nation et non leurs désirs, car les emplois stables, viables, n'existent qu'en fonction des besoins privés et publics. Mais la course aux « bons emplois » n'est pas le monopole des pays africains.

Reste le retard sur les autres pays de la CEE : en dépit des progrès accomplis depuis 30 ans, l'Espagne dispose encore de vastes « réserves de technique ». L'expérience hasardeuse des années post franquistes donne elle-même des espoirs de mieux. Enfin, l'accès au marché commun ouvre des facilités à l'agriculture et permet des exportations industrielles, grâce à la modicité rémanente des salaires. Enfin, le climat est loin d'avoir achevé son rôle : Tourisme, choix d'un

pays de soleil pour ses vieux jours, deux atouts importants, une richesse encore en friche.

L'emploi

Sous la réserve indiquée plus haut, les jeunes ne risquent pas de manquer, pour le moment ; mais, loin d'être un monopole français, le globalisme keynésien et la course vers les meilleurs emplois exercent, ici aussi, leurs méfaits. Pas de progrès de ce côté, tant que les idées seront aussi primitives et le refus de voir aussi accentué.

Les conditions du travail peuvent certes changer et la lumière devenir plus intense sur la question. Les études dans ce domaine sont peu avancées, nous l'avons vu, tant est redoutable le risque de tomber dans un conservatisme rugueux. S'opposer à l'ascension sociale des jeunes, c'est le crime du siècle. Mais qui acceptera de descendre ? Du reste, déjà, certains travaux jugés trop ingrats ont été abandonnés par les nationaux et n'ont pu être assurés que par les Marocains ou Maliens, désireux de se constituer un pécule propre à assurer le passage clandestin en France. Qu'appel soit fait un jour à des Africains, du Nord ou d'ailleurs, pour certaines tâches, abandonnées par les nationaux, est dans le champ.

Le marché commun

Lorsqu'a été créé le marché commun et avant même cette création, des voix autorisées se sont élevées en Suède et en Suisse, pour dénoncer le désavantage profond dont allait souffrir leurs pays, ainsi court-circuités. L'expérience a jusqu'ici montré la vanité de ces craintes. L'Espagne ne semble pas avoir souffert d'avoir attendu une génération, avant d'entrer dans le cercle de famille.

Avantage du pays pauvre (le retard), (les faibles salaires et la stimulation de l'ensemble), désavantage pour le pays excentrique, il est difficile de voir quel facteur va l'emporter. La très faible fécondité de l'Allemagne va jouer dans le sens Sud-Nord.

La population de demain

La féconde, mais non infaillible, division de la population aux Nations Unies à New York a fait, pour l'Espagne, comme pour tous les pays du monde, des calculs prospectifs et les a publiés. Cette publication a maintenant lieu tous les deux ans, mais la population par âge et par pays n'est pas donnée dans chaque volume. Pour l'Espagne, nous devons, de ce fait, nous reporter au calcul fait en 1982¹.

Un incident mal éclairci s'est cependant produit en cette occasion, nous l'avons vu. Pour les pays occidentaux et, en particulier, pour l'Espagne, ont été adoptées des hypothèses vraiment favorables, déjà démenties. Selon l'hypothèse moyenne, le taux brut de reproduction serait de 1980 à 1985, 1,17, le taux net 1,15, chiffres largement supérieurs à toute réalité.

Le taux brut de natalité utilisé serait 17,0 ‰, alors que les taux observés sont, déjà, nous l'avons vu, très inférieurs.

Cette vue normative, pieuse, a-t-elle, du moins, une portée pratique ? Est-il opportun de rassurer les pays, en leur indiquant la voie de salut qu'ils devraient suivre ? Ce serait, cependant, un bien mauvais service à rendre à des conducteurs de véhicule que de dissimuler les obstacles placés sur leur route.

Retour au réel

Toujours est-il que nous avons dû rectifier les chiffres, si officiels qu'ils puissent paraître, en les ramenant sur une trajectoire plus vraisemblable. Du reste, les erreurs commises n'ont pas affecté les générations nées avant 1980.

Voici les résultats, pour les années 2010 et 2020, retenues dans le calcul des Nations Unies (poursuivi jusqu'en 2025) :

1. *Les perspectives d'avenir de la population mondiale. Estimations et projections établies en 1982* (Nations Unies 1986).

	2010		2020	
	Chiffre des N. U.	Chiffre rectifié	Chiffre des N.U.	Chiffre rectifié
	en milliers d'habitants			
0 à 15 ans	9 981	7 894	10 056	7 542
15 à 64 ans	29 910	28 400	31 398	28 205
65 ans et +	6 046	6 046	6 764	6 764
Total	45 937	42 430	48 218	42 511

C'est à la base, bien sûr, que la pyramide est échanquée. Déjà atteint en 2010, le groupe des adultes sera largement touché à son tour, en l'an 2020. En interpolant nos résultats ci-dessus, pour obtenir ceux de l'année 2015, nous nous trouvons devant l'évolution suivante pour 100 habitants :

	1985	2015
Jeunes (0 à 14 ans)	24,6	18,3
Adultes (15 à 64 ans)	64,3	66,7
Vieux (65 ans et +)	11,1	15,0
Ensemble	100,0	100,0

Ainsi, la proportion des plus de 65 ans va augmenter de 40 % en une génération. Du fait que la population d'âge actif n'augmentera que dans de bien plus faibles proportions (16 %), la charge par personne d'âge actif va augmenter de plus de 20 %, surcharge qui risque de se répercuter innocemment, malencontreusement, pour des raisons budgétaires, sur l'aide accordée aux familles, aux enfants ; ainsi risque de s'accroître encore le redoutable mouvement de bascule vers la vieillesse.

Fait certain : la population de l'Espagne va, sans bruit, vieillir bien plus rapidement que ne l'a fait celle de la France, et, par suite, d'une façon plus lourde. Les conséquences matérielles et morales de cette évolution échappent à tous, même à la plupart des Espagnols, figés que nous sommes et qu'ils sont, devant tant de minuscules épisodes, jugés importants, tel un changement de ministre.

L'Espagne va-t-elle manquer de jeunes travailleurs ? Pas dans l'immédiat, répétons-le. Sur le plan économique tout, dans la diminution des jeunes est d'abord allègement : plus de place dans les classes ou dans les logements, réduction relative des dépenses de santé, diminution des charges familiales et scolaires. Allègement partout, même sur la tendresse.

Les ressources matérielles ainsi dégagées vont aider à supporter la charge des vieux, qui, elle, va s'accroître. Seulement, à l'euphorie initiale, succèdera le drame, dont nul ne saura bien d'où il vient. Cercle, combien vicieux, du vieillissement, qui se renforce, discrètement, lui-même.

Quoi qu'il en soit, symbolique est le rattachement au marché commun ; moins visible que les droits d'entrée sur le blé ou l'acier, il s'apparente ici au mouvement de base qui ébranle toute la société, sans émouvoir personne.

Nous voilà loin, en tout cas, de cette guerre civile impitoyable de 1936 à 1939, pendant laquelle jeunes et vieux exterminaient, sans raison, vieux et jeunes de l'autre bord. C'est une lutte bien différente qui s'engage, entre jeunes et vieux cette fois, mal définie encore, refoulée, hors de la conscience nationale, mais qui entraînera du fait de la plus grande rapidité des événements, des lendemains sévères, surtout si l'Espagne entend, comme bien des personnes en France, chasser les vieux de la vie active, sous des apparences humanitaires et sociales.

Tous comptes faits, l'Espagne est encore loin de se prêter à ce qu'il faudrait être bien imaginatif pour appeler une nouvelle invasion des Maures. N'ayant pour le moment, pas besoin d'hommes, elle dispose aussi de moyens propres à éviter une infiltration, du reste peu pressante pour le moment. Seulement, en matière de population, l'unité de temps n'est ni la seconde, ni l'heure, ni l'année, c'est la durée d'une génération, c'est-à-dire un bon quart de siècle et déjà se profile le problème des vieux et des retraites.

Pour le moment, c'est l'euphorie : allègement des charges d'une jeunesse, jugée importune, exigences des vieux d'autant plus modestes que leur conscience est, plus encore qu'en France, mal éveillée. Leur cause est, encore aujourd'hui, facilement identifiée avec celle du prolétariat, disons du salariat. Les dirigeants s'intéressent fatalement aux querelles du moment et elles ne manquent pas.

Ainsi, mis à part le chômage, à la fois test et sanction, l'Espagne économique a encore de belles années devant elle : réserves de gains techniques, possibilités ouvertes par le marché commun. Toutes les

chances, si l'on ose dire, de commettre une immense erreur : l'oubli de la vie.

2. L'Italie

Sans avoir, comme l'Espagne, ni gagné, ni souffert de la grande migration vers l'or, l'Italie a été, comme elle, victime du déplacement vers le nord de l'Europe, de ce que l'on n'appelait pas encore le développement. Le manque de charbon, classiquement invoqué, comme excuse ou comme explication, n'a empêché ni le Danemark, ni les Pays-Bas, de suivre au XIX^e siècle, la grand route. Et, comme pour l'Espagne, c'est le nord du pays qui est devenu industriel, soit par proximité des régions évoluées, soit pour une raison de climat.

Pour des raisons semblables, l'évolution démographique a été à peu près intermédiaire entre celle de l'Espagne et celle des pays placés plus au nord.

En 1914, malgré les nombreuses naturalisations, de droit ou de fait, on recensait encore de nombreux Italiens à l'étranger :

1 500 000 aux Etats-Unis

1 000 000 en Argentine

500 000 en France.

Entre les deux guerres

Privé de charbon et de fer, le pays ne pouvait pas, en dépit des progrès de l'industrie, faire vivre toute sa population, qui, avec 41 millions (140 au km²) dépassait déjà celle de la France. La dictature de Mussolini s'est efforcée de ralentir les deux mouvements : baisse de natalité et émigration.

Echec sur les deux points : en 1938, la natalité ne s'élevait plus qu'à 23 ‰. Les Italiens avaient, d'autre part, repeuplé une grande partie de la Gascogne, en particulier le département du Gers, en voie de désertification. Les paysans se sont fixés sur le sol ou ont gagné les grandes villes.

Et cependant, il faisait l'impossible, le gouvernement fasciste, en payant notamment, aux femmes enceintes en France, le voyage de San Remo, pour que l'enfant soit « né en Italie ». Comme nous l'observons par ailleurs, ces émigrés n'ont pas bougé, en juin 1940, se trouvant, en fait, dans le camp des vaincus.

Après la seconde guerre

Non seulement l'immigration vers la France s'est poursuivie, mais elle s'est, après la guerre, étrangement étendue à d'autres pays :

– l'Allemagne, au moment du « miracle allemand » ;

– la Belgique, en particulier la Wallonie charbonnière, à court de jeunes à son tour ;

– la Suisse, dont l'hôtellerie manquait, pour la première fois, de personnel national.

Ces mouvements sont maintenant arrêtés ou ralentis.

Primauté du Nord

L'industrie a fait de nouveaux progrès, surtout dans le Nord. Le Mezzogiorno est resté longtemps agricole.

Avec son Nord industriel et son Sud agricole, l'Italie a été quelque temps, un véritable laboratoire de développement.

Ce fut un beau spectacle, pendant les années 50 et 60, que l'arrivée, dans les gares de Turin et de Milan, du train quotidien de migrants venus du Sud, partis bien souvent au hasard, sans contrat préalable, à l'appel de quelque parent ou ami. Sur le quai, les chefs du personnel des grandes industriels (Fiat etc.) s'efforçaient de recruter, sur place, les meilleurs ou, du moins, ceux qui pouvaient passer pour tels. Les

grandes entreprises du Nord ont parfois été comparées à de gigantesques cathédrales dans le désert.

En 1960, le taux de natalité de l'ensemble du territoire s'élevait encore à 18,5 ‰, pour une mortalité deux fois plus faible ; 30 % de la population active était encore agricole. Dans le Sud, les 50 % étaient dépassés.

Refus de l'enfant

Pratiquée depuis longtemps dans le Nord et jusqu'à Florence, la limitation de la famille s'est peu à peu étendue au Sud. Comme dans les autres pays occidentaux, l'arrivée de la pilule stérilisante a « donné des idées ». Comme en France, les échecs n'étaient pas rares, de sorte que l'avortement s'est, lui aussi, largement répandu, vainement combattu par la démocratie chrétienne. La loi tolérante, du 19 mai 1978, n'a pas été abrogée, comme il était espéré, par le référendum de 1980, de force symbolique. Estimé à 220 000 en 1980, le nombre des avortements doit aujourd'hui approcher 300 000 par an.

La différence reste appréciable entre le Nord (excédent de naissances 1,1 ‰ en 1980) et le Sud (+6,5 ‰). Mais, comme le Nord précède toujours le Sud, une nouvelle baisse était, en 1980, à prévoir dans le Sud.

A la faveur, si l'on peut dire, de l'atmosphère de crise, mais pour d'autres raisons aussi, les années 80 ont vu une nouvelle chute de la fécondité, étendue à tout le territoire. Voici les taux de natalité ‰ :

1970	16,8	1982	10,9
1979	11,8	1983	10,6
1980	11,2	1984	10,3
1981	11,0	1985	10,1

Non seulement les générations sont loin d'assurer leur renouvellement (à 66 % environ, 130 enfants pour 100 femmes), mais l'arrivée prochaine de générations creuses, à l'âge de procréation, risque de réduire encore le taux de natalité, déjà l'un des plus bas du monde. Dans la riche Ligurie, moins d'un enfant par famille (0,95) !

Dictatures et natalité

De façon générale, le dictateur, le souverain, souhaite voir accroître le nombre des citoyens, disons de ses sujets. Des mesures natalistes ont été prises, en particulier, par Hitler et par Mussolini. Ces dernières années ont donné, dans ces pays, des résultats curieux :

C'est dans les pays d'Europe où la dictature a sévi et a été renversée que la chute de la natalité a été la plus importante, alors que, dans les démocraties, elle résiste relativement, compte tenu de l'atmosphère de crise. En dépit des efforts de M. Brass, en vue de montrer que les générations britanniques assurent intégralement leur remplacement, celui-ci ne l'est pas tout à fait, mais la perte est faible, comparée notamment à celle de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne. Quant au Portugal, il est attardé, mais le mouvement est, nous l'avons vu, commencé.

Coïncidence ? Nous laissons, à chaque lecteur, le soin de juger.

Travail noir

Bien que l'Italie soit réputée être le pays du travail noir, le pourcentage des travaux hors contrôle et hors comptabilité (« économie immergée ») n'est cependant pas très supérieur à celui de l'Angleterre (moonlight) et à celui des Etats-Unis¹. Peut-être d'ailleurs, ce travail est-il moins « noir » qu'ailleurs. Ces activités supplémentaires viennent tantôt d'un travail secondaire, en dehors des heures légales, tantôt d'enfants et plus souvent encore de la femme, déjà protégée, pour la Sécurité sociale, par le travail légal de son mari. Ce travail de la femme contribue à la baisse de la natalité. Le travail noir ne bénéficie, en outre, d'aucun des avantages sociaux accordés aux familles. C'est, en somme, un retour au libéralisme du XIX^e siècle, mais l'instruction, les idées et les techniques antinatales ont, entre temps, fait leur chemin. Et c'est ainsi que se creuse lentement, discrètement, un éloignement de la vie plus sensible encore qu'en France et en Espagne.

1. Voir notre « *Le travail noir et l'économie de demain* ». Calmann Lévy 1983.

Chômage

Les ordinateurs les plus évolués peuvent, en se jouant, calculer la trajectoire d'un satellite ou d'un corps envoyé vers Vénus, mais il ne faut pas compter sur eux, pour percer les mystères des comptes du chômage en Italie. La partie n'est facile que pour celui qui cherche à confirmer une thèse préconçue. Il y parvient sans peine.

Selon l'OCDE¹, le chômage des hommes ne s'élevait en 1986, qu'à 6,8 % des personnes actives, inférieur à celui de l'Allemagne et de la France et plus encore aux 13,5 % enregistrés en Angleterre. Question de Sécurité sociale, sans doute. Par contre, on comptait, en 1985, 17 % de femmes actives en chômage, donc sans ressources propres. Peut-on hasarder que cette montée n'est pas étrangère à la chute de la natalité ?

	0 à 14 ans	15 à 64 ans	65 ans et +	Total
1980	22,0	64,5	13,5	100,0
1985	19,4	67,6	13,0	100,0
1990	17,4	68,4	14,2	100,0
2000	16,7	67,0	16,3	100,0
2010	15,7	66,6	17,7	100,0
2025	14,5	64,5	21,0	100,0

Tableau édifiant : tout ce qui est perdu par les jeunes (baisse d'un tiers) se retrouve sur les vieux, les chiffres sont même curieusement inversés : 3 jeunes pour 2 vieux en 1980 et 3 vieux pour 2 jeunes, en 2025. La population active reste à peu près la même, jouant le rôle de pivot.

La tendance peut-elle se retourner de façon naturelle, spontanée ? Bien que les surprises et renversements peu explicables ne manquent pas dans ce domaine, le fait paraît très improbable. Seules des dispositions légales très vigoureuses pourraient provoquer un retour à la jeunesse. Si élevé serait leur coût qu'il faudrait le financer par un prélèvement sur les retraites, éventualité bien improbable, du fait que les enfants ne sont pas représentés dans le corps électoral. La bascule semble donc, sinon décisive, du moins bien engagée.

1. Etude spéciale sur l'Italie. Juillet 1986.

L'Italie manquera-t-elle de jeunes ? Comme pour la France, on observera simultanément un manque effectif, visible, dans les statistiques et un chômage assez étendu.

Un fait nouveau : l'immigration

Ce pays traditionnel d'émigration, qui a des enfants en Argentine, aux Etats-Unis, en France, en Suisse, en Belgique, en Allemagne, est devenu un pays d'immigration. La rentrée au pays des Italiens d'Algérie et de Tunisie, lors de l'indépendance de ces pays, a été suivie de l'entrée d'étrangers en nombre supérieur aux départs. Voici comment s'expriment les auteurs du rapport à la *Commission démographique européenne du Conseil de l'Europe* (1982) :

« Depuis quelques années, graduellement, s'est vérifié un afflux inattendu d'étrangers. Ce flot... est composé d'étudiants, d'employés de maison, de main-d'œuvre non spécialisée, de marchands ambulants, de saisonniers etc. Ils viennent d'autres pays méditerranéens (Tunisie, Pays du Maghreb, mais aussi Grèce, Yougoslavie) d'Afrique centrale, d'Asie (Philippines), d'Amérique latine. Leur statut est incertain et marginal, parfois illégal. Leur nombre est toujours croissant... on avance, généralement, un minimum de 300 000 unités et un maximum de 700 000. Une telle présence, concentrée dans les grandes villes, ne peut que provoquer toute une série de problèmes douloureux, qui vont, de la misère et de l'exploitation, à la criminalité et au racisme ».

L'opinion et les courants

A la question posée (mal posée), lors de l'enquête du *Conseil de l'Europe*¹ « Les enfants sont-ils importants pour le mariage ? » 54 Italiens seulement sur 100 ont répondu affirmativement, pourcentage inférieur à celui de l'Espagne (67), de la France (65) de l'Irlande du Nord (63) et de l'Angleterre (58), mais supérieur à celui des six autres pays.

1. Echange de vues sur les opinions et les attitudes à l'égard des problèmes démographiques dans les états membres du Conseil de l'Europe. Strasbourg 1986.

A la question, également mal posée, « *Une femme doit-elle avoir des enfants pour se réaliser pleinement ?* » 50 Italiens sur 100 ont répondu affirmativement, chiffre inférieur à celui de la France (67) et du Danemark (61), mais supérieur à celui des 7 autres pays.

La baisse de la fécondité s'explique, surtout pour ceux qui la connaissent, par le « mauvais climat économique » (sans doute, le chômage est-il visé) et « l'inquiétude de l'avenir ». Quant au nombre d'enfants idéal dans une famille, l'Italie était le pays donnant la moyenne la plus basse.

France	2,48	R.F.A.	2,29
Angleterre	2,40	Italie	2,11

Les prestations familiales n'ont été jugées « très utiles » ou « indispensables » que par 18 % seulement des Italiens.

Seulement, cette enquête date de 1981 ; le *Conseil de l'Europe* a mis 5 ans à en publier les résultats. Si nous nous en rapportons à la baisse de natalité survenue depuis cette date, les réponses affirmatives seraient moins nombreuses encore aujourd'hui.

L'opinion publique reste peu informée et assez indifférente à la question démographique. Plus encore, peut-être, qu'en d'autres pays, l'existence du chômage et du travail noir suggère-t-elle une impression d'excédents humains. L'Italie n'a pas, derrière elle, comme la France, une longue période d'anxiété, devant la menace de l'Allemagne et n'a connu, depuis la chute de l'Autriche, aucune tension durable. D'autre part, la densité est assez élevée et l'abandon des régions de montagne loin d'être achevé.

Les perspectives économiques sont à peu près celles du marché commun : aucun espoir de vingt ou trente années « glorieuses ». Le progrès technique stimule l'ensemble, mais les freins sont comparables à ceux dont souffre la France.

Position des pouvoirs publics

L'Italie a, depuis longtemps, d'excellents démographes : Corrado Gini a été pendant 20 ans, le conseiller de Mussolini. Très en vue également L. Tagliacarne et Livio Livi, professeur à l'Université de Florence. Ont suivi Massimo Livi, fils du précédent, S. Somogyi,

Nora Federici et des jeunes de mérite. Mais le gouvernement n'attache encore qu'un faible intérêt à leurs travaux.

Comme l'opinion, le gouvernement et le Parlement n'ont pas derrière eux une longue période de dépressions et de menaces extérieures. Pour étudier ces problèmes nouveaux, il a créé, en 1976, un *Comité national pour les problèmes de la population*. En outre, auprès du *Conseil National de la recherche* a été créé, le 20 octobre 1980, l'*Institut de recherche sur la population*. Dans le rapport, cité plus haut, au *Conseil de l'Europe*, nous relevons le passage suivant :

« La fonction de l'*Institut de recherche sur la population* est d'étudier : la conjoncture démographique italienne, dans le contexte international et les effets que provoque, sur cette conjoncture, la législation en matière d'urbanisme, de dépeuplement, de migration interne ; l'évolution, à long ou à court terme, de la population en Italie et dans les régions ; les conséquences démographiques, économiques et sociales, d'éventuelles croissances de population ; les tendances historiques, la structure et l'évolution de la mortalité et des maladies ; la structure et l'évolution des forces de travail et de la population scolaire ».

La démographie est, on le voit, entendue ici au sens large.

Quant au *Comité National pour les problèmes de la population*, il a un caractère plus politique et doit agir sur l'opinion, mais il n'y a pas, au gouvernement, de ministre n'ayant que la population dans ses attributions.

La population dans 30 ans

Reprenant les publications des Nations Unies, nous avons été tenté, comme pour l'Espagne, de réduire, pour les années à venir, les chiffres aux jeunes âges, les taux de natalité adoptés étant supérieurs aux taux déjà constatés. Nous avons, cette fois, préféré utiliser les résultats de la variante faible.

Et cependant, pour la natalité, cette hypothèse adopte pour la période 1980-1984 le chiffre 11,8 ‰, encore supérieur à la réalité, 10,8. Nous pouvons donc penser que, même dans cette hypothèse, la perte de jeunesse reste sous-estimée. Sous cette réserve, voici les résultats, en milliers :

	0-14 ans	15-64 ans	65 ans et plus	Total
1980	12 550	34 843	7 474	57 070
1985	11 119	36 740	7 442	57 301
1990	10 007	39 342	8 142	57 491
2000	9 478	38 704	9 412	57 794
2010	8 924	37 700	10 039	56 703
2025	7 786	34 650	11 722	53 558

Peut-être les profanes s'inquiéteront-ils de la diminution du nombre d'habitants, sur cette trajectoire. Combien plus préoccupant, une fois de plus, le vieillissement de la population. Voici les proportions :

	0-14 ans	15-64 ans	65 ans et plus	Total
1980	22,0	64,5	13,5	100,0
1985	19,4	67,6	13,0	100,0
1990	17,4	18,4	14,2	100,0
2000	16,7	67,0	16,3	100,0
2010	15,7	66,6	17,7	100,0
2025	14,5	64,5	21,0	100,0

Sans nourrir aucun préjugé contre les vieux, on ne peut qu'être impressionné par cette marche lente et sûre à la vieillesse. Ici aussi, nous trouvons, en fin de parcours, un renversement des proportions initiales. Il faudra fermer des écoles et ouvrir, dans la mesure où ce sera possible, des hospices, appelés de préférence, maisons de retraite. Aux élections, les hommes de plus de 45 ans dépasseront en nombre ceux qui en auront moins.

Quant à l'évolution du nombre (diminution à partir de l'an 2000), ce sera l'appel à l'immigration officielle ou clandestine ; si étendues sont les côtes, si imparfait le contrôle des ports, que l'afflux de Méditerranéens du Sud semble un pronostic peu hasardeux.

3. L'Allemagne (RFA)

Bien qu'elle ne touche pas la Méditerranée, l'Allemagne joue, indirectement et sans intention, un rôle dans le déséquilibre qui s'accroît d'année en année, ne serait-ce que par l'exemple donné : la prospérité, semble-t-elle dire, n'a pas besoin d'enfants.

Rappelons quelques étapes de ce parcours agité.

Industrie et jeunesse

Au XIX^e siècle, l'Allemagne est comme portée par la croissance de sa population. Pour maintenir son niveau de vie, le père de 4 enfants doit, dans ce milieu industriel, donc en mouvement, fournir un effort supplémentaire. Industrie et population vont de pair, en déséquilibre perpétuel, vers le mieux. Nous avons, page 130, fait allusion au rôle joué par ce moteur, toujours oublié, dans la guerre 1870-1871 : Alliance de la force et de la jeunesse.

Au début du XX^e siècle, frappant était encore le contraste entre la nouveauté des usines et l'archaïsme de la famille de 4 enfants. Contraste qui devient concordance, si, au lieu de nombre, nous parlons de jeunesse : 2 millions de jeunes nouveaux Allemands, tous les ans, contre 750 000 Français, alors qu'il est encore question, dans la littérature, du « couple France-Allemagne »¹. Le temps joue alors en faveur du Reich, au point que les responsabilités de la guerre de 1914 sont bien moins nettes qu'il a été dit².

1. Selon la définition mécanique du couple : deux forces égales et de sens opposés.

2. Voir notre « *De la rumeur à l'Histoire* ». C'est une succession de peurs, par la rupture, de proche en proche, de l'équilibre des forces, qui a entraîné, de façon quasi automatique, cette « grande guerre », qu'aucun des partenaires n'a voulue, ni décidée.

Entre les deux guerres

Les désordres et aventures politiques et monétaires (réparations, effondrement du mark, troubles sociaux) masquent, un fois de plus, le phénomène profond : « le mal français » de l'époque se répand : refus d'enfants.

L'ouvrage de Burgdorfer, « Volk ohne Jugend » (peuple sans jeunesse) fait sensation, sans susciter, toutefois, aucun renversement. Bien au contraire, la crise économique accentue la baisse, au point que le taux de renouvellement des générations tombe à 0,7 (on dirait, aujourd'hui 1,5 enfants en moyenne par femme).

Cette évolution n'est étrangère, ni à la montée de Hitler, ni à son accession au pouvoir. Pour de nombreux Allemands modérés, il est l'homme qui combat la décadence du Reich, sous toutes ses formes. Une fois de plus, ces faits profonds sont aujourd'hui oubliés, bien qu'ils soient, nous allons le voir, à l'origine, non seulement de la seconde guerre mondiale, mais du drame qui se prépare aujourd'hui.

De quel côté, le diable ?

Parvenu au pouvoir en 1933, en dénonçant la décadence, donc en donnant l'espoir, Hitler réussit dès l'abord, deux performances exceptionnelles :

– *résorption totale du chômage*, ce mal, contre lequel Roosevelt et les chefs d'Etat européens, se sont brisé les dents.

– *la reprise de la natalité*, jugée illusoire et contestée par les autorités scientifiques les plus confirmées (notamment le regretté Maurice Halbwachs, qui finira à Dachau). Parti de 0,7 en 1933, le taux de renouvellement des générations remonte d'année en année et retrouve l'unité en 1939. Une telle progression de 40 %, inédite à l'époque, ne se retrouvera que 40 ans plus tard : en Allemagne de l'Est cette fois (voir page 178) et par l'emploi de moyens bien différents.

C'est avant tout par la répression de l'avortement que ce résultat est obtenu, on le verra bien, quand les naissances augmenteront en Autriche sept mois après l'Anschluss. Dès que celui-ci a été décidé, des équipes de nazis ont fermé les officines, non sans molester les femmes ou les médecins qui procédaient à cette opération.

L'inquiétude que provoque, en Angleterre et en France, cette double réussite est dissipée, répétons le, par un argument de facilité : « Les statistiques du gouvernement nazi sont aussi fausses, pour les enfants, que pour l'acier ». Il faudra Munich (1938) pour que les Occidentaux comprennent... à moitié et Sedan (1940), pour qu'ils saisissent enfin la réalité.

Rechute sérieuse

Si nous tirons du brouillard du passé, ces événements, mal connus, même d'historiens confirmés, c'est qu'ils risquent d'avoir, sur les événements à venir, des répercussions importantes et peu désirables. La RFA, en pleine prospérité économique, refuse à nouveau les enfants, dans une atmosphère d'indifférence. Depuis 1980, le taux de natalité est de l'ordre de 10 ‰, taux jamais observé auparavant, en aucun pays, en période de paix. Le nombre moyen d'enfants par femme ne s'élève plus qu'à 1,3 chiffre inférieur même à celui avant l'arrivée de Hitler. Encore ce résultat n'est-il assuré que par la forte fécondité des Turques : les familles allemandes n'ont guère plus d'un enfant, en moyenne.

Voici l'évolution depuis 1980 :

	Milliers de naissances	Nombre d'enfants par femme
1980	621	1,45
1981	625	1,44
1982	621	1,40
1983	594	1,32
1984	560	1,27
1985	596	1,30
1986	619	1,33

Cette chute s'oppose à la forte reprise (près de 40 %) survenue en Allemagne de l'Est à la suite de mesures natalistes. Le renouvellement des générations n'est pas loin d'être assuré. La figure 7 montre l'évolution du « nombre d'enfants par femme » dans les deux pays.

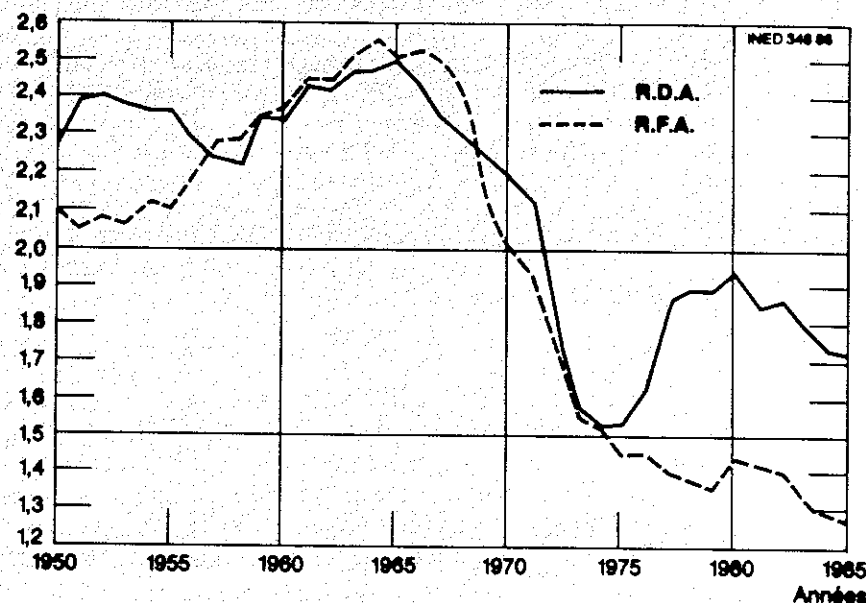


Fig. 7 : Nombre d'enfants par femme en RFA et en RDA, de 1950 à 1985

Nous avons déjà souligné les perspectives bien différentes qui s'ouvrent aux deux Allemagnes : le vieillissement va être beaucoup plus accentué en Allemagne fédérale :

	R.F.A.		R.D.A.	
	moins de 15 ans	65 ans et plus	moins de 15 ans	65 ans et plus
1985	15,8	14,5	19,4	13,3
2000	15,9	16,7	19,3	13,7
2010	14,5	20,0	18,7	16,3
2020	15,0	21,2	19,2	16,8

En dépit de légères contestations possibles sur les chiffres, la différence est frappante : Le vieillissement touche bien plus l'Allemagne

fédérale. Les deux populations vont vers des difficultés sociales, plus accablantes encore pour l'amour propre que pour les finances publiques. Quel laboratoire !

Perturbations dans l'enseignement

Du fait de l'effondrement du nombre de naissances en Allemagne fédérale, le nombre des enseignants va excéder les besoins et des ajustements délicats seront nécessaires. La figure ci-dessous¹ montre les étranges décalages sur le nombre d'élèves :

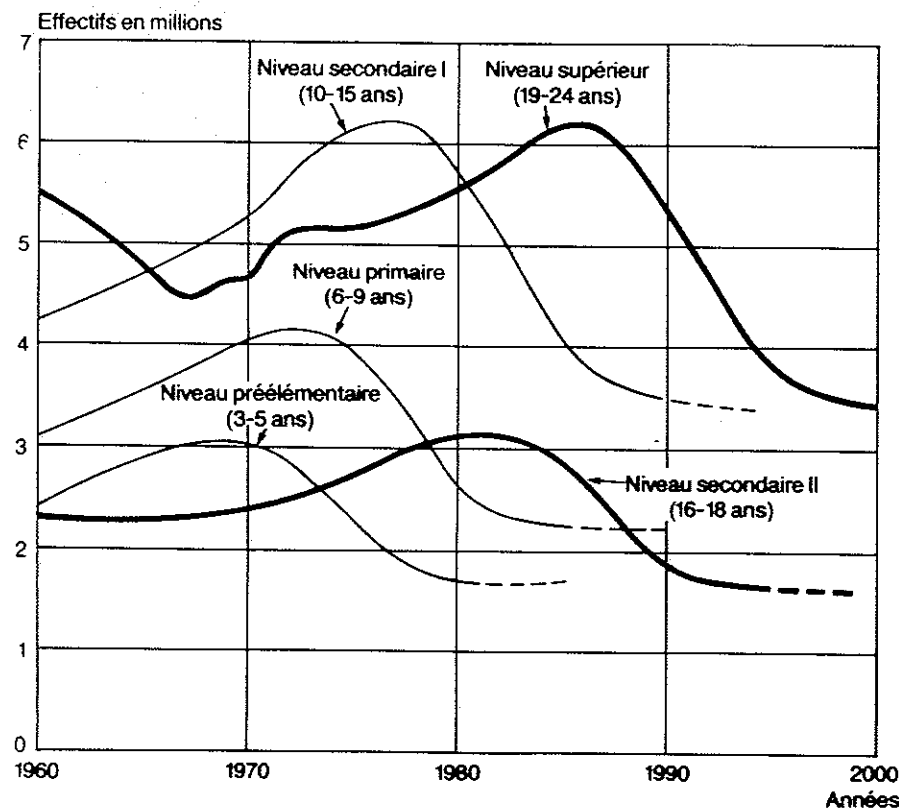


Fig. 8 : Evolution des effectifs d'âge scolaire en RFA, jusqu'en 2000

1. M. J.C. Chesnais, dans *Chute de natalité : Une menace pour la prospérité* Alliance nationale contre la dépopulation. Population et avenir page 14.

Le nombre des enfants de 19 à 24 ans va baisser de plus de moitié de 1960 à 2000 et baissera encore. Il faudra une souplesse exceptionnelle pour s'adapter aux différences entre les générations¹ :

Pour les retraites, problème plus grave encore qu'en France : augmentation supérieure à 50 %, sur le prélèvement par personne active.

Encore ces données sont-elles optimistes, les calculs ayant précédé la chute de natalité des années 80.

Démographie = Hitler

L'indifférence des Allemands à la grave perte de la principale richesse, la jeunesse a de quoi surprendre. Pendant les années 80, des réductions ont même été faites sur l'aide familiale. C'est que le mot « démographie » est étroitement associé au nom même de Hitler. Il n'y a plus de raisonnement plus de prévoyance, mais un réflexe. Près d'un demi siècle après sa mort, cet homme poursuit ses ravages.

Il est vrai que, dans l'esprit ou dans les ténèbres de l'inconscient, subsiste une possibilité : faire venir du dehors des hommes que cette riche Allemagne, si convoitée, ne veut plus enfanter.

L'immigration

L'étude de l'Allemagne de l'Ouest, par tant d'autres côtés, en avance sur la France, nous procure un précieux enseignement : avant nous, elle se trouvera devant les rigueurs de la perte de jeunesse ; avant nous, elle recourra au remède spécifique, les jeunes, venant d'autres pays, où la prévoyance individuelle ne crée pas tant de ravages.

Ils ne manquent pas dans le monde, ces postulants, ne seraient-ce que les Turcs et les Yougoslaves déjà largement représentés, les Allemands de l'Est aussi. Aucun mur n'est vraiment infranchissable.

1. Voir Jean-Claude Chesnais. *Chute de la natalité : une menace pour la prospérité. Le cas de la République fédérale d'Allemagne. Alliance Nationale contre la dépopulation.*

Cette ressource serait-elle le monopole de l'Ouest ? La RDA, qui vieillit elle-même, n'a-t-elle pas à sa portée un nombre important de Polonais, ne disons pas privés de tout emploi, mais placés dans des conditions de travail bien plus difficiles qu'à Leipzig ou... Munich ? La réponse réconfortante serait facile, si un obstacle ne se dressait : le dogme marxiste, opposé aux migrations internationales.

Est et Ouest

Quelle est la réaction des dirigeants devant, ne disons pas, ces fatalités, mais devant ces perspectives ?

Réponse facile, rapide : ils éprouvent d'autres soucis : « Père garde-toi à droite ! Père garde-toi à gauche ! » Pour peu que l'esprit de l'homme de science ou de politique s'aventure un moment vers ces lendemains sombres, une sonnerie de téléphone réduit aussitôt son horizon. Victime expiatoire : les enfants, venus et à venir.

A l'Est, bien que le régime se prête mieux à la prévision à long terme, la partie est cependant loin d'être gagnée (notamment en Hongrie). Les retraités sont là qui attendent leur fin de mois. Plus discrets, moins exigeants, sont les enfants à venir. Conscience semble cependant avoir été prise du problème. En outre, dans ce régime, il est plus facile de prolonger l'activité des vieux. Prenons cette province, disait, rappelons-le, Frédéric II, je trouverai bien un juriste pour justifier cette conquête. Et de même, il sera toujours possible de trouver quelque sociologue « orthodoxe », prouvant que cette pratique n'est pas contraire aux « écritures ».

A l'Ouest, sévit, au contraire, la résistance, naïvement malthusienne, des syndicats et de l'opinion. Dans cette optique ingénue et caressante, moins il y a de travailleurs, plus les salaires (salaires réels, c'est-à-dire niveau de vie) peuvent être élevés. Réflexe naïf et suicidaire.

4. Japon

Depuis 40 ans, des centaines de chercheurs de tous pays s'attachent à décourir les « secrets » du développement, la recette du système qui transforme un pays pauvre et serein, en un pays riche et inquiet. Une vaste bibliothèque sur le sujet, contenant toutes les sagesses et toutes les folies, s'enrichit chaque année, chaque mois, tout au moins en termes quantitatifs.

De l'arrière-garde à la pointe

Bien avant ces recherches, ces prodiges d'imagination et de réflexion, le Japon avait, lui, prouvé le mouvement en marchant. C'est le seul exemple d'un pays très attardé techniquement, qui ait, résolument, sans aide, ni matières premières, ainsi décidé et réussi son entrée dans le « club » des développés.

De ce fait, c'est avec un sentiment d'admiration et d'inquiétude, que nous apprenons, par quelque feuille suisse ou américaine, une prouesse inédite et nous voilà tout heureux de pouvoir bénéficier, autour de nous, de la primeur de cette information. Parfois même, pour lancer, avec plus de sûreté, quelque idée personnelle, nous l'attribuons à une pratique « déjà en cours là-bas »

Bien moins connus, selon l'usage, le sujet le plus important, la population. Le spectacle ne manque cependant pas : le taux de mortalité a baissé en 100 ans de 80 % (de 30 à 6 ‰), l'espérance de vie a plus que doublé passant de 35 à 77 ans, avec un record du monde pour les femmes (80 ans)

De Mac Arthur à l'EPI

Nous sommes en 1945 : dès son entrée à Tokio, Mac Arthur manifeste son souci de voir diminuer la natalité de ces Jaunes, dont il redoute la prolifération. C'est que les progrès proprement techniques

n'ont pas été suivis des réformes sociales qu'ils doivent entraîner ou, du moins, ne l'ont été qu'avec un retard préoccupant.

Les démographes américains, appelés alors sur place, ont le mérite d'opérer avec une extrême discrétion et de convaincre les autorités nationales, sans le moindre geste qui aurait été funeste. C'est ainsi que la loi de 1953 pourra paraître purement nationale et non comme une malveillance de l'occupant.

Avortement plutôt que pilule

La loi de 1953 est la première loi qui ait été adoptée dans le monde, dans le but de réduire la population ou, tout au moins, d'en combattre l'augmentation. La pilule stérilisante n'était pas encore « sortie », mais de vieilles traditions facilitaient la tâche : l'avortement avait certes toujours été interdit, mais, pendant les périodes de famine, le pouvoir fermait les yeux.

Désormais, cette pratique a été non seulement autorisée, mais facilitée et organisée ; audace rare, indépendamment de toute considération religieuse ou morale, car les techniques abortives de ce temps étaient encore dangereuses pour la mère.

Résultat rapide : la natalité a baissé, en très peu de temps, au niveau de 17,0 ‰ assurant, encore, le renouvellement des générations, grâce aux progrès de la médecine et notamment à la baisse de la mortalité infantile. Après 1975 et les mésaventures économiques, est survenue une nouvelle baisse de la fécondité, favorisée par l'accroissement de l'activité féminine et l'élévation de l'âge au mariage. Voici l'évolution de taux de natalité p. 1 000 :

1975	17,0	1983	12,7
1980	13,7	1984	12,4
1981	13,1	1985	11,9
1982	12,9	1986	11,6

Le nombre moyen d'enfants par femme doit être aujourd'hui inférieur à 1,6. Bien que l'innocuité de la pilule stérilisante soit reconnue, dans tous les pays, ce procédé reste interdit. Le Japon manifeste une

aversion particulière pour les interventions en général, mais recourt largement aux préservatifs masculins (plus de 500 millions par an).

Le vieillissement de la population

Cette chute rapide de la natalité a entraîné, et entraînera plus encore, un vieillissement notable de la population ; la proportion des plus de 65 ans atteint déjà 10 %. Voici l'évolution attendue jusqu'en 2015 :

	1985	2000	2015
0 - 20 ans	28,9	23,2	23,9
20 - 65 ans	61,9	61,9	54,3
65 ans et plus	9,2	14,9	21,8
	100,0	100,0	100,0

Ainsi le pourcentage des vieux va, en 30 ans, plus que doubler, posant un problème sérieux.

Comment vivront-ils ?

Le problème est d'autant plus difficile que le système des retraites est resté longtemps très attardé sur l'évolution économique et sociale. C'est seulement en 1975 qu'ont été adoptées, sur ce point, les dispositions des Occidentaux.

Le bruit a couru en France, au début de 1987, que des vieux seraient groupés dans des villages ou ensembles spéciaux, aménagés dans des pays étrangers, où le coût de la vie est plus faible. Une telle ségrégation serait non seulement onéreuse, puisqu'elle grèverait la balance des paiements, mais antisociale, car elle séparerait les familles et

frustrerait les vieux, qui, en tous pays, ont besoin de voir de la jeunesse.

Les retraites sont régies par le système de l'EPI et en particulier, par le N.P.I. régime national. Il a déjà fallu et il faudra encore relever les cotisations.

Ainsi, comme les pays occidentaux, le Japon a subi une triple évolution :

- ralentissement économique, depuis les chocs pétroliers ;
- accroissement des charges de santé ;
- vieillissement de la population.

Il serait tentant de rétablir l'équilibre, en faisant appel à de la main-d'œuvre étrangère, mais le Japon n'a jamais cherché à être un pays d'immigration, même s'il s'agit de Coréens. La natalité a, du reste, beaucoup baissé en Corée du Sud et plus encore à Formose, Hong Kong et Singapour. C'est du côté de la Malaisie ou des Philippines qu'il faudrait chercher ; il ne semble pas en être question. C'est surtout à l'augmentation de l'activité féminine que le gouvernement va recourir. En même temps, l'âge du départ en retraite s'élève, en partie spontanément.

Au-delà de l'aspect économique, déjà préoccupant, se pose la question du vieillissement moral et de la rigidité qui peut affecter le pays, comme les pays occidentaux. Cet aspect semble préoccuper les autorités responsables plus qu'en Europe.

On lui reproche, à cette Europe, de ne pas se préoccuper des autres, du reste du monde. Pense-t-elle vraiment à elle-même ?

11. A l'Est, du nouveau, sur du vieux

« Ce sera un rien de régler la production sur les besoins »
Friedrich Engels

Lorsque, grâce aux canons du cuirassé Aurore, Lénine a pris le pouvoir, il savait bien ce qu'il allait faire, mais n'avait aucune idée de là où il allait. L'essentiel, il l'avait bien vu, c'était d'avoir la force. Secondaire, la famine ; d'ailleurs, des affamés ne se révoltent pas.

Si considérables qu'aient été les progrès dans la suite, si vive et quasi mystique que soit l'attention portée aux sciences, il y en a une qui est délaissée, sinon plus.

Une science maudite

Que Marx fût d'une ignorance accomplie en démographie est secondaire. Non seulement cette science était à son époque, à peu près en friche, mais il était encore tout pénétré de sa lutte contre Malthus, ce riche qui avait peur des pauvres.

Plus responsables, ses successeurs restés longtemps enlumés par l'idée de l'abondance qui va combler et déborder les besoins des hommes. Passé Stroumiline, le père des prévisions, contemporain de Lénine, cette science importune de la population a, à peu près, disparu.

D'étranges changements d'attitude et de natalité ont jalonné l'entre deux guerres, marquée aussi par des famines et des pointes de mortalité.

Après le choc de la guerre et la perte d'hommes comptée en dizaines de millions, réaction populationniste, sans étude scientifique. Les représentants soviétiques aux Nations Unies semaient la peur et le sourire.

Du burlesque, en Roumanie

L'ignorance des faits les plus élémentaires a eu, en 1966-67, pour conséquence une explosion temporaire de naissances, dont les conséquences se feront sentir assez loin dans le XXI^e siècle. Après avoir passé leur enfance, serrés à l'extrême sur les bancs de l'école, les jeunes de cette classe exceptionnelle sont maintenant engagés dans une lutte sévère pour les diplômés et les places.

L'épopée chinoise

Plus sévère encore, dans ce pays, la rançon de l'ignorance. Loin des données les plus élémentaires, les gouvernements ont alterné déficits et pléthores, famines meurtrières et exubérances, qui se réfléchiront sur les générations suivantes. Seulement, ce mélange de spectacle et d'énigmes, qui a fait les beaux jours des démographes français et américains est aujourd'hui terminé. Le gouvernement n'a pas hésité, au mépris de l'amour propre, à envoyer de jeunes chercheurs, non en Union Soviétique bien sûr, mais aux Etats-Unis. Grâce au savoir acquis, l'affaire démographique a été prise en mains, une main de fer.

Que la politique actuelle de l'enfant unique par famille ait conduit, dans les campagnes, à noyer des nouvelles nées est un phénomène logique, mais dont l'importance a été surestimée. Le fait important est là : pour la première fois dans l'histoire du monde, un gouvernement commande sa population, dans un horizon de plusieurs générations. Il ne s'agit plus de prévision, mais de plan. Quels que soient les

changements politiques demain, subsistera la maîtrise des actes par lesquels les hommes transmettent la vie.

Nord Sud dans 30 ans ! « Nous allons bien plus loin ! » répond-on là-bas...

A l'autre extrémité, la Hongrie

Le pays « occidental », que le hasard des combats a placé de l'autre côté du rideau de fer, se heurte aux mêmes épreuves que les Occidentaux. A tout le moins, s'efforce-t-il de les surmonter et de perpétuer la vie.

Dans l'obscurantisme mi-stalinien, un rayon de lumière créatrice ne peut être cherché que dans le sacrilège : est autorisé, admis dans certaines circonstances, non seulement de spéculer sur les logements, mais d'utiliser un salarié à des fins lucratives. Les résultats ne sont pas encore convaincants, mais, un jour ou l'autre, sera trouvé un moyen de maîtriser les choses, avec répercussions sur les autres pays socialistes et peut être sur les pays occidentaux.

En matière de population, le mal est d'une pureté tout occidentale : l'ensemble des décisions d'un million de femmes ne concorde pas avec l'intérêt de la nation, tel du moins qu'il peut être jugé. Le renouvellement des générations n'est pas assuré, la fécondité reste inférieure à celle de la France et de l'Angleterre, en dépit des efforts de persuasion et d'aide. Une consolation cependant : l'Autriche est plus bas encore.

Musulmans et chrétiens

Les chrétiens n'ont pas offert au pouvoir soviétique une résistance sérieuse. La politique consiste à ne pas réveiller la foi par des exactions inopportunes et à compter sur le temps.

Il n'en est pas de même, pour les Musulmans : non seulement ils conservent vigoureusement leur foi, mais ils se multiplient en toute liberté, compromettant l'équilibre des régions. Madame Hélène Carrère d'Encausse a montré les différences entre l'Asie et l'Europe et les tensions possibles du fait des contrastes de fécondité. En 1983, il est né 1,9 enfants par femme en Lettonie et 5,4 dans le Tadjikistan.

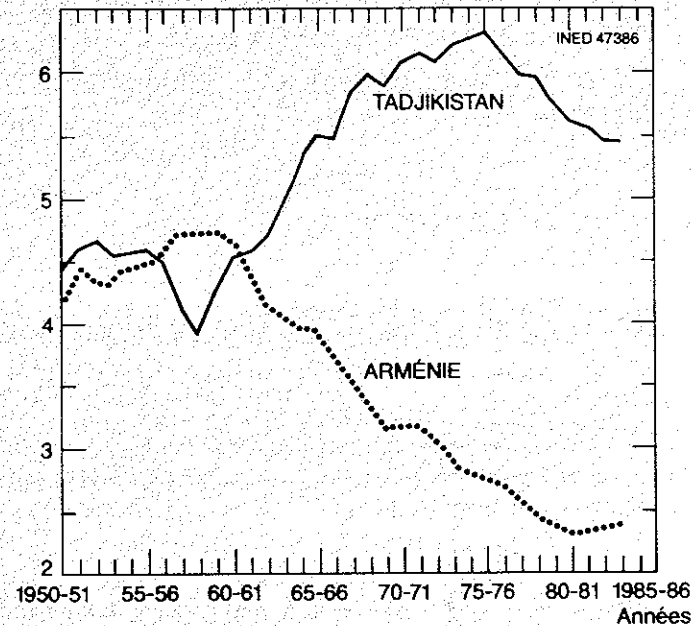


Fig. 9 : Evolution de la fécondité en Arménie et au Tadjikistan depuis 1950¹

En Union Soviétique a été observé un phénomène exceptionnel dans le monde : une augmentation de la mortalité. L'espérance de vie à la naissance a augmenté à partir de 1964 pour le sexe masculin. La mortalité infantile elle-même avait augmenté dans les années 70 et se trouverait supérieure à celle de quelques pays d'Asie du Sud. Selon M. Feschbach, américain très familier des Soviétiques, cette aggravation ne résulte pas de quelque phénomène biologique, mais des malfaçons de la bureaucratie hospitalière. Nous retrouvons sous un jour sévère l'aptitude, si l'on ose dire, de la bureaucratie à détruire les effets du progrès technique (voir page 236).

12. Déplacer les hommes ou les richesses ?

« Fatigués de porter leurs misères hautaines »
José Maria de Heredia

Lorsqu'une zone de pression démographique est voisine d'une zone insuffisamment peuplée, l'équilibre peut être rétabli de deux façons : déplacer les hommes vers les richesses ou les richesses vers les hommes. Telle est la question posée par l'amélioration des transports, particulièrement entre l'Europe du Sud et l'Afrique du Nord, aujourd'hui et, plus encore, demain.

Peu de contemporains se rappellent encore le jeu de scène du clown musical Grock, qui fit le tour du monde. Trouvant le tabouret un peu trop éloigné du piano à queue sur lequel il allait s'exercer, il déployait de violents et vains efforts sur ce pesant instrument, au lieu de rapprocher le menu tabouret.

C'était un symbole, une satire de tant de fausses manœuvres dans la vie et d'efforts inutiles.

Le cas qui nous occupe peut parfois se résoudre de façon simple : non seulement les richesses naturelles ne peuvent que rester en place, les minerais par exemple, mais certaines richesses, accumulées par le travail de l'homme, sont dénuées de toute mobilité, les villes par exemple. L'accumulation des richesses (moyens de transport, etc.) modifie la répartition optimale de la population sur le territoire, telle qu'on peut la concevoir a priori.

1. *Population et Sociétés*, article d'Alain Blum, décembre 1986.

A l'intérieur d'un territoire

Le problème s'est de tout temps posé, tant dans le cadre national qu'international. Il se pose à nouveau chaque fois que les conditions économiques se modifient : épuisement de mines, usure de terres et, inversement, accumulation de richesses économiques dans une ville. Paris, aurait, selon des géographes, été mieux placé à Orléans ou à Dijon. Mais tout se passe comme si la nature avait été, elle-même, modifiée. La masse créée par l'accumulation du passé pèse de plus en plus lourdement.

Lorsqu'en 1943, Berlin a été détruit par les bombes, Hitler entendait, rappelons-le, continuer à jouer gagnant. A cet effet, il avait demandé à des architectes et urbanistes de trouver, pour la capitale, un nouvel emplacement et un plan rationnel entièrement nouveau. Après diverses études, il a été conclu que, du point de vue financier et économique, la masse des liaisons créées rendait nécessaire la reconstruction sur place.

Aux richesses matérielles accumulées, aux fondations, s'ajoutait, en effet, le poids que représente la population elle-même : après la seconde guerre, la croissance de la population a posé, en France, le problème de villes neuves : avantages financiers considérables, en dehors même du coût croissant de l'encombrement dans les villes déjà existantes : quasi gratuité du terrain, possibilité d'une distribution rationnelle, etc. Mais la force des populations urbaines, déjà en place, l'a emporté. Les villes, dites nouvelles, ne sont, quelle que soit leur rationalité, que des banlieues supplémentaires. De leur fait, il y a plus de voitures encore, avenue de l'Opéra.

Heurs et malheurs des migrations intérieures

La politique d'aménagement du territoire (DATAR) s'efforce de maintenir une relative égalité de peuplement, dans les diverses régions. Les études mathématiques sur la répartition optimale des hommes sur un territoire, sont loin de toujours concorder, mais l'effet attractif des richesses accumulées ne peut être contesté.

Du fait de l'épuisement des charbonnages du Nord et de certains minerais de l'Est, de la production de matières plastiques, du fait aussi

de la réduction importante de la durée du travail (congés annuels, retraites, etc.), la population française se déplace lentement vers le Sud-Est, au meilleur climat, richesse naturelle, jadis négligée, en dehors des exploitations agricoles.

Les façons de consommer évoluent elles-mêmes, modifiant l'emplacement des hommes ; tel est le cas des sports de neige et de ceux de voile. Des lieux inhospitaliers sont devenus, en quelques années, des centres de vie.

Cet exemple confirme, s'il en était besoin, les difficultés d'une prévision : la neige était connue de tout temps et le ski était pratiqué depuis plusieurs siècles, dans les pays scandinaves, non seulement comme moyen de transport, mais comme distraction. C'est entre les deux guerres que s'est produite, en France, la brusque mutation et développée la pratique des sports de neige ; elle s'est poursuivie et étendue pendant la grande crise économique et a entraîné le maintien, sur place, de populations rurales et parfois même des retours vers l'amont. Mouvement prévisible, facile à expliquer après, mais déconcertant sur l'époque du déclenchement.

Tout progrès technique, tout changement des conditions de vie rend anachronique le peuplement d'un pays. Pendant tout le XIX^e siècle et au-delà, a été dénoncé « l'exode rural », les plaintes ayant un caractère plus moral encore que matériel.

Dès l'instant que le peuplement est, par inertie, anachronique, les mouvements en cours en France ont toutes chances de se poursuivre, la position d'équilibre étant loin d'être atteinte. Certains villages, certains cantons même, peuvent être considérés comme en état de survie. A titre d'exemple, le dépeuplement de diverses régions (Ariège, Basses Alpes, une partie de l'Auvergne, etc.) va se poursuivre¹, entraînant des charges nouvelles ou, plus exactement, privant certains services de leur support. Il faudra, en effet entretenir les routes, les lignes électriques, les bâtiments publics etc. Depuis 40 ans déjà, l'enseignement n'est assuré que par des transports d'enfants (ramassage) comportant des pertes diverses, non isolées budgétairement.

La santé va poser des problèmes plus difficiles encore, non seulement du fait, déjà ancien, des longs transports imposés chaque jour aux médecins de certaines régions, mais de la concentration des

1. Voir : *Vieillesse de la population et activités locales* par Joelle Gaymu, Paul Paillat, Alain Parant, avec la collaboration de Pierre Surault. Etude menée avec le concours de la DATAR. INED Cahier n°109 Presses Universitaires de France 1985.

techniques médicales dans des centres éloignés d'une partie de leur clientèle.

Aucune étude, jusqu'ici, n'a étudié la mortalité selon des unités administratives inférieures au département. Les éléments existent : l'acte de décès porte l'âge du décédé, mais le dépouillement fait peur.

Evacuer des villages ?

Peut-être, du point de vue strictement économique et du point de vue démographique (mortalité), l'abandon total de certains villages aurait-il un effet positif. Une proposition dans ce sens, mais bien plus étendue, avait été formulée, il y a une vingtaine d'années, au ministère dit des travaux publics : il s'agissait d'une condamnation du *village*, tenu pour anachronique. En laissant même de côté tout aspect moral ou sentimental, une telle condamnation entraînerait des pertes financières auxquelles l'auteur n'avait sans doute pas réfléchi.

L'abandon de villages « marginaux » pourrait entraîner une réduction des charges, mais il se heurterait à la résistance de certains habitants et à une opposition de principe de divers milieux, même non conservateurs.

Villages de vieux ?

La concentration des personnes âgées, dans une même commune, a, elle aussi, eu ses partisans. Au lendemain de la guerre, la Suède avait réalisé un ensemble à l'intention des personnes âgées. La reine des Pays-Bas, Juliana, avait été invitée à visiter cette remarquable innovation. Un an après, il a fallu lui donner une autre destination : les vieux souffraient de frustration, parce qu'ils voulaient voir des enfants, de la jeunesse.

A la fin de 1986, il a été annoncé dans la presse et à la télévision que le gouvernement japonais entendait grouper ses vieux dans quelques pays étrangers ; des avantages de change étaient même évoqués. Il faut espérer qu'il ne s'agit que d'un vague projet, peut-être

même d'une idée venue à un journaliste, en raison de son caractère novateur. L'écho a d'ailleurs manqué.

Europe du Sud et Afrique du Nord

Voyons maintenant les perspectives qui s'ouvrent aux migrations internationales. Subsiste, en premier lieu, la déclaration des droits de l'Homme, selon laquelle un homme a droit de quitter son pays, mais non celui d'entrer dans le pays de son choix. L'homme a le droit de manger, mais il n'est pas indiqué à quelle porte il doit frapper pour exercer son droit.

Si la liberté de migrations était totale, massive, rapide serait le mouvement des hommes venant de l'Afrique et de l'Asie vers l'Europe et notamment vers la France, les salaires proprement dits étant quatre à cinq fois plus élevés qu'au Maghreb. Certains chômeurs algériens n'envoient-ils pas à leur famille, une épargne prélevée sur leur indemnité de chômage ?

Les capitaux sont, dans de nombreux pays, plus libres que les hommes, mais, en quelque sorte, moins mobiles. En France, les capitaux ne peuvent s'exporter librement que depuis 1986. Dès lors pour compenser le déséquilibre entre le Nord et le Sud de la Méditerranée, on pourrait concevoir un mouvement massif des richesses vers les hommes c'est-à-dire du Nord au Sud. Deux freins cependant : le manque de techniciens sur place et l'insécurité des capitaux qui risqueraient d'entrer dans une souricière.

Le transfert de techniques¹ équivaut à un déplacement des richesses, même s'il ne s'accompagne pas de transport de matériel.

Transfert de techniques

Il y a bien des possibilités. Citons-en deux :

1. Et non de *technologies*, répétons le.

L'imprimerie des ouvrages et de divers documents se fait encore dans le pays riche, alors que les salaires y sont beaucoup plus élevés. Mais il y a si peu d'ouvriers suffisamment qualifiés en Algérie pour utiliser les machines modernes, que les imprimeurs français hésitent. Certains ouvrages édités en Afrique du Nord sont même imprimés en Italie. Situation provisoire : d'ici 30 ans, un changement est certain de ce côté. Une menace, parmi d'autres, pour l'Europe.

Voici maintenant une ressource naturelle :

Transportés par voie maritime, les phosphates du Maroc (un semi monopole mondial) subissent embarquement, débarquement, transports, à terre, avant être convertis en superphosphates dans les pays d'Europe. Déjà, s'il s'agissait d'un seul pays, ces transports intérieurs d'une matière pondéreuse seraient considérés comme trop onéreux, si bien que les hommes se transporteraient vers les richesses minières pour les transformer sur place. A plus forte raison, le pays qui possède de telles richesses a-t-il tout intérêt à gagner des devises et des emplois. C'est pourquoi, peu à peu, le Maroc construit des usines de superphosphates. Avant 30 ans, sans doute, les agricultures française et d'autres pays européens devront acheter leurs engrais à Casablanca ou sur place, court-circuitant ouvriers et ingénieurs européens.

Ces mouvements sont certains, disons même « écrits », mais ils demandent du temps. Il serait possible, au ministère de l'industrie et du commerce ou des relations extérieures, de demander, à chaque conseiller commercial, dans les divers pays, peu développés de dresser, d'après les plans nationaux à long terme ou d'après les vraisemblances, un calendrier des gains, tant monétaires qu'en emplois, qui seront réalisés, au détriment de l'Europe, par chaque pays. A notre connaissance, le calcul n'a pas été tenté.

Comment vivra l'Europe ?

Dans le riche ouvrage, déjà signalé, « *Prospectives 2005* » la question du transfert des techniques vers les pays qui nous fournissent les matières premières n'est même pas posée. Sans doute, un progrès technique nouveau peut-il réparer bien des infortunes, mais à tout le moins, faudrait-il que celles-ci soient connues et combattues. Nombreux sont les terrains qui restent, ne disont pas vierges, mais parcourus de part en part, sans ordre et qui attendent leurs ouvriers. Si la solution

tarde tant, c'est que le problème des matières premières n'est connu que par les déboires des pays pauvres qui les possèdent.

Et de même, le transfert des techniques n'est étudié que du point de vue des pays pauvres assoiffés d'industrie, qui, grâce à ce transfert, gagneront sur le triple terrain du PIB, de l'emploi et de la balance des paiements. Bien moins signalée a été la perte correspondante subie par les pays riches. Le transfert de techniques équivaut à un transfert de richesses définitif et sans contrepartie.

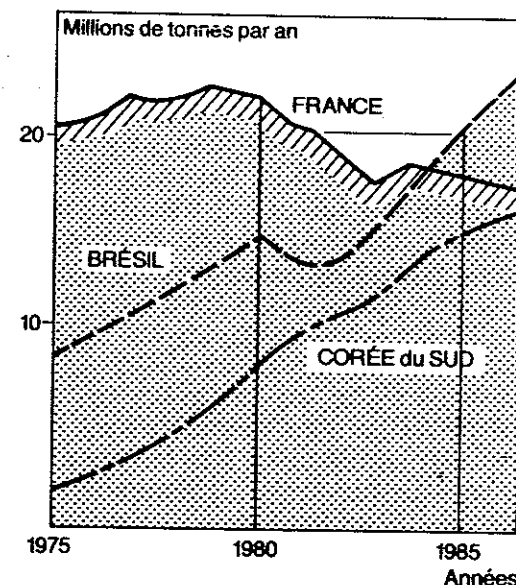


Fig. 10. : Déplacement de l'industrie sidérurgique (production d'acier dans 3 pays). (Le Monde 10 mars 87)

Il reste, certes, aux pays européens, la ressource d'étendre leur activité à des techniques plus poussées. Depuis longtemps, a été signalé que, faute de matières premières, l'Europe devra faire un appel éperdu à la matière grise.

Une question de degré, difficile à préciser. L'éventualité la plus défavorable serait le transfert intégral des activités dans les pays disposant de matières premières.

Bien que la sidérurgie ne soit plus le domaine vital, la figure 10 ci-dessus semble confirmer le jugement selon lequel « la France stagne dans l'ordre, tandis que le Brésil progresse dans le désordre ».

Désertification et famines

Il y a deux sortes de déserts, c'est-à-dire de régions non peuplées :

– *celles où la nature est trop ingrate pour permettre la vie*, tels les déserts africains, les terres polaires.

– *celles qui sont abandonnées* par les hommes, parce qu'ils ont trouvé un meilleur emplacement.

En dehors des hautes montagnes, il n'y a pas en France, de déserts naturels, mais certaines régions sont peu à peu abandonnées et en voie de désertification. Déjà onéreuse, du fait du maintien des « frais généraux », la désertification d'une région peut être un jour rapprochée du manque de terres arables, dans d'autres pays. Nous verrons, dans le chapitre suivant, le cas de l'Egypte et de l'Algérie. Ni l'une, ni l'autre ne sont en état de famine, mais l'une et l'autre voient leur population augmenter rapidement et manquer d'eau. Si la France laisse d'importants espaces en friche, sans recourir à une immigration rurale, des voix pourront s'élever pour condamner un tel contraste : des hommes sans terre, non loin de terres sans hommes¹ ! Si les défenseurs des pays pauvres, notamment les 77, n'ont jamais agi dans cette voie, c'est que leur attention se porte sur le plus facile : réclamer une aide financière et l'ouverture des portes à leurs produits fabriqués.

13. Turquie, Egypte, Maghreb

« Dans l'Orient désert quel devint mon ennui ! »
Jean Racine

Autour de la Méditerranée, 8 pays non proprement européens, tous musulmans : Turquie, Syrie, Liban, Egypte, Lybie, Tunisie, Algérie, Maroc. (La Jordanie n'a plus accès à la mer, depuis l'occupation de la Transjordanie par Israël). Nous pouvons d'ailleurs laisser de côté :

– la Syrie et le Liban, mal placés pour répondre à une demande de main-d'œuvre ;

– la Lybie, très peu peuplée ;

– le Maroc et la Tunisie, qui semblent avoir encore suffisamment de ressources pour faire face à l'accroissement de leur population. Certes, si les portes étaient ouvertes en France, nombreux seraient les départs volontaires, pour bénéficier de salaires plus élevés, mais c'est surtout aux pays à court d'emplois que la France doit faire appel : Turquie, Egypte, Algérie. Voici quelques mots sur chacun, mais, comme les trois sont musulmans, donnons, tout d'abord, la position du Coran, sur la limitation des naissances.

1. Voir *Vieillessement de la population et activités locales*, par Joelle Gaymu, Paul Paillat, Alain Parant, avec la collaboration de Pierre Surault INED et PUF 1985.

1. Position du Coran sur les pratiques antinatales

Sur cette question si délicate, les positions sont souvent équivoques et l'exégèse délicate. Nous avons, cependant, une analyse claire du professeur G.H. Bousquet :

L'Islam admet, dit-il, au moins sous une de ses formes, la restriction volontaire des naissances. Cette pratique c'est le *azl*, c'est-à-dire le retrait de l'homme.

« Il y a, cependant, fait-il observer, chez les docteurs de la loi, quelques légères divergences de vues ; tout le monde est d'accord sur ce que le maître pratique, à son gré, la chose avec sa concubine ; mais, dans le cas de mariage, on discute si le mari peut s'y livrer sans l'autorisation de sa femme, lorsqu'elle est de condition libre, ou sans celle de son maître, si c'est une esclave ».

Nous sommes bien loin de la position chrétienne, qui remonte à Saint Augustin : L'acte de chair, crime en soi, péché mortel, ne peut être absous que dans le mariage et dans le but d'avoir des enfants. La meilleure attitude est encore le célibat, dans la chasteté, bien entendu. Mais, comme elle est difficile à observer et qu'il faut perpétuer l'espèce humaine, le mariage est une solution admise¹.

M. Bousquet fait observer qu'il y a tout une série de nuances et non un tabou, une interdiction, comme dans la religion catholique. Reprochant au gouvernement français d'accorder des allocations familiales, il considère même cette mesure comme démagogique, confondant ici, quelque peu, le démographique et le social.

Depuis la parution de cet article, la question a été débattue, en particulier par les ulémas du Caire, sans donner lieu à une décision précise. Cependant, après avoir suivi rigoureusement les prescriptions, le gouvernement algérien a demandé à des théologiens, leur avis sur l'espacement des naissances (voir plus loin). Joue aussi un rôle justificatif, non certes absolu, mais souvent cité, la difficulté d'élever des enfants. Voici, à cet égard, une citation de Ghazali :

1. Voir Hélène Bergues : La limitation des naissances dans la famille. Ses origines dans les temps modernes, INED, cahier n° 35.

« Il y a la crainte de tomber dans une gêne extrême, à cause du grand nombre d'enfants... Certes, le fait d'avoir peu à souffrir de la gêne est peu profitable à la foi, c'est, cependant, chose plus accomplie et préférable que s'en remettre, avec confiance, à la garantie du Dieu, telle qu'il l'a exprimée « Il n'y a pas de bête de somme, sur terre, que Dieu ne s'est pas chargé de nourrir »².

Les divers débats survenus depuis cette analyse n'ont guère résolu la question. L'argument suivant a, cependant, été émis : A l'époque de Mahomet, l'*azl* était à peu près la seule pratique contraceptive utilisable. L'autorisation de cette pratique doit donc s'étendre automatiquement aux autres méthodes imaginées depuis. La question est loin d'être réglée.

La tolérance est, en tout cas, beaucoup plus large que dans l'église chrétienne et surtout catholique. En fait, non seulement il n'y a pas d'interdiction formelle et précise, mais le président H. Bourguiba a pu officiellement ouvrir, en Tunisie, des dispensaires, où sont, non seulement enseignées les pratiques contraceptives, mais pratiqués des avortements. La résistance (passive bien sûr) semble venir du peuple lui-même, plus que des docteurs de la loi. Après de coûteuses campagnes, le *Population Council* avait, un moment, suspendu sa campagne de propagande au Maghreb, en vue de la limitation des naissances, par suite de la disproportion coût-avantages.

2. La Turquie

Français, nous n'avons jamais bien compris les Turcs : nourris, dans notre enfance, de la prise de Constantinople, des turqueries du *Bourgeois Gentilhomme*, puis de la décision de vengeance de l'enfant grec de Victor Hugo (« Les Turcs ont passé là, tout est en ruine et deuil ! »), nous avons eu ce pays contre nous, pendant la première guerre et redouté de l'avoir également, pendant la deuxième. Ce peuple conquérant ne nourrit plus de janissaires, mais cherche à se nourrir lui-même.

1. Cette phrase m'a été rappelée par un industriel marocain, après une conférence que j'avais faite à Casablanca, sur la croissance de la population dans les pays pauvres.

« L'homme malade » de l'Europe, au début de ce siècle, est-il devenu l'homme bien portant de l'Asie ? Bien portant, il l'est à peu près politiquement, mais placé devant de fortes difficultés économiques, il ne parvient à assurer ni le plein emploi, ni l'équilibre de sa balance des paiements. Du pétrole, il y en a, tout autour, mais pas sur son territoire. De ce fait, des dettes ont été contractées à l'extérieur, pour assurer les besoins de la nation, en particulier pour permettre des investissements industriels et même agricoles. C'est le cercle vicieux habituel : si la distribution d'engrais diminue, par suite du manque de devises, la production agricole baisse, ce qui oblige à importer des aliments. Et, comme pour d'autres pays, se pose le risque de l'arrêt des prêts extérieurs, si leur produit n'est pas employé au mieux. Les débats se poursuivent avec le FMI et la *Banque Mondiale*, sur l'affectation des emprunts consentis.

L'envoi de travailleurs en Allemagne a, dans ces conditions, été, de deux façons, bénéficiaire : des emplois, pour les nombreux sans travail, des devises, grâce à l'envoi d'épargne, par les émigrés. Cet envoi représente encore une somme égale à la moitié des exportations.

Le PIB a augmenté, à bon rythme, jusqu'en 1978. Depuis cette date, il s'accroît un peu moins vite. Par habitant, il est d'environ 1 200 dollars par an, (7 200 francs) un peu inférieur à ceux de la Syrie (1 620 \$), de la Jordanie (1 570 \$) et du Portugal (1 970 \$), mais supérieur à celui de l'Égypte (800 \$). Pas de famine, mais vie difficile.

Population

C'est à la faveur du « miracle allemand » que l'excédent de population a trouvé ce débouché en R.F.A. La population continue à augmenter, sous l'effet d'une natalité encore élevée et d'une mortalité en baisse continue. L'espérance de vie à la naissance est passée de 47 ans en 1950 à 66 ans aujourd'hui.

Le taux de natalité est encore supérieur à 30 ‰, taux que la France a perdu, avant la Révolution. Le taux net de reproduction est 1,75, rythme qui correspond à un doublement en moins de 40 ans.

Voici l'évolution de la population active, selon les trois secteurs :

	1960	1980	1990 évaluation
Agriculture	79,5	62,2	53,0
Industrie	7,4	11,8	14,0
Services	13,1	26,0	33,0
Total	100,0	100,0	100,0

La forte augmentation de la population dans les services n'est pas le signe d'une grande prospérité, mais trahit plutôt la difficulté qu'éprouvent les agriculteurs excédentaires à trouver un emploi dans l'industrie.

Que plus de la moitié de la population soit encore employée dans les travaux agricoles, alors que, dans plusieurs pays industriels, la proportion est inférieure à 10 %, montre l'étendue du chemin à parcourir, ainsi que l'importance des réserves humaines.

Comme dans bien d'autres pays d'Europe et notamment en France, le surpeuplement et le souci de sécurité avaient, une fois le territoire conquis, refoulé les hommes vers les montagnes où la vie est particulièrement dure ; hiver froid, été sec. Puis est venu le temps de redescendre vers les villes, définitivement, dans quelque industrie ou commerce, ou bien, provisoirement, dans les petits métiers, comme chez nous naguère les Savoyards et Dauphinois : porteur dans une gare ou un aéroport, cireur de chaussures, manœuvre dans le bâtiment etc. Mais la saturation des villes est telle que le surpeuplement persiste dans les montagnes et s'accroît.

Le gouvernement a, en conséquence, décidé, d'aménager des terres incultes dans la plaine. Dans le village de Pinarlikaya à 2 500 mètres d'altitude, dans un site qui a séduit des metteurs en scène de films, a été, un matin de février 1987, répandue la nouvelle suivante :

« Des terres cultivables vont être aménagées et distribuées dans les riches (sic) provinces de l'Ouest Antalya, Izmir (Smyrne). Les candidats au départ doivent s'inscrire et préciser leur choix ».

Les plus pauvres sont partis, mais le surpeuplement subsiste.

Pour avoir une idée des possibilités d'émigration, prenons le nombre de personnes âgées de 20 à 30 ans, postulants possibles (en milliers) :

	Hommes	Femmes	Total
1985	4 630	4 260	8 890
1990	5 235	4 892	10 127
2000	5 829	5 558	11 387
2015	7 653	7 524	15 177

Ces chiffres suffisent à montrer que les besoins de la France pourraient trouver facilement une couverture. Une entrée en France de 500 000 personnes de chaque sexe ne porterait que sur le dixième de la population de 20 à 30 ans. La difficulté n'est donc pas de ce côté.

Le coût du transport doit être au moins deux fois plus élevé que pour l'Algérie. D'autre part, très faible doit être le nombre d'ouvriers parlant français, mais ils pourraient être appelés par des Turcs déjà installés.

Autres arguments

En faveur d'une immigration turque en France, d'autres arguments peuvent être invoqués :

– L'armée de 850 000 hommes, la plus importante au monde, semble-t-il, en dehors des « superpuissances », est excessive. Couverture médiocre contre le chômage, elle pourrait être réduite sans danger, soulageant des finances bien mal au point.

– En 1913, pendant la guerre des Balkans, Constantinople, sérieusement menacée par les Bulgares, a été sauvée par la guerre nouvelle, déclenchée entre ses adversaires. Après la guerre, la victoire de Kemal sur les Turcs lui a permis de la conserver, ainsi qu'Andrinople. Du fait qu'elle possède encore un territoire en Europe, la Turquie, membre du Conseil de l'Europe, revendique aussi l'accès au marché commun, ce qui signifierait la liberté de circulation des

travailleurs. C'est, du reste, cette même éventualité qui entraîne, pour le moment, le refus des pays de la C.E.E., si soucieux de leur chômage.

– La laïcité a été proclamée par Kemal, en dépit des objections qui ont été présentées, textes du Coran à l'appui. L'intégrisme a, sans doute, moins de chances de pénétration que dans les pays arabes.

3. L'Egypte

Selon que nous comptons ou non le désert, la densité de ce pays, de 50 millions d'habitants, est faible (environ la moitié de celle de la France) ou bien la plus élevée du monde : plus de 1 000 habitants au km². Non seulement, le surpeuplement de cette terre date de temps très lointains, mais l'absence de marginalisme explique, pour une part, son histoire et sa mythologie. Malgré les déceptions qu'il a causées, le barrage d'Assouan n'est pas le dernier. Des projets ont, d'autre part, vu le jour, pour dessaler l'eau de mer. Si le prix de revient de l'opération pouvait être suffisamment bas, d'importantes surfaces pourraient être irriguées et cultivées. Mais cette date étant peut-être lointaine, le gouvernement construit des logements dans le désert, pour gagner quelques hectares de terre cultivable.

Pour le moment, l'excédent de population (1 million 1/2 par an) n'est pas absorbé par une industrie encore peu importante. Après le premier choc pétrolier, une émigration notable a eu lieu vers l'Arabie Saoudite et les émirats du golfe, mais elle a du refluer, pour une large part, à la suite de la rechute des prix et du fait de l'accroissement de la population locale.

Limitation des naissances

Les efforts entrepris, depuis 20 ans, pour répandre les pratiques contraceptives, n'ont eu que des succès limités. Comme en d'autres

pays, il est difficile de franchir le seuil de natalité de 35 ‰ ; ce chiffre indique que la contraception n'a guère atteint que les classes bourgeoises et moyennes, les illettrés restant hors d'état de les appliquer efficacement.

La mortalité a, depuis 40 ans, fortement baissé, comme dans tous les pays peu développés. Son taux brut est d'environ 10 ‰, inférieur à celui de la France, du fait de la jeunesse de la population. L'espérance de vie à la naissance doit être très voisine de 60 ans.

Perspectives

Voici comment doit évoluer, d'ici l'an 2015, la population du pays, selon les Nations Unies (hypothèse moyenne) :

	1987	2000	2015
	—	—	—
0 - 15 ans	39,7	34,1	28,8
15 à 65 ans	56,3	61,5	66,6
65 ans et plus	4,0	4,4	4,6
Total	100,0	100,0	100,0

Est supposée ici une diminution notable de la natalité, suivie d'un léger vieillissement. Forte augmentation de la population adulte, nécessitant une augmentation équivalente, mais problématique, du nombre des emplois.

Ce pays, qui offre une telle abondance de main-d'œuvre et où l'enseignement est encore modeste, n'a pas jusqu'ici connu une émigration notable vers la France. Le courant serait donc à créer, mais les volontaires ne manqueraient pas. Certains se risquent déjà en Italie.

4. Algérie

Il ne se doutait guère, le dey d'Alger, qu'un simple coup d'éventail à un diplomate français allait lier l'histoire des deux peuples, pendant un siècle et demi et sans doute davantage.

Comme tant d'autres, la conquête de l'Algérie a été en partie involontaire : au moment de la révolte d'Abd el Kader, le gouvernement français était prêt (nous l'avons vu, voir p. 131) à abandonner ce territoire, en raison des dépenses qu'entraînait l'occupation, de l'absence de métaux précieux et aussi de la baisse de la natalité en France.

A la recherche d'eau

Le plus souvent, lorsqu'il est question d'*excédent de population* dans un pays, ou de *pression démographique*, c'est la surface cultivable qui sert de référence. Tel n'est pas le cas ici : superficie de 2 300 000 km² et densité moyenne de 10 au km² n'ont guère de sens. La ressource qui manque ou risque de manquer, c'est l'eau.

La moitié de la population est raccordée au réseau d'eau potable, l'autre moitié à 145 000 puits.

Dans la *Charte de l'Algérie*, Boumedienne faisait confiance aux nappes souterraines, qui devaient permettre d'aller facilement à la fin du XXI^e siècle. Depuis cette date, une expertise d'hydrologues autrichiens a été bien moins optimiste, estimant que le problème deviendrait grave au début du siècle et non à la fin.

Aujourd'hui déjà, la pénurie est suffisante pour provoquer une tension entre l'agriculture et la ville. Les agglomérations et les usines sont accusées de priver cruellement certains territoires irrigués. Des efforts remarquables sont déployés, non seulement pour empêcher le désert de s'étendre vers le nord, mais pour le refouler plus au sud.

Vu sur le moment, le gaspillage est certes, comme partout, une précieuse ressource, puisqu'il fournit une sorte de réserve. En revanche, à la forte croissance de la population va s'ajouter une croissance la consommation par tête, du fait même du développement, sous ses

diverses formes. Sans qu'il soit possible de fixer une date limite, même approximative, le surpeuplement par rapport aux ressources hydrauliques est à craindre.

La population

Que le lecteur me permette d'abord un simple souvenir :

Lors de mon dernier voyage en Algérie, je me trouvais à Alger, dans une voiture officielle. Devant moi, le conducteur chantait gaiement. Et comme je lui demandais les raisons de son allégresse, il m'a répondu : « Je vais avoir mon 8^e enfant ». Et, tout en me représentant les difficultés cruelles qui devaient résulter de cet événement, en logement, en nourriture, et, peut-être, en soins médicaux, je me rappelais combien de couples français, mieux rentés, tremblaient de peur à l'idée d'avoir le premier, destructeur de leur vie économique et professionnelle.

S'élevant actuellement à 23 millions (contre 8 millions au début de l'indépendance), la population doit, selon les Nations Unies, évoluer de la façon suivante :

	1987	2000	2015
Moins de 15 ans	10 310	13 572	12 900
15 à 65 ans	11 890	18 683	29 050
65 ans et plus	820	1 189	1 900
Total	23 020	33 444	43 850

Ces prévisions ont été établies dans l'hypothèse d'une baisse de natalité, à un rythme peut-être surestimé. En l'an 2015, le taux de natalité ne serait plus que 22 ‰. Il est difficile de se prononcer sur ce point.

1. Interpolation entre les résultats de 2010 et 2020.

Cette population est une des plus jeunes du monde, alors que celle de la France est une des plus âgées. La proportion des moins de 15 ans (42 %) est double de ce qu'elle est en France.

En nombres absolus, le nombre de jeunes Algériens en Algérie, va, dans moins de 10 ans, dépasser le nombre de jeunes en France, de toutes nationalités et plus encore le nombre de jeunes Français. 770 000 naissances en France, de toutes nationalités contre plus d'un million en Algérie. Le nombre des Algériens en France doit s'élever à environ 1 million.

En face de ce déséquilibre numérique, se pose une question de doctrine : l'Algérie étant socialiste doit, dans son idéologie, réprouver le départ d'hommes jeunes.

Voici comment s'exprime à ce sujet le spécialiste Marc Ecrément¹ :

« ... Après les attentats racistes de 1973, le principe est posé de l'arrêt de l'émigration en France. L'accord franco-algérien de 1980 se présentait plus, lors de sa signature, comme un sursis de 3 ans au retour forcé, que les autorités françaises envisageaient de mettre en œuvre, que comme une solution appropriée (cf les accords sur « la formation retour ») à une réinsertion, que l'Algérie, dans les faits, souhaite sélective et contrôlée par ses soins. Est-ce à dire, pour autant, que « socialisme et émigration sont inconciliables ? »

Dans les faits, il semble bien que l'Algérie ait répondu affirmativement à cette question :

En revanche, on peut rappeler la fameuse déclaration de Boumedienne, en 1976, publiée dans le *Washington Post* :

« Un jour, des millions d'hommes quitteront les parties méridionales pauvres du monde, pour faire irruption dans les espaces, relativement accessibles, de l'hémisphère Nord, à la recherche de leur propre survie ».

1. Indépendance politique et libération économique. Un quart de siècle du développement de l'Algérie 1962-1985. ENAP/OPU, Alger, 1986.

Limitation des naissances

En 1974, a eu lieu, à Bucarest, un *Congrès mondial de la population* de caractère politique ; une occasion, pour les Etats-Unis, de convaincre les pays peu développés de recourir à la limitation des naissances. A leur grande surprise, cette proposition a rencontré une vive résistance, notamment du représentant algérien Bahri, sous la forme devenue célèbre :

« Le meilleur contraceptif, c'est le développement ».

C'est, curieusement à peu près la thèse qu'ont défendue, 10 ans plus tard, pour l'Afrique noire, cette fois, les représentants des Etats-Unis, d'obédience républicaine, au congrès mondial de Mexico, en 1984.

La question n'est jusqu'ici entrée ni dans les vues ni dans la politique du gouvernement algérien. Le président Boumedienne estimait qu'elle n'était pas actuelle et qu'il fallait attendre que les filles soient instruites. Sans doute, voit-on bien rarement, dans le monde, les pratiques contraceptives appliquées efficacement dans des populations illettrées, mais, déjà à cette époque, il était possible et sans doute utile, d'entreprendre une action éducative et d'adopter une législation appropriée.

Selon M. Marc Ecrément, cité plus haut, la croissance de la population absorbe la moitié de l'effort de croissance économique. Même s'il ne raisonne qu'en termes économiques, sous-estimant l'effet positif, de la pression démographique, sensible en tant de pays, il ne fait aucun doute que ce rythme supérieur à 3 % par an dépasse les possibilités et mord ainsi sur l'investissement, notamment le logement.

Un premier pas cependant :

En janvier 1981, le *Comité Central du F.L.N.* a adopté lors de sa 4^e session, la résolution suivante : « Considérant que la croissance démographique atteint, dans notre pays, le taux annuel de 3,2 %... et qu'à ce rythme, l'Algérie doublera sa population en l'an 2000, passant de 19 000 000 à 36 000 000... le *Comité central* recommande... de dégager les moyens humains, matériels et financiers nécessaires à la mise en œuvre d'un programme national de l'espacement des naissances » (El Moudjahid 11/01/1981). L'*espacement* fait moins peur que la *limitation*, tout en conduisant au même résultat.

La question culturelle

La question de l'emploi étant traitée dans les chapitres 14 et 16, nous y renvoyons le lecteur.

Des liens économiques et culturels résultent de la longue vie commune aux deux pays. Des conventions particulières ont été, en outre, conclues, concernant les Algériens établis en France. La situation est donc, pour les migrations, très différente de celle de la Turquie et plus encore de l'Egypte, en dehors même de la distance et du transport.

Les jeunes ont, à diverses reprises, manifesté, avec une certaine violence, nous l'avons vu, dans les pays de faible natalité. Mais, à la course aux diplômes, aussi vive là-bas qu'en Europe, s'ajoute une forte pression, qu'accentue, d'année en année, la double montée des générations et de la culture.

Difficultés économiques et politiques

Voici comment s'est exprimé, après les événements de Constantine, en février 1987, M. Frédéric Fritscher, dans un article intitulé : « L'Algérie sur la voie du réalisme »¹ :

« La politique du président Chadli est cependant desservie par les contingences économiques, qui imposent une austérité croissante, au peuple algérien... Il est rendu responsable de tous les maux... »

Chaque match de football est l'occasion... de laisser libre cours à une rancœur, accumulée depuis de nombreux mois... Les pénuries sont constantes. Il est toujours aussi difficile de trouver du café, pourtant mélangé à 50 % de pois chiches... Bien d'autres produits sont sous tension... Les mécontentements sont exacerbés par de longues journées de jeûne... Les autorités font l'effort d'approvisionner... pour éviter un paroxysme, qui serait aussi une remise en cause définitive de la politique d'ouverture pragmatique du président Chadli ».

1. Le Monde jeudi 26 février 1987.

Pour la première fois, en 1986, la croissance du PIB, 2,9 %, a été inférieure à celle de la population 3,2 % :

Voici l'évolution des principaux indices :

	1983	1984	1985	1986
PIB en milliards de dinars	234	262	292	320
dont agriculture	17	20	24	30
— pétrole et gaz	62	63	64	50
— industrie	22	27	31	41
— construction	32	38	43	52
Hausse des prix à la consommation	7	7	11	10
% des hydrocarbures dans les recettes budgétaires	35 %	38 %	36 %	30 %

Comme le reconnaissait – discrètement – le général de Gaulle, en juin 1954¹, donc avant la révolte, la France aurait difficilement pu faire face aux investissements nécessaires à la mise en valeur de l'Algérie, restée française ; seulement..., on ne pouvait pas le dire.

1. Se reporter page 132 à notre conversation particulière avec le général, sur les investissements nécessaires pour assurer un développement satisfaisant de l'Afrique du Nord.

14. Trop d'hommes ?

« Tiens, dit-elle, en ouvrant les rideaux, les voilà ! »
Victor Hugo

Dans un pays fabuleux, à la fois riche et besogneux, un bruit se répandit soudain dans la population :

« A vos portes, se présentent des monceaux d'or, des bijoux, des pierres précieuses et même mieux ».

Vérification faite, un vaste mouvement d'hommes s'est manifesté pour... les refuser :

« Ces richesses que vous vantez, ce ne sont que des hommes ».

A l'annonce de l'arrivée d'un ou deux millions de jeunes Maghrebins, en pleine force d'âge, la réponse de la plupart des Français sera :

Une déraison : Comment leur trouver du travail, puisqu'il y a, déjà, dans notre cher hexagone, deux millions et demi d'hommes sans travail ? »

Ces deux millions et demi de chômeurs ne prouvent qu'une chose : l'ignorance profonde des Français, riches et pauvres, professeurs et illettrés, ministres et simples citoyens, sur le sujet qui les préoccupe le plus. *Ignorance* est encore un terme indulgent, car ignorance avouée serait à moitié pardonnée.

C'est que cette civilisation exceptionnelle, qui réalise, chaque jour, de nouvelles promesses, asservit la matière, poursuit les deux infinis de

Pascal, par la servitude de l'atome et le lancement de projectiles dans la galaxie ou au-delà, se trouve dans l'incapacité d'utiliser ses hommes, de leur trouver une tâche productive.

Un tour de force !

Devant cette difficulté, allons voir les spécialistes de la question. Ils appartiennent à trois catégories, ces augures :

- les professeurs, les enseignants en économie ;
- les économètres ;
- les comptables de la Nation ou statisticiens spécialisés.

Les professeurs

Le chômage frappe ces professeurs en titre, d'une façon directe, mais aussi durement que les chômeurs eux-mêmes. Quelles précautions ne sont pas nécessaires pour aborder ce monstre !

Toute descente aux réalités est une descente aux enfers.

« On l'appelait maître, disait Tristan Bernard d'un de ses héros, et il méritait bien ce titre, car il était désormais incapable d'apprendre ».

Ne soyons pas si sévères, loin de là, et examinons leur cas : Le souci majeur de ceux qui ont quelque tribune n'est pas la reprise de l'expansion française ou son recul, mais le moyen d'en parler d'une façon qui ne leur vaille pas une trop vive impopularité. Au temps de l'équilibre et de la morale classiques, les orthodoxes (Ch. Rist, G. Jèze, J. Rueff etc.) pratiquaient devant, les si fréquents, « plans de redressement financier », une sorte de surenchère, dénonçant l'insuffisance des charges fiscales et des économies budgétaires, proposées par le grand argentier hagar. Quelle imprudence, cependant, de s'inquiéter des choses, autant, sinon plus, que des hommes ! Plus d'un professeur contemporain cherche à s'élever dans l'abstraction, où le risque est secondaire.

« Distingués », puis « sans entrailles »

Les divers métiers, les diverses professions et, plus exactement, les divers professionnels sont, en France, comme en chaque pays,

inégalement appréciés par l'opinion, inégalement aussi selon les classes sociales. Pour le bourgeois conservateur, l'homme politique a longtemps été jugé avec un certain mépris et facilement soupçonné sinon de prévarication, du moins de participation à des activités « en marge ». Les médecins raillés par Molière et d'autres à sa suite, sont aujourd'hui, dans l'ensemble, hautement considérés, chacun vantant les qualités du sien et le recommandant volontiers à d'autres : « Il en sait plus que bien des professeurs ».

Tout en prenant facilement à la raillerie, depuis *les Plaideurs* ou Jules Moineaux, les gens de robe inspirent un certain respect. Quant au terme *ingénieur*, sans précision d'origine, il suffit à assurer une certaine considération. Même observation pour les météorologues, les « experts » de toutes spécialités, les « techniciens ».

Longtemps ridiculisés, même bien avant Courteline, les fonctionnaires ont gagné dans l'estime générale, surtout si l'on ajoute leur spécialité : inspecteur, vérificateur, contrôleur etc. Au-dessus d'un certain grade, l'appellation « grand commis » confère même une singulière auréole.

Les sociologues ? Mal connus, ils sont plutôt réputés non nuisibles : par contre, les économistes sont facilement objet de mépris ou de dérision. Traités de « distingués » pendant la pleine période libérale, ils sont facilement devenus des « technocrates sans entrailles » depuis qu'ils interviennent dans la politique économique ou sont censés le faire. Leur réputation souffre aussi de la diversité de leurs jugements puisqu'ils sont souvent touchés par des idéologies opposées. Les médecins sont assez avisés, pour manifester, dans leurs querelles, bien plus de discrétion. En surcroît d'infortune, comme les hommes politiques de tous bords tombent fatalement dans quelque facilitisme, les économistes se doivent de jouer constamment le rôle de défenseurs de la vertu et de suggérer des privations, fiscales ou autres.

Et voici précisément le chômage, l'emploi, domaine économique s'il en fut, sur lequel nous leur demandons une consultation : Leur position générale peut se résumer ainsi : impuissance, dans la diversité. Sur la façon de donner des emplois au million d'immigrants supplémentaires, nous trouvons toute la gamme, le haussement d'épaules étant plus fréquent que le plan précis dans l'optimisme. Souvent aussi, l'économiste s'évade dans une théorie générale, invoquant des hommes de poids, qui vont de Pareto (un peu passé) à Keynes, en passant par Schumpeter, ou Marx, bien entendu. Molière n'avait rien vu.

Les économètres

Sourions en pensant au temps où l'économiste N.F. Canard a osé insérer, dans son « Traité d'économie politique », une équation (du premier degré), s'exposant aux reproches sévères de J.B. Say. Au temps des puces, le calcul différentiel ou intégral est devenu un instrument banal. Encore faut-il parvenir à une situation suffisamment pure et invoquer le témoignage des machines.

Voici à titre d'exemple, l'éminent économètre français Ed. Malinvaud : Professeur au Collège de France, il dépasse d'une large épaule, ceux que le jury du Prix Nobel a jugé, ces dernières années, utile de couronner. Écoutons-le donc : En 1983, dans une petite, mais riche, brochure sur le chômage, il spécifie, dès le début, par scrupule scientifique, que les raisonnements et conclusions, qui vont suivre ne peuvent être d'aucune utilité aux hommes politiques qui s'efforcent de combattre ce mal cruel. Grâce au choix étroit de conditions particulières, lui est alors permis l'accès de la langue mathématique où il excelle. Seulement la nature sociale reste vierge et le chômage intact.

Les économètres ont, tout au moins, l'avantage de ne pas être lus, du moins de ne l'être que de leurs pairs ; plein confort. Pour être en mesure d'employer le, si doux, refuge du langage mathématique, dépourvu a priori de toute déviation, de toute hérésie, de tout préjugé, de toute idéologie, il suffit d'adopter quelques conventions préalables pour se détacher, non certes de toute réalité, du moins de ces gêneurs que sont les hommes. Ainsi est atteint le but véritable, le confort d'esprit.

Les comptables de la Nation

La 2^e guerre nous a valu une nouvelle catégorie d'économistes, plus positive, *les comptables de la Nation*. L'obligation, pendant les hostilités, de tenir tout en main, d'hommes et choses, a conduit à créer une armature, tout aussi solide aux Etats-Unis qu'en Allemagne nazie, et à compléter le traditionnel budget financier par un compte économique. Après la guerre, tous les pays ont, quelque soit leur degré de développement, adopté le cadre bien conventionnel, qui leur a été, en somme, imposé.

Pionnier parmi les pionniers, Claude Gruson, aurait mérité, autant que R. Stone, le prix Nobel, si le jury de ce prix économique parvenait à s'intéresser à d'autres langues que l'anglaise.

Si instructifs que soient les tableaux, les lumières acquises par ce moyen, les erreurs évitées, si remarquables que soient aussi les hommes affectés à ces travaux, le globalisme persistant exclut toute idée de solution du problème de l'emploi. Interrogé sur ce sujet majeur, le comptable national fait preuve d'un mérite exceptionnel dans l'abstention ou la logomachie, signe bien clair de raison pure et d'instinct de conservation. Qu'il soit économètre ou comptable national, tout homme quelque peu attentif aux faits économiques sait bien que les remèdes efficaces contre le chômage sont fatalement des médecines amères, des moyens impopulaires. Sinon, n'auraient-ils pas été depuis longtemps adoptés par les politiques ?

Les guérisseurs

Ils n'ont jamais manqué dans aucune société et s'avèrent plus entreprenants encore, lorsque font carence les médecins autorisés, ou lorsque ceux-ci ne proposent que des remèdes amers. Le risque pour les chercheurs sérieux, de plus en plus rares, n'est pas d'être poursuivis pour exercice illégal de l'économie, mais de ne pas trouver d'éditeur.

Ainsi, de toutes les sociétés, de tous les régimes qui se sont succédés, aucun n'est plus pourvu que le nôtre en moyens d'accroître la quantité de richesses, mais aucun n'a été aussi loin dans l'incapacité de les utiliser.

Dans ces conditions, l'homme qui a accepté la charge redoutable de l'économie nationale, reste à peu près seul. A grand peine soutenu par son propre parti, il ne peut aller bien loin. *Primum vivere*, il ne reste à choisir qu'entre les divers moyens de se tromper.

Délit de fuite

L'opinion est prise entre deux courants, deux forces : elle croit que l'informatique, les robots, etc. chassent effectivement les hommes, mais elle n'ose pas le déclarer, de peur de passer pour rétrograde. Et, l'expression employée ici « l'opinion » vise très haut, tout en haut.

Les relations entre le progrès technique et l'emploi ont été suivies avec avec soin par les économistes, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, c'est-à-dire jusqu'au temps de Marx. Depuis cette date, l'attention extrême déployée jusqu'alors pour étudier le sujet a été utilisée... pour l'éviter.

L'éminente association : « *Les économistes de langue française* » se réunit tous les deux ans. En juin 1986, à son congrès de Nantes, elle proposait le sujet « *Comportements et structures économiques, face au défi (sic) de l'emploi* ». Laissons la pompe du titre, lequel aurait pu se limiter au dernier mot et cherchons l'issue de l'aventure : Une extrême adresse à sembler dominer le sujet, tout en évitant les points scabreux, mise au service d'une morale inattaquable.

Les notions élémentaires de circuits d'emploi, de court-circuits d'emploi (chômage) sont ignorées, refusées, comme si elles engageaient l'auteur sur la route des enfers. Il faudrait donc consulter non seulement les psychologues, mais les démonologues.

Comment, dès lors, rendre les hommes politiques responsables, quand ils croient à la nécessité de partager le nombre des emplois existants ? Après avoir, en 1981, suivi les conseils d'économistes roses, surestimant l'élasticité de l'offre et eu recours à la création monétaire au profit des travailleurs... étrangers, P. Mauroy a été ramené à la notion infantile de « quantité de travail disponible », si vivace, encore en 1987 et a recouru, au début de 1982, à la réduction de la durée du travail, sous diverses formes, pleines d'agrément. Dès le mois de juillet, les 2 millions de chômeurs étaient dépassés.

Le travail et les besoins

Les économies occidentales ont peu à peu, perdu, les motivations du travail. Si les hommes se trouvaient dans quelque paradis terrestre, pourvu non seulement de fruits, mais d'agréables logements, d'hôpitaux bien équipés et d'automates, rendant des services personnels, il serait vain de parler d'emploi et de chômage, puisque les hommes n'auraient pas besoin de travailler. Si, dans notre société, ils doivent travailler, c'est répétons le, dans le but de couvrir les besoins publics et privés.

Pourquoi cet énoncé si simple, si naturel, rencontre-t-il si peu d'adeptes et provoque-t-il même une sorte de fuite ? Parce qu'il évoque les travaux désagréables, pénibles ou dégradants et semble inciter les hommes à remplir ces emplois. Ainsi le travail est pris dans un but en soi. De multiples petits métiers demandent ingéniosité initiative et même imagination (voir page 113). L'essai mériterait, néanmoins d'être tenté, en particulier, pour toute réparation d'objet ou d'outil, activité délaissée par les travailleurs européens. Et, de façon générale, l'artisanat, le travail ménager, le bâtiment sont plus recommandables que les grandes entreprises, génératrices de ségrégation.

Accueil à de nouveaux travailleurs

Que la connaissance des besoins non satisfaits soit utile pour se donner confiance n'est pas contestable, mais elle ne doit pas aller jusqu'à fixer à chacun son lieu de séjour et la nature de son travail. Un plan rigoureux serait voué rapidement à l'échec.

La meilleure façon est l'appel formulé par un étranger, déjà installé, à quelque parent ou ami. Il transmet sa demande à l'*Office National d'Immigration* et assure un premier accueil. Les si nombreux emplois, délaissés par des Français (ou des étrangers) depuis 10 ans pourront alors être remplis. L'immigrant aura lui-même des besoins et élargira le circuit : il va consommer du lait, du blé que nous avons en excédent, des vêtements, recourir à des médecins, qui, à leur tour, consommeront davantage, aider à la construction de logements, l'emploi s'étendant de proche en proche, au lieu de se rétrécir comme aujourd'hui.

Ces mesures doivent être évidemment complétées par la levée des verrous, dont le Comité Rueff-Armand avait, en 1960, dressé un inventaire. La création d'un nouveau comité, chargé de dénoncer les entraves à l'expansion, aurait du être la première action économique du gouvernement Chirac, qui se veut libéral. Chaque ouverture peut créer un nouveau déploiement. Refus de M. E. Balladur. « La foi qui n'agit pas est-ce une foi sincère ? »

Cette entrée de travailleurs nouveaux, aptes à combler les déficiences, sera bénéfique au PIB et à l'emploi. Faut-il rappeler que, sans cet apport, les retraites et les salaires devront être amputés, ce qui

entraînerait des difficultés plus grandes encore sur le chemin de l'expansion ? Toujours cette immense difficulté à soulever ses paupières.

15. Qualité, race, sélection

« L'azur de notre ciel, l'or de notre soleil
Et le sang de notre race ! »
A. Bausil

Lorsqu'un groupe, quel qu'il soit, entreprise, académie, association sportive ou musicale, société secrète etc., fait appel à de nouveaux venus, il manifeste quelque souci de leur qualité :

« Ce travailleur, dit le chef d'entreprise, est-il efficace ? A-t-il bon esprit ? »

« Cet athlète, ce joueur, qui ne veut ou ne peut payer de cotisation, se demande le dirigeant sportif, que vaut-il ? Quelles sont ses performances ? »

« Ce partisan, est-il sincère ? » s'inquiètent les membres du parti.

Et le gang, lui-même, la bande, pour parler français, n'accepte pas, sans précautions, une nouvelle recrue : le « milieu » est sur ses gardes : a-t-il la *mentalité* ?

Et les nations ? Elles agissent, en somme, de même. N'importe qui n'entre pas n'importe où, même à l'intérieur du marché commun. La France aura, avons-nous montré, besoin de travailleurs. Or, un nombre important se présente, sinon à ses portes, du moins à sa portée. Se pose donc une question de choix.

Sélection naturelle

Dès le départ, s'opère d'ailleurs, spontanément, une sélection : restent en effet, dans leur pays, les infirmes, les grabataires, les aliénés internés, les incarcérés et même de nombreux faibles, fatigués, craintifs. Les personnes âgées ne partent, que rarement, le plus souvent, pour rejoindre des personnes de leur famille.

L'émigration séculaire d'Europe vers le nouveau monde a été, elle-même, hautement sélective. Plus sévère encore, la traite des Noirs : Non seulement les négriers ont exercé un choix pour obtenir, de leur « marchandise » le meilleur prix, mais la mortalité, si élevée pendant le trajet transatlantique, a touché en priorité les moins vigoureux. Faut-il attribuer à ces sélections cruelles la supériorité sportive des Américains Noirs, dans certaines spécialités athlétiques ? Si délicate est la question qu'elle rebute les chercheurs. « Où vas-tu, mon pauvre ami ? »

La sélection naturelle, au départ, étant loin de satisfaire les conditions posées par le pays d'entrée, il reste un choix à exercer, selon des critères déterminés par le pays d'accueil lui-même.

Sélection à l'entrée

Dans aucun pays, la loi se borne à fixer un contingent annuel d'immigrants et à fermer les portes, dès que le nombre est atteint. Très divers, les caractères susceptibles d'être envisagés : pays d'origine, caractères physiologiques, âge, sexe, santé, profession et aptitude professionnelle, antécédents judiciaires, situation militaire, culture et parfois idéologie.

Dans certains cas, est imposée à l'immigrant une résidence (autorisation valable seulement pour une région déterminée), une profession (ou l'interdiction d'exercer telle ou telle profession).

Aux Etats-Unis, la première loi, adoptée en 1923, était basée sur la composition par nationalité d'origine, à une date très antérieure, d'où plus d'Anglais et de Nordiques (Allemands, Scandinaves) que d'Italiens et de Slaves. La loi de 1950 a substitué à ce critère, taxé de racisme, une condition de culture et d'aptitude technique : un biologiste de haute

qualité voit s'ouvrir grand les portes, quelles que soient la couleur de sa peau ou la rigidité de ses cheveux.

En France, après la guerre et la création de l'*Office National d'Immigration* ceux qui avaient pour mission de choisir des migrants en Italie se voyaient dire discrètement par les autorités « Prenez-les le plus au Nord possible ». Un tel choix n'était raciste qu'en apparence.

Ce souci de la qualité a conduit, malgré le vif besoin de rajeunir la population française, un agent zélé à refuser l'entrée d'une famille italienne de 6 enfants, parfaitement sains, parce que l'un des enfants avait eu l'index droit amputé à la suite d'un accident !

L'âge¹ est une condition très fréquente, sinon générale, en rapport avec les ressources : aucun pays n'accepte sur son territoire, une personne qui risque de tomber à la charge de l'Etat. Une personne âgée ne peut être admise, que si elle est bien rentée ou pourvue d'une retraite ; la balance des paiements en bénéficiera.

Ecrémage ?

Après la guerre, a été dénoncée, par l'expression *migration des cerveaux*, la sélection opérée, dans les pays pauvres, par les pays riches et notamment par les Etats-Unis. Ils ont été accusés, même en dehors de toute idée génétique, d'écramer la population du pays d'origine. Les grandes sociétés américaines excellent dans ce choix et y recourent largement. Si, pour l'individu choisi, l'opération est, en général, avantageuse (il peut refuser la proposition, si elle ne lui convient pas), il n'en est pas de même pour la nation, car les projets d'indemnisation du pays fournisseur n'ont pas été retenus.

Lorsqu'un étranger de haute qualité est accepté en France, notamment par l'Université, aucune protestation n'est émise. Cette attitude, qui prévaut depuis la guerre, est opposée au nationalisme malthusien, qui, avant la guerre, a fait perdre, à la France, des hommes de valeur, comme W. Leontief et A. Einstein.

1. La limite de 45 ans imposée dans de nombreux pays correspond, à peu près à une « valeur actuelle » nulle de la personne, en termes financiers : c'est l'âge « critique » tel que la production nette totale encore attendue est égale à la valeur actuelle de la consommation nette totale ultérieure. Voir à ce sujet notre « Coût et valeur de la vie humaine » (Hermann 1977).

Races, racisme, xénophobie

Si vive est l'affectivité, en ce domaine, que la plus grande prudence est recommandable dans les termes. Nous nous bornons à exposer ici quelques idées scientifiquement admises, donc susceptibles de révision.

En matière de racisme, le régime nazi n'a été qu'un révélateur, car, de tout temps et, en particulier, à l'époque contemporaine, les hommes ont été « racistes ». Que signifie, cependant, ce mot ? La plupart de ceux qui l'emploient, le plus souvent, bien entendu, en adversaires, le confondent facilement avec *xénophobie*.

Le petit Larousse nous dit :

« Idéologie qui affirme la supériorité d'un groupe racial sur les autres, en préconisant, en particulier, la séparation de ceux-ci à l'intérieur d'un pays (ségrégation raciale) ou même en visant à leur élimination (génocide, racisme des Nazis) ».

Trop inspirée du nazisme, cette définition ne met pas en évidence la différence fondamentale entre l'hérédité et le milieu, cause si fréquente de confusion.

Qu'appelle-t-on une race ? Bien embarrassés, les membres de la Commission (multiraciale, bien entendu) de l'Unesco, chargés au lendemain de la guerre, de répondre à cette question. Ils s'en sont tirés péniblement.

Supériorité collective, nationale ?

Telle ou telle race, telle ou telle population est-elle supérieure à telle autre ? Est-elle plus douée pour les mathématiques, la musique, le jeu d'échecs, de bridge ?

Pour les caractères physiques, certaines constatations sont faites, la taille notamment, mais il en va tout autrement pour les qualités intellectuelles ou morales.

Non seulement, nous n'en savons rien, tant il est difficile de séparer l'hérédité et le milieu, mais nous ne pouvons pas le savoir. Dire que les Noirs sont doués pour la musique, qu'ils ont « la danse dans le

sang », c'est faire acte de racisme, certes bienveillant, mais racisme néanmoins.

Comment savoir si telle population est, plus qu'une autre, douée pour les mathématiques, la poésie, la mémoire ?

Pour répondre positivement, il faudrait éliminer l'influence du milieu. Prendre, dit le professeur Dausset (et bien d'autres) 1 000 bébés âgés d'un jour, choisis au hasard, les éloigner de leur mère et, allant bien plus loin que Joséphine Baker, les élever ensemble, dans des conditions de milieu identiques. Au bout de quelques années, peut-être une vingtaine, il serait possible, en termes de probabilité, de juger si et dans quelle mesure une des populations est plus douée que l'autre, sur tel ou tel sujet.

La génétique, l'observation des cellules ne nous apprennent rien de positif. Ce que nous appelons *intelligence* (en soulevant dès le départ, de redoutables débats de définition) ne se localise sur aucun gène particulier.

Gobineau, Darwin, Rosenberg

L'idée d'améliorer la race humaine est bien antérieure à la connaissance des lois de l'hérédité, découvertes « discrètement » par Mendel. La tendance prévaut, aujourd'hui, à donner au milieu préférence sur l'hérédité. Le nazisme, par ses folies, a, paradoxalement, favorisé, dans ce domaine comme en d'autres, les progrès de la science.

Darwin (1809-1882) et Gobineau (1816-1882), à peu près de la même génération, ont publié, presque ensemble, l'ouvrage maître :

De l'origine des espèces par sélection naturelle (1859) un peu postérieur à *l'Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853 - 1855), est d'esprit à peu près opposé.

En annonçant la supériorité des Germains sur les autres peuples, de Gobineau était en pleine illusion, disons en pleine erreur scientifique, mais il n'était pas dangereux, car il considérait la décadence des peuples germains comme un fait accompli, irréversible.

Combien plus dangereux, Chamberlain, gendre de Wagner, lui-même raciste et plus tard Rosenberg (qui sera suivi par les nazis), parce qu'il envisageait de rétablir la situation compromise, de régénérer.

Une porte ouverte

En 1859, Darwin (1809-1882) a ouvert une porte par laquelle se sont engouffrés un grand nombre de chercheurs qui se voulaient progressistes. Caractère commun : Etant comme Darwin lui-même, mal vus de l'Eglise, ils se jugeaient sur la voie du progrès. Dès l'instant que les espèces ont résulté d'une sélection naturelle, pourquoi disaient-ils, ne pas favoriser ou accélérer cette sélection ? Ce fut, pendant un bon demi-siècle, ne disons pas une course, mais une vive rivalité à la recherche de l'amélioration de la race humaine :

« Nous déployons d'importants efforts pour améliorer l'espèce chevaline ou canine, disaient, dans leur logique, les fervents, pourquoi laissons-nous, en quelque sorte à l'abandon, l'espèce humaine ? Une ère nouvelle s'ouvre ».

Cet objectif, d'apparence si innocente, soulevait une grave question, qui n'a attiré que plus tard l'attention : améliorer, choisir les meilleurs, c'est très bien, mais que ferez-vous des moins bons, des « ratés » ? Pour les chiens et les chevaux, pas de difficulté, nous les supprimons, mais les hommes ? Personne n'osant prononcer un massacre, des solutions extravagantes ont été proposées. Le régime nazi, lui, a recouru à une extermination, directe ou indirecte.

Qu'est-ce que l'intelligence ?

Pour dissiper tout préjugé, citons le spécialiste A. Jacquard :

Systématisant une classification, proposée par D.O. Hebb¹, on peut distinguer :

- le potentiel intellectuel, reçu lors de la conception
- le comportement intellectuel, résultat de l'éducation et de l'ensemble de son expérience.
- le « niveau intellectuel » mesuré par les tests.

1. *Organisation of behaviour*. Wiley New York 1947.

Expérimentalement, nous ne connaissons que le « niveau intellectuel » mesuré par les tests ; or ceux-ci dépendent du milieu et ne prouvent aucune supériorité génétique.

« Ces gens-là »

La distinction entre hérédité et milieu est encore loin d'être claire dans tous les esprits. Du reste, avant la guerre, nous étions tous plus ou moins racistes, en raison de la commodité. Il était courant, par exemple, d'entendre dire, en Afrique : « Les Noirs sont paresseux », sans se soucier du nombre de calories alimentaires qu'ils absorbaient. Lorsqu'entre les deux guerres ont été embauchés des Algériens (des Nord-Africains, disait-on alors), dans les usines de fabrication d'automobiles, le pronostic général a été une baisse de rendement. Si ce rendement a été aussi élevé que celui des Français, c'est que, désormais, ils étaient nourris de même façon.

Hérédité et milieu

En réaction contre les atrocités nazies, la loi du 1^{er} juillet 1972 contre le racisme est d'une sévérité particulière.

En l'interprétant strictement, il serait possible de poursuivre celui qui dirait « les Bretons sont têtus » ou même « les Normands ne savent dire ni oui ni non ».

Des observations de caractère raciste ne sont pas nécessairement péjoratives.

La sélection

Une sélection à l'immigration peut se faire soit de façon positive, en choisissant ceux que l'on autorise à entrer, soit de façon négative par

refus de certaines personnes ou certaines catégories. Dès l'instant que la France cherchera des migrants pour compléter sa population, elle pourrait se borner, comme ce fut longtemps le cas, à choisir parmi ceux qui se présentent en refusant les autres. Cette méthode n'est recommandable, ni même admissible, que si un accord a été conclu avec le pays de départ. Mieux vaut un accord et une sélection sur place.

Le pays de départ peut, en ce cas, formuler des objections et s'opposer par exemple, à la sortie d'ouvriers qualifiés ou encore exiger le départ de la mère de l'émigrant, si celle-ci se trouve à sa charge. La France doit, cependant, se montrer très ferme sur la question de l'âge, puisque le but est moins d'augmenter le nombre que de rajeunir la population.

16. Promesses et mythologie du robot

« L'envahissement de tout par la machine
me tourmente ... elle vient et écrase »
Johann Wolfgang von Goethe

La place forte qu'est notre cerveau est-elle défendue ? Est-elle fortifiée ou accueillante ? Ces intruses, que sont les informations, sont-elles reçues ou repoussées, quand elles arrivent devant nos murs ? Une sélection quasi automatique semi consciente se fait, tri qui varie largement selon les individus, selon les antécédents, sinon les circonstances aussi. Certains d'entre nous en ont tellement vu, tellement entendu et ont, si souvent, été déçus, qu'ils relèvent le pont levé et abaissent la herse. Les multiples promesses des hommes politiques, les prodiges des publicitaires ne font que renforcer les moyens de défense. Et cependant...

Et cependant, dans certains domaines, lorsqu'un ton approprié est employé, aussi éloigné du chuchotement que de la clameur, à mi-chemin de la confiance et de la réflexion solitaire, les oreilles, au sens spirituel, sont moins vigilantes, tandis que se réveille le besoin du merveilleux, qui somnole dans quelque « case du cerveau », comme on disait naguère (et comme on dit encore, mais sous des formes plus évoluées). Et voilà les réflexes de raison ramenés... à la raison.

Il y a d'ailleurs, des terrains réservés, protégés : Les rêves de nouvelles galaxies, si largement répandus au temps de la découverte de la relativité, dite générale, après la première guerre, ont été stoppés par

la découverte de la lune aride et glacée et le calcul du nombre de milliards de dollars qu'a coûté un pas sur cette croute stérile. Devant les progrès de la médecine, une foi convenable existe encore. Bien que ce terrain ait été, lui aussi, trop piétiné, des possibilités se rapprochent de notre main, évoquées au chapitre 2, L'homme et la nature.

Dans l'ensemble de l'opinion occidentale, subsiste encore un champ assez étendu de rêve, c'est le domaine des automatismes et des robots, la grande libération. Ils se prête cependant, facilement à l'ironie, ce domaine ; citons, par exemple :

« Le plus grand plaisir des réformateurs, qui peuplent aujourd'hui les allées du pouvoir, paraît être de créer des machines complexes, incapables de fonctionner et dans le même temps, capables de détruire ce qui marche à peu près correctement¹ ».

Deux impressions contraires

Toute mythologie, notamment les fables qui ont bercé notre enfance, y compris Tintin, Astérix ou James Bond, oppose les êtres malfaisants, la fée Carabosse, le mauvais génie, les ennemis, aux fées protectrices, bienveillantes. C'est le lait qui coule dans les ruisseaux, les récoltes miraculeuses, la grande évasion. Plus discrètement dénoncés, les méfaits du progrès technique : le chômage. Au XVIII^e siècle, bien que passibles de la peine de mort, les ouvriers britanniques ne revenaient-ils pas la nuit, dans les usines, pour détruire les machines ? Dans les pays industriels, Angleterre, Allemagne, France, Belgique, etc, aujourd'hui 10 à 12 % de chômeurs. On cite, en Angleterre, des hommes bien portants, qui n'ont jamais travaillé de leur vie. Et les pronostics sont plus pessimistes encore. Nous avons déjà abordé au chapitre 9 la question, si redoutable, si mal comprise, de l'emploi. C'est ici, spécialement, du point de vue du progrès technique qu'elle est abordée.

La mythologie des fées bienfaisantes a fatalement fleuri pendant la grande crise des années 30, se cristallisant sous forme de « *La théorie de l'abondance* », répandue surtout en France et dans quelques milieux européens, ainsi que, sous une forme moins béate, aux Etats-Unis.

1. L'Express du 30 janvier au 5 février 1987.

Curieusement oubliée aujourd'hui, cette théorie, mais que n'oublions-nous pas ?

La théorie de l'abondance

Frappé, au sens le plus rigoureux du mot, par la masse des invendus pendant la crise, alors que s'accumulaient tant de misères, tant de privations, Jacques Duboin¹, ancien sous secrétaire d'Etat français, a rassemblé, autour de sa doctrine, un assez grand nombre de fidèles, moins parmi les ouvriers que dans les classes moyennes, et notamment de nombreux ingénieurs.

Il ignorait, cet homme, ses prédécesseurs ; que n'avait-il lu, seulement, L.S. Mercier ou même Mirabeau ?

Aux Etats-Unis, s'était formé pendant la grande crise, un groupe de doctrinaires très optimistes, sous le nom assez curieux et impropre de *technocrates*. Ils s'opposaient directement aux stagnationnistes (J. Robinson, etc), selon lesquels il n'y avait plus rien à inventer : épuisé le filon de la vapeur et de l'électricité, l'ère des inventions était close.

Des rêves, des curiosités ? Bien plus ; la propagande de Jacques Duboin a largement contribué à l'adoption charmante et irréfutable de la semaine de 40 heures en 1936, cause déterminante, parmi d'autres, de notre défaite de mai-juin 1940. Ayons la cruauté de rappeler encore le nombre d'avions construits, en Allemagne et en France :

	France	Allemagne
1936	280	2 880
1937	450	4 320
1938	500	6 600

1. *La grande relève de l'homme par la machine*. Editions Fustier (1932). – *En route vers l'abondance. Demain ou le socialisme dans l'abondance* (1944) et nombreux articles en particulier dans l'Œuvre, journal de gauche, à clientèle d'intellectuels.

Est-il utile d'ajouter que la doctrine de l'abondance n'a eu aucun accès en Allemagne.

Silence, on rêve !

Qu'ont pensé de cette doctrine, les économistes, les professeurs d'Université ? N'était-ce pas bien à eux qu'il appartenait de juger une question économique d'une telle importance ? *Fuite remarquable devant le sujet*, avant la guerre et encore après elle. Ce n'est d'ailleurs guère que vers 1960 qu'à la suite de J. Fourastié, ils ont pris, avec les chiffres en général, des contacts suffisants. Avant la guerre, à la peur de paraître réactionnaires, attardés, s'ajoutait le souci de ne pas pénétrer dans la lice. Combien plus de confort chez Ricardo, Walras et Cournot, à la rigueur, chez Tinbergen !

Après la guerre

La théorie de l'abondance a eu ses prolongements après la guerre : Alors que la pénurie était encore sévère, un disciple de J. Duboin a annoncé, à l'Université de Neufchatel, l'avènement de ce stade distributif, à brève échéance. Comme un auditeur lui fit remarquer la pauvreté des charbonnages français, il répondit que les excédents de blé feraient un combustible très convenable. Calculer, c'est douter.

Toujours au lendemain de la guerre, M. Reybaud, disciple fidèle de J. Duboin, proposait de distribuer, dès maintenant, à tous les habitants, un revenu égal à celui des fonctionnaires du plus haut rang. Cette somme eût représenté environ 5 fois le revenu national français de pleine activité.

Voici comment s'est exprimé Léon Bélilos¹, avant même les « puces ».

« A Harvorth, une usine entièrement automatique fabrique, chaque jour, 500 000 ampoules électriques ; toutes les manifestations sont confiées à des robots

1. *Unir les hommes*. Paris, La Colombe, 1956.

et les ouvriers ne seront pas seuls à chômer : voilà que les bureaucrates, les statisticiens, les actuaires, n'ont plus rien à faire. Un appareil Norc nous multiplie 15 chiffres, en 30 millièmes de secondes. Les comptables n'ont plus qu'à crever ».

Pourquoi la disparition de « l'abondance » ?

Pourquoi une doctrine aussi faciliste, aussi populaire, a-t-elle disparu paradoxalement en pleine période de croissance, en pleines « trente glorieuses » ? C'est que l'effet de crise, de mévente ne jouait plus. La frustration n'a cependant pas disparu, mais a pris d'autres formes. D'autre part, l'exemple soviétique a joué largement : alors que, dans les années trente, la médiocrité des résultats et les famines pouvaient être attribués aux désordres politiques, il a été possible, après la deuxième guerre, d'apprécier, de mesurer les résultats, fort éloignés de l'abondance et de « la prise au tas ». La mythologie s'est modernisée.

La machine et le travail humain

Une bien vieille question que, déjà, se posait l'inévitable Aristote : du fait de la machine, disait-il, l'homme est privé de travail et comme le travail assure sa vie, son existence même est menacée. Plus critiques encore ont été Septime Sévère et Dioclétien ; ce dernier a refusé d'utiliser les machines que lui proposait un ingénieur pour dresser les colonnes d'un temple en construction, en faisant valoir un « Laisse moi nourrir le petit peuple » sans appel. D'ailleurs, en régime d'esclavage, le souci d'épargner les efforts n'était que secondaire et c'est pourquoi les Romains sont passés « à côté » du charbon et de l'industrie.

Au Moyen-Age, peu d'efforts sont orientés contre le travail, considéré d'ailleurs comme une vertu, un moyen de gagner la vie éternelle. Pour assurer l'essor de la machine, il faudra, en somme, un affaiblissement de la foi et, du même coup, la vivacité du souci désespéré de savoir, démangeaison encore accentuée par les désillusions éprouvées dans la recherche du « fabuleux métal ».

Les premières machines modernes ont précédé la pomme de Newton et remontent à peu près au temps de Descartes. Il était difficile d'éviter tout reproche de blasphème, d'immoralité, puisque la sueur du front des hommes était remise en question.

Si clairvoyants qu'ils fussent, Colbert, puis Montesquieu, ont éprouvé, à l'égard de la machine, les mêmes craintes que Dioclétien. Il était, du reste, difficile, devant les prouesses de certains mécanismes, d'éviter toute idée de diabolisme, de sortilège.

Silence, on ne tourne plus !

Un long débat va suivre entre une minorité d'optimistes, de cœur plus que de raison (« il y aura toujours quelque chose à faire, pour les hommes ») et une grande majorité d'affligés, ou, du moins, de personnes redoutant le tarissement de la source-travail qui fait vivre. Nous ne pouvons ici que renvoyer le lecteur à la (très rare) littérature scientifique sur le sujet et, en particulier, qu'il nous excuse, à notre ouvrage tentant une analyse de la question¹.

Bien que les « critiques » de cet ouvrage aient été nombreuses et favorables, il n'y a eu, en fait, sous les fleurs, aucune véritable « critique » positive, susceptible de faire progresser l'étude de ce thème.

Et c'est ainsi que ce sujet proprement technique, mais si préoccupant, qui avait naguère passionné non seulement les économistes, mais les ingénieurs, les ouvriers, les sociologues, les écrivains, sans parler des hommes politiques est, en somme, moins en vue que s'il avait été résolu. Et cet arrêt, cette apparente indifférence, résultent curieusement de la théorie de la paupérisation qui, elle, avait tranché dans le sens défavorable (en régime capitaliste, dit-elle, la machine chasse l'homme et crée ainsi une « armée de réserve », qui pèse sur les salaires »).

Le propre d'un prophète, qu'il s'appelle Marx, Jaurès ou Keynes, est de survivre, sans trop de peine, aux échecs de l'expérience. Condition essentielle : présenter suffisamment de contradictions.

1. *La machine et le chômage*, Dunod, 1980.

Avant de prendre le pouvoir, Lénine soutient pleinement la théorie de la paupérisation et, comme bien des croyants, cherche des faits propres à assurer sa conviction. Si peu honorée de son temps, si mal armée aussi, est l'expérience, qu'il parvient sans peine à satisfaire, en même temps, son esprit et son cœur. Un peu plus tard, la théorie de la paupérisation n'étant même plus nécessaire, il sera possible de la faire disparaître, comme on enlève le coffrage, une fois le béton suffisamment durci.

Il est néanmoins curieux de voir que les non-engagés, les soucieux de savoir, ne se soient plus intéressés, à partir de Marx, à l'influence de la machine (et plus généralement des progrès de la productivité) sur l'emploi. Peur d'avoir tort, ou, ce qui serait pire, d'avoir trop raison ? Quoi qu'il en soit, les grands, les Nobel (les Friedmann, les Samuelson) et les nobélisables (M. Allais, E. Malinvaud) ne s'intéressent pas au fond de la question. Ce sont des grands.

Pourquoi, en effet, se lanceraient-ils dans cette bataille où leur réputation court tant de risques, alors qu'à leur main existent tant de sujets de querelles moins dangereux, comme le problème monétaire international, ou les moyens d'assurer le développement des pays pauvres ?

Si haut que vole l'opinion au-dessus des faits, nous pouvons nous demander pourquoi, dans une atmosphère d'automatismes, de robots, et avec un niveau de vie trois ou quatre fois supérieur à celui du temps de la théorie de l'abondance, l'opinion est moins portée à l'optimisme, à la béatitude qu'il y a un demi siècle. C'est qu'entre temps est, en quelque sorte, survenue la *Sécurité sociale*, avec ses mésaventures, du fait de l'accession de l'ensemble de la population aux services de santé. Découvrir un « gisement », aujourd'hui, ce n'est pas découvrir un trésor, mais faire apparaître une source de besoins.

Dans le budget classique d'une famille, l'alimentation représentait naguère 50 % de l'ensemble des dépenses ; elle est aujourd'hui, nous l'avons vu, presque à égalité avec les services de santé, qui, vers l'an 2000, vont représenter 20 % du revenu national, sans que les besoins soient satisfaits et de loin.

Robots et niveau de vie

Une fois de plus, les résultats s'opposent cruellement aux rêves : comment le niveau de vie n'a-t-il pas augmenté bien davantage dans les

pays industriels, qui disposent de tant de moyens de produire des richesses ?

On pourrait, en effet, remarquer, perfidement, que, depuis l'extension des machines à miracle, disons, en France, depuis 20 ans, le rythme de croissance de notre cher PIB a ralenti, au lieu de s'accélérer, comme il eût été logique. Alors que, pendant les « trente glorieuses », un gain de 5 à 6 % par an était jugé normal, nous entonnons aujourd'hui des hosannas, lorsque les 3 % sont atteints. C'est l'effet des « à côtés », toujours sous-estimés.

Voici un exemple, l'aviation : lorsqu'a été créé le Concorde, sensation ! Réduire de moitié la durée de la traversée Paris New York, quelle aubaine !

Désillusion ! C'est que la machine ne réduit que la partie visible de la tâche, les opérations subsidiaires restant à peu près les mêmes. Réduire la durée du trajet Paris New York à dix minutes, au lieu de 4 heures, ne procurerait de ce fait qu'un avantage modeste. Qu'il s'agisse de robot ou de tout autre moteur, le progrès technique engendre d'ailleurs ses propres servitudes. Les résultats : il faut les compter nets et non bruts. Déjà cité le cas de l'aviation et des temps morts, au départ et à l'arrivée ; non moins digne d'attention le coût extravagant de l'encombrement des routes et des voies urbaines. Si réel qu'il soit, il n'entre qu'indirectement et de façon le plus souvent invisible dans les comptes de la Nation. De ce fait et aussi sous la pression des intérêts privés, cette perte n'est guère combattue.

Bureaucratie et goulots

C'est, de façon générale, toute la question de la bureaucratie qui est en jeu, comme aussi celle des goulots, toujours oubliés ou sous-estimés. Un jardinier illettré sait que l'insuffisance du débit fécondant doit être combattue au seul endroit de rétrécissement de la conduite. Mais Mr E. Balladur ne le sait pas. Dans la gestion économique, ce sont, au contraire, les secteurs en chômage, sans travail qui portent attention, sans succès évidemment.

De toute la masse de statistiques sortie du fécond INSEE, il en est une qui n'attire aucune attention, aucun commentaire. C'est la principale. Elle porte sur les entreprises qui, pour des raisons

techniques, ne parviennent pas à satisfaire les commandes reçues. Elles évoluent, aux environs de 15 %. Chiffre négligeable, dira-t-on ; chiffre considérable, faut-il observer. Si ces 15 % pouvaient forcer la vapeur par quelque moyen, elles distribueraient plus de salaires, feraient plus de commandes en amont. Ainsi seraient fécondées d'autres branches, de proche en proche.

Réponse permanente : refus de voir, refus d'accélérer, refus de la vie. C'est une opinion, disons une attitude, un confort.

Respectons.

Deux sortes de travaux

Une personne active exerce deux sortes de travaux :

- le *travail professionnel*, rémunéré, qui assure sa vie et auquel elle tient ;
- le *travail domestique ou personnel*, *bénévole*, ou, plus exactement, *autoremunéré*.

Autant la suppression du premier est redoutable (perdre sa place), autant celle qui porte sur les soins du ménage, sur les travaux de la voiture etc, prend une allure de libération.

Pour le travail domestique, tout gain est net ; le robot est donc le bienvenu. Bien des auteurs l'ont célébré et annoncé ses bienfaits, mais les illusions règnent encore à son sujet : l'aspirateur n'a pas remplacé le balai, ni les conserves, le fourneau. La distribution postale et même le tri se font dans les villes, à peu près comme il y a un siècle. En revanche, de nouveaux besoins sont nés.

Inégalité du progrès

Du fait de l'inégalité considérable des progrès réalisés, les besoins non touchés prennent une place relative de plus en plus importante.

Prenons une transformation quelconque, procurant une satisfaction déterminée et demandant 100 heures de travail. Si parmi elles, 40 heures

restent inaccessibles à la machine, les réductions successives sur les 60 autres heures permettent une série de cris de victoire, mais les 40 irréductibles resteront en asymptote.

A chaque gain de moitié, le résultat d'ensemble sera plus faible.

Il reste certes, la ressource de négliger des besoins vitaux ; c'est quelque peu ce qui se passe. La télévision, dans une pièce mal chauffée où est absorbée une nourriture insuffisante, est loin d'être une exception. Les hommes répugnent à se rendre des services mutuels et se trouvent ainsi les uns en chômage, les autres en détresse, ou, du moins non servis. Le rêve ne perd pas ses droits, pour autant, loin de là : Silicon Valley, ses puces miraculeuses, jouent un rôle social plus encore qu'économique.

Si amère que soit la constatation que, depuis l'accélération apparente du progrès technique vers 1970 (informatique), l'amélioration du niveau de vie s'est ralentie, nous poussons toujours en ce sens, plus près d'Icare que de Diogène.

17. Vivre ensemble

« Et dans l'informe bloc des multitudes sombres,
La pensée, en rêvant, forge les nations »
Victor Hugo

Que la sélection du problème, troublant, des retraites soit cherchée ou non dans un renfort de jeunes étrangers, que la désertification de certaines régions soit ou non, combattue de même façon, la coexistence de deux populations européenne et musulmane est déjà un fait. Dès lors, la question est de savoir dans quelles conditions cette coexistence peut se poursuivre, quel sera son aboutissement, quelle politique il convient de suivre.

Depuis l'extension du marché commun aux pays méditerranéens et au Portugal, le vieux problème (1931), si troublant, des travailleurs étrangers européens, a, à peu près, disparu. Très peu nombreux, en effet, les Suédois, Norvégiens, Finlandais auxquels la loi pourrait s'appliquer. L'effondrement de la natalité en Espagne et en Italie réduit du reste fortement le besoin de s'exiler.

Quant aux réfugiés des pays de l'Est, ils obtiennent vite le droit de travailler. Quelques autres réfugiés se réclament du droit d'asile. Ainsi, la presque totalité des travailleurs étrangers visés par la loi, est musulmane. Au recensement de 1982, ont été comptés 3 680 000 étrangers, parmi lesquels 1 416 000 Maghrébins. Jamais les Polonais, les Italiens, les Espagnols, ni même les Portugais, n'ont atteint ce chiffre. Certes, l'ensemble des Italiens, Espagnols et Portugais, groupe assez homogène, atteignait, en 1982, un nombre équivalent, mais la disproportion doit être aujourd'hui manifeste.

Terminologie

Une mise au point est nécessaire, pour dissiper les confusions courantes :

Les Musulmans habitant en France sont, couramment, appelés *immigrés* : « Le problème des immigrés » ou « le statut des immigrés » ; ont dit même, parfois, un « immigré ». Le terme est doublement impropre :

1. M. Raymond Barre, né à la Réunion, est, en bon français, un *immigré*. Il est néanmoins français, comme aussi de nombreux immigrés, nés à la Martinique ou à la Guadeloupe.

2. En revanche, un Algérien, un Marocain, né en France, n'est pas un immigré, mais, s'il n'a pas acquis, d'une façon ou une autre, la nationalité française, il est *étranger*.

Si claire que soit la question et si averti qu'il soit, M. Bernard Stasi, lui même, emploie le terme impropre, *immigrés*. Mieux encore, si l'on peut dire, Mme Georgina Dufoix était « secrétaire d'Etat à la Famille et aux travailleurs immigrés ». S'occupait-elle des Réunionnais et des Belges ? Parlons français.

La loi de 1945 parlait des « *travailleurs étrangers* ». C'est le mot propre.

Impossible retour

Répondant à un besoin pour les pays intéressés, l'immigration s'est faite assez naturellement, pendant les 30 glorieuses et même après l'indépendance de l'Algérie. Le retour était jugé probable, sans être vraiment mis en question. Une fois atteint un niveau jugé suffisant, sinon excessif, une indemnité de retour a été accordée, mais elle n'a décidé qu'un très faible nombre de volontaires au retour. L'admission des membres de la famille a, au contraire, encore renforcé le caractère permanent du mouvement. Il s'agit donc bien de coexistence durable.

Réussites dans le passé

Nous avons, au chapitre 5, examiné, de façon générale, les diverses éventualités de coexistence de deux populations. L'assimilation des Européens s'est, jusqu'ici, réalisée sans difficulté par le jeu classique des mariages mixtes, de l'enseignement, du travail professionnel en commun et a été facilitée aussi par le service militaire, pour les naturalisés. Les craintes manifestées entre les deux guerres, à l'égard des « grumeaux » d'Italiens, ont été démenties sans équivoque : en juin 1940, tout Italien, tout ménage, a songé avant tout à organiser sa vie et assurer son ravitaillement.

Plus curieux, plus probant aussi, le cas des Polonais : Appelés en masse par les entreprises de charbonnages et de métallurgie entre les deux guerres, ils ont été placés dans un régime de ségrégation, vivant ensemble tout en bénéficiant de leurs guides culturels (musique, langue, etc.) et même de leur clergé. En 1936 et après la 2^e guerre, *certain ont préféré revenir dans leur pays*, devenu communiste. La majorité, restée en France, s'est peu à peu fondue dans la population française, la décadence des charbonnages aidant à la dispersion. Le sport a contribué à cette fusion : peuvent être rappelés, en cette occasion, les noms de Jazy, Kopa et autres.

Le nombre et son évolution¹

Comment peut évoluer, en France, la population et particulièrement la population musulmane ? Le dernier recensement, en 1982, a donné pour la métropole, les résultats suivants (en milliers) :

Français	50 615
Maghrébins, Turcs et Africains	1 697
Etrangers d'autres nationalités	1 984
Total	54 296

1. Les résultats qui suivent nous ont obligeamment été communiqués par M. Philippe Bourcier de Carbon : « *Les projections de la population étrangère : méthodes et résultats* », VIII^e Colloque National de Démographie, Grenoble, mai 1987.

Les Maghrébins, les Turcs et la plupart des Africains sont musulmans, les étrangers d'autres nationalités sont, pour la plupart, non musulmans (Italiens, Espagnols, Portugais).

Suivons la descendance de ces populations, comme si elles étaient isolées, c'est-à-dire sans faire intervenir, pour le moment, ni les mariages mixtes, ni les changements de nationalité (en prolongeant les mouvements observés par l'INSEE entre les 2 derniers recensements).

A fécondité constante, les populations évolueraient de la façon suivante (en milliers) :

	1989	2003	2010
Français	51 278	51 342	50 396
Maghrébins, Turcs et Africains	2 406	4 218	5 436
Etrangers d'autres nationalités	2 204	2 694	2 934
Total	55 888	58 254	58 766

La population française diminue à la longue, du fait du non renouvellement de ses générations. En fait, les étrangers d'autres nationalités, pour la plus grande part, Italiens, Espagnols et Portugais, sont appelés à se fondre peu à peu dans la population française et ne posent pas de problème de coexistence. Nous aurions, dans ces conditions, en l'an 2010, 53 330 000 Français et 5 436 000 descendants de Maghrébins, Turcs ou Africains, dont nous ignorons quelle sera la nationalité, mais dont nous pouvons penser qu'ils seront musulmans.

Sur l'évolution de la fécondité française, l'incertitude est limitée et faible l'espoir de reprise ; sur la population musulmane, composée de Maghrébins et de Turcs, la baisse est probable et, du reste, déjà amorcée, mais il reste à en évaluer le rythme. En tout état de cause, le nombre de 5 436 000, cité plus haut, est, sauf nouvelle immigration, une limite supérieure.

Voici d'ailleurs les résultats, pour la population non européenne (pour la plupart Turcs et Maghrébins), dans l'hypothèse improbable où la fécondité diminuerait jusqu'à atteindre dès 1992 et jusqu'en 2010, le taux de 2,1 enfants par femme, assurant le simple renouvellement des

générations (et à supposer que tous les mouvements migratoires soient suspendus depuis 1982 jusqu'en 2010) :

1982	1 697 000
1989	1 967 000
2003	2 284 000
2010	2 488 000

Très forte diminution sur les évaluations précédentes. Ainsi, le facteur décisif est l'évolution de la fécondité des femmes musulmanes. Selon qu'elle reste constante ou s'aligne (dès 1992) sur la fécondité assurant le simple remplacement des générations, le nombre final, varie de plus du double.

A cette incertitude s'ajoute celle de mariages mixtes. Plus exactement le nombre de mariages mixtes exercera une influence sur la baisse de la fécondité.

Mystérieuse « insertion »

Les Maghrébins, les Turcs et de nombreux Africains immigrés sont musulmans, donc d'une culture différente de la nôtre ; ils appartiennent à une religion qui doit faire corps avec le pouvoir politique.

L'assimilation des étrangers n'est plus le but exprimé, du moins en France : Mme Georgina Dufoix, ministre socialiste de la population, a, expressément, répudié ce terme, déclarant qu'il ne s'agissait plus que d'*insertion*. Si ce mot satisfait l'esprit, c'est que, comme tant d'autres, il est dépourvu de sens : dès l'instant qu'un étranger, marié ou non, est entré légalement (ou a été régularisé), qu'il a un logement, si médiocre qu'il soit, et un emploi (lui ou son conjoint) ou même une indemnité de chômage, il est *inséré*. Une fois de plus, nous voyons que le langage politique doit souvent être traduit, tant il cherche à éviter les rugosités, au détriment de la clarté.

En fait, ce qui est en cause, ce n'est pas tel ou tel individu, mais les conditions d'une coexistence durable entre les deux populations,

coexistence dont l'histoire présente, nous l'avons vu, tant d'exemples, sous tant de formes et avec tant de résultats différents.

Quatre sujets de débat

Comme pour toute immigration permanente d'étrangers, le débat porte surtout sur :

- le droit ;
- la nationalité ;
- la langue, la culture ;
- la religion.

Le droit

Aucune équivoque : la législation nationale s'impose à tous ceux qui vivent sur le territoire. Et cependant, elle peut, nous allons le voir, s'opposer parfois à la loi coranique.

Selon le droit coranique, en effet, la religion fait corps avec l'Etat, en opposition avec la laïcité française, qui sépare, de façon totale, l'Etat et la religion. Aucun conflit sérieux ne semble avoir été soulevé jusqu'ici, du fait de cette opposition, mais le cas peut se présenter. La question est reprise plus loin.

La nationalité

Elle donne lieu à de fréquentes querelles :

- sur l'application de la loi, assez complexe ;
- sur les modifications à apporter à cette loi.

Nous nous bornons ici à donner quelques indications sur cette question qui donne lieu à de vifs débats, peu utiles en somme, et entachés souvent d'affectivité.

De façon générale et conformément aux tendances doctrinales, les personnes ou organismes orientés politiquement à gauche se prononcent davantage en faveur des étrangers et sont plus optimistes. Mais plutôt que Mazarin, mieux vaudrait évoquer Lagrange. L'extrême droite est au contraire xénophobe, ou, du moins, opposée à l'admission des étrangers et à leur « insertion ».

L'acquisition de la nationalité française donne quelques droits supplémentaires, dont le principal est le droit de vote, mais comporte en revanche, pour les hommes, l'obligation du service militaire.

Le droit de vote

Sans chercher à rappeler les subtilités juridiques sur l'acquisition de la nationalité française, par naturalisation, par mariage, ou son attribution par la naissance, bornons-nous à formuler quelques observations sur les conséquences possibles :

Toute thèse peut invoquer des justifications historiques ou des exemples contemporains ; encore faut-il conserver sa pleine raison. Une bonne cause n'a pas besoin de mauvais arguments : pour justifier le droit de vote immédiat des étrangers a été parfois invoqué l'exemple de la Suède. Bien différent le cas, puisque, pour ce pays, les étrangers, Finlandais et Danois, sont de culture très proche.

L'extension du droit de vote aux étrangers ? Une question de degré, de calendrier et d'appréciation personnelle. L'impossibilité de revenir en arrière conseille une certaine prudence et la prise en compte de facteurs individuels. Pour le moment, la position des uns ou des autres, sur ce sujet, est largement affective, peu réfléchie et liée à la couleur politique. Les scientifiques purs sont, selon l'usage, plus affectifs, sinon mystiques, que les autres. Evasion.

Les nouveaux Français seront assez naturellement portés vers les partis avancés, ne serait-ce que du fait de leur condition sociale. Il est donc logique que le droit de vote soit demandé surtout par les partis de gauche ; mais un pas dans ce sens pourrait provoquer par réaction, un glissement de Français indécis, vers la droite.

Le service militaire

Parmi les plus ardents xénophiles, peu nombreux ceux qui connaissent le fait suivant¹ :

En 1914, le nombre de combattants français, d'origine étrangère récente, représentait environ l'équivalent d'un corps d'armée. Or, le sort de la bataille de la Marne et, par là, de la guerre elle-même, n'a tenu qu'à une division bien placée.

Ce rappel d'un événement historique ne saurait évidemment dicter les choix : c'est devant nous qu'il faut regarder.

Le nombre de combattants n'a plus, dans une guerre, la même importance qu'autrefois, mais l'obligation du service militaire, pour les citoyens français d'origine étrangère récente, peut faciliter une politique de rapprochement des deux populations : il donne, en particulier, au service du recrutement, la possibilité de disperser les recrues, de permettre une vie commune entre Français de souche et nouveaux Français.

Séparation définitive ou fusion

Ce sont les deux éventualités extrêmes. Nous avons, au chapitre 5, indiqué les différentes voies qui peuvent être suivies, lorsque deux populations vivent ensemble sur le même territoire. Suivons maintenant le cas d'un individu ou d'un ménage d'immigrants.

Le logement

C'est le premier des besoins : Au temps de la liberté des loyers, c'est-à-dire avant 1914, la question du logement des étrangers ne

1. *Journal de la Société de Statistique de Paris*, 1927.

troublait guère le sommeil des hommes publics. Elle était résolue soit par la grande entreprise ayant besoin de personnel, soit par l'individu lui-même, plus mal logé encore que le national.

Les nouveaux étrangers étant aujourd'hui presque tous musulmans, deux méthodes s'opposent et cela depuis longtemps : ségrégation ou dispersion. La ségrégation présente, dans l'immédiat, divers avantages, tant pour l'immigrant, qui retrouve ou reconstitue, le plus possible, sa vie habituelle que pour la population européenne. A terme, les inconvénients sont clairs : notamment, les tensions deviennent inévitables. Dans certains quartiers de Liverpool ou de Birmingham, la police ne peut plus pénétrer qu'en cas de besoin impérieux et munie de sérieux moyens de défense. Dans certaines villes françaises, notamment à Lyon et à Marseille, des cas difficiles se posent.

Le souci de l'immédiat et la pénurie chronique de logements l'ont fatalement emporté : le risque existe d'ailleurs, en cas de dispersion insuffisante, de voir les Français ou, plus généralement, les « Européens » quitter un quartier (La Chapelle, par exemple, à Paris) où, la densité de Musulmans est jugée par eux trop forte, comme cela est arrivé naguère à Haarlem, au Nord de New York. C'est par transitions qu'il faut agir, mais la législation des loyers – dont la nécessité n'est pas ici en question – ne facilite pas la solution. Si, en matière de logement, la liberté présente les avantages de la fluidité, c'est en raison même de sa cruauté.

Une des causes, souvent invoquées aujourd'hui, en faveur de la séparation, c'est-à-dire de la ségrégation, c'est l'égorgement traditionnel de moutons dans la rue ou de façon plus générale, la cuisine en plein air. Une question de temps.

Arguments opposés

1. *Les adversaires* : « Le nombre des étrangers en France est déjà excessif. En admettre de nouveaux, c'est accroître le nombre de chômeurs. En outre, la culture des nouveaux immigrants est si différente de la nôtre qu'elle est une source de troubles et de divisions. Il s'agit d'une « altération », au sens péjoratif du terme. En conclusion, il convient, non seulement de ne plus accueillir de nouveaux étrangers, mais d'expulser de notre territoire ceux qui ne trouvent pas leur place, chômeurs, délinquants, etc. ».

2. Les *partisans* : « Le sentiment d'humanité coïncide ici avec l'intérêt national. Si réduite et si âgée est notre population que nous devons être indulgents, accueillants, même, pour de nombreux venus, laisser aux étrangers toute liberté culturelle, toute liberté quant à leur nationalité et même leur accorder le droit de vote ».

La langue

Le facteur le plus important et le plus dépendant de l'autorité politique est la langue. C'est l'enseignement public qui a assuré l'unité de la langue française, comme de l'italienne ou d'autres, dans le territoire national. La réhabilitation récente des dialectes, des patois, a visé surtout à éviter leur disparition, mais ils sont maintenant de plus en plus confinés dans les Universités. Aux Etats-Unis, l'unité du pays a résulté, nous l'avons vu, d'une politique ferme d'enseignement de l'anglais, pendant tout le XIX^e siècle.

L'ignorance à ce sujet est grande chez les enseignants eux-mêmes : S'agissant de ménages maghrébins, plus d'un a confondu langue arabe et langue maternelle. Un grand nombre de jeunes Maghrébins en France ne parlent pas l'arabe, du moins l'arabe tel qu'il est enseigné, mais emploient dans leur famille et dans leur lieu de réunion, un langage berbère. Confusion a été faite entre langue maternelle et langue nationale.

Il n'a jamais été question, en France, d'accepter, comme langue officielle, même auxiliaire, l'italien ou l'espagnol. Le français doit, une fois de plus, conserver la primauté absolue, en particulier dans l'enseignement.

Deux arguments pourraient cependant suggérer une politique plus libérale : la tendance générale dans le monde, en matière culturelle et le nombre très élevé des Maghrébins.

L'enquête entreprise par l'INED, en 1973, avait montré que les enfants maghrébins suivent, de façon très satisfaisante, l'enseignement donné dans les écoles. Si la proportion de bacheliers était et est encore, sans doute, plus faible que chez les Français, c'est en raison de la classe sociale. Souhaitons que cette enquête, d'un intérêt vital, soit vite renouvelée.

La religion

La séparation de l'Eglise et de l'Etat n'est plus contestée en France. L'attitude est si ferme à ce sujet que le bulletin de recensement ne porte aucune question sur ce point.

Seuls les sondages permettent d'établir une répartition des croyances¹ et même du degré d'observation de la religion. Le recensement par nationalité permet de connaître, à peu près, le nombre de Musulmans étrangers (d'après leur nationalité) mais non celui des Français musulmans. L'exercice même de la religion ne soulève que des difficultés matérielles. En tels ou tels lieux, le nombre des Musulmans justifie la construction d'une mosquée, ou tout au moins, l'installation d'un lieu de prières. Aucune opposition de principe ne semble être venue de ce côté. Le nombre de mosquées a été, dit-on, multiplié par 100 en 20 ans. Il partait évidemment de très bas. Les difficultés peuvent survenir, en dehors d'une excessive ségrégation ou de différences entre modes de vie, du statut de la femme, qu'il s'agisse de la femme mariée, soumise à son mari ou de l'adolescente, placée par le droit de *Jabr*², sous l'autorité absolue de son père, jusqu'à son mariage ; mais déjà se prennent des habitudes différentes.

L'esprit des Français en mutation

Sans être xénophobes (ce sont les Allemands et les Anglais qui ont longtemps attiré leurs plus vives critiques et railleries), les Français ont longtemps maintenu la priorité aux nationaux, en termes de logement et en termes d'emploi. L'ordonnance du 2 novembre 1945 avait, rappelons-le, rencontré une approbation unanime.

Comme en tant de pays, les syndicats ont longtemps adopté une attitude très réservée, sinon hostile, à la venue de travailleurs étrangers, susceptibles, non seulement d'entraîner une détente sur le marché du travail, mais d'accepter des conditions de travail moins favorables.

1. En 1946, lorsque l'INED a adopté, pour un sondage, une question sur la religion, Paul Rivet et Henri Laugier, membres du conseil d'administration, avaient formulé une objection rappelant la séparation de l'Eglise et de l'Etat. L'usage est devenu courant. Il ne s'agit pas de reconnaissance officielle, mais d'information.

2. Aboli par la loi, il subsiste en fait.

Tout syndicat professionnel, même celui des médecins, est, en tout pays, enclin à manifester quelque appréhension à l'égard d'une concurrence supplémentaire.

C'est semble-t-il, au cours des années 70, que s'est manifesté un sentiment différent, fait de compassion ou de solidarité, toujours quelque peu dans la mythologie du seigneur. C'est dans cet esprit nouveau, plus ou moins apparenté à la montée et à la révolte des jeunes, qu'aucune opposition ne s'est élevée contre l'octroi d'une indemnité de chômage durable aux étrangers, contraire à l'esprit, sinon à la lettre, de la loi du 2 novembre 1945. Le cœur l'a emporté sur la raison.

Défendre sans diviser

L'attitude xénophobe, sinon raciste¹, de groupes nationaux (M.J.-M. Le Pen) a involontairement contribué à ce changement d'état d'esprit, qui a aussi gagné les syndicats, en particulier la CGT. Ces nouveaux travailleurs doivent, ont pensé, à juste titre, les syndicalistes, être enrôlés, plutôt que mis à l'index.

Et, du coup, ont du changer sinon les conceptions sur l'emploi, du moins les attitudes.

A défaut de doctrine, les faits se sont chargés de montrer l'impossibilité ou, du moins, les dangers de toute politique nationale protectrice. Si l'industrie française était soudain, ou même en l'espace de quelques mois, privée de tous ses travailleurs étrangers, les difficultés nationales s'accumuleraient : balance des paiements fortement négative, baisse de la production et des rentrées fiscales et même contrairement aux idées de l'opinion, augmentation du chômage.

Le changement d'état d'esprit, signalé plus haut, porte même les Français à s'opposer à une application de la loi : ce fut le cas, en particulier, lors de l'expulsion d'une centaine de Maliens, en situation irrégulière. Ainsi, dans l'ensemble, l'opinion manifeste des vues contradictoires.

1. Les termes *racisme*, *raciste*, semblent dater de la doctrine de Hitler, bien que les attitudes et les pratiques fussent bien antérieures. Le *Grand Larousse* ne donne de ces mots qu'une définition imparfaite, sans nette distinction entre l'hérédité et le milieu. Il va même jusqu'à consacrer l'expression absurde « racisme antijeune ». Il vaut mieux parler français.

Anti ou pro ?

Les maladresses ne viennent pas toutes du même côté. L'affectivité toujours à fleur de pensée, se traduit souvent par des expressions trop fortes qui risquent de provoquer des réactions en sens inverse de celles qui sont souhaitées. L'expression *antiraciste* elle-même risque d'envenimer une plaie qu'il s'agit au contraire de cicatrifier. Mieux vaudrait parler de xénophilie, et vanter les rapports d'amitié et de sympathie. Moins la question de dualité est soulevée, plus est grande la chance d'en éviter les inconvénients. Dans cette question délicate, les extrêmes facilitent la tâche de leurs adversaires.

Actions positives

Voici un exemple d'action à proposer à une municipalité ou à une grande entreprise :

Une soirée récréative composée de deux parties :

– d'abord sur la scène, ou quelque tréteau, une alternance de chansons populaires de provinces françaises ou de régions maghrébines, présentée par un homme de bonne humeur ;

– ensuite un bal, terminé par une immense farandole.

Le sport peut jouer aussi un rôle important et le fait déjà, dans certaines associations sportives, sans qu'il faille s'opposer, bien entendu, à la formation de clubs d'étrangers.

L'action agrégative elle-même, si souhaitable qu'elle soit, doit éviter tout caractère agressif.

Le rôle des jeunes

C'est par les jeunes générations que peut se réaliser, ne disons pas la fusion, mais une accommodation, dont nous ne pouvons prévoir ni

les étapes, ni les contours. Et déjà se dessine une façon commune de concevoir la vie.

Fortement symbolique le terme *beurette*. Mais, pour le moment, si souhaitables qu'ils soient, les mariages mixtes sont peu nombreux et manquent souvent de stabilité.

Le temps, ce brave vieux, fera, dit-on, son œuvre. Encore convient-il de savoir laquelle, et le laisser couler. Mais qu'il ne tarde pas ; peut-être faudra-t-il l'aider avec la plus extrême discrétion.

18. Etats-Unis et Mexique

« Puisque le vent du nord, parmi les cyprières,
Pleure et chante à jamais d'éternelles prières
Sur le grand fleuve où gît Hernando de Soto »
José Maria de Heredia

En Europe, la ligne de partage entre le monde latin et le monde germanique n'est que linguistique, traversant la Belgique, le Luxembourg, la France, la Suisse et ne séparant qu'à peu près l'Italie de l'Autriche. En Amérique, c'est la frontière politique entre les Etats-Unis et le Mexique, qui sépare les deux mondes culturels.

Du fait de l'indifférence marquée par les gouvernements français, du XVI^e au XVIII^e siècle, à l'égard du peuplement de l'Amérique, du fait aussi des querelles de religion (protestants français en Floride et au Nord de l'actuel Brésil, désavoués par Henri II et non aidés), l'Amérique est devenue, politiquement, le domaine des Anglais et des Latins hispano-portugais. Le verdict du pape, si contesté par François I^{er}, séparant, par un méridien, Espagnols et Portugais, a plutôt avantagé l'Espagne. Plus entreprenant, plus avides d'espace que les Anglais, les Espagnols ont conquis ou tout au moins, pris possession d'une large partie du territoire actuel des Etats-Unis. Une dizaine d'Etats ont un nom d'origine espagnole. Après l'indépendance du Mexique, les Etats-Unis ont acquis, en partie par la force (guerre 1846-1848) en partie par l'achat, de vastes territoires, parvenant ainsi, vers le Sud, au golfe du Mexique, vers l'Ouest à l'Océan Pacifique. (Californie en 1850). Certains Américains voulaient même, à cette époque, l'annexion totale du Mexique.

Nord-Sud : économie et population

Entre le Nord et le Sud s'est manifestée la différence que nous constatons en divers pays, Espagne, Italie notamment : Nord plus apte au progrès économique, notamment par l'industrie, Sud plus prolifique et plus pauvre. Toutefois, la limitation des naissances n'a pris quelque amplitude aux Etats-Unis qu'à la fin du XIX^e siècle. D'autre part, l'immigration a été plus forte, dans ce pays, qu'au Mexique. La vive attention du gouvernement américain à l'enseignement de l'anglais a fait, de la frontière politique, une frontière linguistique, qui risque aujourd'hui, nous allons le voir, d'être remise en question.

Comme en Espagne, comme en Italie, les paysans pauvres du Sud ont été attirés par la richesse du Nord et le niveau des salaires. Seulement, cette fois, une frontière politique sépare Sud et Nord. Depuis 1923 et la loi réglementant l'immigration aux Etats-Unis, l'entrée sur le territoire ne peut se faire sans autorisation personnelle. Quelques travailleurs (braceros) peuvent, en outre, bénéficier d'un contrat de travail.

Du fait de la différence de salaires, les entrées clandestines se sont multipliées. A l'Ouest, les immigrants traversaient souvent le Rio Grande à la nage et ont, de ce fait, été appelés « wet backs » (dos mouillés).

L'immigration mexicaine donne lieu à trois sujets de débats :

- sur le nombre et les conditions d'entrée ;
- sur les conséquences économiques ;
- sur les conséquences culturelles, au sens large du mot.

Sur le nombre

Les nombreuses estimations, basées sur diverses méthodes, varient largement. Voici, tout d'abord, un bilan d'ensemble, assez classique, sur le nombre d'immigrants qui seraient venus du Mexique aux Etats-Unis depuis 1820¹ :

1. US department of Justice Immigration and Naturalization Service. 1980. Statistical book of the Immigration and Naturalization service.

Période	Immigration légale	Braceros	Immigration clandestine
1820-1860	18	-	-
1861-1900	10	-	-
1901-1910	49	-	-
1911-1920	219	-	-
1921-1930	459	-	48
1931-1940	22	-	95
1941-1950	61	430	1 436
1951-1960	300	3 486	3 313
1961-1970	453	888	1 018
1971-1980	640	-	7 473
Total	2 231	4 804	13 383

Ce tableau ne doit être utilisé qu'avec de grandes précautions. En particulier, le chiffre de 1861 à 1900 est « officiellement » inférieur à la réalité, du fait que, de 1886 à 1893, l'enregistrement a fait défaut.

D'autre part, l'immigration clandestine n'est évaluée qu'après coup, de façon quelque peu incertaine.

Hasard et loi

Si aléatoires sont les calculs qu'il faut s'attacher surtout aux conditions de cette entrée dans « l'Eldorado ».

Aux Etats-Unis, nombreux sont les citoyens américains dépourvus de carte d'identité, ou ne pouvant présenter qu'une carte, dépourvue de photographie. Dans certains Etats du Sud, l'état civil n'est complet que depuis les années 30, de sorte qu'un homme paraissant une cinquantaine d'années peut déclarer, à la police, qu'il est né dans l'Alabama, le 3 février 1935. D'autre part, celui qui est inquiété par la police d'un Etat, sans être arrêté, peut passer dans un Etat voisin.

Des réformes de la législation sur l'immigration, en provenance du Mexique, ont été proposées ou sont en cours de débat au Congrès. Elles se heurtent à des oppositions de caractère juridique ou idéologique plus encore qu'économique.

Une demande avait été adressée par le président Carter au président Portillo, pour qu'il freine les sorties. Maître du jeu, le président du Mexique avait répondu, en demandant un débouché avantageux pour son pétrole et avait fait observer que la construction d'usines par les entreprises américaines en territoire mexicain réduirait la pression à la frontière.

Un autre aspect : la facilité des communications aidant, des femmes mexicaines viennent accoucher en territoire américain, de façon que leur enfant puisse plus tard se prévaloir de cette naissance aux Etats-Unis.

Difficile est la surveillance de la frontière : il avait été un moment question d'installer, tout au long, un radar. Sur 3 300 kilomètres, cette entreprise s'est avérée irréalisable.

Du reste, il n'y a plus guère de wet-backs, ni même de passage clandestin, l'entrée se fait le plus souvent de façon régulière, à titre temporaire, comme étudiant, comme touriste, travailleur saisonnier etc. Mais, une fois entré, l'immigrant reste assez facilement en territoire américain, où la Sécurité Sociale est moins assurée qu'en Europe.

Selon F. Bean¹ et ses collaborateurs, le nombre maximal de Mexicains illégaux (« undocumented ») pourrait s'élever à 3,8 millions, mais selon l'analyse de J.S. Passel² « Combien

d'immigrants illégaux ? » le nombre en 1980, ne serait que 1,9 millions. C'est entre 1,5 et 2,5 millions que se placent la majorité des évaluations.

Il reste à voir de combien ce nombre a augmenté depuis 1980. En avril 1983, une évaluation du *Census Bureau* donne 2 millions d'étrangers illégaux, âgés de plus de 14 ans. Est souvent évalué, entre 100 000 et 300 000, le nombre d'entrées par an, depuis 1980 (au maximum 500 000). Mais il faut déduire du total :

- les morts ;
- ceux qui ont perdu leur nationalité ou leur caractère, par mariage ou par isolement ;
- les personnes en séjour temporaire.

Bref, on peut estimer que le nombre des Mexicains illégaux doit s'élever aujourd'hui à un nombre compris entre 2 et 3 millions, dont la majorité (55 % au moins) de sexe masculin.

Le terme « mexicain » laisse une place à l'équivoque. Il peut s'agir de nationalité (caractère juridique), de langue ou de religion.

Le gouvernement et le *State Department* ont, à diverses reprises, manifesté leur grande inquiétude, annoncé des amnisties qui seraient suivies de plus de rigueur, mais sans ralentir, semble-t-il, le courant qui s'entretient lui-même et trouve un aliment supplémentaire dans les difficultés de l'économie mexicaine, depuis la baisse du pétrole.

Conséquences économiques

Le débat sur le rôle économique des illégaux est aussi vif et aussi incertain que sur leur nombre.

Les Etats-Unis ont-ils intérêt à un accroissement de leur population plus rapide que l'actuel (environ 1 % par an) ? Nous retrouvons les deux arguments classiques :

1. Une population plus importante peut répartir, sur un plus grand nombre d'épaules, ses « frais généraux », en particulier les dépenses militaires. En outre, l'immigration donne, au pays, des hommes tout faits, dont la valeur (à 20 ans) équivaut, nous l'avons vu, à 4 années de travail.

1. Frank D. Bean, Allan G. King et Jeffrey S. Passel : *The members of illegal migrants of Mexican Origin in the United States. Sex Ratio Based Estimates for 1980. Demography* (février 1983).

2. Communication faite à la réunion annuelle de la *American Statistical Association*, avril 1985.

2. Par contre, un accroissement de la population exige des investissements plus importants et une consommation plus élevée de matières premières venant de l'étranger (pétrole notamment).

Compte tenu de l'accroissement de la population, la nécessité de l'accroissement du PIB est un argument, mais il faudrait pousser plus loin et examiner aussi l'aspect social : les immigrants acceptent de remplir des travaux délaissés par les nationaux (10 % de cols blancs, seulement, parmi eux). Leur rôle de promotion peut être comparé à celui des Musulmans en France.

Très divisée, l'opinion publique américaine est, maintenant, plutôt contraire à l'immigration, dans l'optique traditionnelle du nombre limité des emplois, qu'il convient de partager. Mais les syndicats les plus puissants se trouvent plutôt au Nord, dans la grande industrie et ne se sentent pas menacés. Les économistes sont plus favorables à l'immigration que l'opinion. Selon des professeurs de Berkeley, le départ des « sans papier » serait même très dommageable à la Californie.

D'après une enquête de 1982, les Américains estiment qu'il s'agit d'un problème grave, pour leur pays. En juin 1984, 55 % des personnes interrogées se sont déclarées hostiles à la légalisation des travailleurs ayant vécu au moins 6 ans aux Etats-Unis. R. Reagan a, cependant, fait davantage dans la suite. L'opposition est plus forte encore, chez les Noirs, directement concurrencés. Une forte majorité de l'opinion estime que les poursuites devraient être engagées contre les employeurs utilisant les services de Mexicains « sans papiers ». Les sociologues et surtout les économistes sont plus favorables à cette immigration que l'opinion publique : à la fin de 1985, 91 % des économistes consultés ont répondu que cette immigration avait un effet favorable sur l'économie nationale. D'autres, cependant, estiment qu'il faudrait donner suite à la demande du président du Mexique et construire des usines en territoire mexicain.

La presse cherche plutôt à alarmer, en lançant des menaces sous des titres imposants, tels que « Latinisation de l'Amérique » ou « Balkanisation de la Floride ».

Enfin, des reproches ont été formulés contre l'aggravation du déficit de la balance des paiements, du fait des épargnes envoyées aux familles.

La question culturelle

Un grand mot, un sujet sérieux, qui présente deux aspects :

- *la langue*, l'expression ;
- *la culture*, sur un plan plus général.

Extension de la langue espagnole

Le Mexique n'est pas seul en cause ici ; cette nation n'a elle-même aucune volonté expansionniste. Bien connu, par ailleurs, est le cas de Porto-Rico, qui a provoqué naguère de curieux rapprochements entre l'Université et le spectacle. D'autre part, important est le nombre de réfugiés des Antilles et de Cuba, évadés ou autorisés en fuite vers le paradis. A Miami, ville en plein essor, qui a, peut-être, 2 millions d'habitants, la langue espagnole est presque majoritaire, du moins dans certains quartiers. Selon Waldo H. Palomares, dans 10 ans, la moitié de la population de Californie s'exprimera en espagnol, évaluation quelque peu excessive sans doute, mais évocatrice.

Au Texas, des émissions de télévision sont faites en espagnol. A El Paso, ville où les salaires ont baissé, du fait de l'entrée des Mexicains, les Américains quittent parfois leur ville. Fréquents sont les contrats formulés en espagnol. A New York même, nombreux sont les magasins, les journaux, les théâtres, les stations de télévision, utilisant l'espagnol.

Le gouverneur de Floride, récemment élu, est de langue espagnole, ainsi que divers parlementaires.

La question de l'enseignement n'est pas encore posée de façon officielle.

Mais déjà, un enseignement bilingue a été décidé, par le président Johnson, en 1968 ; il est, effectivement, admis au Texas et même au New Jersey (Porto Ricains). Le monopole de la langue anglaise, qui fait l'unité du pays, pourrait être ainsi remis en question.

L'influence proprement culturelle

Aux craintes assez classiques vis-à-vis des Latins, s'ajoutent maintenant des inquiétudes de caractère racial, au meilleur sens du mot. Le fait est souvent souligné que les Mexicains ont presque tous, dans leur ascendance, des Indiens et certains des Noirs.

Mais c'est là un aspect secondaire ; toute l'aversion, disons la crainte, à l'égard du monde latin, se retrouve, au point que divers auteurs le voient déjà introduire le mal, en soi, le marxisme.

La question de religion joue aussi son rôle ; les Mexicains sont presque tous catholiques ou, au moins, baptisés selon le rite catholique.

19. Sud-Nord. Le Pacifique dans 30 ans

« Homme libre, toujours tu chériras la mer ! »
Charles Baudelaire

Le monde ne se limite pas à la Méditerranée occidentale et au Rio Grande. Dans ces deux cas, la migration du sud vers le nord est déjà commencée, posant des problèmes non seulement démographiques, mais économiques, sociaux, politiques. Plus discret encore est le problème du Pacifique ou, plus exactement, de la région comprise entre l'Asie du Sud et l'Australie ; les médias, les discours politiques, les ouvrages même, n'y font guère allusion. Plus encore que les autres, cette région du monde n'attire l'attention de l'opinion qu'à l'occasion de quelque violence, de quelque drame politique (guerre du Viet Nam, révolte aux Philippines, etc.) ou de quelque catastrophe naturelle d'une dimension suffisante. De temps en temps, quelques nouvelles économiques sont données par routine. Une fois de plus, les hommes s'intéressent à tout excepté... aux hommes, du moins à leur nombre.

Important, cependant, le contraste entre le sud, riche et peu peuplé (Australie et Nouvelle Zélande pour l'essentiel) et le Nord, combien plus pauvre, dont certains pays (Inde, Bangladesh, Sri Lanka, Malaisie, etc.) ont déjà à faire face à une pression démographique préoccupante. Mais, dans cette région, les distances jouent doublement :

– *distance entre les pays intéressés* : de Bangkok au cap Bougainville, par exemple, il y a plus de 3 000 kilomètres.

— *distance entre cette région et les pays occidentaux.* En dépit de la rapidité des nouvelles et des déplacements humains, l'intérêt que chacun de nous porte à une région dépend de son éloignement. Londres, Paris, Washington, New York fournissent tant de sujets de préoccupation que notre horizon reste borné. Toujours cette regrettable limitation de celui qui croit savoir.

La lenteur des mouvements à prévoir donne à penser que l'horizon de 30 ans est trop faible. D'ici 2015, une génération seulement, durée suffisante peut-être pour provoquer des tensions, mais non pour déclencher des mouvements. Bornons-nous donc à examiner l'évolution possible, sans nous fixer de délai.

Prenons, pour point de départ, un épisode peu connu en Europe et déjà loin derrière nous, mais si évocateur.

Le choc de « Darwin »

Nous sommes au printemps 1942. Après une marche foudroyante, dépassant toutes prévisions, les Japonais préparent, en Nouvelle Guinée, un nouvel assaut, menaçant Port-Moresby et, peut-être, directement, Darwin. Les Australiens, qui se jugeaient si peu exposés sont alors terrifiés : pour défendre leur littoral, il leur faudrait de 25 à 30 divisions ; or, même en y mettant du temps, ils ne pourraient guère en lever que la moitié. Leur état major construit alors, à la hâte, un plan d'abandon du Nord et de l'Ouest, assorti de sévères déplacements de population.

Le bruit a même couru, à Sidney, que les Japonais avaient débarqué à Darwin. La fièvre si vive, qui s'est alors élevée, rappelle la menace des Djinn¹ :

« Prophète, si ta main me sauve
De ces impurs démons des soirs,
J'irai prosterner mon front chauve,
Devant tes sacrés encensoirs ! »

1. *Les Orientales* de Victor Hugo.

En fait, il ne s'agissait pas de se prosterner devant quelque autel, mais de recourir, après la guerre — si l'on s'en sortait —, à une immigration salvatrice, non seulement pour pouvoir compter plus de divisions militaires, mais pour réduire la tentation d'éventuels envahisseurs.

Le serment oublié

Passé le danger, abandonné le saint. Loin d'atteindre les chiffres prévus, ni même le nécessaire, l'immigration totale depuis la guerre doit être un peu inférieure à 3 millions, soit l'équivalent de la population du seul Singapour.

Par ailleurs, l'Australie ne compte plus, depuis longtemps, sur l'Angleterre. L'abandon de la livre pour le dollar n'a, certes, été que symbolique, mais plus significatif est le fait que ce pays est le seul, avec la Nouvelle Zélande, à avoir envoyé un contingent au Viet Nam. Aucun pays européen, même l'Angleterre, ne l'a fait. Pour l'Australie et la Nouvelle Zélande, il s'agissait non de sauver la vieille Cochinchine, mais de mériter la reconnaissance des Etats-Unis.

Une immigration bien ordonnée

Nous avons déjà évoqué, au chapitre 12, le coût de toute migration organisée. En Australie, cette organisation est plus minutieuse qu'elle ne le fut jamais, en aucun pays :

En premier lieu, il faut choisir l'immigrant : un Blanc, bien entendu, européen si possible. Comme le nombre de volontaires anglais est de plus en plus faible ou de qualité médiocre, il a bien fallu se rabattre sur des Européens du Sud, Grecs, Italiens, notamment. Ce migrant doit avoir bonne tenue, bonne réputation. Une fois désigné, il faut assurer son transport et l'accueillir, ce qui signifie lui trouver, à l'avance, un logement et un emploi (le chômage est, en Australie, loin d'être négligeable). Un stage est, en outre, nécessaire pour le former : apprendre la langue anglaise, connaître l'essentiel de la constitution et des lois du pays. Si élevé est le coût total d'un immigrant, ainsi choisi et

formé, que les effectifs sont strictement limités par les crédits budgétaires.

Ces précautions multiples n'ont cependant pu être appliquées que très partiellement, lorsqu'il a fallu accueillir des réfugiés du Viet Nam, et d'ailleurs (boat-people), demandant asile. Leur admission sur le territoire a, du reste, provoqué une attitude hostile d'une grande partie de la population, non seulement par esprit racial, mais par une attitude malthusienne classique (« s'il y a des chômeurs, c'est que le pays est surpeuplé »).

Peur de la surpopulation

Le racisme semble avoir diminué depuis, sous la pression d'une sorte d'opinion publique mondiale, mais l'esprit général reste fortement malthusien.

À cours de la période tremblante (de peur), des années 70, rappelée p. 20, le gouvernement distribuait, dans les lycées, une petite brochure, dont le thème s'exprimait par la formule ZPG (zero population growth), accroissement nul de la population. La famille devait être-il indiqué, se limiter à 2 enfants. Comme il était difficile de parler de 2,1 en style de démographe, les conseils allaient, en somme, dans le sens d'une diminution de la population. En fait, le taux de natalité actuel correspond à un taux de renouvellement suffisant pour le maintien de la population, mais non pour couvrir les besoins de cet immense territoire.

Si peu peuplée qu'elle soit, si étendus que soient ses moyens, l'Australie « réussit », comme un bon pays européen, à avoir 6 à 8 % de chômeurs.

Bien qu'une partie de cette immense île (7 700 000 km², plus que l'Europe occidentale) soit sèche, donc à peu près stérile, des possibilités importantes de peuplement subsistent. Non seulement, les gisements miniers sont riches, mais le territoire lui-même n'a pas encore été totalement exploré.

Asie du Sud

Voici comment doit évoluer la population d'Australie et de quelques pays d'Asie du Sud (hypothèse moyenne, sans migrations) en millions :

	Australie	Inde	Bangladesh	Malaisie	Indonésie	Philippines
1985	16	689	101	16	151	54
1990	17	827	115	17	181	61
2000	19	964	146	20	211	74
2010	20	1 081	177	23	239	86
2020	22	1 186	206	26	262	97
2025	23	1 229	219	27	273	103

Avec une superficie plus de deux fois inférieure à celle de l'Australie, l'Inde a une population 43 fois plus élevée. En outre, cette population est appelée à s'accroître de 80 % d'ici 2025, alors que, sauf migrations, la population australienne ne doit augmenter que de moins de moitié.

Nous avons page 184 examiné les perspectives qui s'ouvrent à la population du Japon. Celle-ci n'est pas en cause ici. Non seulement son vieillissement va s'accroître, mais ce pays ne se prête guère à l'immigration. Peut-être, le problème des retraites obligera-t-il à faire appel à de jeunes Coréens. Mais il ne s'agirait plus du problème Sud Nord.

Semi déserte et riche, l'Australie peut donc exercer quelque jour, un effet attractif sur les hommes du Nord, c'est-à-dire du Sud de l'Asie. La densité de l'Inde dépasse déjà 200 habitants au km² et celle du Bangladesh 700. L'Indonésie fait, certes, écran et dispose, elle-même, de vastes terres peu peuplées, à Sumatra, Bornéo etc. ; mais, pour se protéger elle-même, elle peut aider une masse de migrants fugitifs à atteindre le territoire australien et plaider leur cause, dans les assemblées internationales.

L'aide des Etats-Unis serait, certes, demandée, en tel cas, mais appel pourrait être fait à l'Assemblée générale des Nations Unies, comme ce fut le cas pour les Africains du Nord, à la veille de l'indépendance des années 50. Il n'y a pas ici, de loi, de droit. Est-il notion plus explosive que celle des *Droits de l'Homme* ? Attila, Alaric, n'étaient-ils pas en état de revendiquer, au nom de ce droit ?

20. Conclusion

« Madame se meurt, madame est morte ! »
Jacques Bénigne Bossuet

Faut-il suivre Bossuet, en voyant dans « Madame », notre vieille Europe ?

Nous nous sommes quelque peu promenés dans le temps et dans l'espace, touchant parfois l'horizon de 30 ans, voyageant des deux côtés de la Méditerranée, puis dans des pays plus éloignés, mais quel est le fruit ?

Première leçon de ce parcours, mais ce n'est pas une nouveauté : Le domaine le plus important, le plus lourd, de plus longue portée, le plus vital, le seul aussi qui fournisse une assise solide à la prévision, la population ne préoccupe guère nos contemporains : les pouvoirs publics pas plus que l'opinion. Lacune, bien sûr, de l'enseignement et de l'information plus encore. Du reste, ceux qui seraient tentés de pénétrer dans ces limites, dans ce qui leur paraît une abstraction, y voient vite plus de noir que de rose, pressentent quelque leçon de morale ou quelque menace à leur façon de vivre et reviennent rapidement à du concret, c'est-à-dire aux ennuis du moment, aux espoirs et aux projets.

Il y a quelques 40 ans, l'*Institut National d'Etudes Démographiques*, tout fier de sa jeunesse, disons même de son innocence, s'était adressé aux gouvernements de tous les pays du monde, pour leur demander de décrire quelle était leur politique de population. Réponse fréquente : « Nous n'avons pas de politique de population ». Et dès lors, le dialogue de s'engager ainsi :

– N'auriez-vous pas, des lois, sur le mariage et le divorce ? Sur l'état civil, la parenté, les successions ?

– Bien sûr, nous avons des dispositions pour tout cela !

– N'avez-vous aucune loi sur l'immigration ?

– Sans aucun doute, nous ne laissons entrer chez nous que ceux que nous acceptons.

– N'avez-vous pas un système de retraite ? Des dispositions pour aider la famille, tout au moins les familles nombreuses ? Seriez-vous un pays sans politique fiscale, ce qu'on appelle un paradis ? Ne vous occupez-vous pas du logement populaire ? Ne cherchez-vous pas à éviter de trop fortes concentrations urbaines ? Avez-vous un système d'assurances sociales contre la maladie ?

– Assurément, nous nous préoccupons de tout cela.

– Eh bien, cet ensemble constitue une politique de population.

La question donne lieu aujourd'hui à des enquêtes régulières conduites par les Nations Unies, mais, cette fois, dans un sens plus restreint, en particulier sur la position prise par les gouvernements en matière de limitation des naissances.

∴

L'Europe, champ de bataille séculaire, a pris, depuis un tiers de siècle, une certaine consistance : les guerres qui ont meublé les siècles s'enseignent encore, dans les écoles, mais quelque effort que nous fassions, nous ne voyons aucune raison de nous battre. Les combats qui se déroulent à Bruxelles ou ailleurs, portent sur les prix du blé, sur les montants compensatoires ou sur le bétail trop bien nourri. Dans ces affrontements, le beurre l'emporte largement sur les canons.

Que la fin des luttes sanglantes vienne de l'existence d'un ennemi, (disons d'un adversaire) commun, l'Union Soviétique ou de celle d'un protecteur commun, adversaire commun, lui aussi, sur le plan économique, le fait est là. La lourde angoisse qui pesait sur les cœurs des générations précédentes a disparu. Quant aux missiles, c'est un sujet dont il est question à la télévision, entre deux minauderies, mais aucun Français n'a creusé un abri quelconque, ni établi un plan de refuge pour sa famille, dans quelque pays lointain.

Ces pays d'Europe, qui, il y a un demi siècle encore, cherchaient à semer la mort, par tous moyens, ne se préoccupent plus, aujourd'hui de

donner la vie. Y a-t-il une relation de cause à effet ? Les plus touchés ne sont-ils pas précisément les anciennes dictatures, avec à leur tête l'Allemagne ? A l'autre bout du monde, le Japon conquérant ne suit-il pas la même voie ?

Sans doute, parmi les méfaits du chômage, faut-il mettre, en bonne place, son pouvoir de brouiller les esprits, y compris les meilleurs. Personne, certes, n'ose prononcer la phrase « Nous sommes trop nombreux », qui pourrait donner des inquiétudes, comme sur le petit navire, ou le radeau de la Méduse, mais un sentiment confus, hors de la conscience, se manifeste, contre le don de la vie.

Dans les atlas, les dictionnaires, les manuels, les reportages et, par extraordinaire, à la télévision, sont bien comparées les diverses populations, parfois sous forme de bâtonnets, mais sans préoccupation de l'essentiel, c'est-à-dire de leur âge, alors que, pour les personnes, c'est le premier sujet d'observation, comme aussi pour les animaux, les maisons, les machines. Le vieillissement, phénomène fondamental que la plume hésite à appeler vital, est à peu près ignoré, presque un secret de spécialistes. Et quand il est connu, il est confondu avec l'allongement de la vie à son terme. Or, toutes les populations du monde vieillissent ou sont, si j'ose dire, en voie de vieillissement. Le XXI^e siècle sera marqué par un intense vieillissement de la population du monde.

Particulièrement touchée, l'Europe est, en outre, placée sous une autre menace : cette usine de l'univers, dépourvue de matières premières, peut, nous l'avons vu, s'inquiéter pour son industrie, c'est-à-dire sa vie. L'optique du marché lui donne à craindre de manquer de débouchés, alors que la véritable menace n'est pas l'excès de richesses, mais leur pénurie. Peu à peu les matières premières d'outre mer sont transformées sur place à la faveur de salaires bien plus bas.

Pour grave qu'elle soit, cette menace économique n'est pas mortelle ; elle risque d'entraîner une baisse du niveau de vie ou une existence orientée de façon différente. Les Européens béats auront la ressource de travailler un peu plus longtemps, pour maintenir leur niveau de vie, mais toute menace de cette sorte trouve sa parade : le danger mortel vient des pays eux-mêmes.

Au cours des années 50, les pays riches ont eu, pour vive angoisse, la multiplication des pauvres. La terre est devenue trop petite ; nous avons d'autant moins le droit de laisser les malheureux à leur sort que le nôtre est compromis. Crise de conscience et de souci de vivre.

Pour parer à cette menace, les Occidentaux ont recherché éperdument un moyen facile à utiliser, propre à empêcher une naissance inopportune. Après cinq ans de recherches de F. Gregory Pincus et John Rock, ce moyen est bien trouvé, mais ce boomerang se retourne contre les initiateurs et leur fait perdre le sens même de la vie.

Suprême ironie de l'histoire, cet effort intense pour arrêter la multiplication involontaire des pauvres a entraîné une stérilité volontaire des riches, une diminution rapide de la jeunesse. L'alerte a été sonnée, mais en sens opposé au nécessaire : « Nous sommes trop nombreux, puisque le chômage est intense. Evidence ! »

Multipliant les contresens, l'Europe est parvenue à vanter et à souhaiter ce que redoute l'individu le plus ignorant : la perte de la jeunesse. Le vieillissement de la population ? Ignoré, volontairement ou non. « A quoi bon avoir des enfants, pour en faire de futurs chômeurs ? » Aveu dramatique de l'ignorance, qui conduit fatalement à une situation économique médiocre, baptisée « crise », comme s'il s'agissait d'un mal venu du dehors, de quelque sida, de quelque virus. C'en est un, en effet, mais il est spontané, organique.

L'Europe a fait son temps, ne disons pas tenu son rôle. Certes, il y aura toujours des hommes vivant dans ce petit cap de l'Asie, avec des usines, des champs et se rendant des services. Il reste à savoir lesquels et dans quelles conditions.

En certaines régions du monde, ces Européens, ces Blancs, tremblants de peur à l'idée de voir éclore les fleurs, c'est-à-dire la jeunesse, se trouvent devant les conséquences mêmes de leur stérilité. Un peuple peut-il mourir de vieillesse ? S'éteindre doucement dans la béatitude ? Y a-t-il eu dans l'histoire ou la préhistoire, des morts douces ? Ce ne sera sûrement pas le cas. Les peuples qui ont gardé le sens de la vie, notamment les Africains du Nord, ont déjà pénétré dans les pays vieux, et sont appelés à déborder, plus encore, dans le Nord. Que signifie ici ce terme « *appelés* », si souvent évocateur d'une destinée irréversible ? Prenons-le au sens propre. Cet appel n'a pas pour origine le destin, mais il peut être le fait des Européens eux-mêmes, pris de peur et soucieux d'être servis. Peur aussi d'évoquer une question troublante. Viendront-ils ces jeunes, pour fermer les yeux de ces hommes qui ont « fait leur temps », ou bien insuffleront-ils une nouvelle vie ?

Pour le moment, le grand vainqueur est l'insouciance. Si certains responsables s'émeuvent, c'est dans la crainte que le PIB de leur pays

n'atteigne pas le progrès de 2 % par an, qui rend les consciences tranquilles.

Plus que jamais, donnons aux jeunes le conseil : « Fermez les livres, et ouvrez les yeux ! ».

Table des figures

Fig. 1 •	Concentration de gaz carbonique à Mauna Loa, observatoire de Hawaï, de 1960 à 1984	37
Fig. 2 •	Variations de la consommation des Français (base 100 en 1966)	101
Fig. 3 •	Proportion d'enfants des diverses classes sociales entrés au lycée ou au collège en 1962-1963	121
Fig. 4 •	Marche à la vieillesse de la population française de 1985 à 2040 (%)	141
Fig. 5 •	Taux de natalité en Espagne, Italie et Allemagne de 1973 à 1985	158
Fig. 6 •	La marche de la population espagnole vers la périphérie	160
Fig. 7 •	Nombre d'enfants par femme en RFA et en RDA de 1950 à 1985	178
Fig. 8 •	Evolution des effectifs d'âge scolaire en RFA jusqu'en 2000	179
Fig. 9 •	Evolution de la fécondité en Arménie et au Tadjikistan depuis 1950	190
Fig. 10 •	Déplacement de l'industrie sidérurgique (production d'acier dans 3 pays)	197

Index des noms cités

A

Abd el Kader, 131, 207
Alaric, 266
Alembert (J. d'), 5, 6, 6
Allais (M.), 235
Alzheimer, 103
Annibal, 76
Anouilh (J.), 51
Aragon(L.), 63
Ariès (Ph.), 88, 88
Aristote, 46, 233
Armand (L.), 151, 151, 220
Attali (J.), 97
Attila, 266
Auguste, 45, 46, 47
Augustin (St), 5, 200

B

Babeau (E.), 139,142
Bahri, 210
Baker (J.), 225
Balladur (E.), 151, 220, 236
Barre (R.), 240
Bastiat (F.), 10
Baudelaire (Ch.), 7, 26
Bausil (A), 221
Bean (F.), 256, 256
Beauvais (J.M.), 116
Belilos (L.), 232
Beltrami (D.), 48
Bérégovoy (P.), 140

Bergues (H.), 88, 200
Bernard (T.), 187, 214
Bernouilli (J.), 5, 6, 6
Berthelot (M.), 1, 17, 17
Bismarck (O. von), 137, 138
Bleustein Blanchet (M.), 64
Blum (A.), 190
Blum (L.), 2, 210
Bodin (J.), 90
Bossuet (J.B.), 267, 267
Boulainvilliers (H. de), 137
Boumedienne (H.), 95, 207, 209, 210
Bourcier de Carbon (Ph.), 241
Bourguiba (H.), 201
Bousquet (G.H.), 200, 200
Bowley, 21
Brass (M.), 169
Briand (A.), 7
Bugeaud (T), 131, 132
Burgdorfer, 176

C

Caïn, 43
Canard (N.F.), 216
Cantillon (R.), 51
Carrère d'Encausse (H.), 77, 189
Carter (J.), 256
Cartier (J.), 53
Cassandre, 101
Castro (F.), 138
Cavelier de la Salle (R.), 126
Cazes (B.), 5

Céline (L.F.), 107
 César, 49
 Chadli (B.D. dit), 211, 211
 Chamberlain (J.), 225
 Charles V, 45
 Charles Quint, 156
 Chasteland (J. C.), 70
 Chaunu (P.), 130
 Chesnais (J. C.), 179, 180
 Chirac (J.), 9, 220
 Clark (C.), 14
 Closets (F. de), 115, 118
 Cohen (D. S.), 85
 Colbert (J. B.), 234
 Colomb (Ch.), 52, 59, 84
 Condorcet (J.A. de), 1
 Cournot (A.), 232
 Courteline (G.), 215
 Coutrot (J.), 15

D

Darwin (Ch.), 225, 225, 226, 226
 Dausset (J.), 225
 Debré (R.), 146
 Descartes (R.), 234
 Devos (R.), 65
 Di (Lady), 116
 Ding Quang Chi, 140
 Dioclétien, 232, 234
 Diogène, 64, 238
 Disraeli, 60
 Draper, 71
 Duboin (J.), 231, 231, 232, 232
 Dufoix (G.), 240, 243
 Duhamel (G.), 2
 Dupaquier (J.), 130
 Durand (J.), 68, 68

Duvillard, 23, 23
 Duvivier (J.), 131

E

Ecrément (M.), 209, 210
 Edouard III, 51
 Ehrlich (P.), 21
 Einstein (A.), 223
 Eivazov (M.), 94, 94
 Engels (F.), 9, 25, 30

F

Fabius, 47
 Federici (N.), 173
 Feschbach (M.), 190
 Fischer, 14
 Fleming (A.), 92
 Fourastié (J.), 13, 14, 232
 Franco (F.), 82, 95, 156
 Frédéric II, 56, 181
 Friedmann (M.), 14, 235
 Fritscher (F.), 211

G

Galton (F.), 91, 91, 91, 91
 Gaulle (Ch. de), 132, 132, 132, 13
 151, 212
 Gaymu (J.), 193, 198
 Ghazali, 200
 Gini (C.), 172
 Girard (A.), 120
 Giscard d'Estaing (V.), 143
 Gobineau (A.), 225, 225
 Goethe (J.W. von), 229

Gorbatchev (M.), 9
 Gregory (F.), 270
 Gruson (C.), 217
 Guillaume (H.), 102, 139
 Gutenberg (J.), 41

H

Halbwachs (M.), 176
 Hebb (D. O.), 226
 Hélin (E.), 88
 Henri II, 51, 99
 Henri IV, 6
 Henri VI, 51
 Henry (L.), 45, 88
 Hérédia (J.M. de), 191, 253
 Herrenschwand, 15
 Hindenburg (P. von), 131
 Hitler (A.), 2, 2, 2, 19, 34, 56, 57, 149, 169, 176, 176, 177, 180, 180, 192, 250
 Hugo (V.), 6, 43, 125, 213, 239, 262
 Huxley (A.), 2, 20

I

Icare, 238
 Ikeda (D.), 24, 33

J

Jacquard (A.), 226
 Jaurès (J.), 234
 Jazy (M.), 241
 Jeanne d'Arc, 51
 Jèze (G.), 214

Jenner, 23, 92
 Johnson (L.B.), 259
 Julia, 47
 Juliana, 194

K

Kafka (F.), 8
 Kahn (H.), 20
 Kemal Ataturk, 204, 205
 Kennedy (J.), 85
 Kepler (J.), 41
 Keynes (J. M.), 146, 216, 234
 Khadafi (M.), 8
 King (A. G.), 256
 Klatzmann (J.), 33
 Knock, 92
 Kopa (R.), 241
 Krouchev (N.), 10, 65

L

Labat (J.C.), 140
 Lagrange (L.), 245
 Lamartine (A. de), 43
 Landry (A.), 46
 Langevin (P.), 121
 Laplace (P.S. de), 5
 Laroque (P.), 153
 Laugier (H.), 249
 Law (H.), 126
 Lénine, 9, 9, 21, 25, 187, 187, 234
 Leontief (W.), 13, 30, 223
 Liberman, 104
 Livi (L.), 172
 Livi (M.), 172
 Louis XIV, 107
 Ludendorf, 131

M

Mac Arthur (D.), 182, 182
 Mahomet, 201
 Malinvaud (E.), 216, 235
 Mallarmé (S.), 79
 Malthus (Th.), 56, 67, 68, 187
 Man (H. de), 15
 Martin (P. de), 35
 Martel (Ch.), 50
 Marquette (abbé), 126
 Marx (K.), 9, 9, 18, 24, 30, 66,
 187, 216, 218, 234, 235
 Mathusalem, 87
 Mauroy (P.), 110, 218
 Mazarin (J.), 142, 245
 Méline (J.), 57, 131
 Ménandre, 46
 Mendel (J.), 225
 Mercier (L.S.), 1, 18, 231
 Meslier (curé), 2
 Mevderev (Z.), 94
 Milliez (P.), 98
 Minkowski (A.), 100
 Mirabeau (H. de), 231
 Mitterrand (F.), 45, 150
 Moineaux (J.), 215
 Molière, 215
 Monnet (J.), 15, 52
 Montcalm, 121
 Montesquieu (Ch. de), 234
 Morandière (T. de la), 126
 Morgenthau, 57, 57
 Mussolini (B.), 166, 169, 172

N

Napoléon, 2, 26, 60, 126, 127
 Napoléon III, 132
 Nostradamus, 6
 Notestein (E.), 22, 23

P

Pagnol (M.), 137
 Paillat (P.), 193, 198
 Palomares (W.H.), 259
 Panief, 94
 Parant (A.), 193, 198
 Pareto (V.), 216
 Pascal (B.), 214
 Passel (J.S.), 256, 256
 Pasteur (J.), 92
 Peccei (A.), 20, 24, 33
 Peguy (Ch.), 139
 Pen (J.M. le), 250
 Péquignot, 103, 103
 Perrin (N.), 58
 Pincus (G.), 59
 Platon, 46
 Polybe, 46
 Pompadour, 127
 Portillo, 256
 Primo de Rivera (M.), 156

R

Rabichko, 66
 Racine (J.), 29, 199
 Reagan (R.), 8, 9, 129, 258
 Rembrandt (H. von), 64
 Reybaud, 232
 Reynaud (P.), 15, 128, 133
 Ricardo (D.), 232
 Ripert (J.), 2, 2
 Riquet (R.P.), 88
 Rist (Ch.), 214
 Rivet (P.), 249
 Robida (A.), 1, 7, 7, 8, 17, 29
 Rochette, 1
 Rock (J.), 59, 270
 Romains (J.), 15
 Roosevelt (E.D.), 81, 176

Rose (S.), 42
 Rosenberg (A.), 225, 225
 Rotschild, 8
 Roussel (L.), 2
 Rueff (J.), 151, 151, 214, 220
 Ruy Blas, 156

S

Salomon (Dr), 97
 Salomon II, 8
 Samuelson (P.A.), 235
 Sanyal, 59
 Sauvy (A.), 88, 115, 122
 Say (J.B.), 10, 216
 Schumpeter (J.), 216
 Scipion, 76
 Séguin (Ph.), 112, 113, 148
 Seignobos (Ch.), 125
 Sen (R.), 67
 Septime Sévère, 232
 Shockley (W.), 42
 Simon (J.L.), 30
 Smith (A.), 10
 Somogyi (S.), 172
 Sorel (G.), 7
 Soto (H. de), 253
 Stasi (B.), 240
 Stavisky (A.), 1
 Stone (R.), 13, 217
 Stroumiline, 21, 22, 187
 Surault (P.), 193, 198
 Sutter (J.), 88

T

Tabah (L.), 70, 103, 142, 146

Tagliacarne (L.), 172
 Tamames (R.), 158, 160
 Tazieff (H.), 20
 Tell (G.), 81
 Thompson (G.), 2
 Tinbergen (J.), 232
 Tito, 95
 Tocqueville (C.A. de), 8

U

Urbain II, 51

V

Valéry (P.), 5, 19
 Vallon (L.), 121
 Vauban (S. de), 23
 Vercingétorix, 115
 Verne (J.), 2
 Verrier (V. le), 23
 Victoria, 60
 Villermé, 96, 114
 Virgile, 39, 147
 Vogt (Ch.), 18, 90
 Voltaire (F. Arouet, dit), 50, 99,
 127

W

Wagner (R.), 225
 Walras (L.), 232
 Wells (H.), 1
 Wolfe (J.), 125
 Woodrow (A.), 42, 42



L'œil économique

Alfred SAUVY

La machine et le chômage

Le progrès technique et l'emploi
PRÉFACE DE W. LÉONTIEF

Rémy PRUD'HOMME

Le ménagement de la nature

Des politiques contre la pollution

André DUMAS

L'autogestion, un système économique ?

J.-L. DALLEMAGNE / N. DAURES / B. HORVAT / D. JONES / S. KOLM / S. KOULYTCHISKY / P. KNIGHT /
H. LEPAGE / M. MENCONI / Ch. MONTET / P. ROSANVALLON / R. SUPEK / H. TEZENAS DU MONCEL /
J. VANEK
PRÉFACE DE J. TINBERGEN

Claude THÉLOT

Tel père, tel fils ?

Position sociale et origine familiale
PRÉFACE DE J. FOURASTIÉ

Henri LEPAGE

Vive le commerce !

Services, distribution, croissance
PRÉFACE DE R. LATTES

William PETERSEN

Malthus

Le premier anti-malthusien
PRÉFACE DE E. LE ROY LADURIE

Sidney MINTZ

Esclave = facteur de production

L'économie politique de l'esclavage
S. ENGERMAN / J. FAGE / R. FOGEL / G. FREDERICKSON / H. GEMERY / E. GENOVESE /
M. GREENBERG / H. GUTMAN / M. et F. HERSKOVITS / J. HOGENDORN / B. KOPYTOFF / R. PRICE /
L. SHORE / I. WALLERSTEIN

Henri SAVALL

Reconstruire l'entreprise

Analyse socio-économique des conditions de travail
PRÉFACE DE F. PERROUX

Bernard DORAY

Le taylorisme, une folie rationnelle ?

PRÉFACE DE M. GODELIER

Renaud SAINSAULIEU et le CESI

L'effet formation dans l'entreprise

PRÉFACE DE G. LAJOINIE

Composition : Novascript
Achevé d'imprimer par :
Impressions Dumas, 42009 Saint-Étienne
en Août 1987

Dépôt légal : Septembre 1987

N° d'imprimeur : 28161

Imprimé en France

Guy ROUSTANG
Le travail autrement

Travail et mode de vie
PRÉFACE DE P. ROSANVALLON

Jena-Paul de GAUDEMAR
L'ordre et la production

Naissance et formes de la discipline d'usine
PRÉFACE DE J. ATTALI

Gérard ADAM
Le pouvoir syndical
PRÉFACE DE J.-D. REYNAUD

Frédéric POULON
Les écrits de Keynes

P. DELFAUD / J. DENIZET / G. DOSTALER / R. FERRANDIER / J.-J. FRIBOULET / J. FRIEDEN / M. LAVOIE /
J. MARCHAL / A. PARGUEZ / A. PLANCHE / G.L.S. SHACKLE / B. SCHMITT / B. VALLAGEAS

Pierre de CALAN
Inacceptable chômage
PRÉFACE DE M. ALBERT

Jean-François PICARD, Alain BELTRAN et Martine BUNGNER
Histoires de l'EDF

Comment se sont prises les décisions de 1946 à nos jours
PRÉFACE DE J. BOUVIER

Alfred SAUVY
De la rumeur à l'histoire

William MURDOCH
La faim dans le monde
Surpopulation et sous-alimentation

Pierre ZERBATO
Keynésianisme et sortie de crise

Keynes contre le libéralisme ?
M. AGLIETTA / M. CABANNES / J. DENIZET / D. GARCIA / C. GOUX / M. HAUTIN / J. LEONARD /
A. LIPIETZ / A. PLANCHE / F. POULON / N. POULON-LAFAYE / B. SCHMITT

Pierre MILLOZ
Le mal administratif

La fonction publique est-elle ingouvernable ?
PRÉFACE DE A. PEYREFITTE



